SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

Traités et Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

Traités et Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME CLIX **1935-1936** **Nos 3649-3680**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No 3649. — Albanie et Yougoslavie :

Protocole d'application de l'annexe C (dispositions concernant le trafic de frontière) du Traité de commerce et de navigation du 22 juin 1926 entre les deux pays, avec annexes et protocole de signature des cartes géographiques et des croquis, signés à Belgrade, le 8 mai 1934, et échange de notes y relatif de la même date 9

No 3650. — Estonie et Turquie :

Accord de clearing. Signé à Ankara, le 13 mars 1935 87

No 3651. — Estonie et Pologne :

Protocole tarifaire. Signé à Varsovie, le 27 mars 1935 97

No 3652. — Estonie et Lettonie :

Accord de clearing, signé à Tallinn, le 10 avril 1935, et échange de notes y relatif de la même date 103

No 3653. — Chili et Finlande :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 1er mars 1935. 113

No 3654. — Bulgarie et Finlande :

Accord commercial, et protocole final. Signés à Budapest, le 22 mars 1935... 123

No 3655. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Finlande :

Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Helsinki, le 3 mai 1935 129

No 3656. — Egypte et Suisse :

Traité d'amitié. Signé au Caire, le 7 juin 1934 137

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations

VOLUME CLIX **1935-1936** **Nos. 3649-3680**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 3649. — Albania and Yugoslavia :

Protocol regarding the Application of Annex C (Provisions concerning Frontier Traffic) of the Treaty of Commerce and Navigation of June 22nd, 1926, between the Two Countries, with Annexes and Protocol of Signature of the Maps and Plans, signed at Belgrade, May 8th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 9

No. 3650. — Estonia and Turkey :

Clearing Agreement. Signed at Ankara, March 13th, 1935 87

No. 3651. — Estonia and Poland :

Protocol regarding Customs Tariff. Signed at Warsaw, March 27th, 1935 97

No. 3652. — Estonia and Latvia :

Clearing Agreement, signed at Tallinn, April 10th, 1935, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date 103

No. 3653. — Chile and Finland :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Santiago, March 1st, 1935 113

No. 3654. — Bulgaria and Finland :

Commercial Agreement, and Final Protocol. Signed at Budapest, March 22nd, 1935 ... 123

No. 3655. — Great Britain and Northern Ireland and Finland :

Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load Line Certificates issued to Ships to which the International Load Line Convention of 1930 does not apply. Signed at Helsinki, May 3rd, 1935 129

No. 3656. — Egypt and Switzerland :

Treaty of Friendship. Signed at Cairo, June 7th, 1934 137

Pages

N° 3657. — Nouvelle-Zélande et Suède :

Echange de notes concernant les relations commerciales entre les deux pays. Londres, le 24 mai 1935 ... 143

N° 3658. — Etats-Unis d'Amérique et Estonie :

Traité additionnel au Traité d'extradition du 8 novembre 1923. Signé à Washington, le 10 octobre 1934 ... 149

N° 3659. — Etats-Unis d'Amérique et Tchécoslovaquie :

Echange de notes comportant un arrangement amendant l'Arrangement commercial du 29 octobre 1923, prorogé par l'Arrangement du 5 décembre 1924. Washington, le 29 mars 1935 ... 155

N° 3660. — Belgique et Italie :

Convention pour la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs délivrés par les autorités compétentes des deux pays. Signée à Rome, le 4 mai 1935 165

N° 3661. — Espagne et Roumanie :

Convention commerciale, signée à Bucarest, le 21 mars 1934, avec protocole final et annexes 171

N° 3662. — Suisse et Turquie :

Convention réglant les rapports judiciaires en matière civile et commerciale entre les deux pays. Signée à Ankara, le 1er juin 1933 ... 187

N° 3663. — Belgique, Bulgarie, Danemark, Egypte, France, Italie, Norvège et Tchécoslovaquie :

Convention relative au statut international des réfugiés. Signée à Genève, le 28 octobre 1933 ... 199

N° 3664. — Suisse et Turquie :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Angora, le 9 décembre 1928 ... 219

N° 3665. — Suisse et Turquie :

Protocole portant modification du Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage conclu le 9 décembre 1928. Signé à Ankara, le 1er juin 1933 ... 229

N° 3666. — Perse et Suisse :

Traité d'amitié, et protocole final. Signés à Berne, le 25 avril 1934 ... 235

N° 3667. — Etats-Unis d'Amérique et Suisse :

Traité additionnel au Traité d'extradition du 14 mai 1900. Signé à Washington, le 10 janvier 1935 ... 243

N° 3668. — Belgique et Equateur :

Convention additionnelle relative à l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 28 mai 1887 entre les deux pays. Signée à Lima, le 6 juin 1933 ... 249

Page

No. 3657. — New Zealand and Sweden :

Exchange of Notes regarding Commercial Relations between the Two Countries. London, May 24th, 1935 ... 143

No. 3658. — United States of America and Estonia :

Supplementary Treaty to the Extradition Treaty of November 8th, 1923. Signed at Washington, October 10th, 1934 ... 149

No. 3659. — United States of America and Czechoslovakia :

Exchange of Notes constituting an Agreement amending the Commercial Agreement of October 29th, 1923, as prolonged by the Agreement of December 5th, 1924. Washington, March 29th, 1935 ... 155

No. 3660. — Belgium and Italy :

Convention regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Airworthiness issued by the Competent Authorities of the Two Countries. Signed at Rome, May 4th, 1935. 165

No. 3661. — Spain and Roumania :

Commercial Convention, signed at Bucharest, March 21st, 1934, with Final Protocol and Annexes ... 171

No. 3662. — Switzerland and Turkey :

Convention concerning Judicial Relations in Civil and Commercial Matters between the Two Countries. Signed at Ankara, June 1st, 1933 ... 187

No. 3663. — Belgium, Bulgaria, Denmark, Egypt, France, Italy, Norway and Czechoslovakia :

Convention relating to the International Status of Refugees. Signed at Geneva, October 28th, 1933 ... 199

No. 3664. — Switzerland and Turkey :

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Angora, December 9th, 1928 ... 219

No. 3665. — Switzerland and Turkey :

Protocol modifying the Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration concluded on December 9th, 1928. Signed at Ankara, June 1st, 1933 ... 229

No. 3666. — Persia and Switzerland :

Treaty of Friendship, and Final Protocol. Signed at Berne, April 25th, 1934 ... 235

No. 3667. — United States of America and Switzerland :

Additional Treaty to the Extradition Treaty of May 14th, 1900. Signed at Washington, January 10th, 1935 ... 243

No. 3668. — Belgium and Ecuador :

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of May 28th, 1887, between the Two Countries. Signed at Lima, June 6th, 1933 ... 249

Pages

N° 3669. — Belgique et Danemark :

Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre, ainsi que des empreintes digitales des condamnés. Bruxelles, le 22 mai 1935 255

N° 3670. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :

Convention relative à l'exemption du service militaire des personnes possédant une double nationalité. Signée à Stockholm, le 31 janvier 1933 261

N° 3671. — Bulgarie et Pologne :

Convention consulaire, et protocole final. Signés à Sofia, le 22 décembre 1934... 265

N° 3672. — Estonie et Lettonie :

Convention concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables. Signée à Riga, le 28 mai 1926 291

N° 3673. — Estonie et Lettonie :

Protocole portant modification de la Convention conclue à Riga le 28 mai 1926 concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables. Signé à Riga, le 17 février 1934 299

N° 3674. — Lettonie et Lithuanie :

Accord commercial, signé à Kaunas, le 10 avril 1935, avec listes et protocole 305

N° 3675. — Lettonie et Lithuanie :

Accord de clearing, avec annexe. Signé à Kaunas, le 10 avril 1935 321

N° 3676. — Suisse et Turquie :

Traité d'extradition et d'entr'aide judiciaire en matière pénale, et protocole final. Signés à Ankara, le 1er juin 1933 329

N° 3677. — Tchécoslovaquie et Union des Républiques soviétiques socialistes :

Traité d'assistance mutuelle, et protocole de signature. Signés à Praha, le 16 mai 1935... ... 347

N° 3678. — Espagne et Estonie :

Echange de notes comportant un *modus vivendi* commercial. Madrid, le 8 mai 1935 363

N° 3679. — Espagne et Estonie :

Convention de paiements. Signée à Madrid, le 8 mai 1935 381

N° 3680. — Allemagne et Danemark :

Accord relatif aux facilités dans le petit trafic frontalier, avec annexe et protocole final, signés à Berlin, le 29 octobre 1934, et échange de notes y relatif, Berlin, le 25 mai 1935 389

Page

No. 3669. — Belgium and Denmark :

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other, and of the Finger-prints of the Persons sentenced. Brussels, May 22nd, 1935 ... 255

No. 3670. — United States of America and Sweden :

Convention relating to the Exemption from Military Service of Persons having Dual Nationality. Signed at Stockholm, January 31st, 1933 ... 261

No. 3671. — Bulgaria and Poland :

Consular Convention, and Final Protocol. Signed at Sofia, December 22nd, 1934 ... 265

No. 3672. — Estonia and Latvia :

Convention concerning the Collection of Taxes and the Exchange of Information regarding Taxpayers. Signed at Riga, May 28th, 1926 ... 291

No. 3673. — Estonia and Latvia :

Protocol modifying the Convention concluded at Riga on May 28th, 1926, concerning the Collection of Taxes and the Exchange of Information regarding Taxpayers. Signed at Riga, February 17th, 1934. ... 299

No. 3674. — Latvia and Lithuania :

Commercial Agreement, signed at Kaunas, April 10th, 1935, with Lists and Protocol 305

No. 3675. — Latvia and Lithuania :

Clearing Agreement, with Annex. Signed at Kaunas, April 10th, 1935 ... 321

No. 3676. — Switzerland and Turkey :

Treaty concerning Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, and Final Protocol. Signed at Ankara, June 1st, 1933 ... 329

No. 3677. — Czechoslovakia and Union of Soviet Socialist Republics :

Treaty of Mutual Assistance, and Protocol of Signature. Signed at Prague, May 16th, 1935 347

No. 3678. — Spain and Estonia :

Exchange of Notes constituting a Commercial *modus vivendi*. Madrid, May 8th, 1935 ... 363

No. 3679. — Spain and Estonia :

Convention regarding Payments. Signed at Madrid, May 8th, 1935. ... 381

No. 3680. — Germany and Denmark :

Agreement regarding Facilities in Minor Frontier Traffic, with Annex and Final Protocol, signed at Berlin, October 29th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Berlin, May 25th, 1935 ... 389

N° 3649.

ALBANIE ET YOUGOSLAVIE

Protocole d'application de l'annexe C (dispositions concernant le trafic de frontière) du Traité de commerce et de navigation du 22 juin 1926 entre les deux pays, avec annexes et protocole de signature des cartes géographiques et des croquis, signés à Belgrade, le 8 mai 1934, et échange de notes y relatif de la même date.

ALBANIA AND YUGOSLAVIA

Protocol regarding the Application of Annex C (Provisions concerning Frontier Traffic) of the Treaty of Commerce and Navigation of June 22nd, 1926, between the Two Countries, with Annexes and Protocol of Signature of the Maps and Plans, signed at Belgrade, May 8th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N° 3649. — PROTOCOLE [1] D'APPLICATION DE L'ANNEXE C (DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRAFIC DE FRONTIÈRE) DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 22 JUIN 1926 ENTRE L'ALBANIE ET LA YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 8 MAI 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 6 mai 1935.

Pénétrés de la même conviction quant à la nécessité de favoriser les rapports mutuels de bon voisinage et de faciliter les relations commerciales entre les habitants des zones frontières,

Désireux de donner suite à l'annexe C du Traité de commerce et de navigation [2] entre les deux Etats, signé le 22 juin 1926 et plus particulièrement à l'article 14 de ladite annexe ainsi qu'à l'Accord additionnel à l'annexe C, signé à Beograd le cinq mai 1934,

Dans le but de fixer selon la nature du terrain et la position géographique les limites intérieures des zones frontières, ainsi que les routes pour les habitants des zones frontières, aussi bien que pour les propriétaires d'outre frontière, et afin d'arrêter d'un commun accord les dispositions ayant trait à l'interprétation et application des avantages et facilités prévus par l'accord susmentionné,

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ALBANIE ont nommé, à cet effet, pour leurs délégués, à savoir :

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE :

S. E. Monsieur le Dr Bojidar POURITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, ministre adjoint au Ministère royal des Affaires étrangères,

Monsieur le Dr Ivan SOUBBOTITCH, conseiller au Ministère royal des Affaires étrangères, en qualité de délégué ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ALBANIE :

S. E. Monsieur Raouf FICO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Albanie,

S. E. Monsieur Démètre BERATTI, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères,

---

[1] En vertu d'un échange de notes effectué à Tirana le 23 janvier 1935, le Protocole est entré en vigueur quinze jours après cet échange, avec ses parties additionnelles, excepté la partie additionnelle N° 6, qui sera mise en application dès que le Parlement albanais aura ratifié cet accord.

[2] Vol. XCI, page 9, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3649. — PROTOCOL [2] REGARDING THE APPLICATION OF ANNEX C (PROVISIONS CONCERNING FRONTIER TRAFFIC) OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF JUNE 22ND, 1926, BETWEEN ALBANIA AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MAY 8TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place May 6th, 1935.

Being equally convinced of the necessity of promoting mutual good neighbourly relations and of facilitating trade between the inhabitants of the frontier zones,

Desirous of giving effect to Annex C of the Treaty of Commerce and Navigation [3] between the two States signed on June 22nd, 1926, and more particularly Article 14 of the said Annex, and to the Additional Agreement to Annex C signed at Belgrade on May 5th, 1934,

For the purpose of determining, with due regard to the nature of the ground and the geographical position, the internal boundaries of the frontier zones and the roads which may be used by the inhabitants of the frontier zones and by owners on the other side of the frontier, and in order to draw up by common agreement provisions relating to the interpretation and application of the advantages and facilities provided for in the above-mentioned Agreement,

The GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ALBANIA have appointed for that purpose as their delegates :

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA :

His Excellency Dr. Bojidar POURITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Assistant Minister at the Royal Ministry of Foreign Affairs,

Dr. Ivan SOUBBOTITCH, Counsellor at the Royal Ministry of Foreign Affairs, as delegate;

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ALBANIA :

His Excellency Monsieur Raouf FICO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Albania,

His Excellency Monsieur Démètre BERATTI, Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs;

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] In virtue of an Exchange of Notes effected at Tirana on January 23rd, 1935, the Protocol came into force fifteen days after that exchange, together with its Additional Sections, except as regards Additional Section No. 6, which shall be rendered effective as soon as the Albanian Parliament has ratified this Agreement.

[3] Vol. XCI, page 9, of this Series.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. TRAFIC FRONTIÈRE.

Ad *article premier de l'annexe C.*

Point N° 1. — Il est entendu que par « régions frontières », au sens de l'article premier de l'annexe C, il y a lieu d'entendre la zone frontière albanaise telle qu'elle est décrite à la partie additionnelle N° 1 du présent protocole.

Point N° 2. — Par « habitants de zone frontière » au sens de l'article premier de l'annexe C, il y a lieu d'entendre les ressortissants albanais ou yougoslaves qui ont leur résidence dans la zone frontière albanaise ci-dessus mentionnée.

Point N° 3. — Conformément à la partie additionnelle N° 3, la zone frontière albanaise est divisée en neuf (9) secteurs. Dans la même partie additionnelle il est spécifié quelles sont les localités faisant partie de chacun de ces secteurs, ainsi que les marchés yougoslaves correspondant à chacun de ces secteurs.

Ces marchés yougoslaves sont les suivants :

Resan,
Monastère St. Naum,
Ohrid,
Struga,
Debar,
Prizren,
Dragache,
Djakovica,
Gusigné,
Tuzi ou Podgorica,
Ulcinj.

Il est entendu que les habitants de chacun de ces secteurs de la zone frontière albanaise pourront, conformément aux articles premier, 2 et 3 de l'annexe C, se rendre au marché yougoslave correspondant à leur secteur.

Les deux gouvernements pourront, d'un commun accord, ajouter d'autres localités yougoslaves pouvant servir comme marchés aux habitants de la zone frontière albanaise.

Point N° 4. — Les routes ainsi que les points de passage de la frontière, par lesquels ces habitants pourront se rendre aux marchés yougoslaves correspondants, sont également indiqués dans la partie additionnelle N° 3.

Ad *article 2 de l'annexe C.*

Point N° 5. — Par « produits de l'industrie domestique albanaise », figurant au point 2 de l'article 2 de l'annexe C, il y a lieu d'entendre tous les objets qui sont produits dans les maisons des habitants albanais, et non pas ceux qui sont produits dans les fabriques.

Point N° 6. — La franchise de tous droits d'importation et d'exportation comprend la franchise de tous droits de douane, taxes douanières, de droit de timbre sur le reçu de douane, de toutes taxes de l'Etat d'importation et d'exportation et de toutes taxes municipales d'importation et d'exportation quelle que soit leur dénomination, et de toutes autres taxes relatives aux formalités douanières ou statistiques.

Toutefois, l'exemption prévue à l'alinéa précédent ne comprend pas l'exemption de l'octroi (Trosarina — Oktrovë), pour lequel les produits albanais ainsi importés seront traités de la même façon que les produits yougoslaves (voir article 6 de l'annexe C, et le protocole final de celle-ci).

Les porteurs des objets mentionnés dans cet article, en passant la frontière, doivent les déclarer oralement et, sur demande, ils sont tenus de les montrer aux organes de contrôle douanier.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. Frontier Traffic.

Ad *Article* 1 *of Annex C.*

Point No. 1. — It is understood that " frontier districts " for the purposes of Article 1 of Annex C shall be held to mean the Albanian frontier zone as described in Additional Section No. 1 of the present Protocol.

Point No. 2. — " Inhabitants of the frontier districts " for the purposes of Article 1 of Annex C shall be held to mean Albanian or Yugoslav nationals who reside in the above-mentioned Albanian frontier zone.

Point No. 3. — By Additional Section No. 3 the Albanian frontier zone is divided into nine (9) sections. The same Additional Section specifies which localities are situated in each of these sections and which are the Yugoslav markets corresponding to each of these sections.

These Yugoslav markets are the following :

Resan,
St. Naum Monastery,
Ochrida,
Struga,
Debar,
Prizren,
Dragache,
Djakovica,
Gusigné,
Tuzi or Podgorica,
Ulcinj.

It is understood that the inhabitants of each of these sections of the Albanian frontier zone may, in accordance with Articles 1, 2 and 3 of Annex C, visit the Yugoslav market corresponding to their section.

The two Governments may, by mutual agreement, add other Yugoslav localities which may be used as markets for inhabitants of the Albanian frontier zone.

Point No. 4. — The roads and frontier crossing points by which these inhabitants may proceed to the corresponding Yugoslav markets are also given in Additional Section No. 3.

Ad *Article* 2 *of Annex C.*

Point No. 5. — " Products of Albanian domestic industry " in Point 2 of Article 2 of Annex C shall be held to mean all articles produced in the houses of Albanian inhabitants, and not those produced in factories.

Point No. 6. — Exemption from all import and export duties shall include exemption from all Customs duties, Customs charges, stamp duty on Customs receipts, State imposts on imports and exports and municipal taxes on imports and exports of any description whatsoever, and all other taxes connected with Customs or statistical formalities.

Nevertheless, the exemption provided for in the previous paragraph shall not include exemption from the octroi charge (Trosarina — Oktrovë), in respect of which Albanian products thus imported shall be treated in the same way as Yugoslav products (see Article 6 of Annex C and the Final Protocol of Annex C).

Persons carrying the goods mentioned in this Article must declare them verbally when crossing the frontier and, if requested to do so, must produce them before the Customs authorities.

Point N° 7. — En vue d'assurer une bonne application des dispositions de l'article 2 de l'annexe C, il est établi une liste des produits de provenance albanaise devant jouir des franchises et privilèges prévus audit article.

Cette liste constitue la *partie additionnelle N° 4* qui fait partie intégrante du présent protocole. Ladite liste pourra, si besoin en est, être complétée ou modifiée d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Ad *article* 3 *de l'annexe C.*

Point N° 8. — La franchise de tous droits d'importation et d'exportation comprend la franchise de tous droits de douane, taxes douanières, de droits de timbre sur le reçu de douane, de toutes taxes de l'Etat d'importation et d'exportation et de toutes taxes municipales d'importation et d'exportation quelle que soit leur dénomination, et de toutes autres taxes relatives aux formalités douanières et statistiques.

Point N° 9. — Les porteurs des objets mentionnés dans cet article, en passant la frontière, doivent les déclarer oralement et, sur demande, ils sont tenus de les montrer aux organes de contrôle douanier.

Point N° 10. — En vue d'assurer une bonne application des dispositions de l'article 3 de l'annexe C, il est établi une liste des produits se trouvant aux marchés yougoslaves devant jouir des franchises et privilèges prévus audit article.

Cette liste constitue la *partie additionnelle N° 5* qui fait partie intégrante du présent protocole. Ladite liste pourra être, si besoin en est, complétée ou modifiée d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Ad *article* 4 *de l'annexe C.*

Point N° 11. — Les zones frontières mentionnées dans l'article 4 de l'annexe C sont celles décrites dans les parties additionnelles N° 1 et N° 2 du présent protocole.

Point N° 12. — Par habitants de la zone frontière, au sens de l'article 4 de l'annexe C, on entend les ressortissants albanais ou yougoslaves qui ont leur résidence dans la zone frontière albanaise, telle que cette zone est décrite dans la partie additionnelle N° 1 du présent protocole.

Point N° 13. — Afin que les objets mentionnés à l'article 4 de l'annexe C puissent jouir des exemptions et bénéfices, leurs porteurs doivent, en passant la frontière, les déclarer oralement et, sur demande, ils sont tenus de les montrer aux organes de contrôle douanier qui doivent remplir les formalités douanières sans demander d'indemnité.

Les formalités douanières seront effectuées de manière à n'apporter aucun retard ni difficulté au trafic de frontière. Il est entendu que, pour autant que la quantité des produits ainsi importés en admission temporaire ne dépasse pas celle indiquée à la liste (partie additionnelle N° 4) il ne sera exigé aucune garantie personnelle ou pécuniaire.

Point N° 14. — Le délai de retour des objets importés en admission temporaire sera fixé par les autorités douanières compétentes ; toutefois, ce délai ne doit pas dépasser trois mois. D'autre part, ces objets doivent être retournés, par la même route et le même point de passage, dans le pays d'où ils ont été exportés, afin que les autorités douanières puissent remplir les formalités concernant leur retour.

Point N° 15. — Pour les transformations des matières premières on détermine le pourcentage suivant :

a) Pour le blé : 65-80 % de farine,
b) Orge et seigle : 70-80 % de farine,
c) Maïs : 70-80 % de farine,
d) Produits oléagineux : 25-30 % d'huile,
e) Bois : 70-75 % de planches,
f) Troncs d'arbres : 60-70 % de poteaux.

Point No. 7. — In order to ensure the proper application of the provisions of Article 2 of Annex C, a list of the products coming from Albania which are to be granted the exemptions and privileges provided for in the said Article has been drawn up.

This list shall constitute *Additional Section No.* 4, which shall form an integral part of the present Protocol. The said list may, if necessary, be amplified or amended by mutual agreement between the two Governments.

Ad *Article* 3 *of Annex C.*

Point No. 8. — Exemption from all import and export duties shall include exemption from all Customs duties, Customs charges, stamp duty on Customs receipts, State imposts on imports and exports and municipal taxes on imports and exports of any description whatsoever, and all other taxes connected with Customs or statistical formalities.

Point No. 9. — Persons carrying the goods mentioned in this Article must declare them verbally when crossing the frontier and, if requested to do so, must produce them before the Customs authorities.

Point No. 10. — In order to ensure the proper application of the provisions of Article 3 of Annex C, a list of the products on the Yugoslav markets which are to be granted the exemptions and privileges provided for in the said Article has been drawn up.

This list shall constitute *Additional Section No.* 5, which shall form an integral part of the present Protocol. The said list may, if necessary, be amplified or amended by mutual agreement between the two Governments.

Ad *Article* 4 *of Annex C.*

Point No. 11. — The frontier zones mentioned in Article 4 of Annex C are the same as those described in Additional Sections No. 1 and No. 2 of the present Protocol.

Point No. 12. — The term " inhabitants of the frontier zone " for the purposes of Article 4 of Annex C shall be held to mean Albanian or Yugoslav nationals who have their residence in the Albanian frontier zone as defined in Additional Section No. 1 of the present Protocol.

Point No. 13. — The exemptions and facilities provided for in respect of the objects mentioned in Article 4 of Annex C shall be granted subject to the condition that, when crossing the frontier, the persons conveying them shall declare them verbally and, if requested to do so, must produce them before the Customs officials, who shall carry out the Customs formalities without charge.

The Customs formalities shall be carried out in such a way as to cause no delay or difficulty in frontier traffic. It is understood that, should the quantity of products thus imported under the regime of temporary admission not exceed that given in the list (Additional Section No. 4), no personal or financial guarantee will be required.

Point No. 14. — The time-limit at the end of which the articles imported under the regime of temporary admission must be re-exported shall be fixed by the competent Customs authorities ; in any case, that period may not exceed three months. Furthermore, the articles must be returned by the same route and by the same frontier crossing point into the country from which they were exported, so that the Customs authorities may carry out the necessary formalities in connection with their re-export.

Point No. 15. — The following percentage has been fixed for conversion of raw materials :

(a) For wheat : 65—80 % of flour ;
(b) For barley and rye : 70—80 % of flour ;
(c) Maize : 70—80 % of flour ;
(d) Oleaginous products : 25—30 % of oil ;
(e) Timber : 70—75 % of planks ;
(f) Tree trunks : 60—70 % of poles.

Ad *article* 5 *de l'annexe C.*

Point N° 16. — Pour tous les moyens de transport, sauf les automobiles, les autorités douanières compétentes doivent appliquer les formalités prescrites pour les objets mentionnés à l'article 4 de l'annexe C.

En faisant ces formalités, les autorités douanières délivrent le document nécessaire qui sera valable pour six mois. Ces formalités seront effectuées pour les bêtes de trait et de somme ainsi que pour tous les autres moyens de transport au moment du premier passage de la frontière. Quant aux récipients et emballages, les formalités douanières doivent être faites à tout passage.

Point N° 17. — En ce qui concerne le contrôle de l'état de santé des animaux transportant des marchandises aux marchés, il est convenu que ce contrôle s'exercera suivant les dispositions du point N° 27 du présent protocole.

Ad *article* 6 *de l'annexe C.*

(Pas de remarques).

II. Propriétaires d'outre frontière et leurs biens-fonds.

Ad *article* 7 *de l'annexe C.*

Point N° 18. — Les zones frontières albanaise et yougoslave, prévues à l'article 7 de l'annexe C, sont décrites dans les parties additionnelles N° 1 et N° 2 du présent protocole.

Point N° 19. — Il y a lieu de considérer comme biens-fonds d'outre frontière, au sens de l'article 7 de l'annexe C, les biens immeubles suivants : champs à cultiver, vignobles, jardins, potagers, vergers, prairies, pâturages, forêts et d'autres terres destinées à l'agriculture, ainsi que les moulins bâtis, les maisons et tout bâtiment d'habitation, les enclos, les bergeries et toute autre construction devant abriter le bétail ou servir à travailler et transformer les produits de ce dernier, les petites scieries, les moulins destinés au lavage de la laine (Valjenice — Derstilë).

Point N° 20. — Pour que les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, qui possèdent dans la zone frontière de l'autre Partie des biens-fonds, puissent être considérés comme propriétaires d'outre frontière jouissant des faveurs de l'article 7 de l'annexe C, il est nécessaire que lesdits ressortissants soient domiciliés dans la zone frontière.

Point N° 21. — Tout propriétaire d'outre frontière, pour pouvoir jouir des faveurs de l'article 7 de l'annexe C, doit être muni de la carte d'identité spéciale, prévue audit article. Cette carte portera le nom « *Carte de propriétaire d'outre frontière* » *(Dvovlasnička karta — Karte Kufini per Pronar)* ; elle aura la forme d'un livret à couverture rouge, d'après le modèle joint au présent protocole *(annexe B)*, et sera imprimée en langues albanaise et yougoslave.

Point N° 22. — Il est établi que la « carte de propriétaire d'outre frontière » n'a pas besoin de porter la photographie du titulaire ni celles des autres personnes y inscrites, mais seulement la signature du titulaire. La signature sera remplacée par l'empreinte digitale si le titulaire est illettré.

Point N° 23—24. — Pour passer la frontière, les personnes inscrites dans la « carte de propriétaire d'outre frontière » devront être munies également de leur « carte frontière ».

Point N° 25. — Les « cartes de propriétaires d'outre frontière » doivent, d'après l'article 7 de l'annexe C, être délivrées et visées par les autorités douanières. Cependant, vu l'organisation administrative albanaise, elles seront délivrées et visées en Albanie par les préfectures et sous-préfectures et en Yougoslavie par les bureaux de douane.

Ad *Article* 5 *of Annex C.*

Point No. 16. — The formalities laid down in respect of the objects mentioned in Article 4 of Annex C shall be enforced by the competent Customs authorities for all means of transport with the exception of automobiles.

When enforcing the said formalities the Customs authorities shall issue the necessary document, which shall be valid for six months. These formalities shall be compulsory in respect of draught animals and beasts of burden, and all other means of transport, on their first crossing the frontier. Customs formalities shall be compulsory in the case of containers and packing on every occasion on which the frontier is crossed.

Point No. 17. — So far as concerns health supervision of animals carrying goods to markets, it is agreed that such supervision should be carried out in accordance with the provisions of Point No. 27 of this Protocol.

Ad *Article* 6 *of Annex C.*

(No observations.)

II. Owners of Land on the Other Side of the Frontier and their Property.

Ad *Article* 7 *of Annex C.*

Point No. 18. — The Albanian and Yugoslav frontier zones as provided for in Article 7 of Annex C are defined in Additional Sections No. 1 and No. 2 of this Protocol.

Point No. 19. — Property on the other side of the frontier for the purposes of Article 7 of Annex C shall be held to mean the following immovable property : arable land, vineyards, gardens, kitchen gardens, orchards, meadows, pasturage, forests and other land intended for agriculture, and mills, houses and all buildings used as dwelling places, enclosures, sheepcots and any other buildings intended for sheltering live-stock or for use in working up and transforming products of the same, small sawmills, wool washing plant (Valjenice — Derstilë).

Point No. 20. — Nationals of one of the two Contracting Parties who own immovable property in the frontier zone of the other Party shall only be regarded as owners of land on the other side of the frontier entitled to the privileges provided for in Article 7 of Annex C if they are domiciled in the frontier zone.

Point No. 21. — The owner of land on the other side of the frontier shall only be entitled to the privileges provided for in Article 7 of Annex C if he is in possession of the special identity card provided for in the said Article. This card shall be called "*Card issued to owners of land on the other side of the frontier*" *(Dvovlasnička karta — Karte Kufini per Pronar)*. It shall be in the form of a booklet with a red cover in accordance with the specimen form annexed to the present Protocol *(Annex B)*, and shall be printed in the Albanian and Yugoslav languages.

Point No. 22. — It is agreed that the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " need not bear the photograph of the holder nor that of the other persons entered therein, but only the signature of the holder. Should the holder be illiterate, this signature shall be replaced by his finger-print.

Points Nos. 23 *and* 24. — For the purpose of crossing the frontier, the persons whose names are entered on the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " must also be provided with their " frontier permit ".

Point No. 25. — The "cards issued to owners of land on the other side of the frontier" must, under Article 7 of Annex C, be issued and visaed by the Customs authorities. Nevertheless, in view of the administrative organisation in Albania, they shall be issued and visaed in Albania by the prefectures and sub-prefectures, and in Yugoslavia by the Customs officers.

Par conséquent, les autorités compétentes pour la délivrance et le visa de ces cartes seront :

a) En Yougoslavie : les bureaux de douane ; ces bureaux sont actuellement ceux de Bitolj, Struga, Ohrid, Debar, Prizren, Djakovica, Podgorica et Bar ;

b) En Albanie : les préfectures et sous-préfectures qui délivrent les « cartes frontières » ; ces préfectures et sous-préfectures sont actuellement celles de Korça (préf.), Podgradec (sous-préf.), Elbasan (préf.), Zerqan (commune de I classe), Peshkopij (préf.), Bicaj (sous-préf.), Kukës (préf.), Tropojë (sous-préf.), Kodra-Shengjerdj (sous-préf.), Koplik (sous-préf.) et Shkoder (préf.).

Point N° 26. — Pour obtenir la « carte de propriétaire d'outre frontière », l'intéressé doit produire un *certificat de propriété (« Uverenje o imanju » — « Vertetim Pronarije »)*, attestant sa propriété et délivré par la commune d'outre frontière où le bien-fonds se trouve. Ce certificat aura la forme du modèle joint au présent protocole *(annexe C)* ; il sera imprimé en langues albanaise et yougoslave et rempli aussi, si possible, dans les deux langues.

Toute formalité relative à la délivrance de ce certificat sera gratuite.

Il est entendu que ce certificat n'est pas appelé à constituer en justice, le cas échéant, une preuve définitive de la propriété du titulaire, mais qu'il est uniquement délivré en vue de faciliter l'application des dispositions du présent protocole.

L'intéressé qui n'obtient pas satisfaction de la commune a le droit de s'adresser à l'autorité supérieure administrative.

Point N° 27. — Pour faciliter le passage des animaux de travail et des animaux conduits au pâturage sur les biens-fonds d'outre frontière, les deux Parties contractantes, au lieu d'exiger la stricte application des dispositions de l'avant-dernier et du dernier alinéa de l'article 7 de l'annexe C, sont tombées d'accord pour que la preuve de l'état de santé de ces animaux soit fournie de la façon suivante :

Les sous-préfets ou les préfets albanais des régions frontières informeront mensuellement les sous-préfets yougoslaves d'outre frontière sur l'état de santé des animaux et du bétail dans leur circonscription administrative. Si cette circonscription touche à deux ou plusieurs sous-préfectures yougoslaves, communication en sera faite à chacune.

Le même genre de communication se fera mensuellement par les sous-préfets yougoslaves aux préfets ou sous-préfets albanais d'outre frontière.

Cette communication de l'état de santé contiendra l'information, si dans ladite circonscription se sont produits, au cours des 30 derniers jours, des cas de maladie contagieuse, et, si oui, quel genre de maladie, dans quelle commune et quel a été le nombre des cas.

La communication de l'état de santé devra être faite au cours des trois premiers jours de chaque mois.

S'il ressort de cette communication qu'il n'y a pas eu de maladies contagieuses, aucun certificat de santé ne sera exigé.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit d'exiger, éventuellement et si besoin en est, l'application des dispositions de l'article 7 de l'annexe C, avant-dernier et dernier alinéas, soit dans un ou plusieurs secteurs, soit dans l'ensemble de la zone frontière.

Point N° 28. — La procédure pour la délivrance des « cartes de propriétaire d'outre frontière » est la suivante :

a) Délivrance des « cartes de propriétaire d'outre frontière » par l'autorité albanaise:

L'intéressé se présente à la préfecture ou sous-préfecture albanaise du lieu de son domicile, il lui remet sa « carte frontière » et le « certificat de propriété », ce dernier délivré par la commune yougoslave.

Therefore, the competent authorities for issuing such cards and affixing the visa thereon shall be the following :

(a) In Yugoslavia : the Customs offices ; these Customs offices are at present those of Bitolj, Struga, Ochrida, Debar, Prizren, Djakovica, Podgorica and Bar ;

(b) In Albania : the prefectures and sub-prefectures which issue " frontier permits "; these prefectures and sub-prefectures are at present those of Korça (pref.), Podgradec (sub-pref.), Elbasan (pref.), Zerqan (commune of the first class), Peshkopij (pref.), Bicaj (sub-pref.), Kukës (pref.), Tropojë (sub-pref.), Kodra-Shengjerdj (sub-pref.), Koplik (sub-pref.), and Shkoder (pref.).

Point No. 26. — For the purpose of obtaining the " card issued to owners of the land on the other side of the frontier ", the person concerned must produce a *certificate of ownership (" Uverenje o imanju " — " Vertetim Pronarije ")*, proving his rights of ownership and issued by the commune on the other side of the frontier in which the property is situated. This certificate shall be made out in accordance with the specimen form annexed to this Protocol *(Annex C)* ; it must be printed in the Albanian and Yugoslav languages and filled up, if possible, in both languages.

No charge shall be made in connection with the issuing of the certificate.

It is understood that this certificate shall not be regarded as constituting definite legal proof of ownership of land, but that it is solely issued in order to facilitate the application of the provisions of this Protocol.

Persons not satisfied with the decision of the commune shall have the right to apply to the higher administrative authority.

Point No. 27. — In order to facilitate the crossing of the frontier by draught animals and by live-stock taken for grazing to land on the other side of the frontier, the two Contracting Parties agree that instead of requiring the strict application of the provisions of the last paragraph but one and the last paragraph of Article 7 of Annex C, proof of the state of the health of these animals can be given in the following manner :

The Albanian sub-prefects or prefects of the frontier districts shall communicate information monthly to the Yugoslav sub-prefect on the other side of the frontier with regard to the state of health of the animals and cattle in their administrative district. Should the said district adjoin two or more Yugoslav sub-prefectures, each of the said sub-prefectures shall receive the information in question.

The same information shall be communicated monthly by the Yugoslav sub-prefects to the Albanian prefects or sub-prefects on the other side of the frontier.

This health report shall mention whether in the last thirty days any cases of contagious diseases have occurred in the district in question, and, if so, the nature of the disease shall be specified, mention being made of the commune in which it occurred and of the number of cases.

The health report should be sent in during the first three days of every month.

If it is shown by this report that there are no cases of contagious diseases, no health certificate will be required.

Each of the two Contracting Parties reserves the right, should it think fit and if necessary, to require the enforcement of the provisions of Article 7 of Annex C, as contained in the last paragraph but one and the last paragraph, either in one or several sections, or in the whole of the frontier zone.

Point No. 28. — The procedure for the granting of " cards issued to owners of land on the other side of the frontier " shall be the following :

(a) Granting of the said " cards issued to owners of land on the other side of the frontier " by the Albanian authorities :

The person concerned applies to the Albanian prefecture or sub-prefecture of his place of residence ; he produces his " frontier permit " and the " certificate of ownership ", the latter being issued by the Yugoslav commune.

Ladite préfecture ou sous-préfecture dresse la « carte de propriétaire d'outre frontière » et elle l'envoie, accompagnée des deux pièces ci-dessus mentionnées, d'office directement à la sous-préfecture yougoslave d'outre frontière. Cette dernière se charge de faire parvenir sans délai le pli au bureau de douane yougoslave du lieu de la situation du bien-fonds, pour que ce bureau accorde le visa. Le visa une fois apposé, la carte et les deux pièces qui l'accompagnent sont retournées par la même voie à l'autorité albanaise qui les avait envoyées, pour être remises à l'intéressé.

S'il y a lieu de faire inscrire aussi d'autres personnes (serviteurs, bergers, parents) sur la « carte de propriétaire d'outre frontière », les cartes frontières de ces personnes seront également remises au sous-préfet ou préfet albanais, pour accompagner les deux pièces ci-dessus mentionnées. Pour les parents ceci aura lieu seulement pour autant qu'ils ne sont pas déjà inscrits sur la carte frontière du propriétaire. Inscription sera faite sur ces cartes frontières conformément au point 53 du présent protocole.

b) Délivrance des « cartes de propriétaire d'outre frontière » par l'autorité yougoslave :

Avec la « carte frontière », qu'il s'est fait préalablement délivrer à la sous-préfecture yougoslave et avec le « certificat de propriété », délivré par la commune albanaise, l'intéressé se présente au bureau de douane yougoslave du lieu de son domicile.

Ledit bureau de douane dresse la « carte de propriétaire d'outre frontière » et l'envoie, accompagnée des deux dites pièces, au sous-préfet yougoslave. Ledit sous-préfet vise la carte et la fait parvenir, accompagnée des deux dites pièces, d'office directement à la préfecture ou sous-préfecture albanaise du lieu de la situation du bien-fonds, pour que cette dernière accorde son visa. Ce visa une fois apposé, la carte et les deux pièces qui l'accompagnaient sont retournées par la même voie au bureau douanier yougoslave. Ladite préfecture ou sous-préfecture albanaise informera en même temps le bureau de douane albanais de l'apposition du visa.

S'il y a lieu d'inscrire aussi d'autres personnes (serviteurs, bergers, parents) sur la « carte de propriétaire d'outre frontière », les cartes frontières de ces personnes seront également remises au bureau de douane yougoslave pour accompagner les deux pièces ci-dessus mentionnées. Pour les parents ceci aura lieu seulement pour autant qu'ils ne sont pas déjà inscrits sur la carte frontière du propriétaire. Inscription sera faite sur ces « cartes frontières » conformément au point 53 du présent protocole.

Point N° 29. — Sauf pour des raisons spéciales, le visa sera délivré par l'autorité d'outre frontière dans un délai de 10 jours. En cas de refus du visa, on doit en expliquer les raisons en retournant la carte et les pièces qui l'accompagnaient.

Point N° 30. — La « carte de propriétaire d'outre frontière » est valable pour un an, à savoir du 1er avril jusqu'au 31 mars. Après cette date elle doit être renouvelée.

Point N° 31. — Toute correction, modification ou annulation sur la carte ne peut être faite que par l'autorité qui a délivré ladite carte. Il en est de même des visas.

Ces corrections, modifications ou annulations doivent être communiquées d'office directement à l'autorité compétente d'outre frontière.

Des notes supplémentaires ne peuvent être inscrites sur la carte que par les organes de contrôle ou par l'autorité qui a délivré la carte ou a donné le visa.

The said prefecture or sub-prefecture makes out the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " and sends it automatically, along with the two documents mentioned above, direct to the Yugoslav sub-prefecture on the other side of the frontier. The latter is responsible for seeing that the documents arrive without delay at the Yugoslav Customs office of the place in which the property is situated, so that that office may grant a visa. Once the visa has been affixed, the card and the two documents accompanying it shall be returned through the same channels to the Albanian authority which had forwarded them in order that they may be handed over to the person concerned.

Should it be necessary also to enter the names of other persons (servants, shepherds, relatives) on the " card issued to owners of land on the other side of the frontier", the frontier permits of such persons shall also be submitted to the Albanian sub-prefect or prefect so that they may be considered along with the two documents mentioned above. In the case of relatives, this should only take place when they are not already entered on the frontier permit of the owner of land. Entries on these frontier permits shall be made in accordance with Point No. 53 of the present Protocol.

(b) The granting of " cards issued to owners of land on the other side of the frontier " by the Yugoslav authorities :

The person concerned applies to the Yugoslav Customs office of his place of residence with the " frontier permit " which he has previously obtained from the Yugoslav sub-prefecture and with the " certificate of ownership " issued by the Albanian commune.

The said Customs office draws up the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " and sends it, along with the two above-mentioned documents, to the Yugoslav sub-prefect. The said sub-prefect shall affix his visa on the card and send it automatically, along with the two above-mentioned documents, direct to the Albanian prefecture or sub-prefecture of the place in which the land is situated, so that the latter may grant its visa. Once the visa has been affixed, the card and the two documents accompanying it shall be returned through the same channels to the Yugoslav Customs office. The Albanian prefecture or sub-prefecture in question shall at the same time notify the Albanian Customs office of the affixing of the visa.

Should it be necessary also to enter the names of other persons (servants, shepherds, relatives) on the " card issued to owners of land on the other side of the frontier ", the frontier permits of such persons must also be handed in to the Yugoslav Customs office along with the two documents mentioned above. In the case of relatives, this shall only be required when they are not already entered on the frontier permit of the owner of the land. Entries on these " frontier permits " shall be made in accordance with Point No. 53 of the present Protocol.

Point No. 29. — Unless there are any special reasons to the contrary, the visa shall be given by the authorities on the other side of the frontier within ten days. Should the visa be refused, the reasons for refusal should be given when the card and the documents accompanying it are returned.

Point No. 30. — The " card issued to owners of land on the other side of the frontier " shall be valid for one year, that is to say, from April 1st to March 31st. After that date it must be renewed.

Point No. 31. — Any correction, modification or cancellation on the card can only be made by the authority which has issued the said card. The same applies to visas.

Such corrections, modifications or cancellations must be communicated by the authority direct to the competent authority on the other side of the frontier.

Additional entries on the card may only be made by the supervisory bodies or by the authority which issued the card or granted the visa.

Toute destruction ou perte de la « carte de propriétaire d'outre frontière » doit être communiquée à l'autorité qui l'a délivrée.

Point N° 32. — Avec la « carte de propriétaire d'outre frontière » on peut passer la frontière seulement par les routes et points de passage indiqués sur ladite carte.

Il est interdit aux propriétaires d'outre frontière ainsi qu'aux personnes inscrites sur leurs « cartes de propriétaire d'outre frontière » de s'éloigner de leurs biens-fonds. Exception est faite pour les cas de besoin urgent et réel, mais alors ils sont tenus d'avoir une autorisation préalable de l'autorité compétente locale ou de celle de frontière. En cas de force majeure, lorsque cette autorisation préalable n'a pas pu être recueillie, ces personnes sont tenues d'en avertir ultérieurement lesdites autorités.

On peut se rendre dans les biens-fonds d'outre frontière tous les jours, même les jours de fête.

Point N° 33. — Le bétail du propriétaire d'outre frontière, conduit aux pâturages dans le bien-fonds d'outre frontière, doit être retourné le même jour et avant le coucher du soleil.

Les animaux de travail, ainsi que les instruments, outils, machines forestières et agricoles inscrits sur la « carte de propriétaire d'outre frontière », doivent être retournés du bien-fonds aussi le même jour et avant le coucher du soleil. Cependant, en cas de besoin, et surtout pendant les travaux de faucillage et de fauchée, ils peuvent rester dans le bien-fonds plus d'un jour et, dans ce cas, on doit procéder conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'annexe C, ainsi qu'aux explications données dans le présent protocole à l'occasion de l'interprétation du même article.

Point N° 34. — Les personnes inscrites sur la « carte de propriétaire d'outre frontière » peuvent transporter librement et dans les conditions prévues à l'article 7 de l'annexe C, les animaux, objets et produits y mentionnés. Pour application de ces dispositions il est entendu :

1° Les animaux de travail et les animaux conduits au pâturage seront inscrits dans la « carte de propriétaire d'outre frontière ».

2° Dans la « carte de propriétaire d'outre frontière » ne seront inscrits que les grands instruments ou grandes machines, forestières ou agricoles, tels : voitures, trieurs, charrues, etc. Les menus instruments tels que faux, faucilles, houes, pelles, pioches, râteaux, brouettes, pulvérisateurs, etc., n'ont pas besoin d'être inscrits dans la carte.

3° Les semences sont admises à raison de la quantité nécessaire à l'ensemencement du terrain. Le fumier naturel est admis dans la mesure de la nécessité du bien-fonds.

Il est entendu que les pulvérisateurs et tout ce qui sert à combattre les maladies des plantes est à assimiler aux pulvérisateurs et à tout ce qui sert à combattre les insectes nuisibles.

4° Lesdites personnes ont le droit de transporter dans leurs habitations et fermes les produits récoltés ou produits dans leurs biens-fonds d'outre frontière, tels que : produits agricoles, forestiers, de basse-cour, laitiers, d'apiculture, ainsi que les objets servant à leur transport et à l'emballage. Il est entendu qu'elles ont le droit de transporter les raisins de leurs vignes soit dans l'état naturel, soit pressés ou transformés en jus.

5° Ces personnes ont le droit de transporter la nourriture nécessaire pour elles-mêmes, ainsi que pour le bétail, pour tout le temps qu'elles passeront dans leur bien-fonds, ainsi que vingt grammes de tabac par fumeur.

Point N° 35. — Le propriétaire d'outre frontière, ainsi que toutes les personnes inscrites sur sa carte, sont soumises aux lois et prescriptions du pays dans le territoire duquel elles se trouvent.

Whenever a " card issued to owners of land on the other side of the frontier " is destroyed or lost, the fact must be notified to the authority which issued it.

Point No. 32. — With the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " the frontier may only be crossed by the roads and at the crossing points indicated on the said card.

Owners of land on the other side of the frontier and the persons entered on the " cards issued to owners of land on the other side of the frontier " are forbidden to leave their land. An exception can be made in the case of urgent and genuine need, but they must then receive previous permission from the competent local authorities or from the frontier authorities. In case of *force majeure,* when it has not been possible to obtain previous permission, such persons shall inform the said authorities later.

Authorised persons may visit the property on the other side of the frontier every day, including holidays.

Point No. 33. — Cattle belonging to the owner of land on the other side of the frontier and taken for grazing to land on the other side of the frontier must return on the same day before sunset.

Draught animals and forestry and agricultural implements, tools and machines which are entered on the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " must also be brought back from the property the same day before sunset. Nevertheless, in case of need, particularly at the time of harvesting corn or mowing hay, they may remain more than one day on the property on the other side of the frontier. In such cases the regulations laid down in Article 11 of Annex C shall apply, regard being also paid to the explanations given in this Protocol in respect of the interpretation of the said Article.

Point No. 34. — The persons entered on the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " may freely transport the animals, articles and products mentioned in Article 7 of Annex C under the conditions laid down in that Article. With a view to the application of these provisions, it is understood that :

(1) The animals taken over the frontier for purposes of work or for grazing shall be entered in the " card issued to owners of land on the other side of the frontier ".

(2) Only large forestry or agricultural implements or machines such as vehicles, separators, ploughs, etc., shall be entered in the " card issued to owners of land on the other side of the frontier ". Small implements such as scythes, sickles, hoes, spades, picks, rakes, wheelbarrows, sprayers, etc., need not be entered on the card.

(3) Seed shall be admitted up to the quantity which is necessary for sowing the ground in question. Natural manure shall be admitted up to the quantity required by the property.

It is understood that sprayers and any other apparatus for combating diseases of plants shall be placed on the same footing as sprayers and other means of combating harmful insects.

(4) The said persons shall have the right to bring to their dwelling places and farms the products harvested or obtained from their property on the other side of the frontier, such as agricultural products, forestry products, poultry-farming products, dairy produce, bee-farming products, and articles used for their conveyance and packing. It is understood that they have the right to transport the grapes from their vines either in the natural state, or pressed, or in the form of juice.

(5) The said persons shall have the right to transport the food necessary for themselves and for their cattle during the whole time that they spend in their property on the other side of the frontier, and also twenty grammes of tobacco per smoker.

Point No. 35. — The owner of land on the other side of the frontier and all the persons entered on his card are subject to the laws and regulations of the country in whose territory they happen to be.

Point N° 36. — Le propriétaire d'outre frontière est responsable pécuniairement pour tout délit douanier commis par les personnes inscrites sur sa carte.

Point N° 37 *a)*. — Il y a lieu d'entendre par « propriétaires actuels des biens-fonds » (voir l'alinéa 10 de l'article 7 de l'annexe C) les personnes qui étaient propriétaires des biens-fonds le jour de l'entrée en vigueur du Traité de commerce et de navigation, c'est-à-dire le 17 mai 1929.

b) Cependant les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de se mettre d'accord que la qualité de propriétaire d'outre frontière soit reconnue, individuellement, aussi aux habitants de la zone frontière qui, sans avoir été propriétaires le 17 mai 1929, le sont à la date de la signature du présent protocole. Ceci pour autant que lesdites personnes ont acquis le bien-fonds, dans cet intervalle, par achat régulier d'un propriétaire qui, au moment de la vente, avait la qualité de propriétaire d'outre frontière.

Cet accord devra se faire individuellement, c'est-à-dire pour chaque cas concret.

A cette fin les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, par voie diplomatique, dans un délai de six mois de la mise en vigueur du présent protocole, la liste de ces cas. Cette liste contiendra toutes les données nécessaires (comme : nom, domicile actuel de l'intéressé ; son domicile au moment de l'achat ; endroit, genre et grandeur approximative du bien-fonds ; nom, domicile et nationalité de l'ancien propriétaire au moment de la vente, ainsi qu'au moment de l'entrée en vigueur du Traité de commerce, c'est-à-dire le 17 mai 1929 ; preuves de l'achat). Ce délai une fois passé, aucune demande ne pourra plus être présentée. Toutefois, il est entendu, que la reconnaissance de propriétaire d'outre frontière n'est qu'un acte administratif qui ne constitue pas en justice une preuve définitive de la propriété, mais qui n'est fait qu'en vue de permettre l'application des dispositions de l'annexe C et du présent protocole.

Point N° 38. — En dehors du propriétaire d'outre frontière, la « carte de propriétaire d'outre frontière » peut être délivrée au locataire ou métayer de son bien-fonds d'outre frontière, qui a obtenu l'autorisation préalable des autorités compétentes (conformément à l'alinéa 8 de l'article 7, de l'annexe C). Dans ce cas le propriétaire perd le droit d'avoir la « carte de propriétaire d'outre frontière » pendant toute la durée du bail ou du métayage.

La procédure pour la délivrance de ces cartes est la même que pour la carte de propriétaire. L'autorité d'outre frontière qui donne le visa de la carte, décidera de l'autorisation prévue à l'alinéa 8 de l'article 7 de l'annexe C.

III. Troupeaux conduits au paturage ou hivernage.

Ad *article* 8 *de l'annexe C.*

Point N° 39. — Par «autorités de police» mentionnées au point 2 de l'article 8 de l'annexe C on entend les autorités administratives (préfectures et sous-préfectures en Albanie, et sous-préfectures en Yougoslavie).

Point N° 40. — La liste récapitulative mentionnée dans les points 3 et 4 de l'article 8 de l'annexe C doit être faite d'après le modèle joint au présent protocole *(annexe D)*.

Point N° 41 — (*ad* alinéa 7 de l'article 8 de l'annexe C). — Avant de quitter le lieu de pâturage ou d'hivernage, le conducteur du bétail est tenu de se rendre auprès de l'autorité municipale de la commune où se trouve le pâturage pour reprendre l'exemplaire de la liste récapitulative qui a été remise à ladite municipalité au moment de l'arrivée du bétail.

Après avoir retiré cet exemplaire de liste, le conducteur mène le bétail à la frontière et se présente au bureau de douane pour lui transmettre l'exemplaire de liste qu'il a en mains. Le fonctionnaire

Point No. 36. — The owner of land on the other side of the frontier shall be financially responsible for any offence against the Customs regulations committed by the persons entered on his card.

Point No. 37 *(a).* — " The present owners of the above-mentioned lands " (see paragrapn 10 of Article 7, Annex C) shall be held to mean the persons who were owners of those lands on the day of the coming into force of the Treaty of Commerce and Navigation, that is to say, May 17th, 1929.

(b) —Nevertheless, the two High Contracting Parties reserve their right to agree together that the status of owner of land on the other side of the frontier be also granted individually to the inhabitants of the frontier zone who, although not owners of land on May 17th, 1929, are owners of land on the date of the signature of this Protocol. This shall apply in cases when the said persons have, during the interval, acquired the property by regular purchase from an owner who, at the time of the sale, possessed the status of owner of land on the other side of the frontier.

Such agreements shall be individual, that is to say, each concrete case shall be dealt with separately.

For this purpose the High Contracting Parties shall communicate a list of such cases to each other through diplomatic channels within six months from the coming into force of this Protocol. The said list shall contain all the necessary particulars (such as the name and present domicile of the person concerned ; his domicile at the time of the purchase ; the locality, character and approximate area of the property ; the name, domicile and nationality of the former owner at the time of the sale and at the time of the coming into force of the Treaty of Commerce, that is to say, on May 17th, 1929 ; proof of purchase). Once the period of six months has elapsed, no fresh application may be submitted. It is, however, understood that the recognition of the status of owner of land on the other side of the frontier is only an administrative act which shall not constitute final proof of ownership before a court of law. Recognition is only granted for the purpose of making it possible to apply the provisions of Annex C of the present Protocol.

Point No. 38. — The " card issued to owners of land on the other side of the frontier " may be issued not only to owners of land on the other side of the frontier but also to the tenant or *métayer* of land on the other side of the frontier, if he has obtained previous permission from the competent authorities (in accordance with paragraph 8 of Article 7 of Annex C). In such cases the owner shall lose the right to the " card issued to owners of land on the other side of the frontier " during the whole duration of the lease or *métayage.*

The procedure for issuing such cards shall be the same as that for the owner's card. The authority on the other side of the frontier which gives the visa for the card shall decide as to the permission provided for in paragraph 8 of Article 7 of Annex C.

III. Flocks and Herds brought over the Frontier for Grazing or Wintering.

Ad *Article* 8 *of Annex C.*

Point No. 39. — The term " police authorities " mentioned in point 2 of Article 8 of Annex C shall be held to mean the administrative authorities (prefectures and sub-prefectures in Albania, and sub-prefectures in Yugoslavia).

Point No. 40. — The detailed list mentioned in points 3 and 4 of Article 8 of Annex C shall be made out in accordance with the specimen form annexed to this Protocol (*Annex D).*

Point No. 41. — *(Ad* paragraph 7 of Article 8 of Annex C). — Before leaving the grazing grounds or place of wintering, the drover must apply to the municipal authorities of the commune in which the grazing ground is situated in order to obtain the copy of the detailed list which was given to the said municipality at the time the live-stock arrived.

After withdrawing this copy of the list, the drover shall take the live-stock to the frontier and report to the Customs office, where he will hand over the copy of the list which he has with

de douane, après avoir contrôlé le nombre du bétail, d'après les listes et autres documents (tel le certificat prévu au point N° 42 du présent protocole), lui retourne en échange l'exemplaire de liste gardé audit bureau de douane, et laisse libre le conducteur et son troupeau de passer la frontière.

Lorsque le conducteur arrive à la douane de son pays, par laquelle le bétail est sorti, le fonctionnaire de la douane lui retire l'exemplaire de liste qu'il a en mains, et, après avoir contrôlé le nombre du bétail, laisse libre le conducteur de se rendre chez lui avec son troupeau.

Point N° 42 — *(ad* alinéa VIII de l'article 8 de l'annexe C) :

a) Pour le bétail mort ou abattu par nécessité ou à cause de maladie pendant l'hivernage ou le pâturage, le propriétaire du troupeau ou celui qui le remplace est tenu de se procurer un certificat délivré par la commune compétente attestant le nombre de bétail mort ou abattu, ainsi que les raisons de cette perte.

Au retour, ce certificat doit être présenté à l'autorité douanière compétente, pour que celle-ci puisse en prendre note sur la liste. A défaut de ce certificat, le conducteur du troupeau est tenu de payer les droits de douane ainsi que toutes taxes pour le nombre du bétail en question.

b) Quant au bétail vendu pendant le pâturage ou l'hivernage on doit, à l'occasion du retour, faire une déclaration verbale au bureau de douane pour que celui-ci puisse percevoir les droits y relatifs.

Point N° 43. — Pâturage du bétail et des troupeaux des propriétaires d'outre frontière sur leurs biens-fonds d'outre frontière :

a) Le passage du bétail du propriétaire conduit sur son bien-fonds d'outre frontière (situé dans la zone) pour y paître durant la journée et retourner le soir, s'accomplit conformément aux formalités prescrites à l'article 7 de l'annexe C et aux points du présent protocole interprétant les dispositions y relatives dudit article. Tout particulièrement pour ce qui concerne la preuve de santé de ce bétail, elle sera fournie conformément aux dispositions du point 27 du présent protocole.

b) Le passage du bétail du propriétaire conduit sur son bien-fonds d'outre frontière (situé dans la zone) pour y rester plus de 3 jours, pour l'estivage ou l'hivernage, s'effectue conformément aux dispositions de l'article 8 de l'annexe C et des points N°s 39 à 42 du présent protocole. Tout particulièrement, ce bétail devra être muni du certificat prescrit par l'alinéa 3 dudit article 8.

Point N° 44. — Le propriétaire de troupeau, au moment du passage de la frontière, doit être muni du passeport régulier dans les trois cas suivants :

a) Lorsqu'il est habitant de la zone frontière d'une Partie contractante et son pâturage se trouve hors de la zone de l'autre Partie contractante ;

b) Lorsqu'il habite hors de la zone frontière d'une Partie contractante et son pâturage se trouve dans la zone frontière de l'autre Partie contractante ; et

c) Lorsqu'il habite hors de la zone frontière d'une Partie contractante et son pâturage se trouve hors de la zone frontière de l'autre Partie contractante.

IV. Usage des eaux de frontière.

Ad *article* 9 *de l'annexe C.*

(Pas de remarques.)

him. The Customs official shall check the number of the animals by means of the lists and other documents (such as the certificate provided for in Point No. 42 of the present Protocol), and shall then return in exchange the copy of the list which has been kept in the said Customs office and allow the drover and his live-stock to cross the frontier.

When the drover arrives at the Customs office of his own country through which the live-stock passed on leaving that country, the Customs official shall take from him the copy of the list which he has with him and, after checking the number of the animals, shall allow the drover to proceed to his home with his live-stock.

Point No. 42. — *(Ad* paragraph VIII of Article 8 of Annex C) :

(a) In the case of animals which have died or which have been slaughtered because of sickness or for some other necessary reason during wintering or grazing, the owner of the live-stock or the person replacing him must obtain a certificate, issued by the competent commune attesting the number of animals which have died or been slaughtered and the reasons for such loss.

On return, the certificate must be submitted to the competent Customs authorities so that they may note the fact on the list. Failing such certificate, the drover must pay the Customs duties and any other taxes for which the live-stock in question would be liable.

(b) In the case of animals sold during grazing or wintering, a verbal declaration must be made to the Customs office on the return journey in order that it may collect the duties in connection with them.

Point No. 43. — Grazing of live-stock and flocks and herds belonging to owners of land on the other side of the frontier on their property on the other side of the frontier :

(a) The crossing of the frontier by live-stock which an owner of land on the other side of the frontier takes to his land there (situated in the zone) to graze during the day and return at night shall be carried out in accordance with the formalities laid down in Article 7 of Annex C and the Points of the present Protocol interpreting the provisions of the said Article on the subject. More particularly, proof of the health of such live-stock shall be supplied in accordance with the provisions of Point No. 27 of this Protocol.

(b) The crossing of the frontier by live-stock which an owner of land on the other side of the frontier takes to his land there (situated in the zone) for a period of more than three days, either for summering or wintering, shall be carried out in accordance with the provisions of Article 8 of Annex C and Points Nos. 39 to 42 of this Protocol. More particularly, such live-stock must be furnished with the certificate provided for in paragraph 3 of the said Article 8.

Point No. 44. — The owner of live-stock, at the moment of crossing the frontier, must be provided with a regular passport in the following three cases :

(a) When he is an inhabitant of the frontier zone of one Contracting Party and his grazing grounds are outside the zone of the other Contracting Party ;

(b) When he resides outside the frontier zone of one Contracting Party and his grazing grounds are within the zone of the other Contracting Party ; and

(c) When he resides outside the frontier zone of one Contracting Party and his grazing grounds are situated outside the frontier zone of the other Contracting Party

IV. Use of Frontier Waters.

Ad *Article* 9 *of Annex C.*

(No remarks.)

V. CARTES FRONTIÈRES, PASSAGE DE LA FRONTIÈRE, SÉJOURS AU DELÀ DE LA FRONTIÈRE.

Ad *article* 10 *de l'annexe C.*

Point N° 45. — Pour les cas de passage de la frontière prévus par l'annexe C, les habitants de la zone frontière doivent être munis d'une «*Carte frontière*» (*«Pogranična Karta» — Kartë — Kufini»*).

Ces cas prévus par l'annexe C sont les suivants :

1° Passage pour se rendre au marché (articles 1 à 3 de l'annexe C),

2° Passage pour se rendre au moulin, etc. (article 4 de l'annexe C),

3° Passage du propriétaire se rendant sur son bien-fonds d'outre frontière (article 7 de l'annexe C),

4. Passage du serviteur d'un propriétaire d'outre frontière se rendant sur le bien-fonds de son employeur (article 7 de l'annexe C),

5° Passage du propriétaire ou du conducteur du bétail se rendant au pâturage (article 8, alinéa 12, de l'annexe C),

6° Passage du médecin, du vétérinaire, de l'accoucheur ou de l'accoucheuse (article 12 de l'annexe C),

7° Passage de l'artisan ou de l'ouvrier (article 12 de l'annexe C), et

8° Passage de l'habitant de la zone frontière qui s'occupe du transport des voyageurs ou des marchandises (article 13 de l'annexe C).

Point N° 46. — La « carte frontière » aura la forme d'un livret d'après le modèle joint au présent protocole *(annexe A)*. Elle sera imprimée en langues albanaise et yougoslave et aura une couverture jaune.

Point N° 47. — Dans le cas où les membres de famille d'un titulaire de la carte frontière ne posséderaient pas personnellement de cartes frontières, leurs noms et âges doivent être inscrits sur la carte frontière du titulaire.

Sur cette carte doivent être également inscrits les noms et âges des enfants au-dessous de 12 ans.

Il est hautement désirable que la carte frontière soit munie de la photographie du propriétaire et des photographies des membres de famille adultes.

En outre, la carte frontière doit être revêtue de la signature du titulaire ou de son empreinte digitale, dans le cas où celui-ci serait illettré, ainsi que de celles des membres adultes de sa famille inscrits sur sa carte.

Point N° 48. — Les autorités de police, mentionnées dans l'alinéa 4 de l'article 10 de l'annexe C, sont en Albanie les préfets et les sous-préfets, et en Yougoslavie les sous-préfets.

Les cartes frontières délivrées par le préfet ou le sous-préfet albanais seront communiquées d'office directement au sous-préfet compétent yougoslave en vue de l'obtention du visa. Ce dernier, après les avoir visées, les rendra d'office directement au préfet ou sous-préfet albanais qui les lui avait envoyées.

La procédure inverse aura lieu pour les cartes frontières délivrées par le sous-préfet yougoslave.

Les cartes frontières ne seront délivrées et visées qu'aux personnes ayant leur résidence dans la zone et qui ont une bonne conduite. Sauf pour des raisons spéciales, le visa sera délivré dans un délai de 10 jours.

Point N° 49. — La carte frontière, régulièrement visée, sera valable pour une durée d'un an, à compter de la date de sa délivrance. La même carte pourra être prolongée pour une autre année

V. Frontier Permits, Crossing of the Frontier, Period of Stay on the Other Side of the Frontier.

Ad *Article* 10 *of Annex C.*

Point No. 45. — For the purpose of crossing the frontier as provided for in Annex C, the inhabitants of the frontier zone must be provided with a "*frontier permit*" ("*Pogranična Karta — Kartë — Kufini*").

The cases provided for in Annex C are the following :

(1) Crossing the frontier for the purpose of visiting markets (Articles 1 to 3 of Annex C),

(2) Crossing the frontier for the purpose of going to mills, etc. (Article 4 of Annex C),

(3) Crossing the frontier by an owner of land proceeding to his land on the other side of the frontier (Article 7 of Annex C),

(4) Crossing of the frontier by an employee of an owner of land on the other side of the frontier proceeding to the property of his employer (Article 7 of Annex C),

(5) Crossing of the frontier by an owner or drover of live-stock taken over the frontier for grazing (Article 8, paragraph 12, of Annex C),

(6) Crossing of the frontier by doctors, veterinary surgeons, accoucheurs or midwives (Article 12 of Annex C),

(7) Crossing of the frontier by artisans or workers (Article 12 of Annex C),

(8) Crossing of the frontier by an inhabitant of the frontier zone engaged in the transport of passengers or goods (Article 13 of Annex C).

Point No. 46. — The " frontier permit " shall be in the form of a booklet on the lines of the specimen form attached to this Protocol *(Annex A)*. It shall be printed in the Albanian and Yugoslav languages and shall have a yellow cover.

Point No. 47. — Should the members of the family of a holder of a frontier permit not themselves have frontier permits, their names and ages must be mentioned on the frontier permit of the said holder.

The names and ages of children under twelve years of age should also be mentioned on the permit.

It is highly desirable that the frontier permit should bear the photograph of the holder and the photographs of adult members of the family.

Furthermore, the frontier permit should bear the signature of the holder, or his finger-print should he be illiterate. The same applies to adult members of his family whose names are entered on his permit.

Point No. 48. — The term " police authorities " mentioned in paragraph 4 of Article 10 of Annex C shall be held to mean in Albania the prefects and sub-prefects, and in Yugoslavia the sub-prefects.

The frontier permits issued by Albanian prefects or sub-prefects shall, as a matter of course, be sent direct to the Yugoslav sub-prefect concerned with a view to obtaining his visa. The said Yugoslav sub-prefect, after having affixed his visa to the permits, shall as a matter of course return them direct to the Albanian prefect or sub-prefect who sent them to him.

The converse procedure shall be carried out in the case of frontier permits issued by the Yugoslav prefect.

Frontier permits shall only be issued and visaed in the case of persons who reside in the zone and who are of good character. Unless there are special reasons to be taken into account, the visa shall be issued within ten days.

Point No. 49. — A frontier permit bearing the regular visa shall be valid for a period of one year from the date of issue. The validity of the permit may be extended for another year by the

par l'autorité qui l'a délivrée, à condition toujours d'être revêtue d'un nouveau visa de l'autorité compétente d'outre frontière, le tout conformément aux dispositions ci-dessus.

Point N° 50. — Toute correction, modification ou annulation sur la carte frontière ne peut être faite que par l'autorité qui a délivré ladite carte. Il en est de même du visa.

Ces corrections, modifications ou annulations doivent être communiquées d'office directement à l'autorité ci-haut mentionnée d'outre frontière.

Point N° 51. — Toute formalité relative aux cartes frontières est exempte de tous droits ou taxes.

Point N° 52. — Le titulaire de la carte frontière ne peut se rendre qu'aux endroits (marché, bien-fonds, etc.) et seulement par les routes et points de passage indiqués sur la carte.

Si le titulaire de cette carte a besoin de se rendre dans un lieu qui est hors de l'endroit y indiqué, mais dans la zone et le même secteur, il est tenu d'avoir une autorisation préalable de l'autorité locale ou de celle de frontière.

Cette autorisation doit être inscrite sur sa carte frontière.

Point N° 53. — Il est entendu que le dernier alinéa de l'article 10 de l'annexe C aura l'application suivante :

> Les serviteurs du propriétaire d'outre frontière, ainsi que ceux des membres de famille de ce dernier qui ne sont pas inscrits sur sa carte frontière, qui se rendent au bien-fonds d'outre frontière de leur employeur ou parent, devront être munis également de leur « carte frontière ». Sur cette carte frontière sera faite l'inscription suivante :
>
> > « Le titulaire de cette carte frontière est autorisé de se rendre sur le bien-fonds de M. . . . . ., situé à . . . . . , commune de . . . . . qui est muni de la carte de propriétaire d'outre frontière N° . . . . délivrée par . . . . . Il peut passer la frontière au point de passage . . . . . »
>
> Cette inscription sera faite par l'autorité qui a délivré la carte de propriétaire d'outre frontière à l'employeur et visée par l'autorité compétente d'outre frontière.

Ad *article* 11 *de l'annexe C.*

Point N° 54. — Le titulaire muni d'une carte frontière, qui vient au marché de l'autre Partie contractante, est tenu de retourner le même jour et avant le coucher du soleil.

En cas de nécessité, il peut rester plus d'un jour, mais dans ce cas, il doit préalablement obtenir une autorisation des autorités locales ou de celles de frontière. Cette autorisation sera inscrite dans sa carte frontière.

La même procédure doit être appliquée s'il s'agit de permis de passage et de leurs titulaires.

Point N° 55. — Quant aux biens-fonds d'outre frontière, on peut y rester exceptionnellement plus d'un jour et cela seulement s'il s'agit de travaux agricoles qui ne permettent pas l'ajournement (faucillage et fauchée), et dans ce cas il est nécessaire d'obtenir une autorisation préalable des autorités locales ou de celles de frontière (douane, l'organe de contrôle financier, gendarmerie).

Cette autorisation doit être inscrite sur la carte de propriétaire d'outre frontière ou sur la carte frontière.

Point N° 56. — Toutefois, les possesseurs de cartes frontières, cartes de propriétaire d'outre frontière et de permis de passage ne peuvent pas rester dans le territoire de l'autre Partie contractante plus de trois jours.

Point N° 57. — Les propriétaires et conducteurs de troupeaux et les bergers dont parle le point N° 43-*b)* du présent protocole, ne peuvent pas séjourner dans les montagnes et les plaines, pour pâturer leur bétail, plus de six mois.

authority which has issued it, on condition, however, that it shall receive a fresh visa from the competent authority on the other side of the frontier, all such formalities being carried out in accordance with the above provisions.

Point No. 50. — Any correction, modification or cancellation of the frontier permit may only be made by the authority which has issued the permit. The same applies to the visa.

Such corrections, modifications or cancellations should be communicated as a matter of course direct to the above-mentioned authority on the other side of the frontier.

Point No. 51. — No duties or taxes shall be charged in respect of any formality connected with frontier permits.

Point No. 52. — The holder of a frontier permit may only proceed to the places (market, landed property, etc.) indicated on the permit and may only use the roads and crossing points mentioned therein.

Should the holder of a permit find it necessary to proceed to a place other than that shown thereon, but within the zone and within the same section, he must obtain previous permission from the local or frontier authority.

The fact that such permission has been given must be noted on his frontier permit.

Point No. 53. — It is understood that the last paragraph of Article 10 of Annex C shall apply as follows :

> The servants of an owner of land on the other side of the frontier and members of his family who are not mentioned on his frontier permit, proceeding to the property on the other side of the frontier owned by their employer or relative, must also be provided with a " frontier permit ". This frontier permit must contain the following :
>
> > " The holder of this frontier permit is authorised to proceed to the property of M. . . . . ., situated at . . . . . ., commune of . . . . . ., who is the holder of the card issued to owners of land on the other side of the frontier No. . . . . delivered by . . . . . He is entitled to cross the frontier at the crossing point . . . . . "
>
> This entry shall be made by the authority which issued the owner's card to the employer and shall be visaed by the competent authority on the other side of the frontier.

Ad *Article* 11 *of Annex C.*

Point No. 54. — The holder of a frontier permit who visits a market in the territory of the other Contracting Party must return the same day before sunset.

In cases of emergency he may remain longer than one day, but in order to do so he must previously obtain permission from the local or frontier authorities. The fact that such permission has been given should be noted on his frontier permit.

The same procedure shall apply in the case of permits for crossing the frontier and of holders of such permits.

Point No. 55. — As regards landed property on the other side of the frontier, a stay of more than one day is allowable in exceptional cases, but only to perform agricultural work which cannot be postponed (reaping and mowing) ; in such cases permission must be obtained previously from the local or frontier authorities (Customs, financial supervision authorities, gendarmerie).

The fact that such permission has been given should be noted on the card issued to owners of land on the other side of the frontier or on the frontier permit.

Point No. 56. — Nevertheless, the holders of frontier permits, cards issued to owners of land on the other side of the frontier, and permits for crossing the frontier may not remain more than three days in the territory of the other Contracting Party.

Point No. 57. — The owners and drovers of herds and shepherds referred to in Point 43 *(b)* of this Protocol may not remain in the hills and plains for grazing their live-stock for a period exceeding six months.

VI. MÉDECINS, VÉTÉRINAIRES, ACCOUCHEURS, ARTISANS, OUVRIERS, PERSONNES S'OCCUPANT DE TRANSPORT.

Ad *article* 12 *de l'annexe C.*

Point N° 58. — Les médecins, accoucheurs, accoucheuses et vétérinaires ainsi que les artisans et les ouvriers, pour obtenir le permis de passage, sont tenus de s'adresser aux autorités administratives compétentes avec leurs cartes frontières et documents attestant leur profession ou métier.

A la présentation de ces cartes et documents, l'autorité compétente préparera le permis de passage et procédera ensuite conformément aux prescriptions de cet article.

Les autorité compétentes pour la délivrance et le visa des permis de passage sont les mêmes que celles pour la délivrance et le visa des cartes frontières.

Point N° 59. — La phrase « sans être tenues de se présenter aux autorités de frontière » figurant dans l'article 12 de l'annexe C ne veut pas dire que les personnes susmentionnées sont dispensées de la visite douanière et du contrôle de leur identité, mais que ces formalités doivent être faites de manière à n'apporter aucun retard ou difficulté à leur passage de la frontière.

En ce qui concerne les moyens de transport et les instruments desdites personnes on procédera conformément aux explications données à l'occasion de l'interprétation de l'article 5 de l'annexe C.

Point N° 60. — Le permis de passage aura la forme du modèle joint au texte de l'annexe C (« Modèle *ad* article 12 »). Toutefois il est convenu de biffer de ce modèle la phrase qui se trouve au pied dudit modèle et dont la teneur est la suivante : «Le permis doit être retiré au titulaire à son retour et remis à sa place dans le livre des modèles. » Par conséquent, la forme définitive du « *Permis de passage* » est celle prescrite à *l'annexe E* du présent protocole. Il sera valable pour la durée d'un an.

Ad *article* 13 *de l'annexe C.*

Point N° 61. — Les moyens de transport des voyageurs et des marchandises (y compris les animaux d'attelage et de somme, et autres accessoires) seront soumis à l'occasion de leur premier passage de la frontière aux mêmes formalités que celles prescrites dans l'article 5 de l'annexe C et dans les explications données par le présent protocole *ad* article 5.

En ce qui concerne les automobiles, elles sont en dehors des prévisions de cet article et les formalités y relatives sont réglées par l'article 6 de l'Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation, signé à Beograd le 20 décembre 1933.

VII. ZONES, ROUTES, POINTS DE PASSAGE.

Ad *article* 14 *de l'annexe C.*

Point N° 62. — Les limites intérieures de la zone frontière albanaise sont fixées dans la *partie additionnelle* N° 1.

Les limites intérieures de la zone frontière yougoslave sont fixées dans la *partie additionnelle* N° 2.

Les secteurs, endroits, routes, points de passage et marchés sont fixés dans la *partie additionnelle* N° 3.

Ces parties additionnelles font partie intégrante du présent protocole.

Point N° 63 — *Parties sans zones.* — Vu que la région frontière au nord de Débar à partir de la borne N° 12 (Deli Senica) jusqu'à la borne N° 22 (Kalabak), ainsi que la région frontière au nord-ouest de Djakovica à partir de la borne N° 2 (Maja Zezë) jusqu'à la borne N° 23 (Cafa Vranice)

VI. Doctors, Veterinary Surgeons, Accoucheurs, Artisans, Workmen and Persons engaged in Transport.

Ad *Article* 12 *of Annex C.*

Point No. 58. — Doctors, accoucheurs, midwives, veterinary surgeons, artisans and workers must apply for permits to cross the frontier to the competent administrative authorities and produce their frontier permits and documents proving their profession or calling.

When such permits and documents are produced, the competent authority shall make out the permit to cross the frontier and shall then act in accordance with the provisions of the Article in question.

The competent authority issuing and visaing permits to cross the frontier shall be the same as those competent for the issuing and visaing of frontier permits.

Point No. 59. — The phrase " without being required to appear before the frontier authorities " in Article 12 of Annex C shall not be held to mean that the above-mentioned persons shall be exempted from Customs examination and from verification of their identity, but to mean that such formalities shall be carried out in such a way that they do not cause any delay or difficulty in their crossing the frontier.

The measures taken in connection with the means of transport and the instruments and implements of the said persons shall be in accordance with the explanations given in respect of the interpretation of Article 5 of Annex C.

Point No. 60. — The permit to cross the frontier shall be made out in accordance with the specimen form annexed to the text of Annex C (" Specimen Form referred to in Article 12 "). It is, however, agreed that the sentence at the end of that specimen form reading as follows : " This permit is to be withdrawn from the holder on his return and put back in the book of forms" shall be struck out. Therefore, the final form of the *Permit for crossing the Frontier* shall be that laid down in *Annex E* of this Protocol. It shall be valid for a period of one year.

Ad *Article* 13 *of Annex C.*

Point No. 61. — The means of transport of passengers and goods (including draught and pack animals and other accessories) shall, on the first occasion on which they cross the frontier, be subject to the same formalities as those laid down in Article 5 of Annex C and in the explanations in respect of Article 5 given in this Protocol.

Automobiles are not covered by the provisions of the Article in question and the formalities in connection with them are laid down in Article 6 of the Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation signed at Belgrade on December 20th, 1933.

VI. Zones, Roads, Crossing Points.

Ad *Article* 14 *of Annex C.*

Point No. 62. — The internal boundaries of the Albanian frontier zone are laid down in *Additional Section No.* 1.

The internal boundaries of the Yugoslav frontier zone are laid down in *Additional Section No.* 2.

The sections, localities, roads, crossing points and markets are laid down in *Additional Section No.* 3.

The said Additional Sections shall form an integral part of this Protocol.

Point No. 63. — *Parts of the frontier where there are no zones.* — In view of the fact that the frontier district north of Débar from frontier post No. 12 (Deli Senica) up to frontier post No. 22 (Kalabak), and the frontier district north-west of Djakovica from frontier post No. 2 (Maja

sont montagneuses, vastes, très peu peuplées et presque infranchissables, il a été convenu de ne pas y créer, pour le moment, des zones frontières. Toutefois, étant donné qu'il se peut que quelques habitants de ces deux régions possèdent des pâturages d'outre frontière, il est convenu d'autoriser les autorités locales, administratives et douanières, des deux Parties contractantes à leur fixer, le cas échéant, les routes et points de passage par lesquels ces habitants pourront mener leurs troupeaux auxdits pâturages. Ceci à condition que le domicile de ces habitants, ainsi que leurs pâturages d'outre frontière ne soient pas éloignés plus de 15 km. de la frontière. Auxdites personnes seront délivrées des cartes frontières.

Quant aux habitants dont le domicile ou le pâturage d'outre frontière se trouve plus loin que 15 km. de la frontière, ils ne pourront passer la frontière avec leurs troupeaux qu'avec des passeports réguliers.

Point N° 64. — Les Gouvernements des deux Parties contractantes se réservent le droit de modifier, d'un commun accord et à la lumière de l'expérience acquise, le tracé des limites intérieures de deux zones ainsi que les secteurs, endroits, routes, points de passage et marchés indiqués aux parties additionnelles ci-dessus mentionnées. Cet accord se fera, suivant le cas, par voie de commission ou par voie diplomatique et sera communiqué aux autorités locales en vue d'être appliqué.

Point N° 65. — La possession de toutes sortes de cartes ou permis de passage prévus par l'annexe C et par le présent protocole n'autorise qu'à la circulation dans le secteur vers l'endroit et par les routes et points de passage pour lesquels la carte ou le permis a été délivré, excepté les cas particuliers mentionnés dans le présent protocole.

VIII. Restrictions et suppression du trafic de frontière.

Ad *article* 15 *de l'annexe C.*

Point N° 66. — Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'annuler le visa déjà donné pour toutes sortes de cartes ainsi que pour les permis de passage s'il s'agit de personnes dont l'attitude semble suspecte ou incorrecte. Dans ce cas les autorités des deux Parties contractantes sont tenues d'en informer l'une l'autre et de retirer la carte ou le permis en question.

Ad *article* 16 *de l'annexe C.*

(Pas de remarques.)

IX. Différends et voies de recours.

Ad *article* 17 *de l'annexe C.*

Point N° 67. — Lorsque la plainte contre un fonctionnaire subalterne de l'Etat ou de la commune, portée par l'habitant de la zone frontière de l'autre Haute Partie contractante à son supérieur hiérarchique, n'est pas prise en considération par ce dernier, cet habitant pourra en informer directement le sous-préfet ou préfet de l'Etat dudit fonctionnaire en vue que ce dernier fasse le nécessaire pour que suite immédiate soit donnée à la plainte. Ce recours au sous-préfet ou préfet ne prive pas l'intéressé du droit d'en informer son propre gouvernement.

Zezë) up to frontier post No. 23 (Cafa Vranice) are montainous, very extensive, very thinly populated and almost impossible to cross, it has been agreed that for the moment no frontier zones will be established in the said districts. Nevertheless, since it is possible that certain inhabitants in these two districts may own grazing land on the other side of the frontier, it is agreed that the local administrative and Customs authorities of the two Contracting Parties shall be authorised to determine, if necessary, the roads and crossing points by which the said inhabitants may take their flocks and herds to the grazing grounds. This is agreed subject to the condition that the domicile of the said inhabitants and their grazing grounds on the other side of the frontier be not more than fifteen kilometres from the frontier. Frontier permits shall be issued to such persons.

Persons whose domicile or grazing ground on the other side of the frontier is more than fifteen kilometres from the frontier shall not be allowed to cross the frontier with their flocks and herds unless they have regular passports.

Point No. 64. — The Governments of the two Contracting Parties reserve the right, by mutual agreement and in the light of the experience that they have gained, to alter the line of the internal boundaries of the two zones and to change the sections, localities, roads, crossing points and markets indicated in the above-mentioned Additional Sections. Such agreement shall, according to circumstances, be arrived at by a commission or through diplomatic channels and shall be communicated to the local authorities with a view to the necessary action.

Point No. 65. — The fact that a person is the holder of any kind of card or permit to cross the frontier as provided in Annex C and this Protocol shall only authorise passage within the section to the place and by the roads and crossing points in respect of which the card or permit has been issued, save for the special cases mentioned in this Protocol.

VIII. Restrictions on and Prohibition of Frontier Traffic.

Ad *Article* 15 *of Annex C.*

Point No. 66. — The two Contracting Parties reserve the right to cancel the visa previously given for all kinds of cards and for permits to cross the frontier in the case of persons who appear to be suspicious or undesirable. In such cases the authorities of the two Contracting Parties shall communicate the circumstances to each other and shall withdraw the card or permit in question.

Ad *Article* 16 *of Annex C.*

(No remarks.)

IX. Disputes and Remedies.

Ad *Article* 17 *of Annex C.*

Point No. 67. — When a complaint against a subordinate official of the State or commune made by an inhabitant of the frontier zone of the other High Contracting Party to his official chief is not dealt with by the latter, the said inhabitant may notify the circumstances direct to the sub-prefect or prefect of the State of which the said official is a national in order that the said sub-prefect or prefect may arrange for the necessary action to be taken immediately on the complaint. This appeal to the sub-prefect or prefect shall not deprive the person concerned of the right to notify the circumstances to his own Government.

X. MODIFICATIONS DE L'ANNEXE C ET DU PRÉSENT PROTOCOLE AINSI QUE LEURS DURÉES.

Ad *article* 18 *de l'annexe C.*

Point N° 68 — (voir points N° 3 — dernier alinéa, N° 7 — dernier alinéa, N° 10 et N° 64 du présent protocole).

Point N° 69. — Vu que l'annexe C du Traité de commerce et de navigation a été complétée par un Accord additionnel concernant le trafic frontière relatif au marché de Shkodra signé à Beograd le 5 mai 1934, les dispositions y relatives ont été arrêtées d'un commun accord entre les représentants des deux gouvernements signataires du présent protocole et consignées dans la *Partie additionnelle* N° 6, formant partie intégrante du présent protocole.

Ad *article* 19 *de l'annexe C.*

(Pas de remarques.)

Le présent protocole, pour entrer en vigueur, devra être préalablement approuvé par les deux gouvernements. Cette approbation se fera au moyen d'un échange de notes qui aura lieu à Tirana.

Le protocole entrera en vigueur quinze jours après cet échange de notes.

En foi de quoi les délégués des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Beograd, en double original, en français, le huit mai 1934.

Pour le Royaume de Yougoslavie :

(L. S.) Bojidar POURITCH, *m. p.*
(L. S.) Dr I. V. SOUBBOTITCH, *m. p.*

Pour le Royaume d'Albanie :

(L. S.) R. FICO, *m. p.*
(L. S.) D. BERATTI, *m. p.*

PARTIES ADDITIONNELLES Nos 1-6

PARTIE ADDITIONNELLE N° 1

LIMITES INTÉRIEURES DE LA ZONE FRONTIÈRE ALBANAISE.

Se référer à la carte albanaise au 1 : 200.000, dressée sur la base des levées de plan faites durant la guerre par les Autrichiens et des levées de plan faites par ordre du Gouvernement albanais par le Dr Herbert.

La frontière intérieure de la zone frontière albanaise est délimitée par la ligne suivante :

Partant de la borne N° F-20 au bord du lac Prespa suit d'abord la rive même jusqu'à l'est de la cote 1100, puis elle tourne vers l'est par les cotes 1100—2262—1088—960—1292 laissant hors de la zone les villages de Helaroup, Tchérava, Lechnitze, Stropcke et Bragojde.

X. MODIFICATIONS OF ANNEX C AND THE PRESENT PROTOCOL AND DURATION OF THE SAME.

Ad *Article* 18 *of Annex C.*

Point No. 68. — (See Points No. 3, last paragraph, No. 7, last paragraph, No. 10 and No. 64 of this Protocol).

Point No. 69. — In view of the fact that Annex C of the Treaty of Commerce and Navigation has been amplified by an Additional Agreement on frontier traffic concerning the market of Scutari, signed at Belgrade on May 5th, 1934, the provisions concerning the same have been established by mutual agreement between the representatives of the two Governments signatories of the present Protocol and set forth in *Additional Section No.* 6, which forms an integral part of this Protocol.

Ad *Article* 19 *of Annex C.*

(No remarks.)

The present Protocol, before coming into force, must be previously approved by the two Governments. Such approval shall be given by means of an exchange of notes which shall take place at Tirana.

The said Protocol shall then come into force fifteen days after the exchange of notes.

In faith whereof the delegates of the two High Contracting Parties have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, in original duplicate, in French, on the eighth day of May, 1934.

For the Kingdom of Yugoslavia :

(L. S.) Bojidar POURITCH, *m. p.*

(L. S.) Dr. I. V. SOUBBOTITCH, *m. p.*

For the Kingdom of Albania :

(L. S.) R. FICO, *m. p.*

(L. S.) D. BERATTI, *m. p.*

ADDITIONAL SECTIONS Nos. 1—6.

ADDITIONAL SECTION No. 1.

INTERNAL BOUNDARIES OF THE ALBANIAN FRONTIER ZONE.

See Albanian map on the scale of 1 : 200,000 prepared on the basis of the surveys made during the war by the Austrians and of the surveys made on the orders of the Albanian Government by Dr. Herbert.

The internal boundary of the Albanian frontier zone shall be fixed at the following line :

Starting from frontier post No. F. 20 on the shore of Lake Prespa, it first closely follows the bank up to the east of point 1100, and then turns eastwards through points 1100, 2262, 1088, 960, 1292, leaving the villages of Helaroup, Tchérava, Lechnitze, Stropcke and Bragojde outside the zone.

De la cote 1292 elle se dirige vers le nord par les cotes 1340—1485 (sur la crête du Malete Mokresse). Ensuite la ligne suit dans la direction nord-ouest la riviérette qui prend sa source de Malete Mokresse jusqu'à l'embouchure au nord-ouest du village de Radokal, laissant hors de la zone les villages de : Podgojan, Maline, Kritchkove, Selce e pochte. Puis elle passe par les cotes 720—758 à l'ouest du village de Pichkach sur le Gour i Pichkachit (1376) laissant hors de la zone les villages de Monastrece i Mokré, Rachtane, continue à passer par la cote 643 (dans la vallée du Bouchtrice), Mali i Chébénikoute (2180), la cote 2010 — Mali i Létmite—Stoudne—Kotchouli — la cote 1205, laissant hors de la zone les villages de Zabzoune et Selbichte. Puis elle passe par le Ml. i Ravnogorit (1187) — la cote 925 se dirige vers le nord-ouest, passe par la cote 605, et la lisière sud-ouest du village de Strikchan jusqu'à la cote 485 (au nord de ce village), laissant hors de la zone les villages de Kossovetz et Libolech. Après, elle se dirige vers le nord pour atteindre le Drin Noir (le coude au nord du village de Okshatina), laissant hors de la zone les villages de Sopot, Sofrtchane, Kovatchitse et Topoyan. Puis suit le Drin Noir jusqu'au coude au sud du village de Dovolane, passe la cote 630 — la borne N° 10 de la ligne frontière (au sud de Velivan 2374), laissant hors de la zone les villages de Madjitse, Dovolane et Erebare.

De la borne N° E-10 jusqu'à la borne N° D-22 sur le Kalabak (2172) la ligne suit la ligne frontière d'Etat, laissant hors de la zone tous les villages à l'ouest d'elle.

De la borne N° 22 la ligne passe par la ligne dorsale de la branche occidentale de Kalabak (cote 2174) atteint la lisière nord du village de Matragje qui reste hors de la zone, coupe les cotes 1980—2100, suit directement au sud par la vallée du ruisseau jusqu'à l'embouchure à l'est du village de Radomir, passe ensuite au sud de ce village, tourne vers l'ouest par la vallée de la riviérette sans nom jusqu'au pont cote 655, après à l'ouest des villages de Tseren, Plochtan et Vassiai sur la cote 1390, laissant hors de la zone les villages de Vellche, Djedaï, Bouchtritse et Gjedaï.

Puis elle rejoint par le sommet Teïa et la cote 2305 le sommet Djalitsa e Lumësë (cote 2484), laissant hors de la zone les villages de Lousen, Kolesnane, Bitsaï et Nangue.

De la Djalitsa e Lumësë la ligne passe par la cote 376 (à l'ouest du village de Chtiqen), va au nord-ouest, atteint le bord du Drin Noir à l'ouest du village Gostil, puis suit la rive de ce fleuve jusqu'au point de jonction avec le Drin Blanc ; ensuite elle passe par Chakall'e Moundeks (1170) — la cote 543 jusqu'au Mj. e Plachit (1040), laissant les villages de Moundek, Séfoe, Zaharichte et Prole hors de la zone.

Puis elle passe par les cotes 466 (au sud du village Zogaï) — la cote 848, la lisière sud du village Bitytch sur le Dober et Bitysite (1729) laissant hors de la zone les villages de Kam e Tchorraï, passe alors par le Tch. e Loudjesse (956) — Mj. e Rinde (1269) — Koder e Loudjesse (1234), la cote 743, laissant les villages de Loudje et Rogame hors de la zone.

De la cote 743 la ligne se dirige directement vers le nord jusqu'à l'embouchure de la rivière Lum'i Tropojes au sud du village de Ahmetaï — suit cette rivière vers le nord jusqu'au ruisseau, au sud des maisons bergères Stan i Gruda Tropojes pour atteindre la frontière à la borne N° 2 à 1,5 km. du nord de la cote 1930, laissant le village de Tropoja dans la zone et les villages de Ahmétaï, Babine, Krnitcha et Mohachan hors de la zone.

De la borne N° 2 jusqu'à la borne N° 23 (Qafa e Vranices) la ligne suit la frontière d'Etat, laissant hors de la zone tous les villages situés à l'ouest d'elle et dans la zone la borne N° 23 ainsi que Qafa e Vranices.

De la borne N° 23 la ligne passe les sommets Tch. e Markoftches (2040) — Mj. e Roupes — suit la dorsale dans la direction sud, puis sud-est et, pour prendre dans la zone le village Valbona qui ne figure pas sur la carte albanaise, elle traverse la vallée de Valbona à l'ouest du village de Chochane, tourne vers l'ouest par la crête jusqu'au Mj. e Hekourave (Mj. e Marotse — 2600), comprenant dans la zone seulement les villages Cerem et Valbona. Quant aux autres villages se trouvant dans la proximité de ces deux villages et aussi compris par la ligne frontière de la zone albanaise déjà tracée sur la carte mais dont les habitants n'ont fait jusqu'à présent aucune réclamation pour être compris dans la zone, ces villages doivent être considérés comme des endroits hors de la zone. Cependant, en cas de besoin, leurs habitants peuvent s'adresser au Gouvernement albanais conformément à la disposition IV *ad* article 14 de ce protocole. Ensuite, la ligne passe par le Tch. e Drotches (2110) — Mj. e Brezes — M. Jezertse (2580) — Tch. e Peyes (1709) inclus

From point 1292 it turns northward through points 1340—1485 (on the ridge of the Malete Mokresse). The line then follows in a north-westerly direction the brook which has its source at Malete Mokresse as far as its mouth north-west of the village of Radokal, leaving the villages of Podgojan, Maline, Kritchkove and Selce e pochte outside the zone. It then passes through points 720—758 west of the village of Pichkach on the Gour i Pichkachit (1376), leaving the villages of Monastrece i Mokre and Rachtane outside the zone, continues through point 643 (in the valley of the Bouchtrice), Mali i Chébénikoute (2180), point 2010 — Mali i Letmite-Stoudne-Kotchouli — point 1205, leaving the villages of Zabzoune and Selbichte outside the zone. It then passes over Ml. i Ravnogorit (1187) — point 925, turns to the north-west, passes through point 605 and the south-west outskirts of the village of Strikchan up to point 485 (north of that village), leaving the villages of Kossovetz and Libolech outside the zone. It then turns northwards to reach the Black Drina (the bend north of the village of Okshatina), leaving the villages of Sopot, Sofrtchane, Kovatchitse and Topoyan outside the zone. It then follows the Black Drina up to the bend south of the village of Dovolane, crosses point 630 — frontier post No. 10 of the frontier line (south of Velivan 2374), leaving the villages of Madjitse, Dovolane and Erebare outside the zone.

From frontier post No. E. 10 up to frontier post No. D. 22 on the Kalabak (2172), the line follows the frontier of the State, leaving all the villages to the west of it outside the zone.

From frontier post No. 22 the line passes over the crest line of the western spur of Kalabak (point 2174), runs up to the northern outskirts of the village of Matragje which remains outside the zone, passes through points 1980—2100, continues straight south through the valley of the small river up to its mouth east of the village of Radomir, then passes south of that village, turns westward through the valley of the nameless brook up to the bridge at point 655, and then to the west of the villages of Tseren, Plochtan and Vassiai at point 1390, leaving the villages of Vellche, Djedaï, Bouchtritse and Gjedaï outside the zone.

It then passes through peak Teïa, point 2305 and the peak Djalitsa e Lumësë (point 2484) ' leaving the villages of Lousen, Kolesnane, Bitsaï and Nangue outside the zone.

From Djalitsa e Lumësë the line passes through point 376 (west of the village of Chtiqen), turns north-west, reaches the bank of the Black Drina west of the village of Gostil, then follows the bank of that river up to the point where it joins the White Drina, then passes through Chakall'e Moundeks (1170) — point 543 up to Mj. e Plachit (1040), leaving the villages of Moundek, Séfoe, Zaharichte and Prole outside the zone.

It then passes through points 466 (south of the village of Zogaï) — point 848, the southern outskirts of the village of Bitytch on the Dober and Bitysite (1729), leaving the villages of Kam e Tchorraï outside the zone, then passes by the Tch. e Loudjesse (956)—Mj. e Rinde (1269)—Koder e Loudjesse (1234), point 743, leaving the villages of Loudje and Rogame outside the zone.

From point 743 the line turns straight north up to the mouth of the river Lum'i Tropoje s south of the village of Ahmetaï, follows that river north up to the brook south of the shepherds' cots Stan i Gruda Tropojes to reach frontier post No. 2 1.5 kilometres north of point 1930, leaving the village of Tropoja in the zone and the villages of Admétaï, Babine, Krnitcha and Mohachan outside the zone.

From the frontier post No. 2 up to the frontier post No. 23 (Qafa e Vranices) the line follows the frontier of the State, leaving all the villages west of it outside the zone, and frontier post No. 23 and Qafa e Vranices within the zone.

From frontier post No. 23 the line passes over the peaks Tch. e Markoftches (2040) — Mj. e Roupes — follows the crest southward and then south-eastward, and in order to include in the zone the village of Valbona which is not shown on the Albanian map, it crosses the valley of Valbona west of the village of Chochane, turns west over the crest up to Mj. e Hekourave (Mj. e Marotse — 2600), including in the zone only the villages of Cerem and Valbona. The other villages situat ed in the neighbourhood of these two villages which are included in the frontier line of the Albani an zone already marked on the map but the inhabitants of which have as yet made no application to be included in the zone should be regarded as situated outside the zone. Nevertheless, if necessary, their inhabitants may apply to the Albanian Government as laid down in Clause IV *ad* Article 14 of the present Protocol. The line then passes through Tch. e Drotches (2110) — Mj. e Brezes — M. Jezertse (2580) — Tch. e Peyes (1709) included — Mj. e Payes (2215) — Mj. Radohinesse (2460

— Mj. e Peyes (2215) — Mj. Radohinesse (2460) — la cote 2300 — Ml i Ligoute Koualite (2221) — Ml. Kolatsé (1842) — M. e Kregues (1009) — la cote 1082 jusqu'à Kourila (1850), laissant le village de Doutsaï hors de la zone.

De Kourila (1850) la ligne se dirige vers le sud-ouest sur le M. Lobtch (575), puis vers l'est jusqu'à la rivière Riolle — passe le village de Gridje au nord-est et descend dans la vallée de Kiri au point de jonction avec un petit affluent au nord-ouest du village de Drichte, laissant hors de la zone les villages de Lohja, Prelnikaï, Veliya, Kouze, Oudzoukaï, Eguitch, Vajouch, Dougue, Kourte, Blichte, Domni et Drichte.

De là, la ligne passe par la cote 79 (au sud du village de Bardha) — la croix cote 18 — la cote 166 (au sud de Scutari) jusqu'au Ml. Zefnyans (241), laissant les villages de Rents, Gour'i zi, Voukatane, Beltoie, Achte, Melgoush hors de la zone.

De Ml. Zefnyanes (241) la ligne coupe les cotes 105-133-7 (près du village de Mebi Souks) et aboutit à l'embouchure de Boune (Boïana), laissant hors de la zone les villages de Bouchate, Ranze, Koulladji, Gjanat, Mebi, Souke, Youchite, Tcherète et Zef.

PARTIE ADDITIONNELLE N° 2

LIMITES INTÉRIEURES DE LA ZONE FRONTIÈRE YOUGOSLAVE.

Se référer à la carte yougoslave au 1 : 100.000
Ressane — Krouchevo, Ohride, Debar, Prizren,
Petch, Kolachine, Scadar, Cettigné.

La ligne partant de la borne N° F. 20 au bord du lac de Prespa, au nord de la côte 1127, suit d'abord la rive même jusqu'à 1 km. au nord-est de Sirtchi Han et elle tourne ensuite vers le nord-est, puis à l'est et au nord du village de Pokervenik jusqu'au Pitsiline (1421), laissant hors de la zone le village de Preljoublyé.

De Pitsiline elle se dirige vers sud-ouest sur la Toumba (1627), passe par le Vodën K. (1675) — la ligne dorsale — la cote 1420 jusqu'à la borne N° F. 12 (2075). De là elle passe par les cotes 1555 — 1631 — 1421 — Visok K. Grnovo jusqu'à la fourche à l'est de la gare d'Ohride, laissant hors de la zone les villages d'Olchani, Konsko et Chipokno.

Puis elle longe au nord la voie ferrée jusqu'au point d'intersection avec la rivière Koceljska qu'elle suit jusqu'à son embouchure dans le lac d'Ohride, laissant les villages Kocelj et Ormane hors de la zone. De ce point la ligne suit d'abord la rive nord du lac d'Ohride jusqu'à 2 km. à l'est de Strouga, puis elle se dirige vers le nord-ouest et atteint le Drin Noir à l'est du village de Vranichté, laissant hors de la zone le village Mislechevo.

Alors la ligne suit le fleuve vers le nord jusqu'à l'ouest de la cote 593 (sur la rive droite du Drin) et à 1 km. au sud-ouest du village de M. Papradnik. De là, elle part à l'est par la cote 593 jusqu'au nord du village Mah Vapa qui reste hors de la zone.

Puis elle passe dans la direction nord-ouest à l'est des villages de V. et M. Papradnik et rejoint la rivière Radika à 1 km. au nord de son embouchure dans le Drin Noir, laissant les villages de Provaljenik, Jitignyani et Balantsi hors de la zone.

De ce point elle suit la rivière Radika en amont jusqu'à 2 km. de son embouchure dans le Drin, de là elle se dirige directement au nord jusqu'à 1 km. au sud de Debar et après dans la direction générale nord-est elle passe la lisière des villages Raitchitsa et Tatar Elevtsi qui restent hors de la zone, coupe la cote 733 pour atteindre la Radika au sud du village Kossovrast.

De là, la ligne suit la Radika et, en coupant les cotes 795—1625, elle atteint la ligne frontière de l'Etat à la borne N° 12 sur le sommet de la Deli Senitsa (2255).

De là, elle suit par les sommets de Dechate et Korabe la ligne frontière d'Etat jusqu'à la borne N° 18 sur le Terasisko brdo (Iassika), laissant tous les villages situés à l'est de la frontière hors de la zone.

— point 2300 — Ml. i Ligoute Koualite (2221) — Ml. Kolatsé (1842) — M. e Kregues (1009) — point 1082 up to Kourila (1850), leaving the village of Doutsaï outside the zone.

From Kourila (1850) the line turns south-west to M. Lobtch (575), then eastward up to the river Riolle — passes the village of Gridje on the north-east and descends into the valley of Kiri at the point of junction with a small affluent north-west of the village of Drichte, leaving the villages of Lohja, Prelnikaï, Veliya, Kouze, Oudzoukaï, Eguitch, Vajouch, Dougue, Kourte, Blichte, Domni and Dritchte outside the zone.

From there the line passes through point 79 (south of the village of Bardha) — the cross at point 18 — point 166 (south of Scutari) up to Ml. Zefnyans (241), leaving the villages of Rents, Gour'i zi, Voukatane, Beltoie, Achte and Melgoush outside the zone.

From Ml. Zefnyanes (241) the line passes through points 105-133-7 (near the village of Mebi Souks) and arrives at the mouth of the Boune (Boïana), leaving the villages of Bouchate, Ranze, Koulladji, Gjanat, Mebi, Souke, Youchite, Tcherète, and Zef outside the zone.

ADDITIONAL SECTION No. 2.

Internal Boundaries of the Yugoslav Frontier Zone.

See Yugoslav map on the scale of 1 : 100,000
Ressane — Krouchevo, Ochrida, Debar, Prizren, Petch, Kolachine, Scadar, Cettigne.

The line starting from frontier post No. F. 20 on the shore of Lake Prespa, north of point 1127, first follows the shore itself up to a point 1 kilometre north-east of Sirtchi Han and then turns towards the north-east, then to the east, and to the north of the village of Pokervenik, up to Pitsiline (1421), leaving the village of Preljoublyé outside the zone.

From Pitsiline it proceeds south-westwards towards the Toumba (1627), passes through the Vodën K (1675) — the crest line — point 1420 up to frontier post No. F 12 (2075). From there it passes through points 1555 — 1631 — 1421 — Visok K. Grnovo to the branch east of the station of Ochrida, leaving the villages of Olchani, Konsko and Chipokno outside the zone.

After this it follows the railway to the north up to the point of intersection with the river Koceljska, which it follows up to the point at which it falls into the Lake of Ochrida, leaving the villages of Kocelj and Ormane outside the zone. From this point the line first follows the northern shore of the Lake of Ochrida up to 2 kilometres east of Strouga, then it turns towards the north-west and reaches the Black Drina east of the village of Vranichté, leaving the village of Mislechevo outside the zone.

The line then follows the river towards the north up to the west of point 593 (on the right bank of the Drina) and up to 1 kilometre south-west of the village of M. Papradnik. From there it runs eastwards through point 593 up to the north side of the village of Mah Vapa, which remains outside the zone.

It then passes in a north-westerly direction east of the villages of V. and M. Papradnik' and joins the river Radika at 1 kilometre north of the point at which it enters the Black Drina, leaving the villages of Provaljenik, Jitignyani and Balantsi outside the zone.

From this point it follows the river Radika upstream up to 2 kilometres from the point at which it joins the Drina, and from there turns directly northwards up to 1 kilometre south of Debar, and then in a general north-easterly direction passing the outskirts of the villages of Raitchitsa and Tatar Elevtsi, which remain outside the zone, cuts across point 733 and reaches the Radika south of the village of Kossovrast.

From there the line follows the Radika and, passing through points 795—1625, it reaches the frontier line of the State at frontier post No. 12 on the summit of the Deli Senitsa (2255).

From there it follows the State frontier line through the peaks of Dechate and Korabe up to frontier post No. 18 on the Terasisko brdo (Iassika), leaving all the villages on the east of the frontier outside the zone.

De la borne N° 18 sur le Terasisko brdo, la ligne se dirige d'abord vers le nord-est, puis au nord passant par les cotes 1246, 961, 938 (au nord-est du village de Vranichté), longe à l'est le chemin carrossable Vranichté-Prizren, laissant les villages de Mlike, Koukolyané, Lebovichte (Lyoubovichte), Chaïnovtse, Rentsé, Zyoume et Loskovats hors de la zone. Alors la ligne passe à l'est et ensuite au nord de la ville de Prizren, laissant hors de la zone les villages de Douchanov Grade, Novo Selo, et Grntcharé ; puis elle se dirige vers l'ouest par les cotes 356 (au nord-est du village de Vlachnya) — 487 — 443 — 549 — 445 où elle atteint le Drin Blanc, laissant les villages de Dobrouchta dans la zone — suit le Drin jusqu'au Délina — passe à 1 km. au nord-est de la cote 645 et arrive à la ligne frontière d'Etat près de la borne N° 6 (752), laissant les villages de Malyé hors de la zone.

De la borne N° 6 la ligne suit la frontière d'Etat jusqu'au Pachtrik (1983), puis passe par les cotes 1796 — Lougui—Borce (1402)—1220 jusqu'à la cote 842.

De là, elle atteint dans la direction de l'est la petite rivière Dochtzitsa, qu'elle suit jusqu'au coude à l'est du village Kouchine, puis elle tourne vers le nord et aboutit par la cote 387 à un point au nord-est du village Ouize, laissant les villages de Kabach, Dedaï et Muroch hors de la zone.

Du village de Ouize la ligne se dirige vers le sud-ouest par les cotes 434— 477 (au nord du village de Loupovétsa — (565) au nord du village de Zoulfaï) ; après vers le nord jusqu'au point de jonction des rivières à un km. au nord du village de Joupe—suit la rivière Bogovitsa jusqu'à son confluent avec le Drin Noir. Puis elle passe vers le sud-est entre les villages de Moglitsa et Ratcha, et, en faisant une courbe autour de ce village, elle atteint dans la direction nord-ouest la rivière Ribnik (Erenik) au point de jonction avec le Trakanitch, traverse ce fleuve, entoure la ville de Djakovitsa de l'est, du nord et de l'ouest et rejoint la cote 436 (à l'ouest de Djakovitsa) laissant hors de la zone les villages de Fchaï, Smatch, Kouchavets, Tchourdinos, Firza, Moglitsa, Kossara, Zide, Salih-Agué, Tchérime et Ossek Pacha.

De la cote 436, la ligne se dirige vers l'ouest au nord du chemin carrossable Djakovitsa—Korenitsa, atteint la rivière Ribnik (Erenik) au pont à l'est du village Popovats et suit la rivière Ribnik (Erenik) jusqu'à l'est du village de Nonochevats. Là elle traverse ce fleuve et passe par le Planik (536), les cotes 501 (à l'ouest du village de Bravine) — 689 à l'est et au nord du village Bachoucha, où elle tourne vers le nord-est pour atteindre par les cotes 732—1695 la frontière d'Etat à la borne N° 2 sur le sommet M. Zez (1917).

De là, elle suit la ligne frontière d'Etat jusqu'au Tchafa-Vranitsa (exclue la borne N° 23), puis se dirige au nord par les cotes 1202—1924—1485 pour rejoindre la cote 1826 (Kopilyatcha au nord du village de Hoti). De là, elle tourne à l'ouest par les cotes 1540—1130 laissant le village de Djouritchka Reka dans la zone. Puis elle se dirige vers le sud-ouest par le sommet Karaoula (1658), les cotes 2060 —1470—1720, passe à l'ouest des villages de Kolénovitché, Dossoudjé et Zagradjé et à l'est de la ville de Goussigné, laissant hors de la zone les villages de Bogaitché, Voino selo, Boudeyovitsa, Vichnyévo, Krouchévo, Kolénovitché, Dossudjé et Zagradjé.

Ensuite, la ligne tourne vers le nord-est par la cote 1945 à 1 km. à l'est de la cote 2210 (sur la Vizitor Pl.) — Mramoryé (2015), puis à l'ouest jusqu'à la cote 1862, suit la crête (à 1 km. au nord du Grebën 2190), coupe la cote 1906 — Tataryé (1764) — Rogovi (2125), la cote 2033 et atteint par la crête de Zeletine la cote 1261, laissant hors de la zone les villages: Martinovitchi, Gropa, Smaïleva et Brezovitsa.

De la cote 1261 elle passe entre les villages de Boïovitché et Grbavitsé par les sommets Lokvitchko brdo (1271) — Véli Krch (1443), suit la crête de Pèhe et aboutit par la cote 1628 et le sommet de Tsmilitsa (1829) sur le sommet Kom Vassoïévitchaki (2460), laissant hors de la zone les villages Boïovitché, Andjelate, Bojitché, Vyétrochevitsé et Oblo brdo.

De Kom Vassoïevitchski la ligne passe par les cotes 1442—1360 et atteint la frontière d'Etat au sommet de Maja Zabélit (2130), laissant hors de la zone les endroits Katoun Tsariné, Louké et Bindja.

De Maja Zabélit, elle suit la ligne frontière d'Etat jusqu'à Souka Miltsite (1432) passant le col de Skala Rikavats et Gretcha.

Alors la ligne passe par les cotes 1399—1650, Kajénik (1586) — 1141 — 1027 — Djoutéza (1130) — M. Syévik (1149), laissant les villages de Korita, Podgrade, Kotchi et Katoun Radovats hors de la zone.

From frontier post No. 18 on the Terasisko brdo, the line first turns towards the north-east, and then to the north passing through points 1246, 961, 938 (north-east of the village of Vranichté), on the east runs alongside the carriage road Vranichté-Prizren, leaving the villages of Mlike, Koukolyané, Lebovichte (Pyoubovichte), Chaïnovtse, Rentse, Zyoume and Loskovats outside the zone. Then the line turns to the east and afterwards to the north of the town of Prizren, leaving the villages of Douchanov Grade, Novo Selo and Grntcharé outside the zone ; then it turns to the west through points 356 (north-east of the village of Vlachnya) — 487 — 443 — 549 — 445, where it reaches the White Drina, leaving the villages of Dobrouchta in the zone — follows the Drina up to Delina — passes 1 kilometre north-east of point 645, and arrives at the State frontier line near frontier post No. 6 (752), leaving the villages of Malyé outside the zone.

From frontier post No. 6 the line follows the State frontier up to Pachtrik (1983), then passes through points 1796 — Lougui — Borce (1402) — 1220 up to point 842.

From there it runs eastwards to the Dochtzitsa stream, which it follows up to the bend east of the village of Kouchine, then it turns northwards and finishes at point 387 at a point north-east of the village of Ouize, leaving the villages of Kabach, Dedaï and Muroch outside the zone.

From the village of Ouize the line turns south-west through points 434—477 (north of the village of Loupovétsa — (565) north of the village of Zoulfaï) ; then northwards up to the junction point of the rivers at 1 kilometre north of the village of Joupe and follows the river Bogovitsa up to the point where it joins the Black Drina. It then passes south-east between the villages of Moglitsa and Ratcha, and, making a bend round the latter village, it runs north-westward up to the river Ribnik (Erenik) at its point of junction with the Trakanitch, crosses this river, runs round the town of Djakovitsa from the east, north and west, and reaches point 436 (west of Djakovitsa), leaving the villages of Fchaï, Smatch, Kouchavets, Tchourdinos, Firza, Moglitsa, Kossara, Zide, Salih-Agué Tcherime and Ossek Pacha outside the zone.

From point 436 the line turns westwards north of the carriage road Djakovitsa — Korenitsa, reaches the river Ribnik (Erenik) at the bridge east of the village of Popovats and follows the river Ribnik (Erenik) up to a point east of the village of Nonochevats. There it crosses this river and passes through the Planik (536), points 501 (west of the village of Bravine) — 689 east and north of the village of Bachoucha, where it turns north-eastwards to reach the State frontier over point 732—1695 at frontier post No. 2 on the M. Zez (1917) peak.

Thence it follows the State frontier line up to Tchafa-Vranitsa (excluding frontier post No. 23), and then turns northward through points 1202 — 1924 — 1485 to reach hill 1826 (Kopilyatcha, north of the village of Hoti). From there, it turns westward through points 1540 — 1130, leaving the village of Djouritchka Reka in the zone. It then turns south-westwards through the peak of Karaoula (1658), points 2060 — 1470 — 1720, and passes west of the villages of Kolénovitché, Dossoudjé and Zagradjé, and east of the town of Goussigné, leaving the villages of Bogaitché, Voino selo, Boudeyovitsa, Vichnyévo, Krouchévo, Kolénovitché, Dossudjé and Zagradjé outside the zone.

Thereafter the line turns north-east through point 1945 1 kilometre east of point 2210 (on the Vizitor Pl.) — Mramoryé (2015), then westward up to point 1862, follows the crest (1 kilometre north of the Grebën 2190), cuts through point 1906 — Tatarye (1764) — Rogovi (2125), point 2033 and reaches point 1261 over the crest of Zeletine, leaving the villages of Martinovitchi, Gropa, Smaïleva, and Brezovitsa outside the zone.

From point 1261 it passes between the villages of Boïovitché and Grbavitsé through the peaks of Lokvitchko brdo (1271) — Véli Krch (1443), follows the crest of Pèhe and arrives through point 1628 and the peak of Tsmilitsa (1829) at the peak of Kom Vassoïévitchaki (2460), leaving the villages of Boïovitché, Andjelate, Bojitché, Vyétrochevitsé and Oblo brdo outside the zone.

From Kom Vassoievitchski the line passes through points 1442—1360 and reaches the State frontier at the peak of Maja Zabélit (2130), leaving the localities of Katoun Tsariné, Louké and Bindja outside the zone.

From Maja Zabélit, it follows the State frontier line up to Souka Miltsite (1432), crossing the pass of Skala Rikavats and Gretcha.

The line then passes through points 1399—1650, Kajénik (1586) — 1141 — 1027 — Djoutéza (1130) — M. Syévik (1149), leaving the villages of Korita, Podgrade, Kotchi and Katoun Radovats outside the zone.

Puis la ligne coupe les cotes 1212 (Souka Groudska) — 971 — 629, pour atteindre le sommet de Tsrni Vrh (312), laissant hors de la zone les villages de Lopari et Prémitchi.

De Tsrni Vrh elle descend au coude de la Tsyévna (Tsem) au sud-ouest du village de Dinocha, suit ce fleuve jusqu'au pont cote 62, passant par la Chipchanska G. (136 au nord du village de Touzi) et atteint la cote 76 (au sud de Douchitch), laissant hors de la zone les villages Chipchanik et Douchitch.

De la cote 76 la ligne tourne à l'ouest, passe au nord du village Vladnya, puis au sud de Sv. Nicola, enfin au nord du village Moyanovitchi et, traversant la voie ferrée au poste de la Gendarmerie, elle atteint la rivière Moratcha au nord du village de Goritchani, laissant hors de la zone le village Mahala. De ce point elle suit la Moratcha jusqu'au hameau Atsové Vrbé ; de là, elle passe entre les villages de Bistritse et Bérislavtsi qui reste dans la zone, puis elle tourne à l'ouest jusqu'au ruisseau Tara, passe la lisière ouest et sud du village Kourilo pour atteindre par la cote 5 le lac de Scutari à 500 m. à l'ouest de l'embouchure de Plavnitsa en laissant hors de la zone les villages de G. et D. Voukovtsi, Kouriots et Bistritsé.

De là, elle traverse en ligne droite le lac de Scutari, atteint le cap Petrova Ponta et suit la rive jusqu'à 1 km. au sud-est du petit village de Markovitchi, qui avec le village Krgnitsé reste hors de la zone. De ce point elle tourne à l'ouest, atteint par le sommet Dobroune (495), le sommet Golik (997). Ensuite elle prend la direction générale vers le sud-est, passant par le sommet de Kougni (872), Ostrovitsa (992), Kounoré (1018), Biyela Skala (978), Tchougagolina (1325), Roumiya (1593), Brissan (1434) — cote 1424 jusqu'au Mali Tsan (1256), laissant hors de la zone les villages de Pépitchi, Toudjémili, M. Mikoulitchi, G. D. et V. Mikoulitchi, Kabeta et Médjouretch. Du sommet Mali Tsan la ligne continue à passer dans la direction sud par les sommets de Liponyak (1228), Rastich (793), Vranyé Gnézdo (634), Tchok Pelinkovitchi (308), Narboungué (293), cote 261, Kobilitsa (622) cote 160, M. Kroutchiche (378), Mavryan (386), Byela Gora (289) cote 164, et atteint dans la direction sud, en ligne droite, la côte de la mer Adriatique qu'elle suit jusqu'à la ligne frontière d'Etat (à l'embouchure de Boyana), laissant hors de la zone les villages de Mali Kaliman Leskovats, Voukitchi, Mala, Mala Gorana, Saltch et Krouta.

PARTIE ADDITIONNELLE N° 3

SECTEURS, ENDROITS, ROUTES, POINTS DE PASSAGE, MARCHÉS.

Prenant en considération la position géographique ainsi que la nature du terrain et surtout les nécessités et gravitations économiques de différentes contrées de frontières, les deux délégations sont tombées d'accord de diviser toute la zone frontière en *secteurs* comme suit :

1. *Secteur de Prespa.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Konysko, Stényé, Leskovets, Otéchévo, Sirtshi Han, Chourlintsi, Voukoderi et Pokrvénik ;

b) Dans la zone albanaise : Bezmichté, Goritse, Gllombotch, Goritsa e siper.

B. Les marchés : Resan, en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage : La route Stényé—Goritse—Sirchi-Han avec point de passage près des postes frontières des deux Etats, pour toute sorte de circulation admise.

2. *Secteur d'Ohride-Pogradec.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Manastir de St. Naoum, Lyoubanichté, Trépézitsa, Goritsa, St. Stevan, St. Zaoum Pétchani et la ville d'Ohrida.

The line then passes through points 1212 (Souka Groudska) — 971 — 629, running up to the peak of Tsrni Vrh (312), leaving the villages of Lopari and Prémitchi outside the zone.

From Tsrni Vrh it runs down to the bend of the Tsyévna (Tsem), south-west of the village of Dinocha, follows that river up to the bridge at point 62, passing through the Chipchanska G. (136 north of the village of Touzi), and reaches point 76 (south of Douchitch), leaving the villages of Chipchanik and Douchitch outside the zone.

From point 76 the line turns westward, passes north of the village of Vladnya, then south of Sv. Nicola, and lastly north of the village of Moyanovitchi and, crossing the railway line at the gendarmerie post, reaches the river Moratcha north of the village of Goritchani, leaving the village of Mahala outside the zone. From this point it follows the Moratcha up to the hamlet of Atsové Vrbé ; from there, it passes between the villages of Bistritse and Bérislavtsi, which remain in the zone, it then turns west up to the Tara stream, runs along the western and southern outskirts of the village of Kourilo and reaches the Lake of Scutari by point 5, 500 metres west of the Plavnitsa mouth, leaving the villages of G. and D. Voukovtsi, Kouriots and Bistritsé outside the zone.

From there, it passes in a straight line over the Lake of Scutari, reaches Cape Petrova Ponta and follows the bank up to 1 kilometre south-east of the small village of Markovitchi, which, along with the village of Krgnitsé, remains outside the zone. From this point it turns west, reaches the peak of Golik (997), passing through the peak of Dobroune (495). Then it turns in a general south-easterly direction, passing through the peak of Kougni (872), Ostrovitsa (992), Kounoré (1018), Biyela Skala (978), Tchougagolina (1325), Roumiya (1593), Brissan (1434) — point 1424 up to Mali Tsan (1256), leaving the villages of Pépitchi, Toudjémili, M. Mikoulitchi, G. D. and V. Mikoulitchi, Kabeta, and Médjouretch outside the zone. From the peak of Mali Tsan the line continues to run in a southerly direction through the peaks of Liponyak (1228), Rastich (793), Vranyé Gnézdo (634), Tchok Pelinkovitchi (308), Narboungué (293), point 261, Kobilitsa (622) point 160, M. Kroutchiche (378), Mavryan (386), Byela Gora (289) point 164, and runs in a straight line southward to the coast of the Adriatic Sea, which it follows to the State frontier line (at the mouth of the Boyana), leaving the villages of Mali Kaliman Leskovats, Voukitchi, Mala, Mala Gorana, Saltch and Krouta outside the zone.

ADDITIONAL SECTION No. 3.

Sections, Localities, Roads, Crossing Points, Markets.

Taking into consideration the geographical position, the nature of the ground, and above all the economic requirements and development of various frontier districts, the two delegations have agreed to divide the whole frontier zone into the following *sections :*

1. *Prespa Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : Konysko, Stényé, Leskovets, Otéchévo, Sirtshi Han, Chourlintsi, Voukoderi and Pokrvénik ;

(b) In the Albanian zone : Bezmichté, Goritse, Gllombotch, Goritsa e siper.

B. The following markets : Resan in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points : the Stényé — Goritse — Sirchi-Han road, with a crossing point near the frontier posts of the two States, for all kinds of traffic allowed.

2. *Ochrida-Pogradec Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : the Monastery of St. Naum, Lyoubanichté, Trépézitsa, Goritsa, St. Stevan, St. Zaum Pétchani and the town of Ochrida.

b) Dans la zone albanaise : Pechkoupie (Pishkoupia), Zagoritchane, Starova, Touchémitche, Zervaske, Reméni (Rmany), Vertove (Verdovo), Pogradets (Pogradats), Memlitche (Mamoulichti), Tchervenake, Oudenichte.

B. Les marchés : Manastir de St. Naoum et la ville d'Ohrida en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) La route Lyoubanichte—Pichkupie avec point de passage près de la borne N° 7, seulement pour les propriétaires d'outre frontière.

b) La route d'Ohride—Pechtani—Lyoubanichté, Manastir St. Naoum à Touchémichté avec point de passage près de la borne N° 1 à côté du lac et des postes frontières des deux Etats, pour toute sorte de circulation admise.

c) Par bateaux de tout genre sur le lac d'Ohride pour toute sorte de circulation admise.

En ce qui concerne les *bateaux* de tout genre *circulant sur le lac*, il ne peuvent toucher que les points fixés, — pour le débarquement et l'embarquement dans les endroits suivants : Ohride, Pechtani, St. Naoum, Strouga, Pogradec et Line.

3. *Secteur de Strouga — Tchafa Thanes.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : la ville de Strouga, les villages de Radojda, Mali Vlaï, Frngovo, Kalichté, Radolichté, G. et D. Zagratchani, Vichnjé, Vranichté, D. Bélitsa, G. Bélitsa, Octisi, Velechté, Vehtchané, Dobovyani, Podgorats, Labounichté, Borovets, Piscoupchtina, Lakaïtsa (Lakavitsa), Yablanitsa, Bézévo et Nérézi ;

b) Dans la zone albanaise : Homeche, Radokal, Pichkoupate, Line, Oraké (Ourake), Kododèche, Katsel, Prégnes, Pichkach, Likine, Raïtse (Raïtsa), Tcharichté.

B. Les marchés : la ville de Strouga en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) La route de Radoïda—Line, a côté du lac, avec point de passage près de la borne N° 49, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

b) La route Strouga—Mali Vlaï—Tchafa Thanes, avec point de passage près de la borne N° 44, pour toute sorte de circulation admise ;

c) La route Mali Vlaï—Raïtse avec point de passage entre les bornes N° 42 et 43, à côté des postes frontières des deux Etats, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

d) La route Strouga—G. Belitsa—Tcharichté avec point de passage près de la borne N° 34, pour toute sorte de circulation admise ; et

e) Par bateau sur le lac pour toute sorte de circulation admise.

4. *Secteur de Debar.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : G. et D. Loukovo, Modritch, Drenok, Djépitché, Ottichani, M. et V. Papradnik, Eglinitch (Eglenik), Mirech, Banova (Bamovo), Konyaré, la ville de Débar, Sélokoutché, Krivtsi, G. et D. Kossovrasti, Spas, Amé, Banyichté et Réchane ;

b) Dans la zone albanaise : Stébléve (Stébliévo), Borove (Borovo), Klény (Klényé), Djinovets, Trebichté, Ostrën i voguel, Ostrën i madh, Verbenits (Vrbenitsa), Radovèche, Vladimirits, Serpétove, Veltchichté, Striktchane, Tchéranetz, Goritse (Goritsa), Tchépënze

(b) In the Albanian zone : Pechkoupie (Pishkoupia), Zagoritchane, Starova, Touchémitche, Zervaské, Reméni (Rmany), Vertove (Verdovo), Pogradets (Pogradats), Memlitche (Mamoulichti), Tchervenake, Oudenichte.

B. The following markets : Monastery of St. Naum and the town of Ochrida in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) The Lyoubanichte—Pichkupie road, with a crossing point near frontier post No. 7, solely for owners of land on the other side of the frontier.

(b) The Ochrida—Pechtani—Lyoubanichté road, Monastery of St. Naum to Touchémichté, with crossing point near frontier post No. 1 alongside the lake and the frontier posts of the two States, for all kinds of traffic allowed.

(c) By boats of all kinds on the Lake of Ochrida for all kinds of traffic allowed.

Boats of all kinds *sailing on the lake* may only touch at fixed points — for disembarkation and embarkation at the following places : Ochrida, Pechtani, St. Naum, Strouga, Pogradec and Line.

3. *Strouga — Tchafa Thanes Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : the town of Strouga, the villages of Radojda, Mali Vlaï, Frngovo, Kalichté, Radolichté, G. and D. Zagratchani, Vichnjé, Vranichté, D. Bélitsa G. Bélitsa, Octisi, Velechté, Vehtchané, Dobovyani, Podgorats, Labounichté, Borovets, Piscoupchtina, Lakaïtsa (Lakavitsa), Yablanitsa, Bezevo and Nérézi ;

(b) In the Albanian zone : Homeche, Radokal, Pichkoupate, Line, Oraké (Ourake), Kododeche, Katsel, Prégnes, Pichkach, Likine, Raïtse (Raïtsa), Tcharichté.

B. The following markets : the town of Strouga in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) The Radoïda—Line road alongside the lake, with a crossing point near frontier post No. 49, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(b) The Strouga—Mali Vlaï—Tchafa Thanes road, with a crossing point near frontier post No. 44, for all kinds of traffic allowed ;

(c) The Mali Vlaï—Raïtse road, with a crossing point between frontier posts No. 42 and 43, alongside the frontier posts of the two States, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(d) The Strouga—G. Belitsa—Tcharichté, with a crossing point near frontier post No. 34, for all kinds of traffic allowed ; and

(e) By boat on the lake for all kinds of traffic allowed.

4. *Debar Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : G. and D. Loukovo, Modritch, Drenok, Djépitché, Ottichani, M. and V. Papradnik, Eglinitch (Eglenik), Mirech, Banova (Bamovo), Konyaré, the town of Débar, Sélokoutché, Krivtsi, G. and D. Kossovrasti, Spas, Amé, Banyichté and Réchane ;

(b) In the Albanian zone : Stébléve (Stébliévo), Borove (Borovo) ; Klény (Klényé), Djinovets, Trebichte, Ostrën i voguel, Ostrën i madh, Verbenits (Vrbenitsa), Radovèche, Vladimirits, Serpétove, Veltchichté, Striktchane, Tchéranets, Goritse (Goritsa), Tchépënze

(Tchépénets), Boutchève, Homèche, Okchatine, Blate e siperme, Alaï Begaï, Maïtare, Kloboutchichté, Kertchisté, Potseste, Hobok (Oboki), Pésyak, Tchanke (Tchanka), Voïnik, Matchélar, Popinave, Herbel (Cerbélé), Passinégui, Zabori, Mirech, Golovichté, Terbatch, Toutchep, Réchane, Blate e pochte, Tserméné, Gradjane.

B. Les marchés : la ville de Débar en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) La route par la vallée de Tchavenitsa à Trébichté avec point de passage près de la borne N° 23 où se trouvent les postes frontières des deux États, pour toute sorte de circulation admise ;

b) La route Hotichani—Toutchep avec point de passage près de la borne N° 19, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

c) La route Débar—Chpinya—Mirech avec point de passage par le pont à l'est du village Mirech et à 1 km. au sud de la borne N° 17 pour toute sorte de circulation admise ;

d) La route de Réchané yougoslave à Réchane albanais avec point de passage près de la borne N° 16 seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

e) La route Débar—Blate e eper avec point de passage près de la borne N° 15 pour toute sorte de circulation admise ; et

f) La route Débar—Kloboutchichté avec point de passage près de la borne N° 14, seulement pour les propriétaires d'outre frontière.

5. *Secteur de Prizren—Koukes.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Globotchitsa, Ortchoucha, Vranichté, Dragatch, V. et M. Krstats, G. et D. Raptcha, Plava, Boutcha, Brezna (Brésa), Lopouchki Han, Jour, Verbnitsa, Chkoza, Bilyoucha, Gorojoupa, Dobrouchta, Poslichté, Otcha, Zagradska, Vlachnya, Kouchnine, et la ville de Prisrend ;

b) Dans la zone albanaise : Radomir, Tchéren, Choulani, Plochtane, Vassayaï (Vassyate), Tchaï (Tchailé), Chetchinak, Fchate (Vshate), Bouzmase, Chtrèze (Strézovo), Topoïane (Topolyané), Chichtévets, Novo Sélo (Novocèle), Borié, Orgosta (Orgochta), Chtitchen, Gostile, Koukes, Podbreg, Djahe (Djezna), Adem, Borzotse, Morina, Domne, Djinaï, Chaltchine, Pogaï, Gorojoupe, Lech, Tchem, Kichaï, Mouy, Dats, Aouroule, Davka, Niftché, Brékinya, Kolovoze, Loïma, Orechka, Béla, Orchiklé, Tchernolevo, Zabade, Pakich, Kocharichté.

B. Les marchés : Prisrend et Dragache en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) La route Prizrend—Vranichté—Globotchnitsa—Borié avec point de passage près de la borne N° 17, pour toute sorte de circulation admise ;

b) La route Krstats—Kocharichté avec point de passage près de la borne N° 15, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

c) La route Prizrend—Jour—Koukes avec point de passage près de la borne N° 10 pour toute sorte de circulation admise ; et,

d) La route Gorojoupe yougoslave — Gorojoupe albanais avec point de passage au sud de la borne N° 7, seulement pour les propriétaires d'outre frontière.

6. *Secteur de Djakovitsa—Tropoie.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Kouchnine, Godéni, Grtchina, Zoulfaï, Loupovets, Ouize, Tchérat, Déva, Joupe, Vogovo, Babaïboks, Gouska, Brékots, Ratcha, Chichmane

(Tchépénets), Boutchève, Homèche, Okchatine, Blate e siperme, Alaï Vegaï, Maïtare, Kloboutchichté, Kertchisté, Potseste, Hobok (Oboki), Pésyak, Tchanke (Tchanka), Voïnik, Matchélar, Popinave, Herbel (Cerbélé), Passinégui, Zabori, Mirech, Golovichté, Terbatch, Toutchep, Réchane, Blate e pochte, Tserméné, Gradjane.

B. The following markets : the town of Débar in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) The valley road from Tchavenitsa to Trébichté, with a crossing point near frontier post No. 23, where the frontier posts of the two States are situated, for all kinds of traffic allowed ;

(b) The Hotichani—Toutchep road, with crossing point near frontier post No. 19, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(c) The Débar—Chpinya—Mirech road, with crossing point on the bridge east of the village of Mirech and 1 kilometre south of frontier post No. 17, for all kinds of traffic allowed ;

(d) The road from Yugoslav Réchané to Albanian Réchane, with a crossing point near frontier post No. 16, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(e) The Débar—Blate e eper road, with a crossing point near frontier post No. 15, for all kinds of traffic allowed ;

(f) The Débar—Kloboutchichté road, with a crossing point near frontier post No. 14, solely for owners of land on the other side of the frontier.

5. *Prizren—Koukes Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : Globotchitsa, Ortchoucha, Vranichté, Dragatch, V. and M. Krstats, G. and D. Raptcha, Plava, Boutcha, Brezna (Brésa), Lopouchki Han, Jour, Verbnitsa, Chkoza, Bilyoucha, Gorojoupa, Dobrouchta, Poslichté, Otcha, Zagradska, Vlachnya, Kouchnine, and the town of Prizrend ;

(b) In the Albanian zone : Radomir, Tchéren, Choulani, Plochtane, Vassayaï (Vassyate), Tchaï (Tchailé), Chetchinak, Fchate (Vshate), Bouzmase, Chtrèze (Strézovo), Topoïane (Topolyané), Chichtévets, Novo Sélo (Novocèle), Borié, Orgosta (Orgochta), Chtitchen, Gostile, Koukes, Podbreg, Djahe (Djezna), Adem, Borzotse, Morina, Domne, Djinaï, Chaltchine, Pogaï, Gorojoupe, Lech, Tchem, Kichaï, Mouy, Dats, Aouroule, Davka, Niftché, Brekinya, Kolovoze, Loïma, Orechka, Bela, Orchiklé, Tchernolevo, Zabade, Pakich, Kocharichté.

B. The following markets : Prizrend and Dragache in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) The Prizrend—Vranichté—Globotchnitsa—Borié road, with a crossing point near frontier post No. 17, for all kinds of traffic allowed ;

(b) The Krstats—Kocharichté road, with crossing point near frontier post No. 15, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(c) The Prizrend—Jour—Koukes road, with a crossing point near frontier post No. 10, for all kinds of traffic allowed ; and

(d) The road from Yugoslav Gorojoupe to Albanian Gorojoupe, with a crossing point south of frontier post No. 7, solely for owners of land on the other side of the frontier.

6. *Djakovitsa—Tropoie Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : Kouchnine, Godéni, Grtchina, Zoulfaï, Loupovets, Ouize, Tchérat, Déva, Joupe, Vogovo, Babaïboks, Gouska, Brékots, Ratcha, Chichmane

Ravni, Morina, Novochévats, Kocharich, Batoucha, Kamenitsa et Damgnane, Chichmane Boks, Korénitsa, la ville de Djakovitsa et Popovats.

b) Dans la zone albanaise : mah e eper, Rafche, Kroume, Vranichté, Péke, Vlahene, Nikolitch, Golaï Louche, Tchar, Dobroune, Zoulfaï, Pérol, Zogaï, Mjeker je bardhe, Mahala e eper, Zogaï, Képének, Léycisse, Létaï, Stoberdo, Bitits, Vlyadi, Meydan, Vitchidol, Tropoïe, Kotchaï, Koldate, Kaménitse, Louchaï, Pats, Jerk, Sigits, Rezdjedje, Padéch et Tchérën.

B. Les marchés : la ville de Djakovitsa en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) La route Kouchnine—Tchafa Moularece—Vlahnya avec point de passage près de la borne N° 4, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

b) La route Godeni—Tchafa Dobrouna—Dobrouna avec point de passage près de la borne N° 1, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

c) La route Djakovitsa—Joupe—Tchafa—Prouchite—Létaï avec point de passage près de la borne N° 14, pour toute sorte de circulation admise ;

d) La route Jerk—Tchafa Stobertsé—Tcherape avec point de passage près de la borne N° 10, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

e) La route Djakovitsa—Korénitsa—Nonochévats—Tchafa—Morina—Tropojë avec point de passage près de la borne N° 5, pour toute sorte de circulation admise ; et

f) La route Kocharich—Tchafa Glava—padéch avec point de passage près de la borne N° 3 seulement pour les propriétaires d'outre frontière.

7. *Secteur de Goussigne—Vermoche.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Qafa e Vranices, Zabel, Hoti, Djouritchka Reka, M. Sapitsa, Belitch, Zarounitsa, Maja Borit, Voussagné, Djenbalitch, Tiossovitch, Goussigné, Lipovitsa, Grében, Visitor pl., Golechki Katoun, Zeletine (Golèche), Valouchnitsa, Popadia, Djourovitchi, Guérani, Vézirova Brada, Troyane, Dalia (nom local Doli), Boudaï, Lazi, Grntchar, Greben, Kouti, Doulyov Katoun (nom local Nenchkamya e Douldochit), Obzovik, Tsetsouné, Stolak, Jar, Halyé, Minitché, Tchétchévo, Djoulitché, Yochanitsa, Konyouhé, Yassikovats, Krnyatcha, Karïchta, Tservlyak, Doulipolyé, Brod, Savrdak, Kochoutitché, Djontsa, Moulinovets, Grbavitsé, Lichténi Gchtars (nom local Lichténi Krstats), Zastan Klb., Glavitsa, Krouchka, Moyane, Qafa e Gjélit, Bouni, Radetines, Bichtina, Zeletine (Vatedjelroudite), Zeletine (Tsétsoune), Biechka e Kétche, Qafa Borite, Podkobila (dans la commune de Voïno Selo), Bori Zeletine à l'ouest de Golèche, Zélétine au nord de Zagradja, Bistratchitsa, Vayoucha, Voukotchia, Kroja, Bridachia, Yezertsé, Ceranits, Katoun ;

b) Dans la zone albanaise : Valbone (le village), Tchéréme, Niktche, Bérisdole, Lipouche, Koprichte, Hani i Gropes, Boudats, Boune i Grébénit, Vermoche, Lyésnitse, Mrek, Ochrits, Seltse, Voukli, Krntchar, Bichtina, Moyane, Smouti, Rgoue, Loumebraya, Tserna Gora, Stotchitsa, Hani i Vermochit, Van, Selimaj, Dragobulja et Kelcyra.

B. Les marchés : la ville de Goussigné en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) La route Hoti—Qafa Vranitsa—Tchérémé avec point de passage près de la borne N° 23 seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

b) La route Voussanyé—Tchafa Borite—Tchérémé avec point de passage près de la borne N° 19, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

c) La route Goussigné — par la vallée de Bryé — Litcheni Krstats—Tchafa Peïs avec point de passage près de la borne N° 16 pour toute sorte de circulation admise;

Ravni, Morina, Novochévats, Kocharich, Batoucha, Kamenitsa and Damgnane, Chichmane Boks, Korénitsa, the town of Djakovitsa and Popovats ;

(b) In the Albanian zone : Mah e eper, Rafche, Kroume, Vranichté, Péke, Vlahene, Nikolitch, Golaï Louche, Tchar, Dobroune, Zoulfaï, Pérol, Zogaï, Mjeker e bardhe, Mahala e eper, Zogaï, Képének, Léycisse, Létaï, Stoberdo, Bitits, Vlyadi, Meydan, Vitchidol, Tropoïe Kotchaï, Koldate, Kaménitse, Louchaï, Pats, Jerk, Sigits, Rezjedje, Padéch and Tchérën.

B. The following markets : the town of Djakovitsa in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) The Kouchnine—Tchafa Moularece—Vlahnya road, with a crossing point near frontier post No. 4, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(b) The Godeni—Tchafa Dobrouna—Dobrouna road, with a crossing point near frontier post No. 1, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(c) The Djakovitsa—Joupe—Tchafa—Prouchite—Létaï road, with a crossing point near frontier post No. 14, for all kinds of traffic allowed ;

(d) The Jerk—Tchafa Stobertsé—Tcherape road, with a crossing point near frontier post No. 10, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(e) The Djakovitsa—Korénitsa—Nonochévats—Tchafa—Morina—Tropojë road, with a crossing point near frontier post No. 5, for all kinds of traffic allowed ; and

(f) The Kocharich—Tchafa Glava—Padech road, with a crossing point near frontier post No. 3, solely for owners of land on the other side of the frontier.

7. *Goussigne—Vermoche Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : Qafa e Vranices, Zabel, Hoti, Djouritchka Reka, M. Sapitsa, Belitch, Zarounitsa, Maja Borit, Voussagné, Djenbalitch, Tiossovitch, Goussigné, Lipovitsa, Grében, Visitor pl., Golechki Katoun, Zeletine (Golèche), Valouchnitsa, Popadia, Djourovitchi, Guérani, Vézirova Brada, Troyane, Dalia (local name Doli), Boudaï, Lazi, Grntchar, Greben, Kouti, Doulyov Katoun (local name Nenchkamya e Douldochit), Obzovik, Tsetsouné, Stolak, Jar, Halyé, Minitché, Tchétchévo, Djoulitché, Yochanitsa, Konyouhé, Yassikovats, Krnyatcha, Karïchta, Tservlyak, Doulipolyé, Brod, Savrdak, Kochoutitché, Djontsa, Moulinovets, Grbavitsé, Lichténi Gchtars (local name Lichténi Krstats), Zastan Klb., Glavitsa, Krouchka, Moyane, Qafa e Gjélit, Bouni, Radetines, Bichtina, Zeletine (Vatedjelroudite), Zeletine (Tsétsoune), Biechka e Kétche, Qafa Borite, Podkobila (in the commune of Voïno Selo), Bori Zeletine to the west of Golèche, Zélétine to the north of Zagradja, Bistratchitsa, Vayoucha, Voukotchia, Kroja, Bridachia, Yezertsé, Ceranits, Katoun ;

(b) In the Albanian zone : Valbona (the village), Tchéréme, Niktche, Bérisdole, Lipouche, Koprichte, Hani i Gropes, Boudats, Boune i Grébénit, Vermoche, Lyésnitse, Mrek, Ochrits, Seltse, Voukli, Krntchar, Bichtina, Moyane, Smouti, Rgoue, Loumebraya, Tserna Gora, Stotchitsa, Hani i Vermochit, Van, Selimaj, Dragobulja and Kelcyra.

B. The following markets : the town of Goussigné in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) The Hoti—Qafa Vranitsa—Tchéréme road, with a crossing point near frontier post No. 23, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(b) The Voussanyé—Tchafa Borite—Tchéréme road, with a crossing point near frontier post No. 19, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(c) The Goussigné road — through the Brye valley—Litcheni Krstats—Tchafa Peïs, with a crossing point near frontier post No. 16, for all kinds of traffic allowed ;

d) La route Tchafa Prédéletsite à l'endroit où la Vayoucha prend sa source avec point de passage à côté du poste frontière yougoslave près de la cote 1614 à 1 km. au sud de Maïa Popadya, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

e) La route de Tchafa Prédéletsite à l'endroit où la Bistritsa prend sa source avec point de passage Tchafa Gourikoul, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

f) La route Goussigné—Grntchari—Viétarnik— par la vallée de Elpouch—Tchafa —Prédéletsite avec point de passage entre les bornes N° 12 et 13, pour toute sorte de circulation admise ;

g) La route Plotchitsa—Bichtina avec point de passage près de la borne N° 8, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

h) La route Djoulitché—Chtavine Do—Bichtina avec point de passage près de la borne N° 7 seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

i) La route de Konyouhe, par la vallée de Pérouchitsa—Smoutie Rogue avec point de passage par la cote 2114 (au nord de Moyane), près du poste frontière yougoslave, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

A partir de Maya et Zabélit (borne N° 6) jusqu'à Souka Miltsit (borne N° 19) il n'existe pas de zone sur le territoire yougoslave. Mais pour faciliter le passage des propriétaires des biens-fonds et des pâturages de la commune de G. D. Koutchi et Zatriebatch, on les laisse libres de passer par ces deux passages :

1° Le passage nommé Scala Rikavac près de la borne N° 1 ;

2° L'endroit nommé Gretcha avec point de passage près de la borne N° 21.

De ces deux passages peuvent se servir aussi les habitants de la zone frontière albanaise du secteur Goussigné — Vermoch qui ont ou auraient des pâturages dans la contrée yougoslave située entre les deux bornes susmentionnées.

8. *Secteur de Touzi—Hoti.*

Ce secteur comprend :

A. les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Boudza, Stiepovo, Poprate, Delyai, Nikmarachi, Benckani, Roudiné, Moujetchka, Dinocha, Sélichté, Tchémer, Pikale, Prifti, Lofka, Traboin stari, Atsai, G. et D. Miléchi, Krcheva, Nabome, Voulévitchi, Kourets, Helmitsa, Pachkala, Arza, Skoratch, Matchai, Barlai, Roudina, Djokai, Spilya, Rolé, Tchaf-Prosék, Vouksane-Lekitchi, Prékalé, Kreinze, San-Martine, Drechai (nom local Drechevitchi), Droumé, Bojai Samobor, Vitoya, Podhum (nom albanais : Nenhelm), Milech, Datsai, Touzi, Kodraboudane, Jar, Grabovnitsa (sur le bord nord du lac de Scutari), Chéva (au sud du sommet Détcitch), Boukovitch (Boukovik), Firkoutche, Soukroutch et Krcheva ;

b) Dans la zone albanaise : Kaley, Broie, Djevitse, Hani-Grabonit (Grabone), Rahovitse, Kopite, Kapa (Kapa e Broies), Yougomir, Stare, Rapche, Traboine, Bridje, Mihai, Sélai, Narkai, Koletsegai, Daktchai, Bratocha, Kourtai, Boudiche, Gorai, Rangza e Vechite, Skatch, Moksete, Kotsai, Ivanai, Gradets, Kolai, Lekotchai, Lechai, Flake, Kosane, Alliai, Barzai (Bardhay), Bilatours, Jagoda, Barlay, Matchka Tsem, Rapchitsa, Boukovitch (Boukovik), Koucha, Boumlimes, Byéchkazite, Brouchtouli, Pchtires (Pchtirata), Foucha Koucha, Vajza, Voukpolai, Hani Kastratit, Hani Hotit et Pepourane.

B. Les marchés : Touzi ou Podgorica en Yougoslavie.

Il appartient au Gouvernement yougoslave de déterminer laquelle de ces deux localités ou si toutes les deux localités serviront comme marché pour ce secteur.

(d) The Tchafa Prédéletsite road at the place at which the source of the river Vayoucha is situated, with a crossing point alongside the Yugoslav frontier post near point 1614, one kilometre south of Maïa Popadya, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(e) The Tchafa Prédéletsite road at the place at which the source of the river Bistritsa is situated, with a crossing point at Tchafa Gourikoul, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(f) The Goussigné—Grntchari—Viétarnik road through the valley of Elpouch—Tchafa—Prédéletsite, with a crossing point between frontier posts Nos. 12 and 13, for all kinds of traffic allowed ;

(g) The Plotchitsa—Bichtina road, with a crossing point near frontier post No. 8, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(h) The Djoulitché—Chtavine Do—Bichtina road, with a crossing point near frontier post No. 7, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(i) The Konyouhe road, through the valley of Perouchitsa—Smoutie Rogue, with a crossing point over hill 2114 (north of Moyane) near the Yugoslav frontier post, solely for owners of land on the other side of the frontier.

There shall be no zone on Yugoslav territory from Maya and Zabélit (frontier post No. 6) to Souka Miltsit (frontier post No. 19). Nevertheless, in order to facilitate the crossing of the frontier by persons owning land or grazing rights in the commune of G. D. Koutchi and Zatriebatch, they shall be allowed to cross at the following two points :

(1) The crossing known as Scala Rikavac near frontier post No. 1 ;

(2) The place known as Gretcha, the crossing point being near frontier post No. 21.

Persons inhabiting the Albanian frontier zone of the Goussigné—Vermoche section who own or may hereafter own grazing rights in the Yugoslav district situated between the two abovementioned frontier posts may also use these two crossing points.

8. *Touzi—Hoti Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : Boudza, Stiepovo, Poprate, Delyai, Nikmarachi, Benckani, Roudiné, Moujetchka, Dinocha, Sélichté, Tchémer, Pikale, Prifti, Lofka, Traboin stari, Atsai, G. and D. Miléchi, Krcheva, Nabome, Voulévitchi, Kourets, Helmitsa, Pachkala, Arza, Skoratch, Matchai, Barlai, Roudina, Djokai, Spilya, Rolé, Tchaf-Prosék, Vouksane-Lekitchi, Prékalé, Kreinze, San-Martine, Drechai (local name Drechevitchi), Droumé, Bojai Samobor, Vitoya, Podhum (Albanian name Nenhelm), Milech, Datsai, Touzi, Kodraboudane, Jar, Grabovnitsa (on the northern bank of the Lake of Scutari), Chéva (south of the peak of Détcitch), Boukovitch (Boukovik), Firkoutche, Soukroutch and Krcheva ;

(b) In the Albanian zone : Kaley, Broie, Djevitse, Hani-Grabonit (Grabone), Rahovítse, Kopite, Kapa (Kapa e Broies), Yougomir, Stare, Rapche, Traboine, Bridje, Mihai, Sélai, Narkai, Koletsegai, Daktchai, Bratocha, Kourtai, Boudiche, Gorai, Rangza e Vechite, Skatch, Moksete, Kotsai, Ivanai, Gradets, Kolai, Lekotchai, Lechai, Flake, Kosane, Alliai, Barzai (Bardhay), Bilatours, Jagoda, Barlay, Matchka Tsem, Rapchitsa, Boukovitch (Boukovik), Koucha, Boumlimes, Byéchkazite, Brouchtouli, Pchtires, (Pchtirata), Foucha Koucha, Vajza, Voukpolai, Hani Kastratit, Hani Hotit and Pepourane.

B. The following markets : Touzi or Podgorica in Yugoslavia.

The Yugoslav Government shall be responsible for deciding which of these two places shall be the market for this section or whether both should be regarded as such.

C. Les routes et points de passage :

a) La route par la vallée de Tsievna (Tsem) avec point de passage près de la borne N° 14 et 15 pour toute sorte de circulation admise ;

b) La route Traboine Stari—Bridje avec point de passage près de la borne N° 9 seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

c) La route du village de Barlai yougoslave à Barlai albanais avec point de passage près de la borne N° 6, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

d) La route Touzi—Podhume—Hani Hotit avec point de passage près de la borne N° 11 pour toute sorte de circulation admise ;

e) Par le lac de Scutari avec le droit d'embarquement et débarquement à la presqu'île de Grabovnitsa et aux environs du village Flake, seulement pour les propriétaires d'outre frontière.

9. *Secteur de Scutari—Plavnitsa—Oultsigne.*

Ce secteur comprend :

A. Les endroits :

a) Dans la zone yougoslave : Moyanovitch, Golubovtsi, Vladnya, Doubrave, Goritchani, Balabani, Matagouji, Vragne, Gochitchi, Chouchounya, Biélo Polyé, Kourilo, Béroslavtsi, Gostilyé, Plavnitsa, Voutchédabitchi, Marstiépovitch, Dratchevitsa, G. et D. Karanikitchi, Déditchi, Djouravtsi, Loukitchi, Bareyitchi, Gouraza, Chestani, G. et D. Mouritchi, Répaza, Bapsoula, Béce, Pintchitchi, Livari, G. et D. Briska, Blatsa, Bobovichta, Tiana, Dragovitchi, Rounya, Siértcha, Martichi, Tchouryane, Alibraïmovitchi, Ramoucha, Kostanya, M. et V. Ostroce, Verlitchi, D. Tsourovitchi, Kanatchi, Machouritchi, Madegouche, Djénachi, Berjachi, Djentchi, Bolévitchi, Rastiche, Mide, Boyka, Velyi-Kalimane, Kossitch, Souma, Kroute, Sverzigatché, Braïcha, Vladimir, Selita, Pélinkovitchi, Velya, Gorana, G. et D. Klezna, Chasse, Brivska Gora, Lichnyani Mahala, Kolomza, Pistoula, Zoganyé, Bratitsa, Darza, Oultsinjé, G. et D. Chtoï, Démirovitchi, Lyoubanovitchi, Tskla, Popovitchi, Arbanech, Kovatchi, Djetchbétrichi, Lekpéri, Doditchi, Chtégvachi Mahala, Tchapré Mahala, G. et D. Kravari, Draguinya, Soukobine, Boukmir, Fraskanyéli, Bora, Lisna, Chtodra, Retch, Ada (île), Amboula, Goritsa, Sv. Diordjé, Tchourké, Zogaïsko Blato, Sv. Nikolas près de Bojana ;

b) Dans la zone albanaise : Bogue, Vélétchik, Razna, Brihéti, Vrizi, Berjete, Voutch, Dédaï, Chkréli, Zagoraï, Marchaï, Gradichtchyé, Pietrochane, Dragovoï, Koplik i siperme, Méhaly, Lazane, Bolévar, Grouémiretchésmes, Podgore, Lehetche, Kétchar, Grije, Mouchtère, Démiraï, Dobré, Gertchar, Kaldroune, Sterbitse e siperme et e poshtme, Loubitse, Kamitse, Bouizaouite, Koplik i poshtme, Egerrche, Gjorme, Ketoch, Groudé, Grouémire, Linaï, Postripa, Vorfa e poshtme et e siperme, Rach e Vorfes, Rach i vogel, Vrake, Omare, Grily, Boritch, Hamidyé, Rachime, Kodre e Bokchite, Dragotch, Messe, Musselime, Golème, la ville de Shkoder (Skutari), Barzaï, Tépé, Koutch, Chiroke, Zogaï, Babate, Valoch, Mouritch (Mouritchane), Zousse, Chetoufe, Goritsa, Oblike e tsafpréte et e poshtme, Berditse e mesme e poshte e perme, Kisha e chirchite, Chirtch, Samrich, Daitch, Samrich e pochte ; Serregue, Obote, Gramch, Moujane, Skordoule, Bélai, Rouchkoule, Peintar, Prékale, Krotch, Troche i pochterme, Trouche i siperme, Retch, Mal i Retchite, Louarze, Bairaktar, Bréguenate, Kama e pouchite, Poulai, Krénachédole, Velipoi (Vélyépolyé), Vilgari, Zoganue, Doragjate (Deridjate), Soukadaitchite, Kazena, Dobratché, Kouli, Vélétchik, Leporche.

B. Les marchés : Oultsigné en Yougoslavie.

C. Les routes et points de passage :

a) Par le lac de Scutari avec le droit de débarquement et embarquement aux endroits suivants en Yougoslavie : Tskla et Plavnitsa, et en Albanie : Scutari, Chiroka et Zogaï, pour toute sorte de circulation admise.

C. The following roads and crossing points :

(a) The road through the valley of Tsievna (Tsem), with a crossing point near frontier posts Nos. 14 and 15, for all kinds of traffic allowed ;

(b) The Traboine Stari—Bridje road, with a crossing point near frontier post No. 9, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(c) The road from the Yugoslav village of Barlai to Albanian Barlai, with a crossing point near frontier post No. 6, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(d) The Touzi—Podhume—Hani Hotit road, with a crossing point near frontier post No. 11, for all kinds of traffic allowed ;

(e) By the Lake of Scutari, with the right of embarking and disembarking on the peninsula of Grabovnitsa near the village of Flake, solely for the owners of land on the other side of the frontier.

9. *Scutari—Plavnitsa—Oultsigne Section.*

This section shall include :

A. The following localities :

(a) In the Yugoslav zone : Moyanovitch, Golubovtsi, Vladnya, Doubrave, Goritchani, Balabani, Matagouji, Vragne, Gochitchi, Chouchounya, Biélo Polyé, Kourilo, Béroslavtsi, Gostilyé, Plavnitsa, Voutchédabitchi, Marstiépovitch, Dratchevitsa, G. and D. Karanikitchi, Déditchi, Djouravtsi, Loukitchi, Bareyitchi, Gouraza, Chestani, G. and D. Mouritchi, Répaza, Bapsoula, Béce, Pintchitchi, Livari, G. and D. Briska, Blatsa, Bobovichta, Tiana, Dragovitchi, Rounya, Siértcha, Martichi, Tchouryane, Alibraïmovitchi, Ramoucha, Kostanya, M. and V. Ostroce, Verlitchi, D. Tsourovitchi, Kanatchi, Machouritchi, Madegouche, Djénachi, Berjachi, Djentchi, Bolévitchi, Rastiche, Mide, Boyka, Velyi-Kalimane, Kossitch, Souma, Kroute, Sverzigatché, Braïcha, Vladimir, Selita, Pélinkovitchi, Velya, Gorana, G. and D. Klezna, Chasse, Brivska Gora, Lichnyani Mahala, Kolomza, Pistoula, Zoganyé, Bratitsa, Darza, Oultsinjé, G. and D. Chtoï, Démirovitchi, Lyoubanovitchi, Tskla, Popovitchi, Arbanech, Kovatchi, Djetchbétrichi, Lekpéri, Doditchi, Chtégvachi Mahala, Tchapré Mahala, G. and D. Kravari, Draguinya, Soukobine, Boukmir, Fraskanyéli, Bora, Lisna, Chtodra, Retch, Ada (island), Amboula, Goritsa, Sv. Diordjé, Tchourké, Zogaïsko Blato, Sv. Nikolas near Bojana ;

(b) In the Albanian zone : Bogue, Vélétchik, Razna, Brihéti, Vrizi, Berjete, Voutch, Dedaï, Chkréli, Zagoraï, Marchaï, Gradichtchyé, Pietrochane, Dragovoï, Koplik i siperme, Méhaly, Lazane, Bolévar, Grouémiretchésmes, Podgore, Lehetche, Kétchar, Grije, Mouchtère, Démiraï, Dobré, Gertchar, Kaldroune, Sterbitse e siperme and e poshtme, Loubitse, Kamitse, Bouizaouite, Koplik i poshtme, Egerrche, Gjorme, Ketoch, Groudé, Grouémire, Linaï, Postripa, Vorfa e poshtme and e siperme, Rach e Vorfes, Rach i vogel, Vrake, Omare, Grily, Boritch, Hamidyé, Rachime, Kodre e Bokchite, Dragotch, Messe, Musselime, Golème, the town of Shkoder (Skutari), Barzaï, Tépé, Koutch, Chiroke, Zogaï, Rabate, Valoch, Mouritch (Mouritchane), Zousse, Chetoufe, Goritsa, Oblike e tsafpréte and e poshtme, Berditse e mesme e poshte e perme, Kisha e chirchite, Chirtch, Samrich, Daitch, Samrich e pochte ; Serregue, Obote, Gramch, Moujane, Skordoule, Bélai, Rouchkoule, Peintar, Prékale, Krotch, Trouche i pochterme, Trouche i siperme, Retch, Mal i Retchite, Louarze, Bairaktar, Bréguenate, Kama e pouchite, Poulai, Krénachédole, Velipoi (Vélyépolyé), Vilgari, Zoganue, Doragjate (Deridjate), Soukadaitchite, Kazena, Dobratché, Kouli, Vélétchik, Leporche.

B. The following markets : Oultsigné in Yugoslavia.

C. The following roads and crossing points :

(a) By the Lake of Scutari, with the right of embarking and disembarking at the following places : in Yugoslavia, Tskla and Plavnitsa ; and, in Albania, Scutari, Chiroka and Zogaï, for all kinds of traffic allowed.

Remarque : Les propriétaires d'outre frontière d'Omara qui possèdent des biens-fonds dans la commune de Chestani peuvent aussi utiliser la voie par le lac avec le droit de débarquement et embarquement aux points les plus proches de leurs biens-fonds.

b) La route Tskla—Zogai avec point de passage près de la borne N° 9 pour toute sorte de circulation admise ;

c) La route Chtégvache—Vilgari avec point de passage près de la borne N° 5 seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

d) La route Kravari—Chtoufe avec point de passage par le pont se trouvant dans le village de D. Kravari, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

e) La route Oultsigné—Kounyé—Voukitchi—Vladimir—Soukobine—Scutari avec point de passage par le pont à l'est de Soukobine sur la frontière d'Etat pour toute sorte de circulation admise ;

f) La route Soukobine—Goritsa avec point de passage par le pont à 1 ½ km. au sud-est de Soukobine, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

La voie fluviale par Bajana, seulement pour les propriétaires d'outre frontière avec le droit de débarquement et embarquement aux points suivants :

g) Passage par le fleuve de Bojana entre Frascagnel et Belaj, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

h) Passage par le fleuve de Bojana entre Sv. Djordje et Prékal, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

i) Passage par le fleuve de Bojana entre Rec et Laurec, seulement pour les propriétaires d'outre frontière ;

j) Passage par le fleuve de Bojana entre Sv. Nikola et Polaj, seulement pour les propriétaires d'outre frontière.

Remarque : Les habitants des villages yougoslaves : Amboula, D. Chtoi, Zogagné et Retch possédant des terres avec pâturages à Seltche et Vermoche, qui se trouvent dans le secteur Goussigné—Vermoche, sont autorisés à mener leurs troupeaux dans les lieux mentionnés en traversant le secteur de Scutari : les habitants du village yougoslave D. Chtol, possédant des terres à Rapcha (Hoti Albanais) auront la même autorisation pour mener leurs troupeaux dans les lieux se trouvant au secteur Touzi—Hoti.

PARTIE ADDITIONNELLE N° 4

Liste des produits de provenance albanaise jouissant des franchises et privilèges prévus dans l'article 2, de l'annexe C, avec indication des quantités pouvant être importées en Yougoslavie.

(Vidi § 2 ove Uredbe).
(Voir § 2 de l'Accord).

PARTIE ADDITIONNELLE N° 5

Liste des produits se trouvant aux marchés yougoslaves jouissant des franchises et privilèges prévus dans l'article 3 de l'annexe C, avec indication des quantités pouvant être importées en Albanie.

(Vidi § 2 ove Uredbe).
(Voir § 2 de l'Accord).

Note : Inhabitants of Omara who are owners of land on the other side of the frontier in the commune of Chestani may also cross the lake with the right of disembarking and embarking at the places nearest to their property.

(b) The Tskla—Zogai road, with a crossing point near frontier post No. 9, for all kinds of traffic allowed;

(c) The Chtégvache—Vilgari road, with a crossing point near frontier post No. 5, solely for owners of land on the other side of the frontier;

(d) The Kravari—Chtoufe road, with a crossing point on the bridge in the village of D. Kravari, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(e) The Oultsigné—Kounyé—Voukitchi—Vladimir—Soukobine—Scutari road, with a crossing point on the bridge east of Soukobine on the State frontier, for all kinds of traffic allowed ;

(f) The Soukobine—Goritsa road, with a crossing point on the bridge 1 ½ kilometres south-east of Soukobine, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

The waterway through Bajana, solely for owners of land on the other side of the frontier, with the right of disembarking and embarking at the following points :

(g) Passage by the river Bojana between Frascagnel and Belaj, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(h) Passage by the river Bojana between Sv. Djordje and Prékal, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(i) Passage by the river Bojana between Rec and Laurec, solely for owners of land on the other side of the frontier ;

(j) Passage by the river Bojana between Sv. Nikola and Polaj, solely for owners of land on the other side of the frontier.

Note : The inhabitants of the following Yugoslav villages : Amboula, D. Chtoi, Zogagné and Retch, owning land with grazing rights at Seltche and Vermoche, who happen to be in the Goussigné—Vermoche section, are authorised to take their flocks and herds to the above-mentioned localities, passing through the Scutari section : the inhabitants of the Yugoslav village D. Chtol, owning land at Rapcha (Albanian Hoti), shall have the same right to take their flocks and herds to places in the Touzi—Hoti section.

ADDITIONAL SECTION No. 4.

List of Products of Albanian Origin entitled to the Exemptions and Privileges provided for in Article 2 of Annex C, giving the Quantities which may be Imported into Yugoslavia.

(See § 2 of the Agreement.)

ADDITIONAL SECTION No. 5.

List of Products in the Yugoslav Markets entitled to the Exemptions and Privileges provided for in Article 3 of Annex C, giving the Quantities which may be Imported into Albania.

(See § 2 of the Agreement.)

PARTIE ADDITIONNELLE N° 6

Application de l'Accord additionnel à l'annexe C, signé le 5 mai 1934, concernant le trafic frontière relatif au marché de Shkodra.

TRAFIC FRONTIÈRE RELATIF AU MARCHÉ DE SHKODRA.

§ 1.

Les habitants des villages de la zone frontière yougoslave du secteur de Scutari—Plavnitsa—Ulcinj énumérés ci-après pourront se rendre les jours de marchés à Shkodra pour y vendre leurs produits et s'approvisionner dans la mesure de stricte nécessité.

Ces villages sont les suivants : Ckla, Ljubanovici, Demirovici, Mali i Veliki Ostros, Curjan, Martici, Curovici, Sijerca, Runja, Bobovista, Blaca, Briska, Tijana, Dragovici, Alibrajmovici, Kostajna, Ramusa, Vrlici, Kanaci, Masurici, Popovici, Arbnes, Djenasi, Berijasi, Djencici, Djerbici, Lekberi, Kovaci, Dodici, Madgus, Boljevici, Capre-Mahala, Stegvasi-Mahala, Gornji i Donji Kravari, Draginja, Rastis, Brajsa, Gorica, Sukobin, Selita, Vladimir, Gornja i Donja Klezna, Bukmir, Lisna, Bora, Stodra, Sas, Ambula, Fraskanjeli, Nisanirs, Sidenjuca, Ramuvha, Kostapi, Donji Djuravici, Mazutici, Irovici, Fdjperi, Krute, Svrzigace, Kalimani, Suma, Kosic, Bojka, Mide.

§ 2.

En se rendant au marché de Shkodra les habitants des villages ci-haut énumérés peuvent importer en Albanie, en jouissant des franchises et privilèges prévus dans l'article 2 de l'annexe C et du présent protocole d'application, leurs produits et quantités indiqués dans la *Partie additionnelle* N° 4 du présent protocole.

§ 3.

Pour les besoins de stricte nécessité ces habitants peuvent s'approvisionner sur le marché de Shkodra et importer en Yougoslavie, en jouissant des franchises et privilèges prévus dans l'article 3 de l'annexe C et du présent protocole, les produits et quantités indiqués dans la *Partie additionnelle* N° 5 du présent protocole.

§ 4.

Pour le passage de frontière les habitants de ces villages doivent être munis d'une carte frontière dont le modèle est décrit dans l'annexe C du présent protocole.

Les conditions et la procédure pour la délivrance de cette carte frontière sont celles prescrites aux points N°s 45 à 57 du présent protocole.

§ 5.

Le trafic de frontière s'effectuera par les routes et points de passage ainsi qu'aux heures prévus pour les habitants du secteur albanais correspondant se rendant aux marchés yougoslaves (voir *Partie additionnelle* N° 3 du présent protocole, point 9).

§ 6.

Il est bien entendu que les listes des produits et les quantités mentionnées ci-haut aux paragraphes 2 et 3 ont un caractère provisoire.

ADDITIONAL SECTION No. 6.

Application of the Additional Agreement to Annex C, signed on May 5th, 1934, regarding Frontier Traffic connected with the Market of Scutari.

FRONTIER TRAFFIC CONNECTED WITH THE MARKET OF SCUTARI.

§ 1.

Inhabitants of the villages of the Yugoslav frontier zone, hereinafter enumerated, in the Scutari—Plavnitsa—Ulcinj section, are authorised to proceed to Scutari on market days to sell their produce there and obtain those supplies which are absolutely necessary for them.

These villages are the following : Ckla, Ljubanovici, Demirovici, Mali i Veliki Ostros, Curjan, Martici, Curovici, Sijerca, Runja, Bobovista, Blaca, Briska, Tijana, Dragovici, Alibrajmovici, Kostajna, Ramusa, Vrlici, Kanaci, Masurici, Popovici, Arbnes, Djenasi, Berijasi, Djencici, Djerbici, Lekberi, Kovaci, Dodici, Madgus, Boljevici, Capre-Mahala, Stegvasi-Mahala, Gornji i Donji, Kravari, Draginja, Rastis, Brajsa, Gorica, Sukobin, Selita, Vladimir, Gornja i Donja Klezna, Bukmir, Lisna, Bora, Stodra, Sas, Ambula, Fraskanjeli, Nisanirs, Sidenjuca, Ramuvha, Kostapi, Donji Djuravici, Mazutici, Irovici, Fdjperi, Krute, Svrzigace, Kalimani, Suma, Kosic, Bojka, Mide.

§ 2.

When proceeding to the market of Scutari, the inhabitants of the villages enumerated above are entitled to import into Albania, enjoying all the exemptions and privileges provided for in Article 2 of Annex C and the present Protocol of application, the products and quantities indicated in *Additional Section No.* 4 of the present Protocol.

§ 3.

For the purpose of obtaining the supplies absolutely necessary for them, the inhabitants of such villages may make purchases at the market of Scutari and import into Yugoslavia, enjoying the exemptions and privileges provided for in Article 3 of Annex C and the present Protocol, the products and quantities given in *Additional Section No.* 5 of the present Protocol.

§ 4.

For the purpose of crossing the frontier, the inhabitants of these villages must be provided with a frontier permit, the form of which is set forth in Annex C of the present Protocol.

The procedure connected with the issuing of the said frontier permit shall be that laid down under points Nos. 45 to 57 of the present Protocol.

§ 5.

Frontier traffic shall pass over the roads and crossing points laid down, and at the hours appointed, for inhabitants of the corresponding Albanian section proceeding to Yugoslav markets (see *Additional Section No.* 3 of the present Protocol, point 9).

§ 6.

It is understood that the lists of products and the quantities mentioned above in paragraphs 2 and 3 shall be regarded as provisional.

ANNEXE A

MODÈLE DE CARTE FRONTIÈRE

Ad *point N° 45 du présent protocole.*

(Ce modèle remplace celui joint à l'annexe C du 22 juin 1926.)

(Page extérieure de la couverture de couleur jaune.)

Armoiries de l'Etat respectif.

CARTE FRONTIÈRE

(Délivrée conformément à l'annexe C du Traité de commerce albano-yougoslave et au Protocole d'application de ladite annexe C).

Verso de la page de couverture de couleur jaune.

AVIS

Cette carte n'est valable que pour les personnes qui y sont inscrites et pour lesquelles le visa des autorités de l'autre Partie contractante a été donné.

La carte n'autorise qu'au passage de la frontière sur le point y indiqué et à la circulation sur le territoire de l'autre Etat que par les voies y indiquées jusqu'à l'endroit y indiqué.

Sauf une autorisation spéciale à délivrer par les autorités frontières ou locales de l'autre Etat, le titulaire de cette carte doit rentrer dans son pays le même jour et par la même voie.

La carte n'est valable que jusqu'à la date indiquée aux pages 1 ou 7.

Des instructions et notes ne doivent être faites sur cette carte que par les organes de l'autorité.

1.

Royaume de .....
Sous-préfecture (ou préfecture) de .....
(Armoiries de l'Etat).

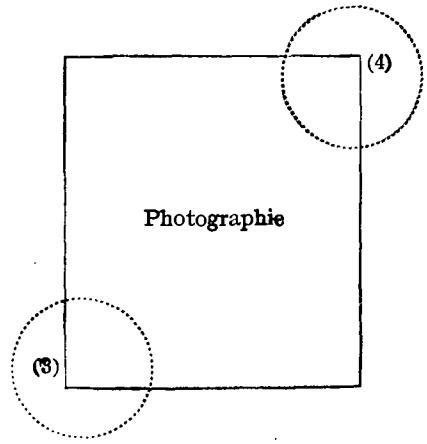
CARTE FRONTIÈRE

(1) Prénom et nom .....
(2) Habitant de.....
Arrondissement de .....
est autorisé à passer la frontière à .....
pour se rendre à .....
par la route.....
Cette carte est valable jusqu'au.....

N° de la carte .....

Le sous-préfet (ou le préfet)
.....
le ..... 193...
(Sceau) .....

2.



(1) Prénom et nom .....
(2) Age ..... (7) Yeux .....
(5) Taille ..... (8) Moustache.....
(6) Cheveux ..... (8) Barbe.....
(9) Signes particuliers .....

Signature du titulaire ou son empreinte digitale :
....

ANNEX A.

SPECIMEN FORM FOR FRONTIER PERMIT.

Ad *Point No.* 45 *of the present Protocol.*

(This Specimen Form replaces that attached to Annex C of June 22nd, 1926.)

(Front page of the cover of yellow colour.)

Arms of the State concerned.

FRONTIER PERMIT.

(Issued in accordance with Annex C of the Albanian-Yugoslav Treaty of Commerce and the Protocol regarding the Application of the said Annex C.)

Second page of the cover of yellow colour.

NOTE.

This Permit is valid only for the persons whose names are mentioned therein and in respect of whom the visa of the authorities of the other Contracting Party has been granted.

This Permit authorises the crossing of the frontier only at the point mentioned therein and movement in the territory of the other State only over the routes indicated on the Permit to the place mentioned therein.

Failing special authority given by the frontier or local authorities of the other State, the holder of this Permit must return to his own country on the same day and by the same route.

This Permit is valid only up to the date given on pages 1 or 7.

Only the representatives of the authorities may make entries or notes on this Permit.

1.

Kingdom of .....
Sub-Prefecture (or Prefecture) of .....

(Arms of the State.)

FRONTIER PERMIT.

[1] Name and Christian name .....
[2] Inhabitant of .....
District of .....
is authorised to cross the frontier at .....
to proceed to .....
by the road through .....
This Permit is valid until .....

No. of Permit .....

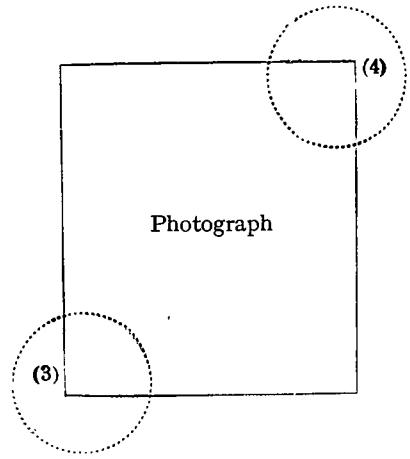
Sub-Prefect (or Prefect) :

.....

The ..... 193...

(Stamp). .....

2.



[1] Name and Christian name .....
[2] Age ..... [7] Eyes .....
[5] Height..... [8] Moustache .....
[6] Hair..... [8] Beard .....
[9] Special characteristics.....

Signature of the holder or his finger-print :

.....

3.

Les membres de sa famille ci-après peuvent également utiliser cette carte :

Prénom et nom	Age	Parenté	Visa de l'autorité d'outre frontière*)

(Sceau)

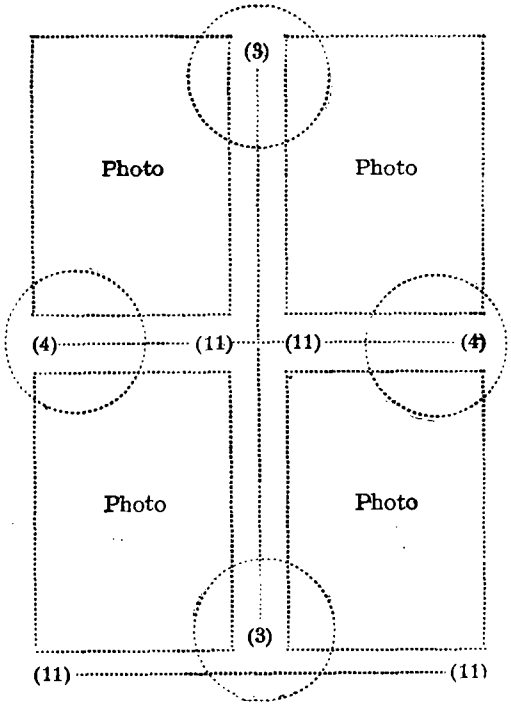
..... Le sous-préfet

Le ..... 193... .....

*) Le sous-préfet d'outre frontière posera, en signe de visa, son cachet dans cette colonne, et cela un pour chaque personne inscrite.

4.

Places réservées aux photographies et signatures des personnes autorisées à utiliser également cette carte (10).



5-14.

Place réservée aux inscriptions à faire par l'autorité).*

*) P. ex.: autorisation de séjour pour plus d'un et jusqu'à 3 jours, autorisation à se rendre en dehors du lieu indiqué à la page 1, etc.

15.

Place pour le visa de cette carte par l'autorité compétente de l'autre Etat.

(Sceau)

.....

..... 193...

Le sous-préfet (ou préfet)

.....

3.

The following members of the holder's family may also use this Permit :

Name and Christian name	Age	Relationship to holder	Visa of authority on the other side of the frontier *

(Stamp.)

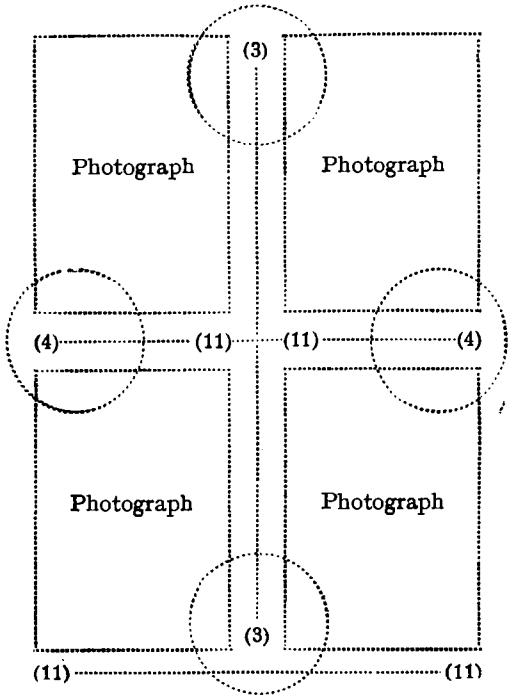
....

The ..... 193... Sub-Prefect.

* The Sub-Prefect on the other side of the frontier shall stamp this column, as a visa, separately for each person mentioned in the Permit.

4.

Space reserved for the photographs and signatures of the persons also authorised to make use of the present Permit (10).



5-14.

*Space reserved for notes to be made by the authorities.**

* For instance, permission to remain for more than one day and not more than three days, permission to proceed to a place other than that given on page 1, etc.

15.

Space for the visa of this Permit by the competent authority of the other State.

(Stamp.)

.....

..... 193...

.....

Sub-Prefect (or Prefect).

16.

La validité de la présente carte est prolongée jusqu'au .....

(Sceau)

..... 193...

Le sous-préfet (ou préfet)

.....

Place pour le visa de l'autorité compétente de l'autre Etat, de la prolongation ci-dessus accordée.

(Sceau)

..... 193...

Le sous-préfet (ou préfet)

.....

Cette carte frontière contient 16 pages et une couverture.

(Couverture.)

(Page intérieure de la feuille de dos.)

Instruction aux autorités qui délivrent ou visent cette carte :

(1) Inscrire le prénom et le nom en lettres imprimées majuscules.
(2) Inscrire le nom du village et, si ce village ne forme pas une commune, indiquer aussi la commune dont il fait partie. Le village doit se trouver dans la zone frontière.
(3) Sceau de la sous-préfecture (ou préfecture) qui délivre la carte.
(4) Sceau de la sous-préfecture (ou préfecture) qui vise la carte.
(5) Indiquer si le titulaire est de taille petite, moyenne ou grande.
(6) Indiquer si le titulaire est chauve ou s'il a des cheveux blonds, châtains, noirs ou grisonnants ou blancs.
(7) Indiquer la couleur des yeux.
(8) Indiquer s'il porte la moustache et la barbe ou s'il ne les porte pas.
(9) Dans le cas où le titulaire est borgne, bossu, manchot, boiteux ou s'il porte une marque extérieure facilement visible.
(10) Si toutes les photos ne peuvent pas être placées sur cette page, le surplus sera placé sur la page suivante.
(11) La personne ci-dessus apposera ici sa signature ; si elle est illettrée, l'autorité y inscrira son nom et la personne y apposera son empreinte digitale.

Toutes les inscriptions dans cette carte doivent être faites en écriture lisible.

16.

The validity of this Permit is extended until .....

(Stamp.)

..... 193...

.....

Sub-Prefect (or Prefect).

Space for the visa of the competent authority of the other State endorsing the extension granted above.

(Stamp.)

..... 193...

.....

Sub-Prefect (or Prefect).

This frontier Permit contains 16 pages and a cover.

(Cover.)

(Inner back page of the cover.)

Instructions to the authorities issuing or visaing this Permit :

(1) Write the name and Christian name in block letters.

(2) Mention the name of the village and, if that village does not constitute a commune, mention also the commune of which it is a part. The village must be in the frontier zone.

(3) Stamp of the Sub-Prefecture (or Prefecture) issuing the Permit.

(4) Stamp of the Sub-Prefecture (or Prefecture) visaing the Permit.

(5) Mention whether the holder is short, of middle height, or tall.

(6) Mention whether the holder is bald or whether his hair is fair, chestnut, black, grey or white.

(7) Mention the colour of his eyes.

(8) Mention whether he has a moustache or beard or not.

(9) Whether the holder is one-eyed, hunchbacked, one-armed or lame, or if he has any easily recognisable external characteristic.

(10) Should it not be possible to place all the photographs on this page, the remainder shall be placed on the following page.

(11) The person concerned shall sign here; if he is illiterate, the authority shall write his name and the person concerned shall affix his finger-print.

All entries on the present Permit shall be made in writing which is legible.

ANNEXE B

MODÈLE DE CARTE DE PROPRIÉTAIRE D'OUTRE FRONTIÈRE

Ad *point* 21 *du présent protocole.*

(Ce modèle remplace celui joint à l'annexe C du 22 juin 1926.)

Couverture de couleur rouge, feuille de face, page du côté extérieur.

Armoiries de l'Etat respectif.

CARTE DE PROPRIÉTAIRE D'OUTRE FRONTIÈRE

(Délivrée conformément à l'annexe C du Traité de commerce albano-yougoslave et du Protocole d'application de ladite annexe C.)

(Couverture page intérieure de la feuille de face.)

AVIS

1. Les personnes inscrites dans cette carte sont autorisées à passer la frontière à l'endroit indiqué à la page 1 pour cultiver les biens-fonds indiqués aux pages 3 et 4 de cette carte.

2. Elles peuvent transporter avec elles les objets nécessaires pour cultiver la terre. Elles peuvent mener avec elles le bétail inscrit aux pages 6 et 7, soit pour le faire paître soit comme bêtes de somme. Elles ont droit à rapporter les produits récoltés sur lesdits biens-fonds.

3. Elles ne sont autorisées à passer la frontière que sur le point de passage indiqué sur la carte et à circuler sur le territoire de l'autre Etat que par les voies y indiquées et jusqu'à l'endroit y indiqué. Sauf une autorisation spéciale à délivrer par les autorités frontières ou locales de l'autre Etat, elles doivent rentrer le même jour et par la même voie.

4. Des inscriptions ou notes ne doivent être faites sur cette carte que par les organes de l'autorité.

ANNEX B.

SPECIMEN FORM OF CARD ISSUED TO OWNERS OF LAND ON THE OTHER SIDE OF THE FRONTIER.

Ad *Point* 21 *of the present Protocol.*

(This form shall replace that attached to Annex C of June 22nd, 1926.)

Front page of the cover of red colour.

Arms of the State concerned.

CARD ISSUED TO OWNERS OF LAND ON THE OTHER SIDE OF THE FRONTIER.

(Issued in accordance with Annex C of the Albano-Yugoslav Treaty of Commerce and the Protocol regarding the application of the said Annex C.)

(Second page of the cover.)

NOTICE.

1. The persons whose names are shown on this Card are authorised to cross the frontier at the place indicated on page 1 to cultivate the land mentioned on pages 3 and 4 of this Card.

2. They may take with them the articles necessary for the cultivation of the land. They may also take with them the live-stock specified on pages 6 and 7 either for pasture or as beasts of burden. They have the right to bring back products grown on the said property.

3. They are only authorised to cross the frontier at the crossing point shown on the Card and to travel in the territory of the other State by the route and to the place named in the Card. Failing special authority given by the frontier or local authorities of the other State, they must return the same day and by the same route.

4. Only the representatives of the authorities may make entries or notes on this Card.

1.

Royaume de .....
Bureau de douane de .....*)
Sous-préfecture ou préfecture de ..... **)
(Armoiries de l'Etat.)
N°.....

.....
Le ..... 193...

CARTE DE PROPRIÉTAIRE D'OUTRE FRONTIÈRE

[1] Prénom et nom .....
[2] Domicilié à .....
arrondissement de .....
ainsi que les personnes inscrites dans cette carte sont autorisées à se rendre sur le bien-fonds d'outre frontière décrit aux pages 3 et 4 de la présente carte, qui est situé à .....
commune de .....
arrondissement de .....
en passant la frontière par .....
(L. S.) Le chef du bureau de douane *) :
.....
Le sous-préfet ou préfet **) :
.....

*) Pour les cartes émises par l'autorité yougoslave.
**) Pour les cartes émises par l'autorité albanaise.

2.

Signature du titulaire de la carte ou son empreinte digitale :
.....

Place réservée au visa du sous-préfet yougoslave *).

Vu à la sous-préfecture de .....
Le ..... 193...
..... (L. S.)
Le sous-préfet :
.....

Place réservée au visa de l'autorité de l'autre Etat :

*) Ceci seulement sur les cartes délivrées par l'autorité yougoslave conformément au N° 28 *b)*.

3.

Description du bien-fonds d'outre frontière.

La personne inscrite sur la page précédente possède (3) ..... bien-fonds dans la zone frontière consistant en :

1.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

2.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

3.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

4.

4.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

5.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

6.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

7.
à l'endroit .....
dans la commune .....
se trouve (4) .....
de grandeur approximative .....

Ceci est confirmé par le (s) certificat (s) délivré (s) par la commune de ..... en date du .....
..... et portant le numéro.....

1.

Kingdom of .....
Customs Office of ..... *
Prefecture or Sub-prefecture of ..... **

(Arms of the State.)

No. .....

.....
..... 193...

CARD ISSUED TO OWNERS OF LAND ON THE OTHER SIDE OF THE FRONTIER.

[1] Name and Christian name .....
[2] Domiciled at .....
district of .....
and the persons whose names are given in this Card are authorised to proceed to the property on the other side of the frontier described on pages 3 and 4 of this Card situated at .....
commune of .....
district of .....
crossing the frontier by .....

(Stamp.) .....
Chief of Customs Office [1]

.....
Sub-Prefect or Prefect [2]

* For Cards issued by the Yugoslav authorities.
** For Cards issued by the Albanian authorities.

2.

Signature of the holder of the Card or his finger-print :

.....

Space reserved for the visa of the Yugoslav Sub-Prefect *.

Sub-Prefecture of .....

..... 193...
.....

(Stamp.)

.....
Sub-Prefect.

Space reserved for the visa of the authorities of the other State.

* This is only in the case of Cards issued by the Yugoslav authorities in accordance with No. 28 *(b)*.

3.

Description of the property on the other side of the frontier.

The person whose name is given on the previous page owns (3) ..... property in the frontier zone consisting of :

1.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

2.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

3.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

4.

4.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

5.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

6.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

7.
at the locality .....
in the commune of .....
which is [4] .....
in area approximately .....

This is confirmed by the certificate(s) issued by the commune of ..... dated ..... bearing the No. .....

5.

Les personnes ci-après peuvent également utiliser cette carte :

Prénom et nom	Age	Parenté ou service	Visa du sous-préfet d'outre frontière *)

..... 193...

Le sous-préfet (ou préfet)

.....

*) La sous-préfecture ou préfecture d'outre frontière posera dans cette colonne en signe de visa son cachet, et cela un pour chaque personne.

6.

Espèce et nombre du bétail mené au bien-fonds d'outre frontière *).

Chevaux .....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Moutons et béliers .....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

*) L'inscription première est faite par l'autorité qui délivre la carte. Les changements ultérieurs seront ici inscrits par l'autorité de frontière.

7.

Anes ou mules .....
.....
.....
.....
.....
.....

Chèvres et boucs .....
.....
.....
.....
.....
.....

Bœufs, vaches, buffles .....
.....
.....
.....
.....
.....

8.

Moyens de transport et grands instruments agricoles ou forestiers conduits aux biens-fonds d'outre frontière *).

Voitures .....
.....
.....
.....
.....
.....

Charrues .....
.....
.....
.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....

*) L'inscription première est faite par l'autorité qui délivre la carte. Les changements ultérieurs seront ici inscrits par l'autorité de frontière.

5.

The following persons may also use this Card.

Name and Christian name	Age	Relationship or service	Visa of the Sub-Prefect on the other side of the frontier *

..... 193...

.....
Sub-Prefect (or Prefect).

* The Sub-Prefecture or Prefecture on the other side of the frontier shall stamp this column, as a visa, separately for each person.

6.

*Species and number of animals taken to the property on the other side of the frontier *.*

Horses .....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Sheep and rams .....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

* The first entry should be made by the authority issuing the Card. Subsequent alterations will be made by the frontier authorities.

7.

Asses or mules .....
.....
.....
.....
.....
.....

Goats and he-goats .....
.....
.....
.....
.....
.....

Oxen, cows, buffaloes .....
.....
.....
.....
.....
.....

8.

*Means of transport and large agricultural or forestry implements taken to property on the other side of the frontier *.*

Vehicles .....
.....
.....
.....
.....
.....

Ploughs .....
.....
.....
.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....

* The first entry should be made by the authority issuing the Card. Subsequent alterations will be made by the frontier authorities.

9-14.

Place réservée aux inscriptions à faire par l'autorité *).

*) P. ex. : autorisation de séjour pour plus d'un et jusqu'à 3 jours ; autorisation à se rendre en dehors du lieu indiqué à la page 1, etc.

15.

La validité de la présente *carte est prolongée* jusqu'au : .....

N° .....

Le ..... 193... (Sceau)

Signature de l'autorité

.....

Place pour le *visa* de l'autorité *de l'autre Etat de la prolongation* de la validité de cette carte.

16.

Place pour le visa de la présente carte par l'autorité de l'autre Etat.

Cette carte frontière se compose de 16 pages et d'une couverture.

(Couverture page intérieure de la feuille de dos.)

INSTRUCTIONS AUX AUTORITÉS QUI DÉLIVRENT OU VISENT CETTE CARTE

1. Inscrire le prénom et le nom en lettres imprimées majuscules.
2. Inscrire le nom du village et, si ce village ne forme pas une commune, indiquer aussi la commune dont il fait partie. Le village doit se trouver dans la zone frontière.
3. Indiquer le nombre des biens-fonds.
4. Indiquer le genre du bien-fonds, p. ex. prairies, champs, forêts, vignes, moulins, etc.
5. Inscrire p. ex. : fils, mère, berger, cocher, serviteur, etc.

Toutes les inscriptions dans cette carte doivent être faites en écriture lisible.

9-14.

Space reserved for entries to be made by the authorities *.

* For instance, authorisation to remain for more than one but not more than three days ; authority to proceed to a place other than that shown on page 1, etc.

15.

The validity of the present *Card is extended* to :

.....

No. .....

..... 193... (Stamp.)

.....

Signature of the authority.

Space for the *visa* of the authority *of the other State extending* the validity of this Card :

16.

Space for the visa of this Card by the authority of the other State.

This frontier Card consists of 16 pages and a cover.

(Inner back page of the cover.)

INSTRUCTIONS FOR AUTHORITIES ISSUING OR VISAING THIS CARD.

1. Write name and Christian name in block letters.
2. Give the name of the village and, if the village does not constitute a commune, also give the commune of which it is a part. The village must be in the frontier zone.
3. Give the number of the properties.
4. Give the kind of property; for instance, meadows, fields, forests, vines, mills, etc.
5. Write, for instance, son, mother, shepherd, coachman, servant, etc.

All entries on the present Card must be made in writing which is legible.

ANNEXE C

MODÈLE DU CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ

(Uverenje o imanju — Vertetim Pronarije.)

Ad *point N° 26 du présent protocole.*

CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ

(Uverenje o imanju — Vertetim pronarije.)

La commune de .....

La commune de ....., arrondissement (préfecture, sous-préfecture) de ..... du Royaume de ..... atteste que M..... domicilié à (village) ..... arrondissement (préfecture, sous-préfecture) de .... du Royaume de ..... possède dans le territoire de cette commune dans la zone frontière .... une propriété qu'il cultive personnellement (a cédé à bail ou à métayage à M. ..... domicilié à (village) dans la zone .....).

Cette propriété consiste :

Nature de la propriété	Village et endroit où se trouve la propriété	Surface	
Champs *)			
Prés *)			
Vignobles *)			
Vergers *)			
Enclos *)			
Pâturages *)			

Les biens-fonds susindiqués sont la propriété du titulaire depuis .....**), et cela en vertu de .....***).

N° .....

....., le ..... 193...

(Le sceau)

Signature de l'autorité municipale :

.....

---

*) Ces indications sont données à titre d'exemple.
**) Indiquer la date.
***) Indiquer en vertu de quel titre (p. ex.: achat, donation, échange, succession *ab intestat* (légale), testament, etc.) il en est devenu propriétaire.

ANNEX C.

SPECIMEN FORM OF CERTIFICATE OF OWNERSHIP.

(Uverenje o imanju — Vertetim Pronarije.)

Ad *Point* 26 *of the present Protocol.*

CERTIFICATE OF OWNERSHIP.

(Uverenje o imanju — Vertetim pronarije.)

The commune of .....

The commune of ....., district (prefecture, sub-prefecture) of ..... of the Kingdom of ..... hereby certifies that M. ..... domiciled at (village) ..... district (prefecture, sub-prefecture) of .... of the Kingdom of ..... owns in the territory of the said commune in the frontier zone ..... property which he cultivates personally (has ceded on lease or on the metayer system to M. ..... domiciled at (village) in the zone .....).

This property consists of :

Nature of property	Village and locality where the property is situated	Area	
Fields *			
Meadows *			
Vineyards *			
Orchards *			
Enclosures *			
Grazing *			

The above-mentioned have been the property of the holder since .....**, in right of .....***.

No. .....

....., the ..... 193...

(Stamp.)

.....

Signature of municipal authority.

---

* This is given as an example.

** Give the date.

*** Mention in virtue of what right (for instance, purchase, grant, exchange, inheritance *ab intestato* (legal), testamentary disposition, etc.) he has become owner.

ANNEXE D

MODÈLE DE LA LISTE RÉCAPITULATIVE DU BÉTAIL MENÉ AU PATURAGE, ESTIVAGE OU HIVERNAGE, AU DELA DE LA FRONTIÈRE

(Ad point 40 du présent protocole.)

Commune de .....
Arrondissement de .....

LISTE DU BÉTAIL

de ..... (nom du ou des propriétaires) habitant de ....., arrondissement de ....., mené au pâturage, estivage ou hivernage à .....

1) Nom et prénom du conducteur et des bergers, ainsi que les indications de leurs documents d'identité :

2) Endroit du pâturage et indication des documents attestant la propriété ou la location du pâturage :

3) Espèce et nombre du bétail :

Moutons .....
Béliers .....
Chèvres.....
Boucs .....
Chevaux blancs .....
» bais .....
» noirs.....
» .....
Vaches .....
Bœufs .....
Buffles .....
Anes .....
Mules .....

(Sceau)

Le ..... 193...

Signature de l'autorité communale

.....

4) Visa de l'autorité douanière de sortie (c'est-à-dire de l'Etat d'où le bétail sort pour se rendre au pâturage) :

5) Visa de l'autorité douanière d'entrée (c.-à-d. de l'Etat dans lequel le bétail entre pour paître) :

6) Visa de la commune où se trouve le pâturage, apposé à l'arrivée du bétail :

7) Visa de la commune où se trouve le pâturage, apposé au moment du départ du bétail :

8) Visa de l'autorité douanière de sortie (c.-à-d. de l'Etat que le bétail quitte après y avoir pâturé) :

9) Visa de rentrée apposé par l'autorité douanière du pays d'origine du bétail au moment de sa rentrée :

10) Remarques éventuelles :

ANNEX D.

SPECIMEN FORM OF DETAILED LIST OF LIVE-STOCK TAKEN FOR SUMMER GRAZING OR WINTERING ON THE OTHER SIDE OF THE FRONTIER.

(Ad Point 40 of the present Protocol.)

Commune of .....
District of .....

LIST OF LIVE-STOCK

Live-stock of ..... (name of owner or owners) residing at ..... district of ..... taken for summer grazing or wintering to .....

1. Name and Christian name of the drover and shepherds and details in respect of their identity documents :

2. Place of grazing and details of documents certifying the ownership or leasing of the grazing :

3. Species and number of live-stock :

Sheep .....
Rams .....
She-goats .....
He-goats .....
Horses, white .....
» bay .....
» black .....
» .....
Cows .....
Oxen .....
Buffaloes .....
Donkeys .....
Mules .....

(Stamp.)

The ..... 193...

.....
Signature of the communal authority.

4. Visa of the Customs authority at the place of exit (that is to say, of the State from which the live-stock is taken to proceed to the grazing ground) :

5. Visa of the Customs authority of entry (that is to say, of the State into which the live-stock enters for purposes of grazing) :

6. Visa of the commune in which the grazing ground is situated, affixed when the live-stock arrives :

7. Visa of the commune in which the grazing ground is situated, affixed when the live-stock leaves :

8. Visa of the Customs authority at the place of exit (that is to say, of the State which the live-stock leaves after having grazed there) :

9. Re-entry visa affixed by the Customs authority of the country of origin of the live-stock at the moment when it returns :

10. Other entries, if any :

ANNEXE E

MODÈLE DU PERMIS DE PASSAGE

(« Propusnica » — « Leje-Kalimi ».)

Ad *point N° 60 du présent protocole.*

(Ce modèle remplace celui joint à l'annexe C du 22 juin 1926.)

Royaume de.....
Sous-préfecture (ou préfecture) de .....

PERMIS DE PASSAGE

(Propusnica — Leje-Kalimi.)

Mr. ..... domicilié à .....
arrondissement de ....., qui est possesseur
d'une carte frontière délivrée par .....
et portant le numéro N°.....
est de profession .....

Il est autorisé à exercer cette profession dans sa patrie ainsi que de passer la frontière pour l'exercer dans le secteur de la zone frontière d'en face, sur demande d'un habitant de ce secteur.

Toutefois, son séjour dans cette zone ne doit pas dépasser 48 heures.

Il peut passer la frontière par la voie de .....

Ce permis est valable pour plusieurs passages et jusqu'au .....

N° .....

Le ..... 193...

(L. S.) Le sous-préfet (ou préfet)

Visa de la sous-préfecture (ou préfecture) d'outre frontière de l'autre Etat :

ANNEX E.

SPECIMEN FORM OF PERMIT FOR CROSSING THE FRONTIER.

(" Propusnica " — " Leje-Kalimi ")

Ad *Point No.* 60 *of the present Protocol.*

(This form shall take the place of that appended to Annex C of June 22nd, 1926.)

Kingdom of .....
Sub-prefecture (or prefecture) of .....

PERMIT FOR CROSSING THE FRONTIER.

(Propusnica — Leje-Kalimi.)

M. ..... domiciled at .....
district of ..... who is the holder of a Frontier
Permit issued by .....
bearing the No. .....
is by occupation .....

He is authorised to pursue this calling in his own country and to cross the frontier to pursue the said calling in a section of the neighbouring frontier zone at the request of an inhabitant of that section.

Nevertheless, he may not remain more than 48 hours in the said zone.

He may cross the frontier via .....

This Permit authorises him to cross the frontier several times until .....

No. .....

The ..... 193...

(Stamp.) Sub-prefect (or prefect).

Visa of the sub-prefecture (or prefecture) on the other side of the frontier of the other State :

PROTOCOLE

DE SIGNATURE DES CARTES GÉOGRAPHIQUES ET DES CROQUIS.

Aujourd'hui le huit mai 1934, au moment de procéder à la signature du Protocole d'application de l'annexe C (dispositions concernant le trafic de frontière) du Traité de commerce et de navigation entre la Yougoslavie et l'Albanie, les délégués des deux Hautes Parties contractantes soussignés déclarent, que les cartes géographiques ci-dessous mentionnées ont été paraphées à Tirana en mars 1934 :

De la part du GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE par

S. E. Mr. Jovan DJONOVITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté de Roi des Albanais ; (paraphe *J. Dj.*)

Mr. le Dr Ivan SOUBBOTITCH, conseiller de Légation, chef de Section au Ministère des Affaires étrangères, (paraphe *Soub.*)

De la part du GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ALBANIE par

S. E. Mr. Djafer VILLA, ministre des Affaires étrangères, (paraphe *D. V.*)

S. E. Mr. Démètre BERATTI, ministre plénipotentiaire, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères, (paraphe *D. B.*)

Les plénipotentiaires soussignés déclarent considérer ces paraphes comme équivalents à leurs propres signatures et considèrent, par la signature du présent protocole, lesdites cartes comme valablement signées :

1) Cartes à l'échelle de 1 : 200.000, édition du « Kartographisches, früher Militärgeographisches Institut in Wien » (dressées par le Dr Herbert Louis), (2 — deux feuilles) sur lesquelles sont inscrites les limites intérieures de la zone frontière albanaise ainsi que les limites entre les secteurs de cette zone et les points de passage de la frontière.

2) Cartes à l'échelle de 1 : 100.000, édition du « Vojno Geografski Institut » du Royaume de Yougoslavie (8 — huit feuilles) sur lesquelles sont inscrites les limites intérieures de la zone yougoslave, ainsi que les limites entre les secteurs de cette zone, les points de passage de la frontière et les marchés. Toutefois, il y a lieu de remarquer que les passages sur le fleuve Bojana ne sont pas inscrits sur ces cartes mais sur celles indiquées ci-dessus *sub* 1).

3) Six croquis des secteurs limitrophes des deux zones, contenant les détails des cartes ci-haut mentionnées.

Ces croquis sont les suivants :

Premier croquis : I secteur de Prespa et II secteur Ohrid—Pogradec ;
Second croquis : III secteur de Struga—Qafa e Thanes et IV secteur de Debar ;
Troisième croquis : V secteur de Prizren—Kukes ;
Quatrième croquis : VI secteur de Djakovitsa—Tropoje ;
Cinquième croquis : VII secteur de Goussigné—Vermoshe ;
Sixième croquis : VIII secteur de Tuzi—Hoti et IX secteur de Shkoder—Plavnica—Ulcinj.

Tous ces cartes et croquis sont faits et signés en double, de sorte qu'un exemplaire est remis entre les mains des délégués albanais et l'autre entre celles des délégués yougoslaves.

Fait à Beograd, le huit mai 1934, en double exemplaire.

Délégués du Royaume de Yougoslavie :

(L. S.) Bojidar POURITCH, *m. p.*

(L. S.) Dr I. V. SOUBBOTITCH, *m. p.*

Délégués du Royaume d'Albanie :

(L. S.) R. FICO, *m. p.*

(L. S.) D. BERATTI, *m. p.*

PROTOCOL

OF SIGNATURE OF MAPS AND SKETCHES.

On this the eighth day of May 1934, on proceeding to sign the Protocol regarding the application of Annex C (Provisions concerning Frontier Traffic) of the Treaty of Commerce and Navigation between Yugoslavia and Albania, the undersigned delegates of the two High Contracting Parties hereby declare that the maps enumerated below were initialled at Tirana in March 1934 :

On the part of THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA by

His Excellency Monsieur Jovan DJONOVITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Albanians ; (initialled *J. Dj.*)

Dr. Ivan SOUBBOTITCH, Counsellor of Legation, Head of Section at the Ministry of Foreign Affairs ; (initialled *Soub.*)

On the part of THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ALBANIA by

His Excellency Monsieur Djafer VILLA, Minister for Foreign Affairs ; (initialled *D. V.*)

His Excellency Monsieur Démètre BERATTI, Minister Plenipotentiary, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs ; (initialled *D. B.*)

The undersigned Plenipotentiaries declare that they consider these initials as equivalent to their own signatures and regard the said maps as having been duly signed by reason of the signature of the present Protocol :

(1) Maps on the scale of 1 : 200,000, published by the " Kartographisches, früher Militärgeographisches Institut in Wien " (prepared by Dr. Herbert Louis), (2 — two sheets), which show the internal boundaries of the Albanian frontier zone and the boundaries between the sections of that zone and the frontier crossing points.

(2) Maps on the scale of 1 : 100,000, published by the " Vojno Geografski Institut " of the Kingdom of Yugoslavia (8 — eight sheets), which show the internal boundaries of the Yugoslav zone and the boundaries between the sections of that zone, the frontier crossing points and the markets. Nevertheless, it should be noted that the crossing points on the Bojana river are not marked on these maps, but that they are marked on those indicated above under (1).

(3) Six sketches of the sections adjoining the two zones, containing the details of the above-mentioned maps.

These sketches are the following :

First sketch : I section of Prespa and II section Ochrida—Pogradec ;
Second sketch : III section of Struga—Qafa e Thanes and IV section of Debar ;
Third sketch : V section of Prizren—Kukes ;
Fourth sketch : VI section of Djakovitsa—Tropoje ;
Fifth sketch : VII section of Goussigné—Vermoshe ;
Sixth sketch : VIII section of Tuzi—Hoti and IX section of Scutari—Plavnica—Ulcinj.

All these maps and sketches are made out and signed in duplicate, so that one copy is placed in the hands of the Albanian delegates and the other in the hands of the Yugoslav delegates.

Done at Belgrade on the eighth day of May, 1934, in duplicate.

Delegates of the Kingdom of Yugoslavia :

(L. S.) Bojidar POURITCH, *m. p.*
(L. S.) Dr. I. V. SOUBBOTITCH, *m. p.*

Delegates of the Kingdom of Albania :

(L. S.) R. FICO, *m. p.*
(L. S.) D. BERATTI, *m. p.*

TABLE DES MATIÈRES

I. *Trafic frontière.*

Ad article 1 . . . . . Point N° 1 à 4.
Ad article 2 . . . . . Point N° 5 à 7.
Ad article 3 . . . . . Point N° 8 à 10.
Ad article 4 . . . . . Point N° 11 à 15.
Ad article 5 . . . . . Point N° 16 à 17.
Ad article 6 . . . . . (————).

II. *Propriétaires d'outre frontière et leurs biens-fonds.*

Ad article 7 . . . . . Point N° 18 à 38.

III. *Troupeaux conduits au pâturage et hivernage.*

Ad article 8 . . . . . Point N° 39 à 44.

IV. *Usage des eaux de frontière.*

Ad article 9 . . . . . (————).

V. *Cartes frontières, passage de la frontière, séjours au delà de la frontière.*

Ad article 10 . . . . . Point N° 45 à 53.
Ad article 11 . . . . . Point N° 54 à 57.

VI. *Médecins, vétérinaires, accoucheurs, artisans, ouvriers, personnes s'occupant de transport.*

Ad article 12 . . . . . Point N° 58 à 60.
Ad article 13 . . . . . Point N° 61.

VII. *Zones, routes, points de passage.*

Ad article 14 . . . . . Point N° 62 à 65.

VIII. *Restrictions et suppression du trafic de frontière.*

Ad article 15 . . . . . Point N° 66.
Ad article 16 . . . . . (————).

IX. *Différends et voies de recours.*

Ad article 17 . . . . . Point N° 67.

X. *Modifications de l'annexe C et du présent protocole ainsi que leurs durées.*

Ad article 18 . . . . . Point N° 68 à 69.
Ad article 19 . . . . . (————).

XI. *Parties additionnelles.*

Partie additionnelle N° 1 . . . (Limites intérieures de la zone albanaise).
Partie additionnelle N° 2 . . . (Limites intérieures de la zone yougoslave).
Partie additionnelle N° 3 . . . (Secteurs, endroits, routes, points de passage et marchés).
Partie additionnelle N° 4 . . . (Liste des produits de provenance albanaise devant jouir des franchises et privilèges prévus par l'article 2 de l'annexe C).
Partie additionnelle N° 5 . . . (Liste des produits de provenance yougoslave devant jouir des franchises et privilèges prévus par l'article 3 de l'annexe C).
Partie additionnelle N° 6 . . . (Application de l'accord additionnel à l'annexe C concernant le trafic frontière relatif au marché de Shkodra).

XII. *Annexe du présent protocole.*

Annexe A . . . (Modèle de la carte frontière).
Annexe B . . . (Modèle de la carte de propriétaire d'outre frontière).

Annexe C . . . (Modèle du certificat de propriété).
Annexe D . . . (Modèle de la liste récapitulative pour le passage du bétail au pâturage ou hivernage).

Annexe E . . . (Modèle du permis de passage).

Protocole de signature des cartes géographiques et des croquis.

Remarque : les cartes géographiques[1] se trouvent dans une chemise à part.

[1] Non reproduites.

CONTENTS.

I. *Frontier traffic.*

Ad Article 1 . . . . . Points Nos. 1 to 4.
Ad Article 2 . . . . . Points Nos. 5 to 7.
Ad Article 3 . . . . . Points Nos. 8 to 10.
Ad Article 4 . . . . . Points Nos. 11 to 15.
Ad Article 5 . . . . . Points Nos. 16 to 17.
Ad Article 6 . . . . . (————).

II. *Owners of land on the other side of the frontier and their property.*

Ad Article 7 . . . . . Points Nos. 18 to 38.

III. *Flocks and herds brought over the frontier for grazing or wintering.*

Ad Article 8 . . . . . Points Nos. 39 to 44.

IV. *Use of frontier waters.*

Ad Article 9 . . . . . (————).

V. *Frontier permits, crossing of the frontier, period of stay on the other side of the frontier.*

Ad Article 10 . . . . . Points Nos. 45 to 53.
Ad Article 11 . . . . . Points Nos. 54 to 57.

VI. *Doctors, veterinary surgeons, accoucheurs, artisans, workmen, persons engaged in transport.*

Ad Article 12 . . . . . Points Nos. 58 to 60.
Ad Article 13 . . . . . Point No. 61.

VII. *Zones, roads, crossing points.*

Ad Article 14 . . . . . Points Nos. 62 to 65.

VIII. *Restrictions on and prohibition of frontier traffic.*

Ad Article 15 . . . . . Point No. 66.
Ad Article 16 . . . . . (————).

IX. *Disputes and remedies.*

Ad Article 17 . . . . . Point No. 67.

X. *Modifications of Annex C and the present Protocol, and duration of the same.*

Ad Article 18 . . . . . Points Nos. 68 to 69.
Ad Article 19 . . . . . (————).

XI. *Additional sections.*

Additional section No. 1. . . (Internal boundaries of the Albanian frontier zone).
Additional section No. 2. . . (Internal boundaries of the Yugoslav frontier zone).
Additional section No. 3. . . (Sections, localities, roads, crossing points, markets).
Additional section No. 4. . . (List of products of Albanian origin entitled to the exemptions and privileges provided for in Article 2 of Annex C).
Additional section No. 5. . . (List of products of Yugoslav origin entitled to the exemptions and privileges provided for in Article 3 of Annex C).
Additional section No. 6. . . (Application of the Additional Agreement to Annex C regarding frontier traffic connected with the market of Scutari).

XII. *Annex to the present Protocol.*

Annex A . . . . . (Specimen form for frontier permit).
Annex B . . . . . (Specimen form of card issued to owners of land on the other side of the frontier).
Annex C . . . . . (Specimen form of certificate of ownership).
Annex D . . . . . (Specimen form of detailed list for the passage of live-stock to pasturage or wintering).
Annex . . . . . (Specimen form of permit for crossing the frontier).

Protocol of Signature of maps and sketches.

Note : The maps[1] will be found in a separate folder.

[1] Not reproduced.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.
Pov. N° 9891.

BEOGRAD, *le* 8 *mai* 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder à la signature du Protocole d'application à l'annexe C du Traité de commerce et de navigation en vigueur entre les deux pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu que les produits mentionnés au § 3 de la partie additionnelle N° 6 dudit protocole dont les habitants des villages y indiqués pourront s'approvisionner pour leurs besoins de stricte nécessité devront être des produits albanais ou bien des produits nationalisés en Albanie, c'est-à-dire des produits régulièrement dédouanés en Albanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Par l'autorisation du Ministre,
Le Ministre plénipotentiaire,
Bojidar POURITCH, *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Raouf Fico,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi d'Albanie
à Beograd.

II.

LÉGATION ROYALE D'ALBANIE.
BEOGRAD.
N° 315/III.

BEOGRAD, *le* 8 *mai* 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder à la signature du Protocole d'application à l'annexe C du Traité de commerce et de navigation en vigueur entre les deux pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'il est bien entendu que les produits mentionnés au § 3 de la partie additionnelle N° 6 dudit protocole dont les habitants des villages y indiqués pourront s'approvisionner pour leurs besoins de stricte nécessité devront être des produits albanais ou bien des produits nationalisés en Albanie, c'est-à-dire des produits régulièrement dédouanés en Albanie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

R. FICO, *m. p.*

A Son Excellence
Monsieur Bogoljub Jevtitc,
Ministre des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie
à Beograd.

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 16 mars 1935.
D'ordre du Ministre,
Le Chef de Section,
Miloche P. Kitchévatz.

EXCHANGES OF NOTES.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Pov. No. 9891.

BELGRADE, *May 8th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On proceeding to sign the Protocol regarding the application of Annex C of the Treaty of Commerce and Navigation which is in force between the two countries, I have the honour to inform Your Excellency that it is understood that the products mentioned in § 3 of Additional Section No. 6 of the said Protocol which the inhabitants of the villages enumerated therein are authorised to obtain as being absolutely necessary for them must be Albanian products or products nationalised in Albania, that is to say products which have been duly cleared through the Albanian Customs.

I have the honour to be, etc.

Authorised for the purpose by the Minister :

Bojidar POURITCH, *m. p.*,
Minister Plenipotentiary.

To His Excellency
Monsieur Raouf Fico,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Albania,
Belgrade.

II.

ROYAL ALBANIAN LEGATION,
BELGRADE.

No. 315/III.

BELGRADE, *May 8th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On proceeding to sign the Protocol regarding the application of Annex C of the Treaty of Commerce and Navigation which is in force between the two countries, I have the honour to inform Your Excellency that it is understood that the products mentioned in § 3 of Additional Section No. 6 of the said Protocol which the inhabitants of the villages enumerated therein are authorised to obtain as being absolutely necessary for them must be Albanian products or products nationalised in Albania, that is to say products which have been duly cleared through the Albanian Customs.

I have the honour to be, etc.

R. FICO, *m. p.*

To His Excellency
Monsieur Bogoljub Jevtitc,
Minister for Foreign Affairs
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

N° 3650.

ESTONIE ET TURQUIE

Accord de clearing. Signé à Ankara, le 13 mars 1935.

ESTONIA AND TURKEY

Clearing Agreement. Signed at Ankara, March 13th, 1935.

N° 3650. — ACCORD[1] DE CLEARING ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 13 MARS 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 mai 1935.

Article premier.

Le Gouvernement turc admettra à l'importation libre sur son territoire les produits d'origine estonienne indiqués dans la liste A ci-après, dans la limite qui y est assignée à chaque article.

Article 2.

Le Gouvernement de l'Estonie admettra à l'importation libre sur son territoire les produits d'origine turque indiqués dans la liste B ci-après dans la limite qui y est assignée à chaque article.

Article 3.

En dehors des listes A et B, les importations des produits de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre demeureront subordonnées au régime d'importation en vigueur dans chaque pays.

Article 4.

Le règlement des paiements résultant de l'échange de marchandises entre les deux pays sera effectué par voie de clearing et par l'entremise de l'Eesti Pank et de la Banque centrale de la République de Turquie selon les dispositions suivantes :

Article 5.

Les créances estoniennes en Turquie des catégories visées à l'article 4 devront être réglées par le versement à la Banque centrale de la République de Turquie de la somme due par l'importateur turc.

La Banque centrale de la République de Turquie portera les sommes ainsi encaissées au crédit d'un compte commun en francs français, non productif d'intérêt, qui sera ouvert par ses soins au nom de l'Eesti Pank.

[1] Entré en vigueur le 28 mars 1935.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 3650. — CLEARING AGREEMENT[2] BETWEEN ESTONIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, MARCH 13TH, 1935.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place May 9th, 1935.

Article 1.

The Turkish Government shall allow the free import into Turkish territory of products of Estonian origin of the kinds enumerated in List A below within the limits therein specified for each article.

Article 2.

The Estonian Government shall allow the free import into Estonian territory of products of Turkish origin of the kinds enumerated in List B below within the limits therein specified for each article.

Article 3.

The importation of products of either Contracting Party, other than those specified in Lists A and B, into the territory of the other Contracting Party shall remain subject to the import regulations in force in the country concerned.

Article 4.

Payments in connection with the exchange of goods between the two countries shall be made by clearing through the intermediary of the Eesti Pank and the Central Bank of the Republic of Turkey in the manner hereinafter provided.

Article 5.

Estonian claims on Turkey of the kind to which Article 4 relates shall be settled by payment to the Central Bank of the Republic of Turkey of the sums due from Turkish importers.

The Central Bank of the Republic of Turkey shall credit the sums so received to a joint account in French francs, not carrying interest, to be opened by it in favour of the Eesti Pank.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force March 28th, 1935.

Toutes créances commerciales turques en Estonie des catégories visées à l'article 4 devront être réglées par le versement à l'Eesti Pank de la somme due par l'importateur estonien.

L'Eesti Pank portera les sommes ainsi encaissées au crédit d'un compte commun en francs français non productif d'intérêt qui sera ouvert par ses soins au nom de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 6.

La Banque centrale de la République de Turquie et l'Eesti Pank se donneront réciproquement avis des versements effectués chez elles.

Chaque avis d'encaissement portera les indications de date et d'origine nécessaires pour permettre le paiement à l'ayant droit.

Les paiements aux ayants droit seront effectués, pour les exportateurs estoniens, par l'Eesti Pank, et pour les exportateurs turcs, par la Banque centrale de la République de Turquie.

Ils seront effectués suivant l'ordre chronologique des versements prévus à l'article 5 et dans les limites des disponibilités des comptes communs susvisés.

Article 7.

Toutes les marchandises qui seront exportées de part et d'autre après la mise en vigueur du présent accord, seront accompagnées de certificats d'origine établis en double exemplaire suivant le modèle annexé au présent accord. La partie B de ces certificats sera estampillée par les douanes du pays importateur et rendue au commerçant intéressé qui la remettra à l'Institut d'émission national chez lequel il aura à effectuer le versement.

Les deux Banques centrales se transmettront réciproquement les parties estampillées de ces certificats en les annexant aux avis d'encaissement prévus à l'article 6 du présent accord.

Article 8.

La conversion en Turquie des francs français en livres turques sera effectuée sur base des cours officiels de la Banque centrale de la République de Turquie, et la conversion en Estonie des couronnes estoniennes en francs français, sur base de la cotation du franc français à la Bourse de Tallinn le jour du paiement.

Dans le cas où les factures sont libellées en d'autres monnaies que le franc français, leur conversion en franc français sera effectuée suivant les cours cotés par la Bourse locale le jour du versement à l'Institut d'émission intéressé.

Article 9.

Au terme du présent accord le solde créditeur qui pourra éventuellement exister dans le compte de clearing de l'un des deux pays, devra être totalement employé à de nouvelles importations de marchandises de l'autre pays.

Article 10.

Le présent accord est valable pour une période d'une année. Il entrera en vigueur quinze jours après sa signature. S'il n'est pas dénoncé sous préavis de deux mois, il sera réputé prolongé par tacite reconduction pour une autre période d'une année.

Fait en double exemplaire à Ankara le 13 mars 1935.

Ph. KALJOT. Dr T. R. ARAS.

All Turkish commercial claims on Estonia of the kind to which Article 4 relates shall be settled by payment to the Eesti Pank of the sums due from Estonian importers.

The Eesti Pank shall credit the sums so received to a joint account in French francs, not carrying interest, to be opened by it in favour of the Central Bank of the Republic of Turkey.

Article 6.

The Central Bank of the Republic of Turkey and the Eesti Pank shall advise one another of the payments received by them respectively.

Each advice of payments received shall show the requisite particulars of date and origin to enable payment to be made to the creditors.

Payments to creditors shall be made in the case of Estonian exporters by the Eesti Pank, and in the case of Turkish exporters by the Central Bank of the Republic of Turkey.

Payments to creditors shall be made in the chronological order of the payments received from the importers to which Article 5 relates, within the limits of the available resources of the above-mentioned joint accounts.

Article 7.

All goods exported by either country after the entry into force of the present Agreement shall be accompanied by certificates of origin made out in duplicate in the form attached to the present Agreement. Part B of the certificates shall be stamped by the Customs of the importing country and delivered to the importer to be handed over by the latter to the institution (national bank of issue) to which he is required to make payment.

The two Central banks shall transmit to one another the stamped parts of the certificates, attached to the advices of payments received for which provision is made in Article 6 of the present Agreement.

Article 8.

The conversion of French francs into Turkish pounds in Turkey shall be based on the official rates of the Central Bank of the Republic of Turkey, and the conversion of Estonian crowns into French francs in Estonia shall be based on the quotation of the French franc on the Tallinn Stock Exchange on the date of payment.

Where the invoices are made out in currencies other than the French francs, their conversion into French francs shall be based on the local Stock Exchange rates on the date of payment to the national bank of issue concerned.

Article 9.

On the termination of the present Agreement, any uncleared balance in the clearing account standing to the credit of either country shall be used in its entirety for fresh imports of goods from the other country.

Article 10.

The present Agreement shall remain in force for one year. It shall come into force fifteen days after signature. If not denounced by notice given two months beforehand, it shall be tacitly prolonged for a further period of one year.

Done in duplicate at Ankara, the 13th day of March, 1935.

Ph. KALJOT. Dr. T. R. ARAS.

LISTE A

Positions du tarif turc	Désignations des marchandises	Contingents annuels
324	Papier d'emballage	30.000 kg.
328	*a)* Papier d'imprimerie ordinaire	80.000 kg.
	b) Papier à écrire non coupé, papier d'imprimerie fin	40.000 kg.
341	Carton	40.000 kg.
370	*b)* Fils de coton (seulement au-dessus du N° 20)	10.000 kg.
	c) Fils de coton	
418	*a)* Toile à voile, toile à tente (mélangées ou non avec d'autres matières) non blanchies	1.200 kg.
451	Bâches pour confectionner des tentes ou pour couvrir des marchandises (y compris celles confectionnées)	9.000 kg.
618	Appareils de téléphonie avec fil, centrales téléphoniques et leurs accessoires	10.000 kg.

Ph. KALJOT. Dr T. R. ARAS.

LISTE B

Positions du tarif estonien	Désignation des marchandises	Contingents annuels
7	Fruits secs	50.000 kg.
8	Olives	5.000 kg.
11	Noix, noisettes, amandes et pistaches	20.000 kg.
21 ; 1, 2, 3	Tabac	200.000 kg.
27 ; 1 *a* ; 2 *a* et 3 *a*	Liqueurs et autres spiritueux	10.000 kg.
28	Vins	
62 ; 4 *b* α	Sésame	5.000 kg.
117 ; 1, 2, 4	Huile d'olives, de sésame, d'amande de noix, etc.	10.000 kg.
124 ; 1, 2	Vallonée	185.000 kg.
124 ; 3	Valex	15.000 kg.

Ph. KALJOT. Dr T. R. ARAS.

LIST A.

Item in Turkish Tariff	Designation of goods	Annual quota
324	Packing paper	30,000 kg.
328	*(a)* Ordinary paper for printing	80,000 kg.
	(b) Uncut writing paper and fine printing paper	40,000 kg.
341	Cardboard	40,000 kg.
370	*(b)* Cotton thread (over No. 20 only) / *(c)* Cotton thread	10,000 kg.
418	*(a)* Sail or tent cloth (with or without other materials), unbleached	1,200 kg.
451	Rough coverings for making tents or protecting goods (including the made-up article)	9,000 kg.
618	Telephone instruments with wire, telephone exchange instruments and accessories of same	10,000 kg.

Ph. KALJOT. Dr. T. R. ARAS.

LIST B.

Item in Estonian Tariff	Designation of goods	Annual quota
7	Dried fruits	50,000 kg.
8	Olives	5,000 kg.
11	Nuts, hazels, almonds, pistachios	20,000 kg.
21 ; 1, 2, 3	Tobacco	200,000 kg.
27 ; 1*(a)*, 2*(a)*, and 3*(a)* / 28	Liqueurs and other spirituous liquors / Wines	10,000 kg.
62 ; 4 *(b)* α	Sesame	5,000 kg.
117 ; 1, 2, 4	Oils, olive, sesame, almond, etc.	10,000 kg.
124 ; 1, 2	Valonia	185,000 kg.
124 ; 3	Valex	15,000 kg.

Ph. KALJOT. Dr. T. R. ARAS.

EXEMPLAIRE A

N°

Expéditeur :

Nom :
Domicile :
Rue :

Destinataire :

Nom :
Domicile :
Rue :

Nature de la marchandise :
Mode d'emballage :
Nombre de colis :
Marque N° :
Poids { brut ..... kg.
net ..... kg.
Valeur :
Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et de provenance estonienne et que ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-estonien du 13 mars 1934.

Ph. KALJOT. Dr T. R. ARAS.

EXEMPLAIRE B

N°

(Cet exemplaire portera le même numéro que l'exemplaire A, sera estampillé par les douanes et rendu à l'importateur afin d'être remis à la Banque où s'effectuera le versement.)

Expéditeur :

Nom :
Domicile :
Rue :

Destinataire :

Nom :
Domicile :
Rue :

Nature de la marchandise :
Mode d'emballage :
Nombre des colis :
Marque N° :
Poids { brut ..... kg.
net ..... kg.
Valeur :
Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et de provenance estonienne et ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-estonien du 13 mars 1934.

Ph. KALJOT. Dr T. R. ARAS.

FORM A.

No.

Consignor :

Name
Domicile
Street

Consignee :

Name
Domicile
Street

Nature of goods
Manner of packing
Number of packages
Mark No.
Weight { gross ..... kg.
net ..... kg.
Value
Route

It is hereby certified that the goods above mentioned are of Estonian origin and provenance, and that this certificate of origin is issued in conformity with the provisions of the Turco-Estonian Commercial Agreement of March 13th, 1934.

Ph. KALJOT. Dr. T. R. ARAS.

FORM B.

No.

(Number will be the same as that of Form A. The form will be stamped by the Customs, and delivered to the importer to be handed over by the latter to the Bank to which he makes the payment.)

Consignor :

Name
Domicile
Street

Consignee :

Name
Domicile
Street

Nature of goods
Manner of packing
Number of packages
Mark No.
Weight { gross ..... kg.
net ..... kg.
Value
Route

It is hereby certified that the goods above mentioned are of Estonian origin and provenance, and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Turco-Estonian Commercial Agreement of March 13th, 1934.

Ph. KALJOT. Dr. T. R. ARAS.

N° 3651.

ESTONIE ET POLOGNE

Protocole tarifaire. Signé à Varsovie, le 27 mars 1935.

ESTONIA AND POLAND

Protocol regarding Customs Tariff. Signed at Warsaw, March 27th, 1935.

N° 3651. — PROTOCOLE[1] TARIFAIRE ENTRE L'ESTONIE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 27 MARS 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 9 mai 1935.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE désirant favoriser et développer les relations commerciales entre les deux pays et en se référant au Traité[2] de commerce et de navigation entre l'Estonie et la Pologne en date du 19 février 1927 et au Protocole additionnel du 5 juillet 1929, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Les droits de douane polonais pour les marchandises suivantes d'origine et en provenance d'Estonie ne dépasseront pas les chiffres fixés ci-dessous :

Position du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit de douane par 100 kg. (en zlotys)
116 ex p. 6	Brochets	26.— pendant la période de 1.IV–30.VI 1935
116 ex p. 6	Sandres	50.— pour le contingent de 300 quintaux ; pendant la période de 1.IV–30.VI 1935
116 p. 7	Brêmes	33.— pendant la période de 1.IV–30.VI 1935
116 ex p. 8	Perches	26.— pendant la période de 1.IV–30.VI 1935
ex 199	La poix des schistes bitumeux (estobitumine) pour la fabrication de briquettes sur l'autorisation du ministre des Finances	exempte jusqu'au 31 décembre 1935

[1] Entré provisoirement en vigueur le 1er avril 1935.
[2] Vol. CXV, page 177, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3651. — PROTOCOL [2] REGARDING CUSTOMS TARIFF BETWEEN ESTONIA AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, MARCH 27TH, 1935.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place May 9th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, have agreed to the following provisions with regard to the Treaty [3] of Commerce and Navigation between Estonia and Poland of February 19th, 1927, and the Additional Protocol of July 5th, 1929 :

1. Polish Customs duties on the following goods originating in and coming from Estonia shall not exceed the figures hereinbelow stated, namely :

Item in Polish Customs Tariff	Designation of goods	Customs duty per 100 kg. in zloty
116 ex p. 6	Pike	26.— during the period April 1st-June 30th, 1935
116 ex p. 6	Pike-perch	50.— for the quota of 300 quintals ; during the period April 1st-June 30th, 1935
116 p. 7	Bream	33.— during the period April 1st-June 30th, 1935
116 ex p. 8	Perch	26.— during the period April 1st-June 30th, 1935
ex 199	Bituminous shale pitch (estobitumin) for the manufacture of briquettes with the authorisation of the Finance Minister	Duty-free till December 31st, 1935

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force provisionally April 1st, 1935.

[3] Vol. CXV, page 177, of this Series.

2. Les droits de douane estoniens pour les marchandises d'origine et en provenance du territoire douanier polonais ne dépasseront pas jusqu'au 31 décembre 1935 les chiffres fixés ci-dessous :

Position du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Droit de douane par 1 kg. br. (en cour. est.)
159 p. 4	Matériaux explosifs, mèches et capsules .	1.50
159 ex p. 4	Sur autorisation du ministre de l'Economie et dans les conditions spéciales .	0.05

3. Le présent Protocole sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Tallinn aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après la date de l'échange des instruments de ratification et sera valable jusqu'au 31 décembre 1935.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 27 mars 1935.

(L. S.) H. MARKUS. *(L. S.)* J. BECK.

2. Until December 31st, 1935, Estonian Customs duties on the following goods originating in and coming from Polish Customs territory shall not exceed the figures hereinbelow stated, namely :

Item in Estonian Customs Tariff	Designation of goods	Customs duty per 1 kg. In Estonian crowns
159 p. 4	Explosives, fuse-cord and capsules . . .	1.50
159 ex p. 4	With the authorisation of the Minister for Economic Affairs and subject to special conditions	0.05

3. The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Tallinn as soon as possible.

It shall come into force on the 15th day after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until December 31st, 1935.

Done at Warsaw, in duplicate, this 27th day of March, 1935.

(L. S.) H. MARKUS. *(L. S.)* J. BECK.

N° 3652.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord de clearing, signé à Tallinn, le 10 avril 1935, et échange de notes y relatif de la même date.

ESTONIA AND LATVIA

Clearing Agreement, signed at Tallinn, April 10th, 1935, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N° 3652. — ACCORD[1] DE CLEARING ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE. SIGNÉ A TALLINN, LE 10 AVRIL 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 mai 1935.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, représenté par :

Son Excellence Monsieur Julius SELJAMAA, ministre des Affaires étrangères ; et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, représenté par :

Son Excellence Monsieur Robert LIEPINŠ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Tallinn ;

En vue de faciliter les paiements résultant du commerce des marchandises entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le règlement des créances commerciales entre l'Estonie et la Lettonie se fera par voie de clearing à l'Eesti Pank et au Bureau de compensation auprès du Ministère des Finances de Lettonie selon les dispositions ci-après :

Les acheteurs lettons de marchandises estoniennes régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en lats à un fonds spécial administré au Bureau de compensation letton en faveur de l'Eesti Pank. Le Bureau de compensation letton, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures pourraient être libellés, porte les sommes reçues au compte de l'Eesti Pank en les exprimant en lats-or d'après le cours de la bourse locale le jour du versement.

Les acheteurs estoniens de marchandises lettones régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en couronnes estoniennes à un fonds spécial administré à l'Eesti Pank en faveur du Bureau de compensation letton. L'Eesti Pank, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures pourraient être libellés, porte les sommes reçues en couronnes au compte du Bureau de compensation letton, en les exprimant en lats-or d'après le cours de la bourse locale le jour du versement.

Article 2.

Les versements à effectuer par les acheteurs aux comptes de clearing mentionnés à l'article précédent n'auront lieu que sur autorisation préalable en Lettonie de la Commission des devises, et en Estonie en vertu d'une permission de l'Eesti Pank. Ces deux institutions sont tenues d'accorder

[1] Entré en vigueur le 29 avril 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3652. — CLEARING AGREEMENT [2] BETWEEN ESTONIA AND LATVIA. SIGNED AT TALLINN, APRIL 10TH, 1935.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place May 9th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, represented by :

His Excellency Monsieur Julius SELJAMAA, Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, represented by :

His Excellency Monsieur Robert LIEPINŠ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Tallinn ;

Being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

Claims in connection with goods transactions between Estonia and Latvia shall be settled by clearing at the Eesti Pank and at the Clearing Office attached to the Latvian Finance Ministry, as hereinafter provided.

Latvian purchasers of Estonian goods shall settle their debts in respect of their purchases by payments of the price of the goods in lats to a special account to be opened by the Latvian Clearing Office in favour of the Eesti Pank. The Latvian Clearing Office shall credit the sums received to the account of the Eesti Pank, expressed in gold lats at the local Stock Exchange rate on the date of payment, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

Estonian purchasers of Latvian goods shall settle their debts in respect of their purchases by payment of the price of the goods in Estonian crowns to a special account to be opened by the Eesti Pank in favour of the Latvian Clearing Office. The Eesti Pank shall credit the sums received in crowns to the account of the Latvian Clearing Office, expressed in gold lats at the local Stock Exchange rate on the date of payment, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

Article 2.

The payments to be made by the purchasers to the Clearing Accounts to which Article 1 relates shall be subject to previous authorisation by the Foreign Exchange Commission in Latvia and by the Eesti Pank in Estonia. The two institutions must accord such authorisation without delay, so

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force April 29th, 1935.

leurs autorisations sans délai dès que l'acheteur aura justifié de la régularité de l'importation, du montant du prix de la marchandise ainsi que des frais accessoires comme ceux de transport, d'assurance, etc., si ces frais incombent à l'acheteur, de même que, le cas échéant, des intérêts y adhérents, conformément aux stipulations des contrats d'achat. Ces intérêts ne pourront toutefois être calculés qu'à partir de la date de la délivrance de l'autorisation préalable ci-dessus mentionnée.

Article 3.

Le Bureau de compensation letton et l'Eesti Pank se renseignent journellement des versements reçus en faveur des comptes de clearing et une fois par mois du solde de chacun de ces comptes à la fin du mois.

Article 4.

Les paiements aux vendeurs des marchandises s'opèrent au Bureau de compensation letton en lats et à l'Eesti Pank en couronnes estoniennes d'après le cours de la bourse locale du lat-or le jour du paiement. Les paiements aux exportateurs se peuvent faire seulement après que l'institution effectuant un paiement ait été informée par l'autre du versement fait par l'acheteur en conformité des articles 1 et 2 du présent accord; ils auront lieu dans l'ordre chronologique des versements et dans les limites des disponibilités des comptes de clearing visés à l'article premier.

Article 5.

Si les factures ou les contrats de vente sont libellés en une monnaie étrangère, ils seront exprimés en lats-or d'après le cours de la bourse locale le jour du versement.

Article 6.

En vue de faciliter l'équilibre des comptes résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, chaque Partie contractante s'engage à admettre à l'importation dans son pays toutes les marchandises originaires de l'autre pays dont l'importation n'est pas interdite, dans les limites, toutefois, des contingents d'importation prévus par les dispositions en vigueur.

De même, chaque Partie contractante s'engage à admettre à l'exportation dans l'autre toutes les marchandises originaires de son pays dont l'exportation n'est pas interdite, à condition, toutefois, que ces marchandises soient destinées à la consommation intérieure du pays importateur et à l'exception des marchandises dénommées à la liste ci-annexée.

Article 7.

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, seront portés aux comptes de clearing à ouvrir conformément au présent accord : au compte administré par le Bureau de compensation letton en faveur de l'Eesti Pank — le solde du présent compte de clearing à la Latvijas banka, et il sera permis d'y verser le montant des dettes qui jusqu'ici ne sont pas encore payées, dues par les importateurs lettons aux exportateurs estoniens; au compte administré par l'Eesti Pank en faveur du Bureau de compensation letton — le solde du présent compte de clearing administré par l'Eesti Pank en faveur de la Latvijas banka, et il sera permis aux importateurs estoniens d'y verser le montant de toutes les dettes résultant de la vente de marchandises et pas encore réglées, dues aux exportateurs lettons.

Article 8.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Néanmoins, chaque Partie contractante aura le droit de le dénoncer à tout moment avec préavis d'un mois.

La validité du présent accord sera suspendue automatiquement dès que la présente parité du lat (un lat = un franc-or = 0,29032 gramme d'or pur) se trouverait modifiée. Dans ce cas les

soon as the purchaser has shown proof of the regular character of the importation, of the price of the goods and of the accessory costs such as transport, insurance and the like, where such costs are at the charge of the purchaser, as also of any interest charges attaching to the transaction under the terms of the contract, provided always that such interest may not be charged as from any date previous to the delivery of the authorisation in question.

Article 3.

The Latvian Clearing Office and the Eesti Pank shall advise one another daily of all payments received for credit of the Clearing Accounts, and further shall notify the balances of both Accounts as at the end of the month to one another once a month.

Article 4.

Payments to vendors of goods shall be made by the Latvian Clearing Office in lats and by the Eesti Pank in Estonian crowns at the local Stock Exchange rate of the gold lat on the date of payment. Payments to exporters may not be made by either clearing institution until it has been advised by the other clearing institution of the payment by the purchaser in accordance with Articles 1 and 2 of the present Agreement. Payments to vendors shall be made in the chronological order of the payments received from the purchasers within the limits of the available resources of the Clearing Accounts to which Article 1 relates.

Article 5.

Where the invoices or contracts of sale are made out in a currency other than lats or Estonian crowns, the payments shall be expressed in gold lats at the local Stock Exchange rate on the date of payment.

Article 6.

With a view to facilitating equilibrium of the trade balance between the two countries, each Contracting Party undertakes to allow the import into his own country of all goods originating in the other country, the import of which is not prohibited, within the limits of the import quotas for which existing legislation provides.

Similarly, each Contracting Party undertakes to allow the export to the other country of all goods originating in his own country, the export of which is not prohibited, provided such goods are intended for internal consumption in the importing country, with the exception of goods of the kinds enumerated in the attached List.

Article 7.

Without prejudice to the provisions of Article 2, the following shall be credited to the Clearing Accounts to be opened under the present Agreement, namely: to the account opened by the Latvian Clearing Office in favour of the Eesti Pank, the balance of the present clearing agreement at the Latvijas Banka (to which may be added the amount of the debts still due, but not yet paid, by Latvian importers to Estonian exporters), and to the account opened by the Eesti Pank in favour of the Latvian Clearing Office, the balance of the present clearing account opened by the Eesti Pank in favour of the Latvijas Banka (to which may be added the amount of all debts in connection with the sale of goods still due, but not yet paid, to Latvian exporters).

Article 8.

The present Agreement is concluded for an indefinite period, but each Contracting Party shall be entitled to denounce it at any time by giving one month's notice.

The validity of the present Agreement shall be suspended automatically and at once in the event of any change in the present parity of the lat (1 lat = 1 gold franc = 0.29032 grammes fine

deux Parties contractantes s'engagent d'entamer immédiatement des négociations concernant les modifications à apporter au présent accord.

Article 9.

Dans le cas où le présent accord prendra fin, les comptes du clearing seront soldés.

Le règlement du solde resté non compensé ne peut être exigé que par l'exportation de marchandises originaires du pays débiteur, ce dernier pays admettant à l'exportation vers l'autre toute marchandise originaire de son pays dont l'exportation n'est pas interdite, à condition, toutefois, que ces marchandises soient destinées à la consommation intérieure du pays importateur.

Dans le cas où le présent accord sera suspendu en vertu de l'alinéa 2 de l'article 8, les comptes de clearing seront soldés et le solde non compensé sera exprimé d'après la présente parité du lat dans l'unité d'un pays tiers maintenant l'étalon-or et dont il sera convenu entre le Bureau de compensation letton et l'Eesti Pank.

Le règlement du solde non compensé s'effectuera conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de cet article.

Article 10.

Le présent accord entrera en vigueur le jour suivant la date à laquelle les Parties contractantes se seront informées mutuellement de son approbation par leurs gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tallinn, en double expédition, le 10 avril 1935.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.
(L. S.) R. LIEPINŠ.

ANNEXE A L'ARTICLE 6.

Liste des marchandises lettones.

1. Bois de placage.
2. Semences de lin.

J. S.
R. L.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

TALLINN, *le* 10 *avril* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En procédant à la signature de l'Accord de clearing entre l'Estonie et la Lettonie en date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que dans le cas où des marchandises estoniennes seront réexportées de la Lettonie à l'étranger, les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 6 et de l'alinéa 2 de l'article 9 dudit accord ne seront applicables qu'aux marchandises dont la valeur par transformation en Lettonie aura été augmentée d'au moins 25 %.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Jul. SELJAMAA.

Son Excellence
Monsieur R. Liepinš,
Ministre de Lettonie,
Tallinn.

gold). The two Contracting Parties undertake in such case to enter into immediate negotiations with a view to amendment of the present Agreement.

Article 9.

In the event of the present Agreement lapsing, the Clearing Accounts shall be balanced.

Should there be any uncleared balance in such case, the creditor country shall have no claim to liquidation of the same save in the form of export of goods originating in the debtor country ; and the latter shall allow the export to the creditor country of all goods originating in its own territory, the export of which is not prohibited, provided such goods are intended for internal consumption in the creditor country.

In the event of the present Agreement being suspended under Article 8, paragraph 2, the Clearing Accounts shall be balanced, and any uncleared balance shall be expressed on the basis of the present parity of the lat in the monetary unit of some third country still on gold, to be selected by agreement between the Latvian Clearing Office and the Eesti Pank.

The uncleared balance in such case shall be liquidated in accordance with the provisions of paragraph 2 of the present Article.

Article 10.

The present Agreement shall come into force on the day following the date on which the Contracting Parties have notified one another of the approval of their respective Governments.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done at Tallinn, in duplicate, this 10th day of April, 1935.

(L. S.) Jul. SELJAMAA.
(L. S.) R. LIEPINŠ.

ANNEX TO ARTICLE 6.

List of Latvian Goods.

1. Veneer.
2. Linseed.

J. S.
R. L.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

TALLINN, *April* 10*th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding to sign the Clearing Agreement this day concluded between Estonia and Latvia, I have the honour to inform Your Excellency that, in the event of re-export of Estonian goods from Latvia to other countries, the provisions of Article 6, paragraph 2, and Article 9, paragraph 2, of the said Agreement shall be applicable only to goods the value of which has been increased by not less than 25 per cent as the result of transformation in Latvia.

I have the honour to be, etc.

Jul. SELJAMAA.

His Excellency
Monsieur R. Liepinš,
Latvian Minister,
Tallinn.

No. 3652

II.

TALLINN, *le* 10 *avril* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En procédant à la signature de l'Accord de clearing entre la Lettonie et l'Estonie en date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que dans le cas où des marchandises lettones seront réexportées de l'Estonie à l'étranger, les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 6 et de l'alinéa 2 de l'article 9 dudit accord ne seront applicables qu'aux marchandises dont la valeur par transformation en Estonie aura été augmentée d'au moins 25 %.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

R. LIEPINŠ.

Son Excellence
Monsieur J. Seljamaa,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

II.

TALLINN, *April 10th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding to sign the Clearing Agreement this day concluded between Latvia and Estonia, I have the honour to inform Your Excellency that, in the event of re-export of Latvian goods from Estonia to other countries, the provisions of Article 6, paragraph 2, and Article 9, paragraph 2, of the said Agreement shall be applicable only to goods the value of which has been increased by not less than 25 per cent as the result of transformation in Estonia.

I have the honour to be, etc.

R. LIEPINŠ.

His Excellency
Monsieur J. Seljamaa,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

N° 3653.

CHILI ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Santiago, le 1er mars 1935.

CHILE AND FINLAND

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Santiago, March 1st, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 3653. — CANJE DE NOTAS[1] ENTRE LOS GOBIERNOS DE CHILE Y DE FINLANDIA PARA LA CONCLUSION DE UN ACUERDO PROVISIONAL DE COMERCIO. SANTIAGO 1° DE MARZO DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 *mai* 1935.

Spanish official text communicated by the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place May 14*th,* 1935.

I.

EL MINISTRO DE FINLANDIA EN SANTIAGO AL MINISTRO DE NEGOCIOS EXTRANJEROS DE CHILE.

SANTIAGO, 1° *de Marzo de* 1935.

SEÑOR MINISTRO :

Con referencia a las conversaciones que tuve el honor de celebrar con V. E., con el fin de regular y de intensificar las relaciones comerciales entre Finlandia y Chile, tengo el honor de informarle que mi Gobierno me ha autorizado para celebrar con el de V. E. un Acuerdo provisional en los términos siguientes :

a) Las Altas Partes Contratantes convienen en acordarse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida para todo lo que concierne a los derechos de Aduana y todos los derechos accesorios, el modo de percepción de los derechos, asi como las reglas, formalidades y cargas a que puedan ser sometidas las operaciones de Aduana.

b) En consecuencia, los productos naturales o fabricados, originarios de cada Parte Contratante, no serán sometidos, en ningún caso, en el régimen mencionado, a derechos, tasas o cargas distintas o más elevadas, ni a reglas y formalidades distintas o más onerosas que aquellos a que están o serán sometidos los productos de la misma naturaleza originarios de un tercer Estado.

c) Del mismo modo, los productos naturales o fabricados exportados de una de las Partes Contratantes con destino al territorio de la otra Parte, no serán sometidos, en ningún caso, bajo el mismo régimen, a derechos, tasas o cargas distintas o más elevadas, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellas a que son o serán sometidos los mismos productos destinados al territorio de cualquier otro pais.

d) Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades que han sido o sean acordadas en el futuro por una de las dos Partes Contratantes en la materia mencionada, a los productos naturales o fabricados originarios de cualquier otro país o destinados al territorio

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1935.

[1] Came into force April 1st, 1935.

de cualquier otro país, serán inmediatamente y sin compensación, aplicados a los productos de la misma naturaleza originarios de la otra Parte Contratante o destinados al territorio de ésta Parte.

e) Finlandia se compromete a no alterar, durante la vigencia del presente Acuerdo, el régimen que actualmente aplica al nitrato de sodio chileno para su importación y comercio libres. En consecuencia, este producto chileno no quedará sujeto al pago de derechos de aduana, ni se restringirá su comercio por el sistema de licencias o contingentes de importación o de control de los cambios.

Es entendido, igualmente, que todo favor, privilegio o inmunidad que Finlandia acuerde, actualmente o en el futuro, a los productos similares del nitrato de sodio chileno, se harán extensivos, inmediata e incondicionalmente a este último.

Para los efectos de la estipulación precedente se considerarán productos similares del nitrato de sodio chileno, todos los abonos azoados, ya sean naturales, artificiales o sintéticos y para la aplicación a dicho producto de un tratamiento semejante, se tomará como base el contenido en nitrógeno de cada producto.

f) Son exceptuados, sin embargo, de las obligaciones formuladas en el presente Acuerdo, los favores que actualmente se acuerdan o puedan ser acordados en el futuro a los Estados limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo, asi como aquellos que resulten de una unión aduanera ya acordada o que pueda ser concluída en el porvenir por una de las Partes Contratantes.

g) El tratamiento de la nación más favorecida a que se refieren los articulos precedentes no se aplicará al tratamiento especial que Finlandia aplica o pueda aplicar a Estonia, Latvia y Lituania, para la conservación del comercio tradicional con estos países, ni a los favores que Chile pueda acordar a otros países latino-americanos, mientras ellos no sean extendidos a terceros países no comprendidos entre aquellos.

h) Este Acuerdo, cuya duración será de tres años, deberá ser ratificado y entrará en vigencia inmediatamente después del canje de los instrumentos de ratificación, el que se efectuará en Buenos Aires, tan pronto como sea posible. Las Partes Contratantes han convenido en aplicar provisionalmente este Acuerdo a partir de 1º de abril de 1935.

Si no ha sido denunciado por una de las Partes Contratantes seis meses antes de dicho plazo de tres años, continuará produciendo sus efectos hasta la expiración de los seis meses a partir del dia en que haya sido denunciado por una de las Partes Contratantes.

Aprovecho ésta oportunidad para ofrecer a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Fdo) Eino WÄLIKANGAS.

II.

EL MINISTRO DE NEGOCIOS EXTRANJEROS DE CHILE AL MINISTRO DE FINLANDIA EN SANTIAGO.

SANTIAGO, 1º *de Marzo de* 1935.

SEÑOR MINISTRO :

Por nota de esta misma fecha V. E. pone en conocimiento del Gobierno de Chile los términos de un Acuerdo provisional de comercio concertado por nuestros respectivos Gobiernos, a saber :

a) Las Altas Partes Contratantes convienen en acordarse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida para todo lo que concierne a los derechos de aduana y todos los derechos accessorios, el modo de percepción de los derechos, así como las reglas, formalidades y cargas a que puedan ser sometidas las operaciones de aduana.

b) En consecuencia, los productos naturales o fabricados, originarios de cada Parte Contratante, no serán sometidos, en ningún caso, en el régimen mencionado, a derechos, tasas o cargas distintas, o más elevadas, ni a reglas y formalidades distintas o

más onerosas que aquellas a que están o serán sometidos los productos de la misma naturaleza originarios de un tercer Estado.

c) Del mismo modo, los productos naturales o fabricados exportados de una de las Partes Contratantes con destino al territorio de la otra Parte, no serán sometidos, en ningún caso, bajo el mismo régimen, a derechos, tasas o cargas distintas o más elevadas, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellas a que son o serán sometidos los mismos productos destinados al territorio de cualquier otro país.

d) Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades que han sido o sean acordadas en el futuro por una de las dos Partes Contratantes en la materia mencionada, a los productos naturales o fabricados originarios de cualquier otro país o destinados al territorio de qualquier otro país, serán inmediatamente y sin compensación, aplicados a los productos de la misma naturaleza originarios de la otra Parte Contratante o destinados al territorio de esta Parte.

e) Finlandia se compromete a no alterar, durante la vigencia del presente Acuerdo, el régimen que actualmente aplica al nitrado de sodio chileno para su importación y comercio libres. En consecuencia, este producto chileno no quedará sujeto al pago de derechos de aduana, ni se restringirá su comercio por el sistema de licencias o contingentes de importación o de control de los cambios.

Es entendido, igualmente, que todo favor, privilegio o inmunidad que Finlandia acuerde, actualmente o en el futuro, a los productos similares del nitrato de sodio chileno, se harán extensivos, inmediata e incondicionalmente a este último.

Para los efectos de la estipulación precedente se considerará productos similares del nitrato de sodio chileno, todos los abonos azoados, ya sean naturales, artificiales o sintéticos y para la aplicación a dicho producto de un tratamiento semejante, se tomará como base el contenido en nitrógeno de cada producto.

f) Son exceptuados, sin embargo, de las obligaciones formuladas en el presente Acuerdo, los favores que actualmente se acuerdan o puedan ser acordados en el futuro a los Estados limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo, asi como aquellos que resulten de una unión aduanera ya acordada o que pueda ser concluída en el porvenir por una de las Partes Contratantes.

g) El tratamiento de la nación más favorecida a que se refieren los artículos precedentes no se aplicará a los favores que Chile pueda acordar a otros países latino-americanos, mientras ellos no sean extendidos a terceros países no comprendidos entre aquellos, ni al tratamiento especial que Finlandia aplica o pueda aplicar a Estonia, Latvia y Lituania, para la conservación del comercio tradicional con estos países.

h) Este Acuerdo, cuya duración será de tres años, deberá ser ratificado y entrará en vigencia inmediatamente despues del canje de los instrumentos de ratificación, el que se efectuará en Buenos Aires, tan pronto como sea posible. Las Partes Contratantes han convenido en aplicar provisionalmente este Acuerdo a partir del 1º de Abril de 1935.

Si no ha sido denunciado por una de las Partes Contratantes seis meses antes de dicho plazo de tres años, continuará produciendo sus efectos hasta la expiración de los seis meses a partir del dia en que haya sido denunciado por una de las Partes Contratantes.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Fdo.) Miguel CRUCHAGA.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION.

N° 3653. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHILIEN ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. SANTIAGO, LE 1er MARS 1935.

I.

LE MINISTRE DE FINLANDE A SANTIAGO AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CHILI.

SANTIAGO, *le* 1er *mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux conversations que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence en vue de régler et de développer les relations commerciales entre la Finlande et le Chili, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement m'a autorisé à conclure avec celui de Votre Excellence un accord provisoire ainsi conçu :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous les droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles peuvent être soumises les opérations de douane.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chaque Partie contractante, ne seront soumis, en aucun cas, sous le régime mentionné, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3653. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CHILIAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. SANTIAGO, MARCH 1ST, 1935.

I.

THE FINNISH MINISTER AT SANTIAGO TO THE CHILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

SANTIAGO, *March* 1*st*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the conversations which it has been my privilege to have with Your Excellency regarding the regulation and development of commercial relations between Finland and Chile, I have the honour to inform you that my Government has authorised me to conclude with Your Excellency's Government a provisional Agreement as follows :

(a) The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters relating to Customs and subsidiary duties, the manner of collecting such duties, and also all rules, formalities and charges to which Customs operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of each Contracting Party shall in no case be subject, under the aforementioned regime, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations and formalities other or more onerous, than those to which products

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

soumis les produits de même nature, originaires d'un Etat tiers.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront soumis en aucun cas, sous le même régime, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits, destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités, qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, en la matière susmentionnée, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) La Finlande s'engage à ne pas modifier, pendant la durée d'application du présent accord, le régime qu'elle applique actuellement au nitrate de soude chilien pour son importation et commerce libres. En conséquence, ce produit chilien ne sera pas soumis au paiement de droits de douane et son commerce ne sera pas restreint par l'application d'un système de licences ou de contingents d'importation ou de contrôle des changes.

Il est entendu également que tout faveur, privilège ou immunité que la Finlande accorde ou accordera à l'avenir aux produits analogues au nitrate de soude chilien, sera étendu immédiatement et inconditionnellement à ce dernier.

Aux fins de la stipulation qui précède, on considérera comme produits analogues au nitrate de soude chilien tous les engrais azotés, qu'ils soient naturels, artificiels ou synthétiques, et, pour l'application auxdits produits d'un traitement semblable, on prendra comme base la teneur en azote de chaque produit.

f) Sont, toutefois, exceptées des obligations formulées dans le présent accord, les faveurs qui sont actuellement accordées ou qui pourront être accordées à l'avenir aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic

of the same nature originating in the territory of any third State are or shall hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be subject, under the same regime, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which the same products are or shall hereafter be subject when consigned to the territory of any other country.

(d) All the advantages, favours, privileges and immunities granted or hereafter to be granted by either Contracting Party in the above-mentioned respect to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

(e) Finland undertakes to make no change, during such time as the present Agreement remains in force, in the regime providing for free import and unrestricted trade as at present applied by her to Chilian nitrate of soda. The said Chilian product shall therefore not be subject to the payment of Customs duties, nor shall trade in it be restricted by the system of import permits or quotas or foreign exchange control.

It is further understood that any favour, privilege or immunity which Finland now grants or shall grant hereafter to products similar to Chilian nitrate of soda shall be extended to the latter forthwith and unconditionally.

For the purposes of the foregoing stipulation, products similar to Chilian nitrate of soda shall be deemed to include all nitrate fertilizers, whether natural, artificial or synthetic, while for the application of similar treatment to the said products the nitrogen content of each product shall be taken as a basis.

(f) The obligations set out in the present Agreement shall not, however, apply to favours at present granted or hereafter to be granted to neighbouring States to facilitate frontier traffic, nor to those arising

frontalier, ainsi que celles qui résultent d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

g) Le traitement de la nation la plus favorisée visé aux articles précédents ne s'appliquera pas au traitement spécial que la Finlande applique ou pourrait appliquer à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lithuanie, pour le maintien du commerce traditionnel avec ces pays, ni aux faveurs que le Chili pourrait accorder à d'autres pays latino-américains, aussi longtemps que ces faveurs ne seront pas étendues à des pays tiers non compris parmi ceux-ci.

h) Le présent accord, dont la durée sera de trois ans, sera ratifié et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Buenos-Ayres aussitôt que possible. Les Parties contractantes ont convenu d'appliquer, à titre provisoire, le présent accord à partir du 1er avril 1935.

S'il n'a pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, il continuera à produire ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Eino WÄLIKANGAS.

out of any Customs union established or hereafter to be established by either of the Contracting Parties.

(g) The most-favoured-nation treatment referred to in the foregoing Articles shall not apply to the special treatment which Finland grants or may grant to Estonia, Latvia and Lithuania with a view to the maintenance of her traditional trade with those countries, nor to the favours which Chile may grant to other Latin-American countries, provided that they are not extended to third countries not falling within that category.

(h) The present Agreement, which shall remain in force for three years, shall be ratified and shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Buenos Aires as soon as possible. The Contracting Parties have undertaken to apply the Agreement provisionally as from April 1st, 1935.

Failing denunciation by either Contracting Party six months before the expiry of the said period of three years, the Agreement shall remain in force until the expiry of a period of six months as from the date on which it shall have been denounced by either Contracting Party.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Eino WÄLIKANGAS.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CHILI AU MINISTRE DE FINLANDE A SANTIAGO.

SANTIAGO, *le* 1er *mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence porte à la connaissance du Gouvernement du Chili les termes d'un accord commercial provisoire conclu par nos gouvernements respectifs, à savoir :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui

II.

THE CHILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE FINNISH MINISTER AT SANTIAGO.

SANTIAGO, *March* 1st, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note of to-day's date, Your Excellency has notified the Chilian Government of the terms of a provisional Commercial Agreement concluded by our respective Governments, namely :

(a) The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters relating to Customs and

concerne les droits de douane et tous les droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles peuvent être soumises les opérations de douane.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chaque Partie contractante, ne seront soumis, en aucun cas, sous le régime mentionné, à des droits taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront soumis les produits de même nature, originaires d'un Etat tiers.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront soumis en aucun cas, sous le même régime, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits, destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités, qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, en la matière susmentionnée, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) La Finlande s'engage à ne pas modifier, pendant la durée d'application du présent accord, le régime qu'elle applique actuellement au nitrate de soude chilien pour son importation et commerce libres. En conséquence, ce produit chilien ne sera pas soumis au paiement de droits de douane et son commerce ne sera pas restreint par l'application d'un système de licences ou de contingents d'importation ou de contrôle des changes.

Il est entendu également que tout faveur, privilège ou immunité que la Finlande accorde ou accordera à l'avenir aux produits analogues au nitrate de soude chilien, sera étendu immédiatement et inconditionnellement à ce dernier.

subsidiary duties, the manner of collecting such duties, and also all rules, formalities and charges to which Customs operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of each Contracting Party shall in no case be subject, under the aforementioned regime, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations and formalities other or more onerous, than those to which products of the same nature originating in the territory of any third State are or shall hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be subject, under the same regime, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which the same products are or shall hereafter be subject when consigned to the territory of any other country.

(d) All the advantages, favours, privileges and immunities granted or hereafter to be granted by either Contracting Party in the above-mentioned respect to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

(e) Finland undertakes to make no change, during such time as the present Agreement remains in force, in the regime providing for free import and unrestricted trade as at present applied by her to Chilian nitrate of soda. The said Chilian product shall therefore not be subject to the payment of Customs duties, nor shall trade in it be restricted by the system of import permits or quotas or foreign exchange control.

It is further understood that any favour, privilege or immunity which Finland now grants or shall grant hereafter to products similar to Chilian nitrate of soda shall be extended to the latter forthwith and unconditionally.

Aux fins de la stipulation qui précède, on considérera comme produits analogues au nitrate de soude chilien tous les engrais azotés, qu'ils soient naturels, artificiels ou synthétiques, et, pour l'application auxdits produits d'un traitement semblable, on prendra comme base la teneur en azote de chaque produit.

f) Sont, toutefois, exceptées des obligations formulées dans le présent accord, les faveurs qui sont actuellement accordées ou qui pourront être accordées à l'avenir aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier, ainsi que celles qui résultent d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

g) Le traitement de la nation la plus favorisée visé aux articles précédents ne s'appliquera pas aux faveurs que le Chili pourrait accorder à d'autres pays latino-américains, aussi longtemps qu'elles ne seront pas étendues à des pays tiers non compris parmi ceux-ci, ni au traitement spécial que la Finlande applique ou pourrait appliquer à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lithuanie pour le maintien du commerce traditionnel avec ces pays.

h) Le présent accord, dont la durée sera de trois ans, sera ratifié et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Buenos-Ayres aussitôt que possible. Les Parties contractantes ont convenu d'appliquer, à titre provisoire, le présent accord à partir du 1er avril 1935.

S'il n'a pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, il continuera à produire ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miguel CRUCHAGA.

For the purposes of the foregoing stipulation, products similar to Chilian nitrate of soda shall be deemed to include all nitrate fertilizers, whether natural, artificial or synthetic, while for the application of similar treatment to the said products the nitrogen content of each product shall be taken as a basis.

(f) The obligations set out in the present Agreement shall not, however, apply to favours at present granted or hereafter to be granted to neighbouring States to facilitate frontier traffic, nor to those arising out of any Customs union established or hereafter to be established by either of the Contracting Parties.

(g) The most-favoured-nation treatment referred to in the foregoing Articles shall not apply to the favours which Chile may grant to other Latin-American countries, provided that they are not extended to third countries not falling within that category, nor to the special treatment which Finland grants or may grant to Estonia, Latvia and Lithuania with a view to the maintenance of her traditional trade with those countries.

(h) The present Agreement, which shall remain in force for three years, shall be ratified and shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Buenos Aires as soon as possible. The Contracting Parties have undertaken to apply the Agreement provisionally as from April 1st, 1935.

Failing denunciation by either Contracting Party six months before the expiry of the said period of three years, the Agreement shall remain in force until the expiry of a period of six months as from the date on which it shall have been denounced by either Contracting Party.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Miguel CRUCHAGA.

N° 3654.

BULGARIE ET FINLANDE

Accord commercial, et protocole final. Signés à Budapest, le 22 mars 1935.

BULGARIA AND FINLAND

Commercial Agreement, and Final Protocol. Signed at Budapest, March 22nd, 1935.

N° 3654. — ACCORD[1] COMMERCIAL ENTRE LA BULGARIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 22 MARS 1935.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 mai 1935.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, animés du désir de resserrer de plus en plus les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure un accord commercial et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur Onni TALAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Budapest ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Monsieur Ivan POPOFF, chargé d'Affaires de Bulgarie à Budapest ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Article 2.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

Article 3.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie contractante ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article 4.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou

[1] Entré en vigueur le 1er mai 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3654. — COMMERCIAL AGREEMENT [2] BETWEEN BULGARIA AND FINLAND. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 22ND, 1935.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 14th, 1935.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, being desirous of strengthening more and more the commercial relations between the two States, have decided to conclude a Commercial Agreement and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Monsieur Onni TALAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Budapest ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Monsieur Ivan POPOFF, Bulgarian Chargé d'Affaires at Budapest ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all accessory dues, the method of levying such duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subjected.

Article 2.

Accordingly, the natural or manufactured products originating in the territory of either High Contracting Party shall in no case be subjected, in respect of the matters above mentioned, to any duties, taxes or charges other or higher or to rules or formalities other or more onerous than those to which products of the same kind originating in any third country are or may hereafter be subjected.

Article 3.

Likewise, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other Contracting Party shall in no case be subjected, in respect of the same matters, to duties, taxes or charges other or higher or to rules and formalities more onerous than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subjected.

Article 4.

All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be granted by one of the two High Contracting Parties, in respect of the above matters, to natural or

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force May 1st, 1935.

fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Haute Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 5.

Sont exceptés, toutefois, des engagements formulés au présent accord :

1° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

2° Les faveurs résultant d'une union douanière qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 6.

En outre, il est convenu que la Finlande se réserve le droit d'accorder un traitement spécial à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lithuanie pour la conservation du commerce traditionnel avec ces pays.

Article 7.

L'accord prendra effet dès l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant un an à compter de cette date.

Les Hautes Parties contractantes conviennent toutefois de le mettre en vigueur, à titre provisoire, par un échange de notes, dans le plus bref délai possible.

Si aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a fait connaître à l'autre son intention de le dénoncer trois mois avant l'expiration de ce délai, l'accord continuera à avoir effet pendant trois mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 22 mars 1935.

(L. S.) Onni TALAS.
(L. S.) Iv. POPOFF.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer l'accord commercial conclu en date d'aujourd'hui, entre la Finlande et la Bulgarie, les plénipotentiaires des deux Etats, dûment autorisés, sont convenus de la disposition suivante, faisant partie intégrante dudit accord :

Il est entendu que le N° 227 du tarif bulgare : Articles en bois de toute sorte pesant ½ kg. et moins par pièce non spécialement dénommés :

a) Non combinés avec des matières fines :
2. Autres.
ex. Bobines en bois pour les fils de coton à coudre, produits finlandais, seront soumis, à leur importation en Bulgarie, au droit de douane réduit, notamment à 100 levas-or au lieu de 300 levas pour 100 kg.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 22 mars 1935.

Onni TALAS.
Iv. POPOFF.

Pour copie conforme :
Erkki Reijonen,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall, immediately and without compensation, be granted in respect of products of the same character originating in the territory of the other High Contracting Party or consigned to the territory of the said Party.

Article 5.

An exception shall, however, be made to the undertakings set forth in the present Agreement in respect of :

(1) Privileges which are at present or may hereafter be granted to contiguous States in order to facilitate frontier traffic.

(2) Privileges resulting from a Customs union which may hereafter be concluded by one of the High Contracting Parties.

Article 6.

Furthermore, it is agreed that Finland reserves the right to grant special treatment to Estonia, Latvia and Lithuania for the purpose of maintaining her traditional commerce with those countries.

Article 7.

The present Agreement shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged and shall remain in force for one year as from that date.

The High Contracting Parties agree, nevertheless, to put it provisionally into force by an exchange of notes as soon as possible.

Should neither of the two High Contracting Parties have notified to the other its intention to denounce it three months before the expiry of that period, the Agreement shall continue in force for three months as from the date on which one of the High Contracting Parties shall have denounced it.

Done at Budapest, in duplicate, this 22nd day of March, 1935.

(L. S.) Onni TALAS.
(L. S.) Iv. POPOFF.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Agreement concluded on to-day's date between Finland and Bulgaria, the Plenipotentiaries of the two States, duly authorised, have agreed on the following provision, which shall form an integral part of the said Agreement.

It is understood that No. 227 of the Bulgarian tariff : Wooden articles of all kinds weighing half a kilogramme or less per piece not specially mentioned :

(a) Not combined with fine materials :
2. Other.
ex. Wooden spools for cotton sewing thread, products of Finland, shall be subject, on import into Bulgaria, to the reduced Customs duty, that is to say 100 gold levas instead of 300 levas per 100 kg.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Budapest, in duplicate, this 22nd day of March, 1935.

Onni TALAS.
Iv. POPOFF.

N° 3655

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET FINLANDE

Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Helsinki, le 3 mai 1935.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND

Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load Line Certificates issued to Ships to which the International Load Line Convention of 1930 does not apply. Signed at Helsinki, May 3rd, 1935.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N° 3655. — SUOMEN SEKÄ ISON-BRITANNIAN JA POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNEEN KUNINGASKUNNAN VÄLINEN SOPIMUS SELLAISTEN ALUSTEN LASTIVIIVAKIRJOJEN MOLEMMINPUOLISESTA TUNNUSTAMISESTA, JOIHIN EI SOVELLETA VUODEN 1930 KANSAINVÄLISTÄ LASTIVIIVASOPIMUSTA. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 3 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1935.

Textes officiels finnois et anglais communiqués par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 15 *mai* 1935.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS SEKÄ ISON-BRITANNIAN JA POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNEEN KUNINGASKUNNAN HALLITUS (jota jälempänä nimitetään Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitukseksi), haluten tehdä sopimuksen sellaisille aluksille annettujen tai annettavien lastiviivakirjojen molemminpuolisesta tunnustamisesta, joihin ei sovelleta vuoden 1930[1] kansainvälistä lastiviivasopimusta (ja joita jälempänä nimitetään sopimusvapaiksi aluksiksi), ovat sopineet seuraavasta:

1 *artikla.*

Suomen hallitus, havaittuaan, että Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus on ryhtynyt toimenpiteisiin kansainvälisen lastiviivasopimuksen määräyksien soveltamiseksi sopimusvapaisiin aluksiin, suostuu siihen, että Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen tai sen valtuuttaman brittiläisille sopimusvapaille aluksille antamilla lastiviivakirjoilla, joista selviää, että lastiviivakirjan osoittamat lastiviivat on määrätty vuoden 1932 Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Actin säännösten mukaisesti, on Suomen satamissa oleva sama pätevyys kuin Suomen hallituksen tai sen valtuuttaman antamilla lastiviivakirjoilla.

2 *artikla.*

Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus, havaittuaan, että Suomen hallitus on ryhtynyt toimenpiteisiin kansainvälisen lastiviivasopimuksen määräyksien soveltamiseksi sopimusvapaisiin aluksiin, samoin suostuu siihen, että Suomen hallituksen tai sen valtuuttaman suomalaisille sopimusvapaille aluksille antamilla lastiviivakirjoilla, joista selviää, että lastiviivakirjan osoittamat lastiviivat on määrätty sopimuksen säännösten mukaisesti, on Yhdistyneen Kuningaskunnan satamissa tai jokaisen brittläisen siirtomaan tai suojelusalueen tahi jokaisen sellaisen huoltoalueen satamissa, jolla Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus käyttää huolto-oikeutta, oleva sama pätevyys kuin Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen tai sen valtuuttaman antamilla lastiviivakirjoilla.

[1] Vol. CXXXV, page 301 ; vol. CXLII, page 392 ; vol. CXLVII, page 354 ; vol. CLII, page 313 ; et vol. CLVI, page 256, de ce recueil.

No. 3655. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE LOAD LINE CERTIFICATES ISSUED TO SHIPS TO WHICH THE INTERNATIONAL LOAD LINE CONVENTION OF 1930 DOES NOT APPLY. SIGNED AT HELSINKI (HELSINGFORS), MAY 3RD, 1935.

Finnish and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Finland accredited to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 15th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafter referred to as the Government of the United Kingdom) and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of concluding an Agreement for the mutual recognition of the load line certificates which have been or may be issued to ships to which the International Load Line Convention, 1930[1], does not apply (hereinafter referred to as non-Convention ships), have agreed as follows :

Article 1.

The Finnish Government, being satisfied that provision has been made by the Government of the United Kingdom for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships, agree that the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom to British non-Convention ships certifying that the load lines shown on the certificates have been assigned in accordance with the provisions of the Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act, 1932, shall have the same effect in Finnish ports as the load line certificates issued by or under the authority of the Finnish Government.

Article 2.

The Government of the United Kingdom being satisfied that provision has been made by the Finnish Government for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships, similarly agree that the certificates issued by or under the authority of the Finnish Government to Finnish non-Convention ships certifying that the load lines shown on the certificates have been assigned in accordance with the provisions of the Convention shall, in the ports of the United Kingdom, or of any British colony or protectorate or of any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, have the same effect as the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom.

[1] Vol. CXXXV, page 301 ; Vol. CXLII, page 392; Vol. CXLVII, page 354 ; Vol. CLII, page 313 ; and Vol. CLVI, page 256, of this Series.

3 *artikla.*

Tämän sopimuksen voi Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus diplomaattista tietä antamallaan kirjallisella ilmoituksella ulottaa :

a) jokaiseen brittiläiseen siirtomaahan tai suojelusmaahan,

b) jokaiseen huoltoalueeseen, jolla Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus käyttää huolto-oikeutta,

jossa on ryhdytty toimenpiteisiin kansainvälisen lastiviivasopimuksen määräyksien soveltamiseksi sopimusvapaisiin aluksiin ja tätä soveltamista osoittavien todistuskirjain antamiseksi ja tällaisen ilmoituksen jälkeen on sellaisen alueen hallituksen tai sen valtuuttaman brittiläisille sopimusvapaille aluksille antamilla lastiviivakirjoilla oleva Suomen satamissa sama pätevyys kuin Suomen hallituksen tai sen valtuuttaman antamilla lastiviivakirjoilla.

Tämä sopimus voidaan diplomaattista tietä annetuin kirjallisin ilmoituksin ulottaa myöskin Newfoundlandiin, jos Newfoundlandin hallitus on ryhtynyt toimenpiteisiin kansainvälisen lastiviivasopimuksen määräyksien soveltamiseksi sopimusvapaisiin aluksiin ja tätä soveltamista osoittavien todistuskirjain antamiseksi, ja tällaisen ilmoituksen jälkeen on Newfoundlandin hallituksen tai sen valtuuttaman brittiläisille sopimusvapaille aluksille antamilla lastiviivakirjoilla oleva Suomen satamissa sama pätevyys kuin Suomen hallituksen tai sen valtuuttaman antamilla lastiviivakirjoilla, ja tämä sopimus on ulottuva Newfoundlandin satamiin.

Kumpikin sopimushallitus voi kuuden kuukauden irtisanomisajan jälkeen lakkauttaa sopimuksen soveltamisen erikseen kuhunkin niistä alueista, joihin sen soveltaminen on tässä artiklassa ulotettu.

4 *artikla.*

Tämä sopimus, joka on tuleva molempien sopimushallitusten välillä 16 päivänä tammikuuta 1933 ja 23 päivänä helmikuuta 1933 vaihdetuilla nooteilla tehdyn järjestelyn tilalle, tulee voimaan allekirjoituspäivänä ja lakkaa olemasta voimassa kuusi kuukautta jommankumman sopimushallituksen taholta tapahtuneen irtisanonnan jälkeen.

Tämän vakuudeksi ovat allekirjoittaneet asianomaisesti valtuutettuina allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja panneet siihen sinettinsä.

Tehtiin Helsingissä kahtena kappaleena 3 päivänä toukokuuta 1935.

(L. S.) Rolf WITTING.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives au Ministère des Affaires étrangères.

Article 3.

The present Agreement may be extended by the Government of the United Kingdom by means of a notification in writing given through the diplomatic channel :

(a) To any British colony or protectorate,

(b) To any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom,

in which provision is made for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application, and upon such notification being given such load line certificates issued to British non-Convention ships by or under the authority of the Government of the territory to which the present Agreement has been extended shall have the same effect in Finnish ports as the load line certificates issued by or under the authority of the Finnish Government.

The present Agreement may also, by means of a notification in writing given through the diplomatic channel, be extended to Newfoundland if provision is made by the Government of Newfoundland for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application and upon such notification being given such load line certificates issued by or under the authority of the Government of Newfoundland to British non-Convention ships shall have the same effect in Finnish ports as the load line certificates issued by or under the authority of the Finnish Government, and the present Agreement shall extend to the ports of Newfoundland.

Either Contracting Government may, upon giving six months' notice to that effect, terminate the application of the Agreement separately in respect of any territory to which it has been extended under this Article.

Article 4.

The present Agreement, which shall supersede the arrangement embodied in the notes exchanged between the two Contracting Governments on 16th January, 1933, and 23rd February, 1933, shall come into force on the date of signature and shall thereafter remain in force subject to the right of either of the Contracting Governments to terminate it on giving six months' notice to that effect.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Helsinki (Helsingfors) in duplicate the 3rd day of May, 1935.

(L. S.) J. Thyne HENDERSON.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives au Ministère des Affaires étrangères.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3655. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE FRANC-BORD DÉLIVRÉS AUX NAVIRES AUXQUELS NE S'APPLIQUE PAS LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1930 SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 3 MAI 1935.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (ci-après dénommé Gouvernement du Royaume-Uni) et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, désireux de conclure un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord qui ont été ou qui peuvent être délivrés aux navires auxquels la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge ne s'applique pas (ci-après dénommés « navires non visés par la convention »), sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement finlandais, reconnaissant que le Gouvernement du Royaume-Uni a pris des dispositions à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux « navires non visés par la convention », accepte que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni, ou sous son autorité, à des « navires non visés par la convention » britanniques et attestant que les lignes de charge indiquées dans les certificats ont été attribuées conformément aux dispositions du « Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act » de 1932, aient le même effet, dans les ports finlandais, que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement finlandais ou sous l'autorité de celui-ci.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, reconnaissant que le Gouvernement finlandais a pris des dispositions à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux « navires non visés par la convention », accepte, de même, que les certificats délivrés par le Gouvernement finlandais, ou sous son autorité, à des « navires non visés par la convention » finlandais et attestant que les lignes de charge indiquées dans les certificats ont été attribuées conformément aux dispositions de la convention, aient, dans les ports du Royaume-Uni, de toute colonie ou protectorat britannique ou de tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, les mêmes effets que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou sous l'autorité de celui-ci :

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra étendre les effets du présent accord, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique :

a) A toute colonie ou à tout protectorat britannique ;

b) A tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

où des dispositions ont été prises à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux « navires non visés par la convention » et de prévoir la délivrance de certificats attestant cette application ; à la suite de cette notification, les certificats de ligne de charge en question, délivrés à des « navires non visés par la convention » britanniques par le gouvernement du territoire auquel les effets du présent accord auront été étendus, ou sous l'autorité de celui-ci, auront le même effet, dans les ports finlandais, que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement finlandais ou sous l'autorité de ce dernier.

Les effets du présent accord pourront également être étendus à Terre-Neuve, au moyen d'une notification écrite, transmise par la voie diplomatique, si des dispositions sont prises par le Gouvernement de Terre-Neuve à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux « navires non visés par la convention » et de prévoir la délivrance de certificats attestant cette application ; à la suite de cette notification, les certificats de ligne de charge en question, délivrés par le Gouvernement de Terre-Neuve, ou sous son autorité, à des « navires non visés par la convention » britanniques auront le même effet, dans les ports finlandais, que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement finlandais, ou sous l'autorité de celui-ci, et le présent accord s'étendra aux ports de Terre-Neuve.

Chacun des gouvernements contractants pourra, sous réserve d'un préavis de six mois, mettre fin à l'application de l'accord dans tout territoire pris séparément auquel les effets en auront été étendus en vertu du présent article.

Article 4.

Le présent accord, qui se substitue à l'arrangement faisant l'objet des notes échangées entre les deux gouvernements contractants le 16 janvier 1933 et le 23 février 1933, entrera en vigueur à la date de sa signature et restera en vigueur tant que l'un ou l'autre des gouvernements contractants n'aura pas fait usage de son droit de le dénoncer, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsinki (Helsingfors) en double exemplaire, le 3 mai 1935.

(L. S.) Rolf WITTING. *(L. S.)* J. Thyne HENDERSON.

N° 3656.

ÉGYPTE ET SUISSE

Traité d'amitié. Signé au Caire, le 7 juin 1934.

EGYPT AND SWITZERLAND

Treaty of Friendship. Signed at Cairo, June 7th, 1934

N° 3656. — TRAITÉ[1] D'AMITIÉ ENTRE L'ÉGYPTE ET LA SUISSE. SIGNÉ AU CAIRE, LE 7 JUIN 1934.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 mai 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
SA MAJESTÉ FOUAD PREMIER, ROI D'EGYPTE,

Animés du désir de consolider les liens d'amitié et de développer les relations entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse; et
Monsieur Ernest TREMBLEY;

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

Son Excellence Abdel Fattah YEHIA Pacha, ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté et signé les articles suivants :

Article premier.

Il y aura entre la Suisse et l'Egypte et entre leurs ressortissants et sujets paix perpétuelle et amitié inaltérable.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes pourra nommer des agents diplomatiques, des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires qui résideront dans les villes, ports et places de l'autre Partie où sont admis à résider les agents de même caractère d'un pays tiers.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires devront, pour pouvoir entrer en fonctions, avoir abtenu du gouvernement du pays de leur résidence l'exequatur ou toute autre autorisation valable. Il sera loisible au gouvernement qui a donné l'exequatur ou une autorisation analogue de la retirer, s'il le juge opportun. S'il fait usage de cette faculté, il indiquera les motifs de ce retrait.

Les agents diplomatiques des deux pays jouiront des mêmes droits, privilèges, exemptions et immunités que ceux qui sont ou pourront être accordés aux agents de même grade et de même catégorie de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu au Caire, le 10 mars 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3656. — TREATY [2] OF FRIENDSHIP BETWEEN EGYPT AND SWITZERLAND. SIGNED AT CAIRO, JUNE 7TH, 1934.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place May 28th, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
HIS MAJESTY FUAD I, KING OF EGYPT,

Being desirous of consolidating the ties of friendship and developing relations between the two countries, have resolved to conclude a Treaty and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation, and
Monsieur Ernest TREMBLEY ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Abdel Fattah YEHIA Pasha, Minister for Foreign Affairs;

Who, having communicated their respective full powers, have drawn up and signed the following Articles :

Article 1.

There shall be perpetual peace and lasting friendship between Switzerland and Egypt and between their nationals and subjects.

Article 2.

Each of the Contracting Parties may appoint diplomatic agents, consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, who shall be stationed in the towns, ports and places of the other Party in which similar agents appointed by third countries are permitted to reside.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may perform their official duties after obtaining their exequatur or any other valid authorisation from the Government of the country in which their consulate is situated. The Government which issued the exequatur or other similar authorisation may withdraw the same if it thinks fit. Should it avail itself of this right, it shall state the reasons for the withdrawal of the exequatur or other authorisation.

The diplomatic agents of the two countries shall enjoy the same rights, privileges, exemptions and immunities as are or may be extended to agents of the same rank and category of the most-favoured nation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Cairo, March 10th, 1935.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu au Caire le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double au Caire, le sept juin mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) *(Signé)* Henri MARTIN. *(L. S.)* *(Signé)* YEHIA.
(L. S.) *(Signé)* E. TREMBLEY.

Pour copie conforme :
Berne, le 25 mai 1935.
Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified and shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged, which shall take place at Cairo as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Cairo, this seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) (Signed) Henri MARTIN. *(L. S.) (Signed)* YEHIA.
(L. S.) (Signed) E. TREMBLEY.

N° 3657.

NOUVELLE-ZÉLANDE ET SUÈDE

Echange de notes concernant les relations commerciales entre les deux pays. Londres, le 24 mai 1935.

NEW ZEALAND AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding Commercial Relations between the Two Countries. London, May 24th, 1935.

No. 3657. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE NEW ZEALAND GOVERNMENT AND THE SWEDISH GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. LONDON, MAY 24TH, 1935.

English official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 31st, 1935.

I.

DOMINION OF NEW ZEALAND.
MINISTER'S OFFICE : CUSTOMS DEPARTMENT
AT SAVOY HOTEL.

LONDON, W.C.2., *May 24th*, 1935.

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between Sweden and New Zealand, the New Zealand Government will accord to Sweden the same treatment in matters of commerce, Customs, and navigation as is or may be accorded to the most-favoured foreign country, provided that the Swedish Government grant to New Zealand the same treatment in matters of commerce, Customs, and navigation.

It is understood that the term " foreign country " in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations, nor a territory under British protection or suzerainty, nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

It is further understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the arrangement.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant.

(Signed) J. G. COATES.

His Excellency
Baron E. Palmstierna,
Minister for Sweden,
etc., etc., etc.,
27, Portland Place, W.1.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 mai 1935.
Le Chef des Archives p. i. :
Cte Lewenhaupt.

[1] Came into force May 24th, 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3657. — ÉCHANGE DE NOTES [2] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. LONDRES, LE 24 MAI 1935.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 mai 1935.

I.

DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE.
CABINET DU MINISTRE.
DÉPARTEMENT DES DOUANES.
HOTEL SAVOY.

LONDRES, W.C. 2., *le* 24 *mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la Suède et la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement de Nouvelle-Zélande accordera à la Suède, en matière de commerce, de douane et de navigation, le même traitement que celui qui est ou qui pourra être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, à la condition que le Gouvernement suédois accorde à la Nouvelle-Zélande le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation.

Il est entendu que l'expression « nation étrangère » signifie, par rapport à la Nouvelle-Zélande, un pays ne faisant pas partie du Commonwealth britannique de nations, ou un territoire qui ne se trouve pas sous le protectorat ou la suzeraineté britannique, ou un territoire pour lequel le mandat est exercé par un gouvernement qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique de nations.

Il est entendu, en outre, que le traitement précité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre sa dénonciation dudit arrangement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. G. COATES.

Son Excellence
le baron E. Palmstierna,
Ministre de Suède,
etc., etc., etc.,
27, Portland Place, W.I.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Entré en vigueur le 24 mai 1935.

II.

SWEDISH LEGATION
IN LONDON.

27, Portland Place, W.1,
LONDON, *May 24th*, 1935.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 24th instant on the subject of the treatment to be accorded by the New Zealand Government to Sweden in matters of commerce, Customs, and navigation, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between Sweden and New Zealand.

Under instructions from my Government, I beg to inform you that the Swedish Government will on their side accord to New Zealand the same treatment in matters of commerce, Customs, and navigation as is or may be accorded to the most-favoured foreign country, provided that the New Zealand Government grant to Sweden the same treatment in matters of commerce, Customs, and navigation.

It is understood that the term " foreign country " in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations, nor a territory under British protection or suzerainty, nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

It is further understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the arrangement.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant.

(Signed) E. PALMSTIERNA.

The Right Hon. J. G. Coates, P.C., M.C.,
Minister of Finance and Customs,
New Zealand,
London.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 mai 1935.

Le Chef des Archives p. i. :
Cte Lewenhaupt.

II.

LÉGATION DE SUÈDE
A LONDRES.

27, Portland Place, W.1.
LONDRES, *le* 24 *mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 24 de ce mois relative au traitement à accorder par le Gouvernement de Nouvelle-Zélande à la Suède en matière de commerce, de douane et de navigation, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la Suède et la Nouvelle-Zélande.

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois accordera, de son côté, à la Nouvelle-Zélande le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation que celui qui est ou pourra être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, à la condition que le Gouvernement de Nouvelle-Zélande accorde à la Suède le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation.

Il est entendu que l'expression « nation étrangère » signifie, par rapport à la Nouvelle-Zélande, un pays ne faisant pas partie du Commonwealth britannique de nations, ou un territoire qui ne se trouve pas sous le protectorat ou la suzeraineté britannique, ou un territoire pour lequel le mandat est exercé par un gouvernement qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique de nations.

Il est entendu, en outre, que le traitement précité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre sa dénonciation dudit arrangement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) E. PALMSTIERNA.

Le très honorable J. G. Coates, P.C., M.C.,
Ministre des Finances et des Douanes
de Nouvelle-Zélande,
Londres.

N° 3658.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ESTONIE

Traité additionnel au Traité d'extradition du 8 novembre 1923. Signé à Washington, le 10 octobre 1934.

UNITED STATES OF AMERICA AND ESTONIA

Supplementary Treaty to the Extradition Treaty of November 8th, 1923. Signed at Washington, October 10th, 1934.

No. 3658. — SUPPLEMENTARY TREATY[1] TO THE EXTRADITION TREATY OF NOVEMBER 8TH, 1923, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ESTONIA. SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 10TH, 1934.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place June 4th, 1935.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF ESTONIA, being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Treaty[2] concluded between the two countries on November 8th, 1923, with a view to the better administration of justice and the prevention of crime within their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a supplementary Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries, to wit :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Mr. Charles KUUSIK, Acting Consul General of the Republic of Estonia in the City of New York;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles :

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 25 in Article II of the said Treaty of November 8th, 1923, on account of which extradition may be granted, that is to say

26. Crimes and offenses against the bankruptcy laws.

Article II.

The present Treaty shall be considered as an integral part of the said Extradition Treaty of November 8th, 1923, and Article II of the last-mentioned Treaty shall be read as if the list of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 26 in the first Article of the present Treaty.

[1] The exchange of ratifications took place at Tallinn, May 7th, 1935.
Came into force May 7th, 1935.

[2] Vol. XLIII, page 277, of this Series.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3658. — TRAITÉ [2] ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 8 NOVEMBRE 1923 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ESTONIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 10 OCTOBRE 1934.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 juin 1935.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, désireux d'augmenter la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée en vertu du Traité [3] conclu entre les deux pays le 8 novembre 1923, en vue d'assurer une meilleure administration de la justice et de prévenir la criminalité dans leurs territoires et juridictions respectifs, ont résolu de conclure un traité complémentaire à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Cordell HULL, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Charles KUUSIK, consul général en exercice de la République d'Estonie dans la cité de New-York ;

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont accepté d'un commun accord et conclu les articles suivants :

Article premier.

Les crimes ci-après sont ajoutés à la liste des crimes, numérotés de 1 à 25, figurant à l'article II dudit Traité du 8 novembre 1923, pour lesquels l'extradition peut être accordée, à savoir :

26. Crimes et délits contre les lois sur la faillite.

Article II.

Le présent traité sera considéré comme faisant partie intégrante dudit Traité d'extradition du 8 novembre 1923, et l'article II de ce dernier traité devra se lire comme si la liste des crimes qui y est contenue avait primitivement compris les crimes supplémentaires indiqués et portant le numéro 26 au premier article du présent traité.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 7 mai 1935. Entré en vigueur le 7 mai 1935.

[3] Vol. XLIII, page 277, de ce recueil.

Article III.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Tallinn as soon as possible.

In witness whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Washington, this tenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-four.

(Seal) Cordell HULL.
(Seal) Charles KUUSIK.

Certified to be a true and complete textual copy of the original supplementary Extradition Treaty in the sole language in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. F. ALLEN,
Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et prendra effet à la date de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Tallinn aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Washington, ce dixième jour d'octobre mil neuf cent trente-quatre.

(Sceau) Cordell HULL.
(Sceau) Charles KUUSIK.

N° 3659.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Echange de notes comportant un arrangement amendant l'Arrangement commercial du 29 octobre 1923, prorogé par l'Arrangement du 5 décembre 1924. Washington, le 29 mars 1935.

UNITED STATES OF AMERICA AND CZECHOSLOVAKIA

Exchange of Notes constituting an Agreement amending the Commercial Agreement of October 29th, 1923, as prolonged by the Agreement of December 5th, 1924. Washington, March 29th, 1935.

No. 3659. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONSTITUTING AN AGREEMENT AMENDING THE COMMERCIAL AGREEMENT OF OCTOBER 29TH, 1923, AS PROLONGED BY THE AGREEMENT OF DECEMBER 5TH, 1924. WASHINGTON, MARCH 29TH, 1935.

N° 3659. — VÝMĚNA NOT MEZI SPOJENÝMI STÁTY AMERICKÝMI A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU OPRAVUJÍCÍ OBCHODNÍ DOHODU Z 29. ŘÍJNA 1923, PRODLOUŽENOU DOHODOU Z 5. PROSINCE 1924. NOTY VYMĚNĚNÉ VE WASHINGTONU, DNE 29. BŘEZNA 1935.

English and Czechoslovak official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place June 4th, 1935.

Textes officiels anglais et tchécoslovaque communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 juin 1935.

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *March* 29th, 1935.

SIR,

Referring to recent conversations concerning the commercial relations between the United States of America and the Czechoslovak Republic, I have the honor to confirm and make of record by this note my understanding that pending the conclusion of a definitive agreement governing the commercial relations between the United States of America and the Czechoslovak Republic, the Commercial Agreement [1] of October 29th, 1923, as prolonged by the Agreement [2] signed December 5th, 1924, shall be amended to read as follows :

(1) With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale, taxation or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the

[1] Vol. LVI, page 271, of this Series.
[2] Vol. LVI, page 276, of this Series.

[1] Vol. LVI, page 271, de ce recueil.
[2] Vol. LVI, page 276, de ce recueil.

Czechoslovak Republic to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Czechoslovak Republic or the United States of America, respectively.

(2) If the Government of the United States of America or the Government of the Czechoslovak Republic establishes or maintains, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

(3) If the Government of the United States of America or the Government of the Czechoslovak Republic establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, it shall accord fair and equitable treatment to the commerce of the other country in respect of the allotment among exporting countries of the total quantity, as originally established or as changed in any manner, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge.

(4) The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Czechoslovak Republic to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Czechoslovak Republic may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The Czechoslovak Government will not invoke the provisions of this Agreement to obtain the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories and possessions, the Philippine Islands, and the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba.

The United States will not invoke the provisions of the present temporary Agreement to obtain the advantages which have been or may be accorded by the Czechoslovak Republic to Austria or Hungary.

The United States will refrain from invoking the present temporary Agreement to obtain advantages which the Czechoslovak Republic is according at present to the commerce of Yugoslavia and Rumania, pending a satisfactory agreement with respect to this matter in connection with a comprehensive trade Agreement between the two countries.

(5) Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either country to impose on such terms as it may see fit prohibitions or restrictions (1) relating to public security ; (2) imposed on moral or humanitarian grounds ; (3) designed to protect human, animal, or plant life ; (4) relating to prison-made goods ; (5) relating to the enforcement of police or revenue laws ; or (6) relating to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

(6) The present Agreement shall become operative on the first day of May, 1935, and shall continue in force until superseded by a more comprehensive trade agreement or by a definitive treaty of commerce and navigation, or until denounced by either country by advance notice of not less than thirty days.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honorable
Dr. Ferdinand Veverka,
Minister of Czechoslovakia.

No. 3659

II.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE.
CZECHOSLOVAK TEXT.

ČESKOSLOVENSKÉ VYSLANECTVÍ,

WASHINGTON, D.C., 29. *března* 1935.

EXCELENCE,

Odvolávaje se na nedávné rozhovory o obchodních vztazích mezi republikou Československou a Spojenými Státy Americkými dovoluji si touto notou potvrditi svůj souhlas, že dokud nebude sjednána konečná dohoda o obchodních stycích mezi republikou Československou a Spojenými Státy Americkými, obchodní dohoda z 29. října 1923, prodloužená dohodou z 5. prosince 1924, se doplní takto :

1. Pokud se týče cel anebo dávek jakéhokoliv druhu uvalených na dovoz nebo vývoz, anebo v souvislosti s těmito, dále způsobu jakým se podobná cla a dávky uvalují, dále pokud se týče všech pravidel a formalit, vztahujících se na dovoz a vývoz, dále pokud se týče všech zákonů anebo nařízení o zdanění prodeje nebo spotřeby dovezeného zboží v tuzemsku budou každá výhoda, prospěch, výsada anebo osvobození, které byly nebo mohly by býti v budoucnosti poskytnuty republikou Československou anebo Spojenými Státy Americkými jakémukoliv zboží pocházejícímu z kteréhokoliv třetího státu anebo určenému do kteréhokoliv třetího státu, poskytnuty ihned a bezpodmínečně na podobné zboží pocházející z republiky Československé anebo Spojených Států Amerických anebo určené do republiky Československé anebo do Spojených Států Amerických.

2. Jestliže republika Československá nebo Spojené Státy Americké zavedou anebo mají-li zavedenu přímo nebo nepřímo jakoukoliv formu kontroly devis budou je

[1] Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE CZECHOSLOVAK LEGATION.

WASHINGTON, D.C., *March 29th*, 1935.

EXCELLENCY,

Referring to recent conversations concerning the commercial relations between the United States of America and the Czechoslovak Republic, I have the honor to confirm and make of record by this note my understanding that pending the conclusion of a definitive agreement governing the commercial relations between the United States of America and the Czechoslovak Republic, the Commercial Agreement of October 29th, 1923, as prolonged by the Agreement signed December 5th, 1924, shall be amended to read as follows:

(1) With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale, taxation or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the Czechoslovak Republic to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Czechoslovak Republic or the United States of America, respectively.

(2) If the Government of the United States of America or the Government of the Czechoslovak Republic establishes or maintains, directly or indirectly, any form

[1] Translation of the Government of the United States of America.

prováděti tak, aby zajistily příslušníkům a obchodu druhé země slušný a spravedlivý podíl při přídělu devis.

3. Jestliže republika Československá nebo Spojené Státy Americké zavedou anebo mají-li zavedenu jakoukoliv formu kvantitativního omezení nebo kontroly dovozu anebo prodeje kteréhokoliv zboží anebo zavedou-li na dovoz nebo prodej určitého množství takového zboží nižší dovozní clo nebo dávku než jest clo anebo dávka na dovoz nad takové množství, budou s obchodem druhé země slušně a spravedlivě zacházeti, pokud jde o rozvržení mezi vyvozní země původně stanoveného nebo jakýmkoliv způsobem změněného celkového množství takového zboží připuštěného k dovozu nebo k prodeji anebo připuštěného k dovozu nebo k prodeji při takovém nižším cle anebo dávce.

4. Výhody nyní poskytované nebo které by mohly býti poskytnuty v budoucnosti republikou Československou nebo Spojenými Státy Americkými zemím s nimi sousedícím k usnadnění pohraničního styku a výhody plynoucí z celní unie, jejímiž členy by se mohla státi buď republika Československá nebo Spojené Státy Americké, vyjímají se z této dohody.

Republika Československá nebude se dovolávati ustanovení této dohody, aby dosáhla výhod nyní poskytovaných nebo které by mohly býti poskytnuty v budoucnosti Spojenými Státy Americkými, jejich územími a državami, Filipinskými ostrovy a zonou Panamského kanálu sobě navzájem anebo republice Kubánské.

Spojené Státy Americké nebudou se dovolávati ustanovení této prozatímní dohody, aby dosáhly výhod, které byly nebo by mohly býti republikou Československou poskytnuty Rakousku nebo Maďarsku.

Spojené Státy Americké nebudou se dovolávati této prozatímní dohody, aby dosáhly výhod, které republika Československá poskytuje v přítomné době obchodu Jugoslavie a Rumunska, dokud nedojde k uspokojivé dohodě v této věci v

of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

(3) If the Government of the United States of America or the Government of the Czechoslovak Republic establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, it shall accord fair and equitable treatment to the commerce of the other country in respect of the allotment among exporting countries of the total quantity, as originally established or as changed in any manner, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge.

(4) The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the Czechoslovak Republic to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Czechoslovak Republic may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The Czechoslovak Government will not invoke the provisions of this Agreement to obtain the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories and possessions, the Philippine Islands, and the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba.

The United States will not invoke the provisions of the present temporary Agreement to obtain the advantages which have been or may be accorded by the Czechoslovak Republic to Austria or Hungary.

The United States will refrain from invoking the present temporary Agreement to obtain advantages which the Czechoslovak Republic is at present according to the commerce of Yugoslavia and Rumania, pending a satisfactory agreement with

podrobné obchodní dohodě mezi oběma zeměmi.

5. Nic v této dohodě nemá býti vykládáno jakožto omezení práva kterékoliv z obou zemí zavésti vhodná opatření, zákazy nebo omezení 1. týkající se veřejné bezpečnosti; 2. z důvodu mravnosti a lidskosti; 3. k ochraně životů lidských, zvířecích a rostlinných; 4. týkající se zboží vyrobeného ve věznicích; 5. týkající se uplatňování zákonů policejních a důchodových anebo 6. vztahující se na kontrolu vývozu anebo prodeje pro vývoz zbraní, munice nebo válečných potřeb a v mimořádných případech i všech dodávek vojenských.

6. Tato dohoda vstoupí v platnost dne 1. května 1935 a bude platiti do té doby, dokud nebude nahražena podrobnější obchodní dohodou nebo definitivní obchodní a plavební smlouvou nebo dokud nebude vypovězena kteroukoliv z obou zemí ve lhůtě nejméně 30-ti denní.

Přijměte, Excelence, ujištění mé hluboké úcty.

Dr. Ferdinand VEVERKA,
Mimořádný vyslanec a splnomocněný ministr republiky Československé.

Jeho Excelenci,
Slovutnému státnímu tajemníku,
Washington, D. C.

čís. 1165/35.

respect to this matter in connection with a comprehensive trade agreement between the two countries.

(5) Nothing in this Agreement shall be construed as a limitation of the right of either country to impose on such terms as it may see fit prohibitions or restrictions (1) relating to public security; (2) imposed on moral or humanitarian grounds; (3) designed to protect human, animal, or plant life; (4) relating to prison-made goods; (5) relating to the enforcement of police or revenue laws; or (6) relating to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

(6) The present Agreement shall become operative on the first day of May, 1935, and shall continue in force until superseded by a more comprehensive trade agreement or by a definitive treaty of commerce and navigation, or until denounced by either country by advance notice of not less than thirty days.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

Dr. Ferdinand VEVERKA,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia.

No. 1165/35.

His Excellency
The Honorable Secretary of State,
Washington, D.C.

Certified to be a true and complete textual copy of the original notes in the languages in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America:

Clinton E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3659. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT AMENDANT L'ARRANGEMENT COMMERCIAL DU 29 OCTOBRE 1923, PROROGÉ PAR L'ARRANGEMENT DU 5 DÉCEMBRE 1924. WASHINGTON, LE 29 MARS 1935.

I.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, *le* 29 *mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à des conversations récentes concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et la République tchécoslovaque, j'ai l'honneur de confirmer et de constater officiellement, par la présente note, qu'en attendant la conclusion d'un accord définitif réglant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et la République tchécoslovaque, l'Arrangement commercial du 29 octobre 1923, prorogé par l'Arrangement en date du 5 décembre 1924, sera amendé de la façon suivante :

1° En ce qui concerne les droits de douane ou les taxes de tout genre frappant directement ou indirectement les importations ou exportations, les modes de perception desdits droits ou taxes, les règles et formalités relatives aux importations et exportations, les lois ou règlements s'appliquant à la vente, à l'imposition ou à l'emploi des marchandises importées à l'intérieur du pays, tout avantage, privilège, faveur ou immunité qui aura été ou pourra être ultérieurement accordé par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République tchécoslovaque à l'égard d'une marchandise quelconque dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans un pays tiers, sera accordé immédiatement et sans condition à la même marchandise dont le lieu d'origine ou de destination est la République tchécoslovaque ou les Etats-Unis d'Amérique respectivement.

2° Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République tchécoslovaque institue ou maintient directement ou indirectement une forme quelconque de contrôle des changes, il exercera ce contrôle de manière à assurer que les ressortissants et le commerce de l'autre pays recevront, dans la répartition des devises, une part juste et équitable.

3° Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République tchécoslovaque institue ou maintient une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle de l'importation ou de la vente d'une marchandise quelconque, ou impose à l'importation ou à la vente d'une quantité déterminée de cette marchandise un droit ou une taxe inférieurs au droit ou à la taxe imposés aux importations dépassant cette quantité, il accordera un traitement juste et équitable au commerce de l'autre pays dans la répartition, entre les pays importateurs, de la quantité totale, telle qu'elle aura

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

été primitivement établie ou ultérieurement modifiée, de l'une quelconque de ces marchandises dont l'importation ou la vente aura été autorisée ou dont l'importation ou la vente comportant lesdits droit ou taxe inférieurs aura été autorisée.

4° Les avantages actuellement accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République tchécoslovaque à des pays voisins pour faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle, soit les Etats-Unis d'Amérique, soit la République tchécoslovaque pourrait devenir partie, ne rentreront pas dans l'application du présent arrangement.

Le Gouvernement tchécoslovaque ne se prévaudra pas des dispositions du présent arrangement pour obtenir les avantages actuellement accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions, les îles Philippines et la zone du canal de Panama, les uns aux autres, ou à la République de Cuba.

Les Etats-Unis ne se prévaudront pas des dispositions du présent arrangement temporaire pour obtenir les avantages qui ont pu ou pourraient être accordés par la République tchécoslovaque à l'Autriche ou à la Hongrie.

Les Etats-Unis s'abstiendront de se prévaloir du présent arrangement temporaire pour obtenir les avantages que la République tchécoslovaque accorde actuellement au commerce de la Yougoslavie et de la Roumanie, en attendant qu'un arrangement satisfaisant sur cette question soit conclu entre les deux pays, à l'occasion d'un traité de commerce de caractère général.

5° Aucune disposition du présent arrangement ne sera considérée comme limitant le droit de l'un ou l'autre des deux pays d'imposer, aux conditions qu'il jugera utiles, des interdictions ou restrictions (1) visant la sécurité publique ; (2) nécessitées par des raisons morales ou humanitaires ; (3) destinées à protéger la vie humaine, animale ou végétale ; (4) concernant des marchandises fabriquées dans les prisons ; (5) visant l'application des lois de police ou des lois fiscales ; (6) relatives au contrôle des exportations ou des ventes en ce qui concerne l'exportation des armes, munitions et matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, toutes autres fournitures de guerre.

6° Le présent arrangement prendra effet à dater du premier jour du mois de mai 1935 ; il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un accord commercial de caractère plus général ou par un traité définitif de commerce et de navigation, ou jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre des deux pays moyennant un préavis de trente jours au moins.

Je saisis cette occasion, etc.

Cordell HULL.

Le Dr Ferdinand Veverka,
Ministre de Tchécoslovaquie.

II.

LÉGATION DE TCHÉCOSLOVAQUIE.

WASHINGTON, D. C., *le* 29 *mars* 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à des conversations récentes concernant les relations commerciales entre la République tchécoslovaque et les Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de confirmer et de constater officiellement, par la présente note, qu'en attendant la conclusion d'un accord définitif réglant les relations commerciales entre la République tchécoslovaque et les Etats-Unis d'Amérique,

l'Arrangement commercial du 29 octobre 1923, prorogé par l'Arrangement en date du 5 décembre 1924, sera amendé de la façon suivante :

1° En ce qui concerne les droits de douane ou les taxes de tout genre frappant directement ou indirectement les importations ou exportations, les modes de perception desdits droits ou taxes, les règles et formalités relatives aux importations et exportations, les lois ou règlements s'appliquant à la vente, à l'imposition ou à l'emploi des marchandises importées à l'intérieur du pays, tout avantage, privilège, faveur ou immunité qui aura été ou pourra être ultérieurement accordé par la République tchécoslovaque ou par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard d'une marchandise quelconque dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans un pays tiers, sera accordé immédiatement et sans condition à la même marchandise dont le lieu d'origine ou de destination est les Etats-Unis d'Amérique ou la République tchécoslovaque respectivement.

2° Si le Gouvernement de la République tchécoslovaque ou le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique institue ou maintient directement ou indirectement une forme quelconque de contrôle des changes, il exercera ce contrôle de manière à assurer que les ressortissants et le commerce de l'autre pays recevront, dans la répartition des devises, une part juste et équitable.

3° Si le Gouvernement de la République tchécoslovaque ou le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique institue ou maintient une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle de l'importation ou de la vente d'une marchandise quelconque, ou impose à l'importation ou à la vente d'une quantité déterminée de cette marchandise un droit ou une taxe inférieurs au droit ou à la taxe imposés aux importations dépassant cette quantité, il accordera un traitement juste et équitable au commerce de l'autre pays dans la répartition, entre les pays importateurs, de la quantité totale, telle qu'elle aura été primitivement établie ou ultérieurement modifiée, de l'une quelconque de ces marchandises dont l'importation ou la vente aura été autorisée ou dont l'importation ou la vente comportant lesdits droit ou taxe inférieurs aura été autorisée.

4° Les avantages actuellement accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par la République tchécoslovaque ou par les Etats-Unis d'Amérique à des pays voisins pour faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle, soit la République tchécoslovaque, soit les Etats-Unis d'Amérique pourrait devenir partie, ne rentreront pas dans l'application du présent arrangement.

Le Gouvernement tchécoslovaque ne se prévaudra pas des dispositions du présent arrangement pour obtenir les avantages actuellement accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires et possessions, les îles Philippines et la zone du canal de Panama, les uns aux autres, ou à la République de Cuba.

Les Etats-Unis ne se prévaudront pas des dispositions du présent arrangement temporaire pour obtenir les avantages qui ont pu ou pourraient être accordés par la République tchécoslovaque à l'Autriche ou à la Hongrie.

Les Etats-Unis s'abstiendront de se prévaloir du présent arrangement temporaire pour obtenir les avantages que la République tchécoslovaque accorde actuellement au commerce de la Yougoslavie et de la Roumanie, en attendant qu'un arrangement satisfaisant sur cette question soit conclu entre les deux pays, à l'occasion d'un traité de commerce de caractère général.

5° Aucune disposition du présent arrangement ne sera considérée comme limitant le droit de l'un ou l'autre des deux pays d'imposer, aux conditions qu'il jugera utiles, des interdictions ou restrictions (1) visant la sécurité publique ; (2) nécessitées par des raisons morales ou humanitaires ; (3) destinées à protéger la vie humaine, animale ou végétale ; (4) concernant des marchandises fabriquées dans les prisons ; (5) visant l'application des lois de police ou des lois fiscales ; (6) relatives au contrôle des exportations ou des ventes en ce qui concerne l'exportation des armes, munitions et matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, toutes autres fournitures de guerre.

6° Le présent arrangement prendra effet à dater du premier jour du mois de mai 1935 ; il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un accord commercial de caractère plus général ou par un traité définitif de commerce et de navigation, ou jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre des deux pays moyennant un préavis de trente jours au moins.

Je saisis cette occasion, etc.

Dr Ferdinand VEVERKA,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie.

N° 1165/35.

Son Excellence Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

N° 3660.

BELGIQUE ET ITALIE

Convention pour la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs délivrés par les autorités compétentes des deux pays. Signée à Rome, le 4 mai 1935.

BELGIUM AND ITALY

Convention regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Airworthiness issued by the Competent Authorities of the Two Countries. Signed at Rome, May 4th, 1935.

N° 3660. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN POUR LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS DÉLIVRÉS PAR LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DES DEUX PAYS. SIGNÉE A ROME, LE 4 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 juin 1935.

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désireux de régler certaines questions ayant trait à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité des aéronefs délivrés par les autorités compétentes des deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

1° Pour la délivrance des certificats de navigabilité aux aéronefs construits dans l'un des deux pays et destinés à être immatriculés dans l'autre pays, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de n'accorder la reconnaissance de l'état de sécurité en vue de la délivrance de ces certificats qu'aux aéronefs qui satisfont à toutes les exigences de sa propre réglementation sur la matière ;

2° En vue de la reconnaissance, par les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes, de l'état de sécurité des avions construits conformément aux règlements édictés par l'autre Partie et destinés à l'immatriculation à la matricule aéronautique de la première, celle-ci accordera, aux opérations de vérification de l'état de sécurité effectuées conformément à cette réglementation dans le pays d'origine, la même autorité que celle dont elles jouissent dans ce pays ;

3° Pour l'application des dispositions qui précèdent, il est entendu que les aéronefs visés dans la présente convention seront présentés pourvus du certificat de navigabilité délivré par les autorités compétentes du pays de construction et d'une attestation de conformité aux règles de la Commission internationale de Navigation aérienne.

Lesdits appareils sont soumis à l'entrée dans le pays importateur à la visite de l'organisme officiel chargé de la constatation de l'état de sécurité dans les conditions stipulées par la loi nationale.

4° Dans l'éventualité où les autorités compétentes de l'une des Hautes Parties contractantes imposeraient certaines prescriptions en supplément des conditions prescrites dans l'autre pays, prescriptions qui n'auraient pas été vérifiées par les services compétents de ces pays, le contrôle complémentaire de ces prescriptions sera effectué par les autorités compétentes du pays d'importation.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3660. — CONVENTION BETWEEN THE BELGIAN AND THE ITALIAN GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS ISSUED BY THE COMPETENT AUTHORITIES OF THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, MAY 4TH, 1935.

French official text communicated by the Belgian and Italian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 4th, 1935.

THE BELGIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of settling certain questions connected with the reciprocal recognition of certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the two countries, have agreed upon the following provisions :

(1) As regards the issue of certificates of airworthiness to aircraft constructed in one of the two countries and intended for registration in the other country, each of the High Contracting Parties reserves the right to grant recognition of airworthiness, with a view to the issue of such certificates, only to aircraft which satisfy all the requirements of its own regulations on the subject.

(2) With a view to the recognition by the authorities of one of the High Contracting Parties of the airworthiness of aircraft constructed in accordance with the regulations enacted by the other Party and intended for registration on the air register of the first Party, the latter shall grant to operations for the verification of airworthiness conducted in accordance with those regulations in the country of origin the same validity as they enjoy in that country.

(3) With regard to the application of the foregoing provisions, it is understood that the aircraft referred to in the present Convention shall be presented with the certificate of airworthiness issued by the competent authorities of the country of construction and with an affidavit of compliance with the rules of the International Air Navigation Commission.

The said machines shall be subject, on entry into the importing country, to the inspection of the official body responsible for verifying airworthiness, in the conditions laid down by the national law.

(4) Should the competent authorities of one of the High Contracting Parties impose certain conditions supplementary to those prescribed in the other country, these conditions not having been verified by the competent services of that country, the supplementary verification of these conditions shall be carried out by the competent authorities of the country of importation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5° La présente convention s'applique aux aéronefs de toute catégorie, y compris ceux employés pour les transports publics et ceux qui sont destinés à des usages privés.

6° Les questions particulières de caractère technique ayant trait à l'application de la présente convention, de même que celles qui surgiraient à l'occasion du renouvellement des certificats de navigabilité d'aéronefs importés dans l'un des deux pays en vertu de cette convention, seront réglées directement entre les autorités compétentes des deux pays.

7° La présente convention sort ses effets uniquement pour les territoires métropolitains des deux pays. Par conséquent, sont exclus : pour l'Italie : les colonies et les possessions italiennes ; pour la Belgique : le Congo et les territoires sous mandat de la Belgique .

8° La présente convention entrera en vigueur un mois après la signature.

9° Chacune des Hautes Parties contractantes pourra mettre fin à la présente convention en donnant à l'autre un préavis de soixante jours.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 4 mai 1935.

Pour la Belgique :

P.ce Albert DE LIGNE.

Pour l'Italie :

MUSSOLINI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

(5) The present Convention applies to aircraft of all categories, including those employed for public transport and those intended for private use.

(6) Any special questions of a technical character relating to the application of the present Convention, and any questions which may arise in connection with the renewal of the certificates of airworthiness of aircraft imported into one of the two countries in virtue of this Convention, shall be settled direct between the competent authorities of the two countries.

(7) The present Convention shall apply solely to the home territories of the two countries. The following shall therefore be excluded : in the case of Italy, the Italian colonies and possessions ; in the case of Belgium, the Congo and the territoires under Belgian mandate.

(8) The present Convention shall enter into force one month after signature.

(9) Each of the High Contracting Parties may terminate the present Convention by giving sixty days' notice to the other.

Done at Rome, in duplicate, on this 4th day of May, 1935.

For Belgium :

Prince Albert DE LIGNE.

For Italy :

MUSSOLINI.

N° 3661.

ESPAGNE ET ROUMANIE

Convention commerciale, signée à Bucarest, le 21 mars 1934, avec protocole final et annexes.

SPAIN AND ROUMANIA

Commercial Convention, signed at Bucharest, March 21st, 1934, with Final Protocol and Annexes.

N° 3661. — CONVENTION [1] COMMERCIALE ENTRE L'ESPAGNE ET LA ROUMANIE. SIGNÉE A BUCAREST, LE 21 MARS 1934.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 juin 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, d'une part et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, d'autre part, animés d'un égal désir de développer et d'approfondir les relations de commerce entre leurs deux pays respectifs, ont résolu de conclure une convention commerciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence Monsieur Savel RĂDULESCO, ministre sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence Don Pedro DE PRAT Y SOUTZO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bucarest ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie et le Gouvernement de la République espagnole, s'engagent en vertu de la présente convention à soumettre leurs relations commerciales aux clauses établies ci-après, et à faciliter par tous les moyens l'échange de leurs produits, dans le but de favoriser leurs intérêts économiques réciproques.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la République espagnole (territoire péninsulaire, îles Baléares et Canaries, et possessions espagnoles) énumérés dans la liste A, annexée à la présente convention, seront admis à leur importation en Roumanie, en acquittant les droits et taxes qui y sont fixés pour chaque article.

Article 3.

Les autres articles, produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de la République espagnole (territoire péninsulaire, îles Baléares et Canaries et possessions espagnoles)

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 21 mai 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3661. — COMMERCIAL CONVENTION [2] BETWEEN SPAIN AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, MARCH 21ST, 1934.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 7th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, of the one part, and

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC, of the other part, being equally desirous of promoting and extending commercial relations between their respective countries, have resolved to conclude a Commercial Convention and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Savel RĂDULESCO, Minister Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency Don Pedro DE PRAT Y SOUTZO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Bucharest ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Government of His Majesty the King of Roumania and the Government of the Spanish Republic undertake, in virtue of the present Convention, to regulate their commercial relations in accordance with the prescriptions set out hereunder and to do their utmost to facilitate the exchange of their products with a view to promoting their reciprocal economic interests.

Article 2.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Spanish Republic (peninsular territory, the Balearic and Canary Islands, and Spanish possessions) enumerated in list A annexed to the present Convention shall be admitted into Roumania on payment of the duties and charges laid down therein for each article.

Article 3.

Other articles, natural or manufactured products, originating in and coming from the Spanish Republic (peninsular territory, the Balearic and Canary Islands, and Spanish possessions) shall,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Madrid, May 21st, 1935.

bénéficieront à leur importation en Roumanie, des mêmes droits et taxes que les produits originaires et en provenance de la nation la plus favorisée, ainsi que du tarif minimum.

Article 4.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Royaume de Roumanie énumérés dans la liste B, annexée à la présente convention, bénéficieront à leur importation en Espagne (territoire péninsulaire, îles Baléares et Canaries et possessions espagnoles) des mêmes droits et taxes que les mêmes produits d'origine et en provenance du pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les autres articles, produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance du Royaume de Roumanie acquitteront à leur entrée en Espagne (territoire péninsulaire, îles Baléares et Canaries et possessions espagnoles) les droits fixés dans la deuxième colonne du tarif douanier espagnol, actuellement en vigueur ou qui pourrait l'être à l'avenir.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne tous les droits accessoires (impôts intérieurs ou impôts de consommation, surtaxes, coefficient de dépréciation de monnaie, impôts sur le chiffre d'affaires) le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 7.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accorderont réciproquement la liberté du transit de marchandises à travers leur territoire, et elles s'engagent à ne percevoir de ce chef aucun droit ni taxe.

Les marchandises des deux Hautes Parties contractantes seront exemptées, en ce qui concerne ces opérations, du paiement de tous droits de transit et jouiront dans les mêmes conditions que les marchandises de la nation la plus favorisée de tous les avantages à eux accordés pour l'entreposage, primes, facilités douanières et restitutions de droits.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, pour les marchandises mentionnées ou non dans la présente convention, de tout privilège, faveur ou abaissement qu'elle accorde ou pourrait accorder à toute autre Puissance

on importation into Roumania, be accorded the benefit of the same duties and charges as products originating in and coming from the most-favoured nation, together with the benefit of the minimum tariff rates.

Article 4.

Natural or manufactured products originating in and coming from the Kingdom of Roumania enumerated in list B annexed to the present Convention shall, on importation into Spain (peninsular territory, the Balearic and Canary Islands, and Spanish possessions), be accorded the benefit of the same duties and charges as the same products originating in and coming from the country which enjoys most-favoured-nation treatment.

Article 5.

Other articles, natural or manufactured products, originating in and coming from the Kingdom of Roumania shall, on importation into Spain (peninsular territory, the Balearic and Canary Islands, and Spanish possessions), pay the duties laid down in the second column of the Spanish Customs tariff which is at present or may in future be in force.

Article 6.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in everything concerning accessory duties (internal duties or consumption taxes, surtaxes, coefficients of currency depreciation, turnover tax), the method of levying the duties and the rules, formalities and charges applicable to Customs clearing operations.

Accordingly, the natural or manufactured products of either High Contracting Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to duties, taxes or charges other or higher than, or to rules or formalities other or more burdensome than, those which are at present or may in future be applicable to products of the same nature from any third country.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be subject to duties, taxes or charges other or higher than, or to rules or formalities more burdensome than, those which are at present or may in future be applicable to the same products consigned to the territory of any other country.

All benefits, favours, privileges or immunities that have been or may in future be granted by either of the Contracting Parties in the aforesaid matter to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country, shall immediately and without compensation be applied to products of the same nature from the other Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

Article 7.

The two High Contracting Parties shall grant one another's goods freedom of transit through their respective territories and undertake not to impose any duty or tax on this account.

The goods of the two High Contracting Parties shall be exempt, in so far as such operations are concerned, from the payment of any transit duties and shall enjoy, in the same conditions as the goods of the most-favoured nation, all the advantages accorded to them in respect of warehousing, bounties, Customs facilities and return of duty.

Article 8.

Each of the High Contracting Parties undertakes to extend, immediately and without compensation, to the goods of the other, whether mentioned in the present Convention or not, any privilege, favour or reduction which is or may in future be accorded to any other Power in respect of the re-

en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises et l'accomplissement des formalités douanières, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes, jouiront sur le territoire de l'autre Partie de la même protection que les nationaux en tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique, de commerce et d'origine, ainsi que des droits de propriété sur les dessins ou modèles industriels et de fabrique, de toutes sortes.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires dans le but d'éviter sur son territoire respectif, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits de l'autre Haute Partie contractante qui doivent leur qualité spécifique aux conditions du sol et du climat, notamment en ce qui concerne les produits vinicoles et le « Pimenton », pourvu que ces dénominations soient dûment protégées dans le pays d'origine et aient été notifiées par le gouvernement respectif à l'autre Haute Partie contractante.

La notification ci-dessus prévue, précisera les documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine, constatant le droit aux appellations d'origine précitées.

Seront considérées comme employées abusivement, les appellations d'origine de chacun des deux pays, quand elles s'appliqueront aux produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires du pays en question ne reconnaissent pas ce droit.

Il sera en particulier interdit de se servir d'une appellation géographique d'origine pour désigner les produits autres que ceux qui y ont réellement droit, alors même que l'origine véritable des produits serait mentionnée ou que l'appellation abusive serait accompagnée de certains termes rectificatifs tels que « genre », « façon », « type », « cepa », ou autres qui pourraient induire en erreur quant à l'origine véritable des produits.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le vendeur de la marchandise appose son nom et son adresse sur les conditionnements du produit; toutefois il sera tenu à défaut d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication, en caractères apparents du pays d'origine du produit, chaque fois que par l'apposition du nom et de l'adresse, il pourrait y avoir une confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir, d'une manière effective, les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Haute Partie contractante, contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment à prohiber et réprimer par la saisie et par toutes autres sanctions, l'importation, l'entreposage, la mise en circulation, la vente à l'intérieur, ainsi que l'exportation de tous les produits qui portent sur eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, sur les factures, lettres de voiture ou papiers de commerce, des marques, noms, inscriptions, illustrations ou signes quelconques, comportant directement ou indirectement des fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

La saisie des produits ou les autres sanctions, seront appliquées sur demande de l'administration, à la requête du Ministère public, ou sur la demande de n'importe quel intéressé, individu, association ou syndicat, d'accord avec la législation respective, de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent la validité des certificats d'analyses sanitaires, phytopathologiques, et en général tous ceux qui pourraient accréditer la légitimité, la pureté et le bon état des marchandises, délivrés par les autorités compétentes du pays d'origine.

export, transit, warehousing and transhipment of goods and the completion of Customs formalities, and also in respect of the duties and taxes relating to such operations.

Article 9.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy the same protection as is extended to nationals of the country in everything that concerns property in trade-marks and marks of origin, as well as rights of ownership over industrial and trade designs and models of all kinds.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt all necessary measures to prevent within its territory the improper use of geographical appellations of origin of products of the other High Contracting Party which owe their specific qualities to the conditions of the soil and climate, in particular products of the wine industry and " Pimenton ", provided that these names are duly protected in the country of origin and have been notified to the other High Contracting Party by the Government concerned.

The notification mentioned above shall give details of the documents issued by the competent authority of the country of origin establishing the right to the said appellation of origin.

Appellations of origin of each of the two countries shall be deemed to be improperly used if they are applied to products not entitled thereto under the laws and regulations of the country concerned.

In particular, it is prohibited to make use of geographical appellations of origin to describe products other than those genuinely entitled thereto, even if the real origin of the products is mentioned or the false appellations are accompanied by certain qualifying terms such as " kind ", " make ", " type ", " variety ", or other expressions likely to convey false information as to the real origin of the products.

Notwithstanding the above provisions, the seller of the goods may place his name and address on the outside of the product. However, if no regional or local appellation exists and if the use of his name and address is liable to cause confusion with a region or locality situated in another country, he shall also indicate the country of origin of the product in plain characters.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt all necessary measures effectively to guarantee the natural or manufactured products originating in the territory of the other High Contracting Party against unfair competition in commercial transactions, and in particular to prohibit and repress by seizure and any other penalties, the importation, warehousing and placing on the market, the sale within the country and the export of all products bearing either on themselves, their immediate make-up or their external wrappings, or on invoices, waybills or commercial papers, any marks, names, inscriptions, illustrations or signs whatsoever constituting either directly or indirectly a false indication of the origin, kind, nature or specific qualities of such products or goods.

The seizure of the products shall be effected, or the other penalties imposed, at the request of the Administration, or on the application of the Public Prosecutor or any person, association or syndicate concerned, in accordance with the legislation of the High Contracting Parties.

Article 12.

The High Contracting Parties shall recognise the validity of sanitary and phytopathological certificates of analysis and, in general, any certificates testifying to the identity, purity, and good condition of the goods, issued by the competent authorities of the country of origin.

Lesdits certificats prouvent également que les marchandises qu'ils accompagnent répondent aux prescriptions de la législation intérieure du pays d'origine et ils pourront être soumis au visa des représentants dilplomatiques ou consulaires du pays de destination.

Les Hautes Parties contractantes conservent le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment, en cas de suspicion de fraude, à toute vérification utile, afin de constater l'identité de la marchandise nonobstant la production des certificats ci-dessus prévus.

Les Hautes Parties contractantes détermineront en commun les garanties nécessaires à exiger pour assurer l'identité de la marchandise exportée et de l'échantillon soumis à l'analyse. Elles se mettront d'accord en outre sur les autorités qui délivreront les certificats en question, sur leur contenu, leurs conditions fondamentales et la manière de procéder aux prélèvements des échantillons.

La liste des autorités habilitées à délivrer de pareils certificats sera communiquée à l'autre Haute Partie contractante dans le plus bref délai.

De même, en ce qui concerne les produits ayant droit à une appellation géographique d'origine, chaque Haute Partie contractante communiquera à l'autre les modèles des documents en faisant foi.

Article 13.

Les deux Hautes Parties contractantes pourront exiger la présentation d'un certificat d'origine afin de certifier l'origine des marchandises, mais elles s'engagent à veiller à ce que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues dans l'expédition desdits certificats.

Les certificats d'origine pourront être délivrés par les Chambres de commerce, d'industrie ou d'agriculture compétentes. Les deux gouvernements pourront se mettre d'accord pour déférer à des autorités, autres que celles susmentionnées la faculté de délivrer des certificats d'origine.

Le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient visés par les autorités diplomatiques ou consulaires compétentes pour le lieu d'où les marchandises sont expédiées.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine lorsque le pays de destination reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envoi de caractère commercial.

Article 14.

Les commis voyageurs munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes du pays d'origine, jouiront en tout ce qui concerne l'importation et l'exportation des échantillons qui les accompagnent, des mêmes droits et avantages que les commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne comprendra pas :

a) Les privilèges qui sont ou pourraient être accordés par une des Hautes Parties contractantes, pour faciliter le trafic de frontière avec les pays limitrophes dans une zone n'excédant pas quinze km. de part et d'autre de la frontière ;

b) Le régime spécial que l'Espagne a, ou pourrait instituer en matière tarifaire pour les importations en provenance du Portugal, de la zone espagnole de protectorat au Maroc ;

c) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats limitrophes en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière.

Article 16.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes prendrait des mesures qui modifieraient le régime d'importation existant au moment de la signature de la présente convention, la Haute Partie contractante lésée dans ses intérêts aura le droit de demander l'ouverture immédiate de négociations dans le but de remédier à la nouvelle situation créée ou d'accorder à la Partie lésée une juste compensation, sauf les exceptions prévues dans cette convention.

The said certificates shall also prove that the goods accompanying them are in accordance with the provisions of the internal legislation of the country of origin, and the visa of the diplomatic or consular representatives of the country of destination may be required.

The High Contracting Parties retain the right, if necessary, and particularly where fraud is suspected, to take all requisite measures for the purpose of establishing the identity of the goods, notwithstanding the production of the above-mentioned certificates.

The High Contracting Parties shall jointly decide upon the guarantees required as proof of the identity of the goods exported and of the sample submitted for analysis. They shall also agree as to what authorities shall issue the certificates in question, the content of these certificates, the rules to be followed in issuing them, and the method of taking samples.

The list of authorities entitled to issue such certificates shall be communicated to the other High Contracting Party as soon as possible.

Similarly, as regards products entitled to a geographical appellation of origin, each High Contracting Party shall communicate to the other specimen copies of the documents attesting the fact.

Article 13.

The two High Contracting Parties may require the production of certificates of origin for the purpose of verifying the origin of the goods, but they undertake to see that trade is not hampered by unnecessary formalities in establishing the said certificates.

Certificates of origin may be issued by the competent Chambers of Commerce, Industry or Agriculture. The two Governments may agree to confer on authorities other than those mentioned above the right to issue certificates of origin.

The Government of the country of destination may require certificates of origin to be furnished with the visa of the competent diplomatic or consular authority of the place from which the goods are consigned.

Certificates of origin shall not be required in the case of postal parcels when the country of destination recognises that the consignments are not of a commercial character.

Article 14.

Commercial travellers furnished with identity cards issued by the competent authorities of the country of origin shall enjoy the same rights and advantages, in everything that concerns the importation and exportation of the samples in their possession, as commercial travellers of the most-favoured nation.

Article 15.

Most-favoured-nation treatment as provided for in the preceding Articles shall not apply to :

(a) Privileges which are or may hereafter be granted by either High Contracting Party with a view to facilitating frontier traffic with adjacent States within a zone not exceeding fifteen kilometres on either side of the frontier ;

(b) Any special tariff regime which has been or may hereafter be instituted by Spain in respect of imports from Portugal or the Spanish zone of the Protectorate of Morocco ;

(c) Rights and privileges granted to one or more other adjacent States with a view to concluding an economic agreement or Customs union.

Article 16.

Should either High Contracting Party take steps to modify the import regime in existence at the time of signature of the present Convention, the High Contracting Party whose interests are prejudiced shall be entitled to ask that negotiations be opened immediately with a view to remedying the new situation created or granting the injured party fair compensation, apart from the exceptions for which provision is made in this Convention.

Article 17.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai et les ratifications seront échangées à Madrid.

Elle entrera en vigueur 15 jours après l'échange des ratifications et sera valable pour une durée indéterminée, chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de la dénoncer avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leur sceaux.

Fait en double à Bucarest, le vingt et un mars 1934.

(Signé) Savel RĂDULESCU.
(Signé) Pedro DE PRAT Y SOUTZO.

PROTOCOLE FINAL

A LA CONVENTION COMMERCIALE ENTRE LA ROUMANIE ET L'ESPAGNE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale entre la Roumanie et l'Espagne, conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui forment partie intégrante de la convention même :

Ad *Article* 10.

Les prescriptions contenues dans l'article 10 de la présente convention sur les appellations d'origine, se réfèrent notamment aux vins de « Jerez » (« Xeres », « Sherry »), « Malaga » et « Tarragona », appellations appartenant exclusivement aux vins originaires de ces régions espagnoles.

Ad *Article* 13.

La taxe perçue à l'occasion de la délivrance du visa consulaire sur les certificats d'origine, ne pourra pas dépasser 6 pesetas-or en Espagne et 200 lei en Roumanie.

Ad *Article* 17.

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord de mettre provisoirement en vigueur la présente convention, 10 jours après sa signature.

LISTE A

Article	Dénomination des marchandises	Droits d'importation lei/100 kg.
Ex 72 *b)*	*Note :* Le thon conservé dans du vinaigre ou autrement préparé, sauf à l'huile, emballé en boîtes métalliques hermétiques, payera les droits fixés pour le rollmops, le Bismarckhering et les herings.	
73 *c)*	*Note :* Le thon conservé dans l'huile et emballé en boîtes métalliques hermétiques, payera les droits fixés pour les sardines ayant le même emballage.	

Article 17.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the ratifications shall be exchanged at Madrid.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain operative for an indefinite period, each High Contracting Party reserving the right to denounce it by giving three months' notice.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest, the twenty-first day of March, 1934.

(Signed) Savel RĂDULESCU.
(Signed) Pedro DE PRAT Y SOUTZO.

FINAL PROTOCOL

TO THE COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN ROUMANIA AND SPAIN.

On proceeding to sign the Commercial Convention between Roumania and Spain, concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Convention itself :

Ad *Article* 10.

The rules laid down in Article 10 of the present Convention in respect of appellations of origin relate more particularly to " Jerez " (" Xeres ", " Sherry "), " Malaga " and " Tarragona ", appellations belonging exclusively to wines originating in these Spanish localities.

Ad *Article* 13.

The tax levied on the issue of consular visas on certificates of origin may not exceed 6 gold pesetas in Spain or 200 lei in Roumania.

Ad *Article* 17.

The two High Contracting Parties agree to put the present Convention into force provisionally ten days after its signature.

LIST A.

Item	Designation of goods	Import duty in lei per 100 kg.
Ex 72*(b)*	*Note :* Tunny-fish preserved in vinegar or prepared in any other way except in oil, and packed in air-tight tins, will pay the same duty as rollmops, Bismarck herrings and herrings.	
73*(c)*	*Note :* Tunny-fish preserved in oil and packed in air-tight tins will pay the same duty as sardines similarly packed.	

Article	Dénomination des marchandises	Droits d'importation lei/100 kg.
93	Peaux de mouton, bélier, chèvre, bouc, cabri, agneau, tannées à l'aide de produits minéraux, dits « chevreaux » et « chevrettes » :	
	a) Noires ou en couleur naturelle	16.000
	b) Colorées	18.000
Ex 132	Espadrilles « alpargatas » (chaussures en toile de coton avec semelle en corde de chanvre ou de jute)	12.000
Ex 332	Huile d'olive pure, avec maximum 2° d'acidité, accompagnée de certificat d'analyse du pays d'origine :	
	a) En barils ou autres récipients de plus de 15 kg.	800
	b) En flacons ou autres récipients de 15 kg. ou moins	1.300
	Note : Pendant le temps que restera en vigueur le régime spécial concernant l'écart entre la position *a)* et la position *b)*, l'Espagne en bénéficiera également.	
397	Oranges, mandarines	270
397	*Note :* Les grape-fruits (Pomelos), seront taxés comme les oranges et les mandarines.	
Ex 400	Les bananes des Canaries, importées directement du pays de production et accompagnées de certificats d'origine	1.500
406 *c)*	Raisins secs dits de Malaga	1.200
415	Safran	1 kg. 300
420	Piment pilé doux espagnol « pimenton », accompagné de certificats d'origine	100 » 2.500
Ex 425 *c)*	Olives vertes ou fendues, quel que soit le mode de conservation	400
Ex 425 *c)*	Olives farcies d'anchois ou de piment rouge et conservées dans l'huile, en emballage hermétique de verre ou métallique	500
Ex 440	Vins de Malaga, Jerez et les autres vins généreux d'origine et de provenance espagnole, avec une gradation alcoolique d'au moins 16°, accompagnés de certificats d'origine :	
	a) En tous récipients à l'exception des bouteilles et cruchons	4.000
	b) En bouteilles et cruchons	5.500
701	Liège, découpé en feuilles, en plaques, en cubes, etc.	225
702	Bouchons en liège :	
	a) Simples	525
	b) Combinés avec d'autres matières	1.050
703	Disques, rondelles et petites roues en liège	375
704	Chapeaux en liège, avec ou sans rubans, cuir ou coiffe	1.500
Ex 705	Tous autres objets en liège non dénommés :	
	a) Simples	500
	b) Combinés avec d'autres matières	900
706	Objets faits en déchets de liège, ou de tourbe, même combinés avec d'autres matières telles que : plaques, briques, manchons, servant d'isolants contre les pertes de chaleur, le froid, l'humidité et le bruit	1.000
856	Colophane :	
	a) Brute	50
	b) Préparée ou façonnée en toute forme	600
1.175	Lames de rasoir	15.000
1.213	Revolvers et pistolets ainsi que leurs parties accessoires	8.000
1.214	Fusils de chasse non rayés :	
	a) A un canon par pièce	100
	b) A deux canons par pièce	300

Item	Designation of goods	Import duty in lei per 100 kg.
93	Skins : sheep, ram, she-goat, buck-goat, kid and lamb, tanned with mineral products, called kid skin and chevrette :	
	(a) Black or natural colour	16,000
	(b) Coloured	18,000
Ex 132	" Alpargatas " shoes (cotton cloth footwear with soles of cord, hemp or jute)	12,000
Ex 332	Pure olive oil, maximum acidity 2°, accompanied by a certificate of analysis from the country of origin :	
	(a) In casks or other receptacles weighing more than 15 kg.	800
	(b) In bottles or other receptacles weighing 15 kg. or less	1,300
	Note : For such time as the special arrangements concerning the difference between items *(a)* and *(b)* remain in force, Spain will also benefit from them.	
397	Oranges, mandarines	270
397	*Note :* Grape-fruit (Pomelos) will pay the same tax as oranges and mandarines.	
Ex 400	Canary bananas imported direct from the producing country and accompanied by certificates of origin	1,500
406*(c)*	Dried raisins, so-called Malaga	1,200
415	Saffron	1 kg. 300
420	Pounded pimento, sweet Spanish " pimenton ", accompanied by certificates of origin	100 " 2,500
Ex 425*(c)*	Green or split olives, preserved by any process	400
Ex 425*(c)*	Olives stuffed with anchovies or red pimento and preserved in oil in air-tight glass or metal receptacles	500
Ex 440	Malaga, Sherry and other generous wines originating in and coming from Spain, with an alcoholic strength of at least 16°, accompanied by certificates of origin :	
	(a) In receptacles of any kind, except bottles and jars	4,000
	(b) In bottles or jars	5,500
701	Cork in slabs, plates, cubes, etc.	225
702	Cork stoppers :	
	(a) Plain	525
	(b) Combined with other materials	1,050
703	Discs, washers and small wheels, of cork	375
704	Cork hats, with or without ribbon, sweat-band or lining	1,500
Ex 705	All other articles made of cork, not specified :	
	(a) Plain	500
	(b) Combined with other materials	900
706	Wares made of cork waste or peat, even combined with other materials, such as plates, bricks, sockets, used as insulating material against heat loss, cold, dampness or sound	1,000
856	Colophany :	
	(a) Crude	50
	(b) Prepared or fashioned in any shape	600
1,175	Razor blades	15,000
1,213	Revolvers and pistols, also accessory parts thereof	8,000
1,214	Sporting guns, not rifled :	
	(a) Single barrelled	100
	(b) Double barrelled	300

LISTE B

N° du tarif espagnol	Dénomination du groupe ou de l'article
1—4	Agate, albâtre, azurite, malachite, lapis-lazuli, onyx, etc.
17	Chaux grasse et ordinaire.
18	Ciment chaux hydraulique.
22	Autres terres et pierres y compris le plâtre en poudre et en morceaux.
36—48	Combustibles minéraux liquides et leurs dérivés.
50	Phosphates naturels de chaux.
96—110	Bois.
111—122	Engins et ustensiles en bois.
123—131	Meubles.
132	Charbon de bois.
161—175	Animaux.
176—195	Peaux, cuirs (non confectionnés).
205—210	Plumes.
211—218	Autres dépouilles (prod. animaux).
795—797	Matières colorantes organiques artificielles (dérivées de la houille et ses similaires).
804	Huiles impures d'origine animale, sauf l'huile de foie de morue.
811—821	Cires animales, minérales et végétales, savons et glycérines.
997—999	Semences de lin, ricin et autres oléagineuses.
1.021—1.026	Matières premières pour papier, etc.
1.215—1.219	Poils et crins.
1.220—1.230	Laine, chiffons et déchets de laine et poils peignés ou cardés.
1.278—1.279	Grains de vers à soie, cocons et ses déchets.
1.321—1.326	Volailles et viandes.
1.337—1.351	Graines, légumineuses et farines.
1.325—1.359 1.362—1.363 1.371 et 1.374	Légumes et fruits.
1.390	Alcool, eaux de vie simples, tzuica.
1.395—1.398 et 1.399	Vins.
1.401—1.406	Fourrages et semences.
1.407—1.419	Lait et ses dérivés.
1.420 1.422—1.427 1.429—1.438	Divers produits alimentaires.
1.444—1.446	Ambre, jais, corail, écaille, ivoire et nacre.
1.448—1.454	Cornes et ses manufactures.

Pour copie conforme :

Le Ministre
Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel Radulesco.

LIST B.

Number in Spanish Tariff	Designation of Group or Item
1—4	Agate, alabaster, azurite, malachite, lapis lazuli, onyx, etc.
17	Lime, fat and ordinary.
18	Cement, hydraulic lime.
22	Other earths and stones, including gypsum in powder or in lumps.
36—48	Liquid mineral fuel and its derivatives.
50	Natural phosphate of lime.
96—110	Wood.
111—122	Appliances and utensils of wood.
123—131	Furniture.
132	Charcoal.
161—175	Animals.
176—195	Hides and skins, not made up.
205—210	Feathers.
211—218	Other products (animal products).
795—797	Artificial organic colouring materials (derived from coal and the like).
804	Crude animal oils, except cod-liver oil.
811—821	Animal, mineral and vegetable waxes, soap and glycerine.
997—999	Linseed, castor-oil seed and other oleaginous seeds.
1,021—1,026	Raw materials for paper, etc.
1,215—1,219	Hair and horsehair.
1,220—1,230	Wool, woollen rags and wool waste and hair, combed or carded.
1,278—1,279	Silkworms' eggs, silk cocoons and waste thereof.
1,321—1,326	Poultry and meat.
1,337—1,351	Cereals, pulse and flour.
1,325—1,359 1,362—1,363 1,371—1,374	Vegetables and fruits.
1,390	Alcohol and plain spirits, tzuica.
1,395—1,398 and 1,399	Wines.
1,401—1,406	Fodder and seeds.
1,407—1,419	Milk and its derivatives.
1,420 1,422—1,427 1,429—1,438	Miscellaneous food products.
1,444—1,446	Amber, jet, coral, tortoiseshell, ivory and mother-of-pearl.
1,448—1,454	Horn and articles manufactured therefrom.

N° 3662.

SUISSE ET TURQUIE

Convention réglant les rapports judiciaires en matière civile et commerciale entre les deux pays. Signée à Ankara, le 1er juin 1933.

SWITZERLAND AND TURKEY

Convention concerning Judicial Relations in Civil and Commercial Matters between the Two Countries. Signed at Ankara, June 1st, 1933.

N° 3662. — CONVENTION [1] RÉGLANT LES RAPPORTS JUDICIAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 1er JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 juin 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,

Dans le but de régler les rapports judiciaires en matière civile et commerciale entre la Suisse et la Turquie, ont résolu de conclure une convention y relative et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Menemenli NUMAN Bey, ministre plénipotentiaire de première classe, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.

Ces plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. CAUTION JUDICATUM SOLVI.

Article premier.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, en raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'un des Etats contractants, ayant leur domicile en Suisse ou en Turquie, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 mai 1935.
Entrée en vigueur le 8 juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3662. — CONVENTION [2] CONCERNING JUDICIAL RELATIONS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 1ST, 1933.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place June 12th, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Being desirous of regulating the judicial relations in civil and commercial matters between Switzerland and Turkey, have resolved to conclude a Convention on the subject, and have for this purpose appointed their respective Plenipotentiaries, namely :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Menemenli NUMAN Bey, Minister Plenipotentiary of the First Class, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs.

These Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. SECURITY FOR COSTS.

Article 1.

Nationals of one Contracting State, domiciled in Switzerland or Turkey, who come as plaintiffs or interveners before the Courts of the other Contracting State, may not be required, on the ground of their being aliens or of not being domiciled or resident within the country, to give sureties or make deposits of any description.

The same rule shall apply to payments required of plaintiffs or interveners to guarantee judicial costs.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, May 7th, 1935.
Came into force June 8th, 1935.

Article 2.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article premier, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur une demande faite par voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans l'autre Etat.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires selon lesquelles le montant des frais du procès sera fixé ultérieurement.

Article 3.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront déclarées exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

a) Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, la décision est passée en force de chose jugée ;

b) Si le dispositif de la décision est accompagné d'une traduction faite dans la langue de l'autorité requise et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

Pour satisfaire à la condition prescrite par l'al. 2, lit. *a)*, du présent article, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration certifiée comme ci-dessus devra être traduite conformément à l'al. 2, lit. *b)*.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur évaluera, pourvu que la partie le demande en même temps, le montant des frais de traduction et de légalisation visés à l'al. 2, lit. *b)*. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

II. Assistance judiciaire gratuite.

Article 4.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants seront admis dans l'autre au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de cet Etat.

Article 5.

Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant, ou, à défaut de celles-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Si le requérant ne réside pas dans un des Etats contractants, il suffira d'un certificat délivré par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel le requérant appartient.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où il doit être produit.

Article 6.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Etat.

Article 2.

Orders to pay judicial costs and charges made in one of the Contracting States against a plaintiff or intervener who is exempted from the sureties or deposits or payments in virtue of Article 1 or of the law of the country in which the action is brought, shall, on a request made through the diplomatic channel, be made enforceable free of charge by the competent authority of the other State.

The same rule shall apply to judicial decisions under which the amount of the costs is left to be fixed at a later date.

Article 3.

Decisions with regard to costs and charges shall be declared enforceable without the parties being heard, but subject to subsequent appeal by the party mulcted in the costs, in conformity with the laws of the country in which the order of the Court is enforceable.

The authority competent to decide on an application for enforcement shall consider solely :

(a) Whether the order has acquired the force of *res judicata* under the law of the country in which it is made ;

(b) Whether the material part of the order is accompanied by a translation in the language of the authority applied to, certified correct by a diplomatic or consular officer of the State making the application, or by a sworn translator of the State making the application or of the State applied to.

A declaration by the competent authority of the State making application to the effect that the order has acquired the force of *res judicata* shall be sufficient to constitute compliance with the condition laid down in paragraph 2 *(a)* of this Article. The competence of such authority shall be certified by the highest official responsible for the administration of justice in the State making application. The declaration, certified as above, shall be translated in conformity with paragraph 2 *(b)*.

The authority competent to decide on an application for enforcement shall indicate, if the party so requests at the time, the amount of the costs of translation and legalisation for which paragraph 2 *(b)* provides. Such costs shall be regarded as part of the judicial costs and charges of the case.

II. Free Legal Aid.

Article 4.

Nationals of one Contracting State shall be entitled in the other Contracting State to free legal aid in the same way as the nationals of that State, if they conform to its legislation.

Article 5.

The certificate of indigence shall be issued by the authorities of the habitual place of residence of the applicant, or, in their absence, by the authorities of his place of residence at the time of applying. If the applicant does not reside in one of the Contracting States, a certificate issued by a diplomatic or consular officer of the country to which the applicant belongs shall be sufficient.

If the applicant does not reside in the country in which the request is made, the certificate of indigence shall be legalised free of charge by a diplomatic or consular officer of the State in which the document has to be produced.

Article 6.

The authority empowered to issue the certificate of indigence may request the authorities of the other State to supply information as to the means of the applicant.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler le certificat et les renseignements qui lui sont fournis par les autorités de l'autre Etat et de se faire donner, si elle le juge nécessaire, des informations complémentaires.

III. ENTR'AIDE JUDICIAIRE.

Article 7.

En matière civile ou commerciale, la signification d'actes émanant des autorités de l'un des Etats contractants et destinés à des personnes qui résident sur le territoire de l'autre Etat se fera sur une demande du représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant, adressée à l'autorité que désignera l'Etat requis. La demande mentionnera l'autorité dont émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte, et devra être rédigée dans la langue de l'autorité requise. Une traduction légalisée de l'acte à signifier sera annexée à la demande.

L'autorité à laquelle la demande est adressée enverra au représentant diplomatique ou consulaire l'acte constatant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la demande à l'autorité compétente et en informera le représentant diplomatique ou consulaire.

Article 8.

La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. A l'exception des cas prévus au second alinéa du présent article, cette autorité pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire, si celui-ci se déclare prêt à l'accepter.

A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise effectuera la signification dans les formes prescrites par sa législation interne pour les significations analogues, ou dans une forme spéciale si celle-ci n'est pas contraire à sa législation.

Article 9.

La preuve de la signification se fera, soit par un accusé de réception daté et signé par le destinataire, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Article 10.

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire de l'un des Etats contractants pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente de l'autre Etat pour lui demander de procéder dans son ressort à des actes de procédure ou à d'autres actes judiciaires.

Le représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant transmettra la commission rogatoire à l'autorité que désignera l'Etat requis. Il y joindra une traduction dans la langue de l'autorité requise. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

L'autorité à laquelle la commission rogatoire est adressée enverra au représentant diplomatique ou consulaire les actes constatant l'exécution de la commission ou lui indiquera les motifs pour

The authority competent to decide on an application for free legal aid shall be entitled, within the limit of his powers, to verify the certificate and particulars supplied to him by the authorities of the other State, and to require further particulars if he considers this necessary.

III. Reciprocal Judicial Assistance.

Article 7.

In civil and commercial matters, the service of documents issued by the authorities of one Contracting State and addressed to persons residing in the territory of the other State shall be effected on the request of the diplomatic or consular representative of the State making application addressed to such authority as may be designated by the State applied to. The request shall mention the authority by whom the document transmitted is issued, together with the names and descriptions of the parties, the address of the recipient and the nature of the document, and shall be drawn up in the language of the authority applied to. A legalised translation of the document for service shall be attached to the request.

The authority to whom the request is addressed shall forward to the diplomatic or consular representative the papers proving service or indicating the circumstances preventing service. If he is not himself the authority locally competent to deal with the request, he shall transmit it of his own motion to the proper authority, at the same time informing the diplomatic or consular representative of the action taken.

Article 8.

Service shall be effected by the competent authority of the State applied to. Save in the cases for which provision is made in the second paragraph of this Article, it shall be sufficient for the competent authority to serve the document by delivery to the recipient, provided the latter declares his willingness to receive it.

If the authority making application so requests, service shall be effected by the authority applied to in the manner laid down for such service by the municipal law of the State applied to, or in any special manner not incompatible with such law.

Article 9.

Proof of service shall be furnished either by a dated and signed receipt from the recipient or by an attestation of the authority of the State applied to, stating the fact, manner and date of the service.

Article 10.

In civil and commercial matters, the judicial authority of one Contracting State may apply, in conformity with the law of his own State, by letters of request to the competent authority of the other State for the institution by the latter within his own jurisdiction of preliminary or other judicial proceedings.

Letters of request shall be transmitted, by the diplomatic or consular representative of the State making application, to such authority as may be designated by the State applied to. He shall attach a translation in the language of the authority applied to. This translation shall be certified correct by a diplomatic or consular officer of the State making application, or by a sworn translator of the State making application or of the State applied to.

The authority to whom letters of request are addressed shall forward to the diplomatic or consular representative the documents proving execution of the letters of request or shall inform

lesquels cette exécution n'a pu se faire. En cas d'incompétence *ratione loci*, elle transmettra d'office la commission rogatoire à l'autorité compétente et en informera immédiatement le représentant diplomatique ou consulaire.

Article 11.

L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera tenue d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission rogatoire émanant des autorités de son pays. Elle ne sera pas tenue de se servir de ces moyens de contrainte lorsqu'il s'agira de la comparution personnelle des parties en litige.

En ce qui concerne la procédure à suivre lors de l'exécution de la commission rogatoire, l'autorité requise appliquera les lois de son pays. Elle pourra cependant, pour déférer à la demande de l'Etat requérant, procéder conformément à des règles spéciales, lorsque cette procédure n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis.

L'autorité requérante sera informée, si elle le demande, de la date et du lieu d'exécution de la commission rogatoire, afin que la partie intéressée soit à même d'y assister.

Article 12.

Toutes les difficultés qui pourraient résulter d'une signification demandée par le représentant diplomatique ou consulaire, ou d'une commission rogatoire transmise par ce représentant, seront réglées par voie diplomatique.

Article 13.

L'exécution d'une signification ou d'une commission rogatoire pourra être refusée, si l'Etat sur le territoire duquel elle aurait dû avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité ou à l'ordre public. En outre, l'exécution d'une commission rogatoire pourra être refusée si l'authenticité de l'acte n'est pas établie ou si, dans le territoire de l'Etat requis, cette exécution ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Article 14.

Pour l'exécution des significations et des commissions rogatoires, il ne pourra être perçu des frais ou des taxes de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis aura le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement :

a) Des indemnités payées aux témoins et aux experts ;

b) Des frais occasionnés par l'intervention d'un officier ministériel rendue nécessaire par le fait qu'un témoin n'a pas comparu volontairement ;

c) Des frais résultant de l'emploi éventuel d'une procédure spéciale d'exécution des significations ou des commissions rogatoires.

Article 15.

Chacun des Etats contractants aura la faculté de faire exécuter des significations par ses représentants diplomatiques ou consulaires, directement et sans contrainte, à ses ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat. En cas de difficulté dans l'application de cet article, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article 7.

him of the circumstances that have prevented execution. If he is not himself the authority locally competent to deal with letters of request, he shall transmit them of his own motion to the proper authority and shall at once inform the diplomatic or consular representative thereof.

Article 11.

The judicial authority to whom letters of request are addressed shall be under obligation to comply therewith, and to resort to the same measures of compulsion as would be employed in the execution of letters of requests emanating from the authorities of his own country. Such measures of compulsion shall not be obligatory where the appearance in person of the parties to the dispute is concerned.

As regards the procedure to be adopted in connection with the execution of letters of request, the authority applied to shall follow the laws of his own country. He may, however, proceed in conformity with special rules in order to comply with a request from the State making application, when such procedure is not contrary to the law of the State applied to.

The authority making application shall be informed, if he so requests, of the date and place of execution of letters of request, in order that the party concerned may be enabled to be present at the proceedings.

Article 12.

Any difficulties arising in connection with an application by a diplomatic or consular representative for service of a document, or execution of letters of request transmitted by him, shall be settled through the diplomatic channel.

Article 13.

The service of a document or the execution of letters of request may be refused if the State in whose territory the service or execution is to take place considers that it might compromise its sovereignty, its security, or public order. The execution of letters of request may also be refused if the authenticity of the document is not established, or if the execution does not come within the powers of the judicial authorities within the territory of the State applied to.

Article 14.

No costs or fees of any description may be required in respect of the service of documents or execution of letters of request.

Nevertheless, the State applied to shall have the right to require the State making application to refund :

(a) Allowances paid to witnesses or experts ;

(b) Costs occasioned by the employment of the services of a legal officer to secure the attendance of a witness who has not appeared voluntarily ;

(c) Costs arising out of the use of a special procedure for the service of documents or the execution of letters of request.

Article 15.

Either Contracting State shall be entitled to have documents served by its diplomatic or consular representatives on its own nationals within the territory of the other State directly and without resort to compulsion. In the event of difficulties arising in the application of this Article, recourse shall be had to the procedure laid down in Article 7.

IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 16.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Berne aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et produira ses effets encore six mois après la dénonciation, qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Ankara, le 1er juin 1933.

(L. S.) *(Signé)* Henri MARTIN.
(L. S.) *(Signé)* M. NUMAN.

Pour copie conforme :
Berne, le 11 juin 1935.

Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

IV. FINAL PROVISIONS.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for six months from the date of its denunciation, which may take place at any time.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Ankara, the 1st day of June, 1933.

(L. S.) *(Signed)* Henri MARTIN.
(L. S.) *(Signed)* M. NUMAN.

N° 3663.

BELGIQUE, BULGARIE, DANEMARK, ÉGYPTE, FRANCE, ITALIE, NORVÈGE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention relative au statut international des réfugiés. Signée à Genève, le 28 octobre 1933.

BELGIUM, BULGARIA, DENMARK, EGYPT, FRANCE, ITALY, NORWAY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention relating to the International Status of Refugees. Signed at Geneva, October 28th, 1933.

N° 3663. — CONVENTION [1] RELATIVE AU STATUT INTERNATIONAL DES RÉFUGIÉS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 28 OCTOBRE 1933.

Texte officiel en français. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 20, le 13 juin 1935, date de son entrée en vigueur.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE,

Vu le préambule du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel « pour développer la coopération entre les nations, il importe de faire régner la justice » ; et vu l'article 23 *a)* du Pacte, aux termes duquel « les Membres de la Société des Nations s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires » ;

Considérant les mesures prises antérieurement en faveur des réfugiés et, notamment, les Arrangements intergouvernementaux des 5 juillet 1922, 31 mai 1924, 12 mai 1926 et 30 juin 1928 actuellement en vigueur dans certains des États contractants ;

Tenant compte des avis émis par la Commission intergouvernementale consultative pour les réfugiés et envisageant surtout la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 4 septembre

---

[1] *Dépôt des ratifications à Genève :*

BULGARIE	19 décembre 1934.
NORVÈGE	26 juin 1935.

Adhésions :

TCHÉCOSLOVAQUIE	14 mai 1935.

Sous les réserves suivantes :

A. Le Gouvernement tchécoslovaque considérera comme réfugiés dans le sens de l'article 1 seulement les personnes qui possédaient effectivement la nationalité russe ou turque et l'ont perdue avant le 1er janvier 1923 sans en avoir acquis une autre.

B. L'adhésion de la République tchécoslovaque ne concerne pas :

a) L'alinéa 3 de l'article 2 en ce qui touche l'habilitation des consuls pour prolonger la validité des certificats Nansen ;

b) L'alinéa 3 de l'article 3, en tant qu'il réduit la compétence des autorités nationales en matière d'expulsion des personnes constituant un danger pour la sûreté de l'Etat et l'ordre public. Il va sans dire, d'ailleurs, que les dispositions de l'article 3 ne touchent aucunement aux expulsions à la suite d'une sentence judiciaire, ni aux engagements découlant des traités d'extradition ou de la législation tchécoslovaque relative à l'extradition des étrangers ;

c) L'article 7 tout entier, en ce qui concerne l'exemption des réfugiés de l'application des dispositions des lois et décrets sur la protection du marché national du travail ;

d) L'article 14 tout entier exemptant de la condition de réciprocité ;

e) L'article 15 tout entier, traitant de la création de comités locaux.

C. Les articles 4 et 5 sur la situation juridique des réfugiés et les articles 8, 9, 10 et 11 sur

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3663. — CONVENTION [2] RELATING TO THE INTERNATIONAL STATUS OF REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 28TH, 1933.

Official text in French. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 20, on June 13th, 1935, the date of its entry into force.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY,

Whereas the Preamble to the Covenant of the League of Nations contains the provision : " in order to promote international co-operation by the maintenance of justice ", and whereas Article 23 *(a)* of the Covenant contains the provision : " the Members of the League will endeavour to secure and maintain fair and humane conditions of labour for men, women and children, both in their own countries and in all countries to which their commercial and industrial relations extend, and for that purpose will establish and maintain the necessary international organisations " ;

In consideration of the measures previously taken on behalf of refugees, and, in particular, the Inter-Governmental Arrangements of July 5th, 1922, May 31st, 1924, May 12th, 1926, and June 30th, 1928, at present in force in certain of the Contracting States ;

Taking into account the opinions expressed by the Inter-Governmental Advisory Commission for Refugees and having in view more particularly the decision of the Assembly of the League

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] *Deposit of ratifications in Geneva :*

BULGARIA	December 19th, 1934.
NORWAY	June 26th, 1935.

Accessions :

CZECHOSLOVAKIA	May 14th, 1935.

Subject to the following reservations :

A. The Czechoslovak Government will regard as refugees within the meaning of Article 1 only such persons as formerly actually possessed Russian or Turkish nationality, lost it before January 1st, 1923, and have not acquired any other nationality.

B. The accession of the Czechoslovak Republic does not apply to :

(a) Paragraph 3 of Article 2, whereby consuls are qualified to extend Nansen certificates ;

(b) Paragraph 3 of Article 3, so far as it limits the power of the national authorities to expel persons who constitute a danger to the safety of the State and public order ; nor, of course, do the provisions of Article 3 in any way affect expulsions by order of the courts, or obligations deriving from extradition treaties or from the Czechoslovak laws regarding the extradition of aliens ;

(c) The whole of Article 7, which exempts refugees from the application of the provisions of laws and decrees for the protection of the national labour market ;

(d) The whole of Article 14, which waives the condition of reciprocity ;

(e) The whole of Article 15, which deals with the creation of local committees.

C. Articles 4 and 5, dealing with the juridical condition of refugees, and Articles 8, 9, 10

1930 qui crée, à titre temporaire, l'Office international Nansen pour les réfugiés, sous l'autorité de la Société des Nations, conformément à l'article 24 du Pacte ;

Animés par le désir de compléter et de consolider l'œuvre accomplie par la Société des Nations au profit des réfugiés ;

Soucieux de créer les conditions qui permettront aux décisions antérieurement prises dans ce sens par les divers Etats de produire leur plein effet, et désireux que soient assurés aux réfugiés la jouissance des droits civils, le libre et facile accès aux tribunaux, la sécurité et la stabilité dans l'établissement et dans le travail, des facilités dans l'exercice des professions, de l'industrie, du commerce et dans les déplacements, l'admission dans les écoles et dans les universités ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. MEYERS, directeur général honoraire du Ministère de la Justice ;
M. DELTENRE, sous-directeur au Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. D. MIKOFF, chargé d'Affaires à Berne, représentant permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

ASSAL Bey, consul à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. DE NAVAILLES, sous-directeur des chancelleries et du contentieux au Ministère des Affaires étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Peter Hersleb BIRKELAND, conseiller de Légation, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I. — DÉFINITION.

Article premier.

La présente convention est applicable aux réfugiés russes, arméniens et assimilés, tels qu'ils ont été définis par les Arrangements des 12 mai 1926[1] et 30 juin 1928[2], sous réserve des modifications ou précisions que chaque Partie contractante pourra apporter à cette définition au moment de la signature ou de l'adhésion.

---

les accidents du travail et la prévoyance sociale, ne seront appliqués en Tchécoslovaquie que dans les limites fixées par les lois nationales.

DANEMARK . . . . . 21 décembre 1935.

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 14 de la convention. Cette adhésion ne comprend pas le Groenland.

ITALIE . . . . . 16 janvier 1936.

Sous les réserves suivantes :

1° L'article 3 de la convention ne peut limiter le droit que possèdent les autorités italiennes d'appliquer à l'égard des réfugiés des mesures d'expulsion pour des raisons de sécurité nationale et d'ordre public.

2° En adhérant à la convention, le Gouvernement italien n'assume aucune obligation en ce qui concerne ses colonies et possessions.

---

[1] Vol. LXXXIX, page 47, de ce recueil.

[2] Vol. LXXXIX, page 63, de ce recueil.

of Nations of September 4th, 1930, which sets up, in a temporary capacity, the Nansen International Office for Refugees under the authority of the League of Nations, in conformity with Article 24 of the Covenant ;

Desirous of supplementing and consolidating the work done by the League of Nations on behalf of the refugees ;

Anxious to establish conditions which shall enable the decisions already taken by the various States with this object to be fully effective, and desirous that refugees shall be ensured the enjoyment of civil rights, free and ready access to the courts, security and stability as regards establishment and work, facilities in the exercise of the professions, of industry and of commerce, and in regard to the movement of persons, admission to schools and universities ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. MEYERS, Honorary Director-General of the Ministry of Justice ;
M. DELTENRE, Deputy Director at the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires at Berne, Permanent Representative accredited to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

ASSAL Bey, Consul at Geneva ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. DE NAVAILLES, Deputy Director of Chancelleries and of the Litigation Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Peter Hersleb BIRKELAND, Counsellor of Legation, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I. — DEFINITION.

Article 1.

The present Convention is applicable to Russian, Armenian and assimilated refugees, as defined by the Arrangements of May 12th, 1926[1], and June 30th, 1928[2], subject to such modifications or amplifications as each Contracting Party may introduce in this definition at the moment of signature or accession.

---

and 11, dealing with industrial accidents and welfare and relief, will be applied in Czechoslovakia only so far as the laws of the country permit.

DENMARK . . . . . December 21st, 1935.

With reservation as regards Articles 7 and 14 of the Convention. This accession does not include Greenland.

ITALY . . . . . January 16th, 1936.

Subject to the following reservations :

(1) Article 3 of the Convention cannot limit the right of the Italian authorities to apply measures of expulsion to refugees for reasons of national security and public order.

(2) In acceding to the Convention, the Italian Government assumes no obligations in regard to its colonies and possessions.

---

[1] Vol. LXXXIX, page 47, of this Series.

[2] Vol. LXXXIX, page 63, of this Series.

CHAPITRE II. — MESURES ADMINISTRATIVES.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à délivrer des certificats Nansen, valables pour un an au moins, aux réfugiés résidant régulièrement sur son territoire.

Le texte desdits certificats comprendra une formule autorisant la sortie et le retour. Les porteurs de certificats Nansen non périmés seront libres de sortir du pays qui leur a délivré ces titres et d'y revenir sans nécessité d'autorisation à la sortie ou du visa des consuls de ce pays pour le retour.

Les consuls respectifs des Parties contractantes seront habilités pour prolonger ces certificats, pour une durée de six mois au plus.

Le coût des visas des certificats Nansen, sauf gratuité pour les indigents, sera établi selon le tarif le plus bas appliqué aux visas des passeports étrangers.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas éloigner de son territoire par application de mesures de police, telles que l'expulsion ou le refoulement, les réfugiés ayant été autorisés à y séjourner régulièrement, à moins que lesdites mesures ne soient dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

Elle s'engage, dans tous les cas, à ne pas refouler les réfugiés sur les frontières de leur pays d'origine.

Elle se réserve le droit d'appliquer telles mesures d'ordre interne qu'elle jugera opportunes aux réfugiés qui, frappés d'expulsion pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public, seront dans l'impossibilité de quitter son territoire parce qu'ils n'auront pas reçu, sur leur requête ou grâce à l'intervention d'institutions s'occupant d'eux, les autorisations et visas nécessaires leur permettant de se rendre dans un autre pays.

CHAPITRE III. — CONDITION JURIDIQUE.

Article 4.

Le statut personnel des réfugiés sera régi par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence.

La validité des actes des autorités religieuses dont relèvent les réfugiés, accomplis dans les pays qui admettent la compétence de ces autorités, sera reconnue par les Etats parties à la présente convention.

Les droits acquis sous l'empire de l'ancienne loi nationale du réfugié, notamment les droits résultant du mariage (régime matrimonial, capacité de la femme mariée, etc.), seront respectés, sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence, s'il y a lieu.

Article 5.

Sous réserve des dispositions de l'article 4, alinéa 2, la dissolution des mariages des réfugiés sera régie par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence.

Article 6.

Les réfugiés auront, dans les territoires des Parties contractantes, libre et facile accès devant les tribunaux.

Dans les pays où ils ont leur domicile ou leur résidence régulière, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les nationaux ; ils seront, aux mêmes conditions que ceux-ci, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et seront exemptés de la caution *judicatum solvi.*

CHAPTER II. — ADMINISTRATIVE MEASURES.

Article 2.

Each of the Contracting Parties undertakes to issue Nansen certificates, valid for not less than one year, to refugees residing regularly in its territory.

The text of the said certificates shall include a formula authorising exit and return. Bearers of Nansen certificates which have not expired shall be free to leave the country which has issued these documents and to return to it without requiring any authorisation on exit or visa from the consuls of that country on their return.

The respective consuls of the Contracting Parties shall be qualified to extend these certificates for a period not exceeding six months.

The cost of visas for Nansen certificates shall, subject to their issue free of charge to indigent persons, be established according to the lowest tariff applied to the visas of foreign passports.

Article 3.

Each of the Contracting Parties undertakes not to remove or keep from its territory by application of police measures, such as expulsions or non-admittance at the frontier *(refoulement)*, refugees who have been authorised to reside there regularly, unless the said measures are dictated by reasons of national security or public order.

It undertakes in any case not to refuse entry to refugees at the frontiers of their countries of origin.

It reserves the right to apply such internal measures as it may deem necessary to refugees who, having been expelled for reasons of national security or public order, are unable to leave its territory because they have not received, at their request or through the intervention of institutions dealing with them, the necessary authorisations and visas permitting them to proceed to another country.

CHAPTER III. — JURIDICAL CONDITION.

Article 4.

The personal status of refugees shall be governed by the law of their country of domicile or, failing such, by the law of their country of residence.

The validity of acts of the religious authorities to whom the refugees are subject, in countries which admit the competence of those authorities, shall be recognised by the States Parties to the present Convention.

Rights acquired under the former national law of the refugee, more particularly rights attaching to marriage (matrimonial system, legal capacity of married women, etc.), shall be respected, subject to compliance with the formalities prescribed by the law of their country of domicile, or, failing such, by the law of their country of residence, if this be necessary.

Article 5.

Subject to the provisions of Article 4, paragraph 2, the dissolution of marriages of refugees shall be governed by the law of their country of domicile or, failing such, by the law of their country of residence.

Article 6.

Refugees shall have, in the territories of the Contracting Parties, free and ready access to the courts of law.

In the countries in which they have their domicile or regular residence, they shall enjoy, in this respect, the same rights and privileges as nationals; they shall, on the same conditions as the latter, enjoy the benefit of legal assistance and shall be exempt from *cautio judicatum solvi.*

CHAPITRE IV. — CONDITIONS DU TRAVAIL.

Article 7.

Les restrictions résultant de l'application des lois et règlements pour la protection du marché national du travail ne seront pas appliquées sans tempérament aux réfugiés domiciliés ou résidant régulièrement dans le pays.

Elles seront levées de plein droit en faveur des réfugiés domiciliés ou résidant régulièrement dans le pays, qui remplissent l'une des conditions suivantes :

a) Compter au moins trois ans de résidence dans le pays ;

b) Avoir pour conjoint une personne possédant la nationalité du pays de résidence ;

c) Avoir un ou plusieurs enfants possédant la nationalité du pays de résidence ;

d) Etre ancien combattant de la grande guerre.

CHAPITRE V. — ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Article 8.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder aux réfugiés victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le traitement le plus favorable qu'elle accorde aux ressortissants d'un pays étranger.

CHAPITRE VI. — ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE.

Article 9.

Les réfugiés résidant sur le territoire d'une des Parties contractantes : chômeurs ; personnes atteintes de maladies physiques ou mentales ; vieillards ou infirmes incapables de suffire à leurs besoins ; enfants à l'entretien desquels ni leurs familles ni des tiers ne pourvoient d'une manière suffisante ; femmes enceintes, en couches, ou allaitant leurs enfants, y bénéficieront du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, en ce qui concerne les secours et l'assistance dont ils auraient besoin, y compris les soins médicaux et hospitaliers.

Article 10.

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer aux réfugiés, en ce qui concerne les lois d'assurances sociales actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établies, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger.

Article 11.

Les réfugiés bénéficieront sur le territoire de chacune des Parties contractantes, en ce qui concerne la création de sociétés de secours mutuels et d'assistance et l'adhésion auxdites sociétés, du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger.

CHAPTER IV. — LABOUR CONDITIONS.

Article 7.

The restrictions ensuing from the application of laws and regulations for the protection of the national labour market shall not be applied in all their severity to refugees domiciled or regularly resident in the country.

They shall be automatically suspended in favour of refugees domiciled or regularly resident in the country, to whom one of the following circumstances applies :

(a) The refugee has been resident for not less than three years in the country ;

(b) The refugee is married to a person possessing the nationality of the country of residence ;

(c) The refugee has one or more children possessing the nationality of the country of residence ;

(d) The refugee is an ex-combatant of the great war.

CHAPTER V. — INDUSTRIAL ACCIDENTS.

Article 8.

Each of the Contracting Parties undertakes to accord to refugees who may be victims of industrial accidents in its territory, or to their beneficiaries, the most favourable treatment that it accords to the nationals of a foreign country.

CHAPTER VI. — WELFARE AND RELIEF.

Article 9.

Refugees residing in the territory of one of the Contracting Parties : unemployed, persons suffering from physical or mental disease, aged persons or infirm persons incapable of earning a livelihood, children for whose upkeep no adequate provision is made either by their families or by third parties, pregnant women, women in childbed or nursing mothers, shall receive therein the most favourable treatment accorded to nationals of a foreign country, in respect of such relief and assistance as they may require, including medical attendance and hospital treatment.

Article 10.

The Contracting Parties undertake to apply to refugees, as regards the social insurance laws at present in force or which may subsequently be established, the most favourable treatment accorded to the nationals of a foreign country.

Article 11.

Refugees shall enjoy in the territory of each of the Contracting Parties, as regards the setting up of associations for mutual relief and assistance and admission to the said associations, the most favourable treatment accorded to the nationals of a foreign country.

CHAPITRE VII. — INSTRUCTION.

Article 12.

Les réfugiés bénéficieront dans les écoles, cours, facultés et universités de chacune des Parties contractantes d'un traitement aussi favorable que les autres étrangers en général. Ils bénéficieront notamment dans la même mesure que ces derniers de la remise totale ou partielle des droits et taxes et de l'attribution de bourses d'études.

CHAPITRE VIII. — RÉGIME FISCAL.

Article 13.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas assujettir les réfugiés résidant sur leurs territoires à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à l'application du système du timbre Nansen, ainsi qu'aux stipulations des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratifs et à la prolongation de la validité de ces documents.

Le présent article est le seul de la convention qui règle les matières fiscales. Celles-ci se trouvent soustraites à toutes autres dispositions de cette convention.

CHAPITRE IX. — DISPENSE DE RÉCIPROCITÉ.

Article 14.

La jouissance de certains droits et le bénéfice de certaines faveurs accordés aux étrangers sous condition de réciprocité ne seront pas refusés aux réfugiés faute de réciprocité.

CHAPITRE X. — CRÉATION DE COMITÉS EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS.

Article 15.

Chaque Partie contractante aura la faculté, soit d'organiser sur son territoire un comité central pour les réfugiés ou plusieurs comités, s'il y a lieu, chargés de coordonner les activités des organes de placement des réfugiés et de secours aux réfugiés, soit d'autoriser la constitution de tels comités.

Ce ou ces comités pourront être chargés des attributions énumérées au premier article de l'Arrangement et de l'Accord du 30 juin 1928, dans les pays où ces actes sont en vigueur, en tant que ces attributions ne seront pas exercées par les représentants du Secrétaire général de la Société des Nations.

A défaut de représentants d'un organisme international, ces comités percevront les taxes représentées par le timbre Nansen et celles prévues par lesdits arrangement et accord, en tant que ces taxes seront perçues sur les territoires des pays où ils fonctionneront.

CHAPITRE XI. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 16.

Les Arrangements et Accord des 5 juillet 1922[1], 31 mai 1924, 12 mai 1926 et 30 juin 1928, en tant qu'ils ont été adoptés par les Parties contractantes, restent en vigueur dans celles de leurs dispositions qui sont compatibles avec la présente convention.

[1] Vol. XIII, page 237 ; vol. XV, page 322 ; vol. XIX, page 284 ; vol. XXIV, page 178 ; vol. XXVII, page 420 ; et vol. XLV, page 103, de ce recueil.

CHAPTER VII. — EDUCATION.

Article 12.

Refugees shall enjoy in the schools, courses, faculties and universities of each of the Contracting Parties treatment as favourable as other foreigners in general. They shall benefit in particular to the same extent as the latter by the total or partial remission of fees and charges and the award of scholarships.

CHAPTER VIII. — FISCAL REGIME.

Article 13.

The Contracting Parties undertake not to impose upon refugees residing in their territories duties, charges or taxes, under any denomination whatsoever, other or higher than those which are or may be levied on their nationals in similar situations.

Nothing in the foregoing provisions shall affect the application of the Nansen stamp system or the stipulations of the laws and regulations concerning charges in respect of the issue to foreigners of administrative documents and the extension of the validity of such documents.

The present Article is the only one in the Convention that governs fiscal matters. The latter are not subject to any other provisions of this Convention.

CHAPTER IX. — EXEMPTION FROM RECIPROCITY.

Article 14.

The enjoyment of certain rights and the benefit of certain favours accorded to foreigners subject to reciprocity shall not be refused to refugees in the absence of reciprocity.

CHAPTER X. — CREATION OF COMMITTEES FOR REFUGEES.

Article 15.

Each Contracting Party shall have the right either to organise in its territory a central committee for refugees, or several committees, if this be necessary, responsible for co-ordinating the work of the organs for finding employment for refugees and for assistance to refugees, or to authorise the constitution of such committees.

Such committee or committees may be entrusted with the powers enumerated in Article 1 of the Arrangement and Agreement of June 30th, 1928, in countries in which those instruments are in force, in so far as these powers are not exercised by representatives of the Secretary-General of the League of Nations.

In the absence of representatives of an international body, these Committees shall collect the charges represented by the Nansen stamp and those provided for in the said Arrangement and Agreement, in so far as such charges may be levied in the territories of the country in which they are operating.

CHAPTER XI. — GENERAL PROVISIONS.

Article 16.

The Arrangements and Agreement of July 5th, 1922[1], May 31st, 1924, May 12th, 1926, and June 30th, 1928, shall, in so far as they have been adopted by the Contracting Parties, remain in force as regards such of their provisions as are compatible with the present Convention.

[1] Vol. XIII, page 237 ; Vol. XV, page 322 ; Vol. XIX, page 284 ; Vol. XXIV, page 178 ; Vol. XXVII, page 420 ; and Vol. XLV, page 103, of this Series.

Article 17.

La présente convention, qui portera la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au 15 avril 1934 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention à cet effet.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'article 17, en indiquant la date à laquelle ce dépôt aura été effectué.

Article 19.

A partir du 16 avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de celui-ci à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

Article 20.

La présente convention entrera en vigueur trente jours après que le Secrétaire général aura reçu des ratifications et des adhésions au nom d'au moins deux Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Elle sera enregistrée le jour où elle devra entrer en vigueur.

Article 21.

La présente convention pourra être dénoncée après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

La dénonciation de la convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres, visés aux articles 17 et 19, de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification.

Article 22.

Chacune des Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, la présente convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent.

Article 17.

The present Convention, which shall bear to-day's date, may be signed at any time before April 15th, 1934, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for this purpose.

Article 18.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the deposit thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article 17, indicating the date at which such deposit has been effected.

Article 19.

On and after April 16th, 1934, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify such deposit and the date thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article 20.

The present Convention shall come into force thirty days after the Secretary-General of the League of Nations shall have received ratifications and accessions on behalf of at least two Members of the League of Nations or non-member States.

In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force thirty days after the date of the deposit of such instrument.

It shall be registered on the day on which it is to come into force.

Article 21.

The present Convention may be denounced after the expiration of a period of five years from the date on which it comes into force.

The denunciation of the Convention shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League, and the non-member States referred to in Articles 17 and 19, of each notification and of the date of the receipt thereof.

The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification.

Article 22.

Any Contracting Party may declare, at the time of signature, ratification or accession, that, in accepting the present Convention, it is not assuming any obligation in respect of all or any of its colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to it ; the present Convention shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.

Any Contracting Party may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that it desires the present Convention to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. The Convention

Dans ce cas, la convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification trente jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Chacune des Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de cinq ans prévue à l'article 21, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié ; dans ce cas, la convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés aux articles 17 et 19, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

Article 23.

Les Parties contractantes peuvent, au moment de la signature ou de l'adhésion, déclarer que leur signature ou adhésion ne s'appliquera pas à certains chapitres, articles ou alinéas, à l'exclusion du chapitre XI (« Dispositions générales »), ou formuler des réserves.

A tout moment, les Parties contractantes auront la faculté de retirer en tout ou en partie leurs exceptions ou réserves, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Le Secrétaire général donnera communication de ladite déclaration à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés aux articles 17 et 19 en spécifiant la date de la réception.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le vingt-huit octobre mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 17.

BELGIQUE.

MM. Meyers et Deltenre déclarent signer la présente convention sous les réserves suivantes :

1° L'article 2, alinéa 3, relatif au droit donné aux consuls de prolonger les certificats Nansen, ne peut recevoir l'adhésion du Gouvernement belge.

2° L'article 9, en tant qu'il vise l'application des dispositions de la législation interne touchant « l'assurance-chômage », ne peut être agréé.

3° L'article 10, concernant les lois d'assurances sociales, ne saurait faire l'objet d'un accueil favorable.

4° L'article 14, qui vise la jouissance de droits et de faveurs accordés aux étrangers, sous condition de réciprocité, ne peut être admis.

5° Le Gouvernement belge, en acceptant la présente convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne la colonie du Congo et les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi.

E. MEYERS. M. DELTENRE.

BULGARIE.

Monsieur Mikoff déclare signer la présente convention sous les réserves suivantes :

I. *A l'article* 1. — Le Gouvernement bulgare maintient les réserves formulées par le délégué bulgare lors de la signature de l'Arrangement du 30 juin 1928 relatif à l'extension

shall, in that case, apply to all the territories named in such notification thirty days after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of five years provided for in Article 21, declare that it desires the present Convention to cease to apply to all or any of its colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to it ; the Convention shall, in that case, cease to apply to the territories named in such declaration six months after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations, and to the non-member States referred to in Articles 17 and 19, the declarations and notifications received in virtue of the present Article, together with the dates of the receipt thereof.

Article 23.

The Contracting Parties may at the moment of signature or accession declare that their signature or accession shall not apply to certain chapters, Articles or paragraphs, exclusive of Chapter XI (" General Provisions "), or may submit reservations.

The Contracting Parties shall have the right at any moment to withdraw all or part of their exceptions or reservations by means of a declaration addressed to the Secretary-General of the League of Nations. The Secretary-General shall communicate the said declaration to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Articles 17 and 19, specifying the date of receipt.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the twenty-eighth day of October, one thousand nine hundred and thirty-three, in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and a certified true copy of which shall be given to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 17.

BELGIUM.

M. Meyers and M. Deltenre declared that their signature of the present Convention was subject to the following reservations :

(1) Articie 2, paragraph 3, relating to the right conferred on consuls to extend Nansen certificates, cannot be accepted by the Belgian Government.

(2) Article 9, in so far as it concerns the application of the provisions of the domestic legislation relating to " unemployment insurance ", cannot be accepted.

(3) Article 10, concerning social insurance laws, cannot be favourably received.

(4) Article 14, which concerns the enjoyment of the rights and favours accorded to foreigners, subject to reciprocity, cannot be admitted.

(5) The Belgian Government, in accepting the present Convention, is not assuming any obligation as regards the colony of the Congo or the mandated territories of Ruanda-Urundi.

E. MEYERS. M. DELTENRE.

BULGARIA.

M. Mikoff declares that his signature of the present Convention is subject to the following reservations :

I. *Article* 1. — The Bulgarian Government maintains the reservations made by the Bulgarian delegate on signing the Arrangement of June 30th, 1928, concerning the extension

à d'autres catégories de réfugiés de certaines mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens [1].

II. *A l'article* 2. — La sortie du pays des réfugiés munis des certificats (passeports) Nansen sera soumise aux règlements généraux régissant cette matière. Les consuls bulgares seront habilités de prolonger, dans le cas de force majeure, les certificats Nansen, délivrés en Bulgarie, pour une durée de trois mois. Le coût des visas des certificats Nansen sera établi selon le tarif appliqué aux ressortissants du pays qui a délivré le certificat.

III. *A l'article* 6. — L'exemption de la caution *judicatum solvi* sera soumise chaque fois à l'appréciation des tribunaux.

IV. *A l'article* 7. — Le Gouvernement bulgare ne saurait accepter les points *a)* et *d)*.

V. *Aux articles* 8 *et* 10 (anciens 7 et 9). — Les pensions d'invalidité et de vieillesse seront payées (en tenant compte des possibilités du fonds respectif) aux ayants droit et ayants cause pour autant qu'ils résident dans le pays.

VI. *A l'article* 13. — Le Gouvernement bulgare ne saurait accepter l'alinéa premier, les réfugiés résidant en Bulgarie étant soumis en matière fiscale au même régime que les autres sujets étrangers résidant dans le pays.

VII. *A l'article* 15. — Le Gouvernement bulgare ne saurait accepter les alinéas 2 et 3.

D. MIKOFF.

ÉGYPTE.

Article 1. — A part les modifications ou précisions que chaque Partie contractante pourra apporter à cette définition, mon gouvernement se réserve le droit de toute extension et limitation dans ladite définition.

Article 2. — Les porteurs de certificats Nansen ne pourront être admis en Egypte que si ces certificats contiennent des visas de retour aux pays qui les ont délivrés. Si ces réfugiés sont autorisés à séjourner en Egypte, les autorités locales compétentes se réservent le droit de leur délivrer des documents de voyage égyptiens.

Article 3. — Ces autorités se réservent le droit d'expulser ces réfugiés à tout moment pour raison de sécurité publique.

Article 4. — D'autre part, en ce qui concerne les droits acquis visés dans l'alinéa 3 de l'article 4 du projet de convention, il y a lieu de préciser que, pour respecter ces droits, il faut tenir compte de l'ordre public international ainsi que de l'ordre public interne tel que ce dernier est conçu et appliqué en droit égyptien. En plus, et afin de dissiper tout malentendu, il convient de préciser que les droits dont il s'agit sont seulement ceux relatifs au statut personnel.

Article 13. — Cet article ne doit, en aucun cas, invalider ni infirmer notre réserve relative aux documents de voyage égyptiens avec toutes les suites qu'elle comporte dans l'application.

Article 14. — Notre signature ne s'applique pas à cet article.

Article 15. — Le Gouvernement égyptien entend que les comités visés à l'article 15 ne seront pas chargés des attributions qui sont prévues aux alinéas 2 et 3 dudit article dans le cas où il voudrait les réserver aux représentants de l'autorité locale.

---

[1] Cette réserve était ainsi conçue :

« Sous réserve d'application du présent arrangement aux seuls réfugiés se trouvant actuellement sur le territoire bulgare. »

to other categories of refugees of certain measures taken in favour of Russian and Armenian Refugees.[1]

II. *Article* 2. — The departure from the country of refugees in possession of Nansen certificates (passports) shall be governed by the general regulations in force in this respect. Bulgarian consuls will be empowered in cases of *force majeure* to extend Nansen certificates issued in Bulgaria for a period of three months. The cost of visas for Nansen certificates shall be fixed in accordance with the tariff applicable to the nationals of the country by which the certificate was issued.

III. *Article* 6. — Exemption from *cautio judicatum solvi* shall be at the discretion of the courts in each individual case.

IV. *Article* 7. — The Bulgarian Government cannot accept points *(a)* and *(d)*.

V. *Articles* 8 *and* 10 (formerly 7 and 9). — Disability and old-age pensions shall be paid (regard being had to the possibilities of the fund concerned) to the persons entitled, their heirs and assigns, provided always that such persons are resident in the country.

VI. *Article* 13. — The Bulgarian Government cannot accept the first paragraph, as refugees resident in Bulgaria are subject to the same treatment in fiscal matters as other foreign nationals resident in the country.

VII. *Article* 15. — The Bulgarian Government cannot accept paragraphs 2 and 3.

D. MIKOFF.

EGYPT.

Article 1. — Apart from such modifications or amplifications as each Contracting Party may introduce in this definition, my Government reserves the right to extend or limit the said definition in any way.

Article 2. — Bearers of Nansen certificates may not be admitted into Egypt unless the said certificates contain a visa for return to the countries by which they were issued. If these refugees are authorised to sojourn in Egypt, the competent local authorities reserve the right to issue to them Egyptian travel papers.

Article 3. — These authorities reserve the right to expel such refugees at any moment for reasons of public security.

Article 4. — Moreover, as regards the acquired rights referred to in paragraph 3 of Article 4 of the draft Convention, it should be stipulated that, in order to ensure respect for such rights, due account must be taken of international public order and of internal public order as the latter is conceived and applied in Egyptian law. Further, in order to dispel any misunderstanding, it should be stipulated that the rights in question are only those relating to personal status.

Article 13. — This Article must not in any case invalidate or impair our reservation relating to Egyptian travel papers, together with the consequences involved in the application of that reservation.

Article 14. — Our signature does not apply to this Article.

Article 15. — The Egyptian Government wishes it to be understood that the committees referred to in Article 15 will not be invested with the powers laid down in paragraphs 2 and 3 of the said Article in the event of its desiring to reserve the said powers for the representatives of the local authority.

---

[1] This reservation was worded as follows :

" On the understanding that the present Arrangement applies only to such refugees as are at the present date on Bulgarian territory."

* * *

Le Gouvernement égyptien se réserve la faculté de substituer éventuellement, et toutes les fois qu'il le jugera opportun, l'assimilation aux nationaux au traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger dans toutes les dispositions de la convention où ce traitement est stipulé.

Je déclare signer la présente convention avec les réserves ci-dessus.

Consul d'Egypte,
ASSAL.

FRANCE. 11. 12. 33.

M. de Navailles déclare signer la présente Convention sous les réserves suivantes :

1° L'article 7 ne saurait faire obstacle à l'application des lois et règlements qui fixent la proportion de salariés étrangers que les employeurs sont autorisés à occuper en France.

2° L'organisation, en France, de comités tels qu'ils sont prévus à l'article 15, ne saurait leur conférer, si elle a lieu, des attributions incompatibles avec la législation existante en matière de placement.

3° Le Gouvernement français, par son acceptation de la présente convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté, et territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

NAVAILLES.

NORVÈGE.

Je déclare signer la convention sous les réserves suivantes :

Est exclue l'application 1° du troisième alinéa de l'article 2, 2° de l'article 14.

Hersleb BIRKELAND.

* * *

The Egyptian Government reserves the right to substitute, should the case arise and whenever it may think fit, assimilation to nationals for the most favourable treatment granted to nationals of a foreign country in all the provisions of the Convention in which such treatment is stipulated.

I declare that I sign the present Convention with the reservations stipulated above.

Egyptian Consul,
ASSAL.

FRANCE. 11/12/33.

M. de Navailles declared that his signature of the present Convention was subject to the following reservations :

(1) Article 7 shall not preclude the application of the laws and regulations fixing the proportion of wage-earning foreigners that employers are authorised to employ in France.

(2) The organisation, in France, of committees such as are provided for in Article 15 shall not, if it takes place, confer on them powers incompatible with the existing laws in the matter of finding employment.

(3) The French Government, by its acceptance of the present Convention, is not assuming any obligation in regard to the whole of its colonies, protectorates, overseas territories, territories placed under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to it.

NAVAILLES.

NORWAY.

I declare that I sign the Convention with the following reservations :

The application *(a)* of the third paragraph of Article 2 and *(b)* of Article 14 is excluded.

Hersleb BIRKELAND.

N° 3664.

SUISSE ET TURQUIE

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Angora, le 9 décembre 1928.

SWITZERLAND AND TURKEY

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Angora, December 9th, 1928.

N° 3664. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANGORA, LE 9 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 juin 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suisse et la Turquie et de soumettre à un règlement pacifique les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Ont résolu de conclure, à cet effet, un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Monsieur Ali CHEVKI Bey, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, député de Tokat ;

Monsieur VELI Bey, conseiller-légiste au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, à la demande de l'une d'entre elles, à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure de règlement judiciaire ou arbitral tous les différends qui pourraient s'élever entre elles et n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cependant, chacune des Parties contractantes demeurera libre de soustraire à une procédure de conciliation et à une procédure de règlement judiciaire ou arbitral tout différend qui, à son avis, porterait sur des questions affectant des principes de sa constitution ou ses intérêts vitaux ou sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 août 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3664. — TREATY [2] OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, DECEMBER 9TH, 1928.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place June 14th, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Being desirous of strengthening the ties of friendship between Switzerland and Turkey and of submitting to pacific settlement any disputes which may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Monsieur Ali CHEVKI Bey, former Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs, Deputy for Tokat ;
Monsieur VELI Bey, Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to submit, at the request of either Party, to a conciliation procedure and, if necessary, to a procedure of judicial or arbitral settlement all disputes which may arise between them and which it has not been found possible to settle, within a reasonable time, through diplomatic channels.

Nevertheless, each Contracting Party shall remain free to exclude from any conciliation procedure and procedure for judicial or arbitral settlement all disputes which, in its opinion, relate to questions affecting principles of its constitution or its vital interests or questions which international law leaves to the exclusive jurisdiction of States.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, August 7th, 1930.

Le fait pour l'une des Parties d'accepter purement et simplement le recours à une procédure de conciliation ne porte pas atteinte à son droit de décliner, aux conditions prévues à l'alinéa qui précède, une demande de règlement judiciaire ou d'arbitrage au sens des articles 6 à 8 du présent traité.

Les Parties contractantes auront toujours la faculté de convenir qu'un différend sera réglé directement par voie de règlement judiciaire ou arbitral, sans recours au préliminaire de conciliation.

Article 2.

La procédure de conciliation sera confiée à une commission permanente de trois membres.

Les Parties contractantes nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront, d'un commun accord, le troisième membre, qui sera de plein droit le président de la commission permanente de conciliation. Le président ne doit, ni être ressortissant des Etats contractants, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

La commission sera constituée dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination du président n'intervient pas dans ce délai de six mois ou, en cas de retraite ou de décès, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera effectuée, au besoin, à la demande d'une seule des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président ou, si celui-ci est dans le même cas, par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est pas ressortissant de l'un des Etats contractants.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans ; mais leur mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans, et ainsi de suite, si aucune Partie ne s'oppose à son renouvellement.

Article 3.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'adjoindre à la commission de conciliation, dans chaque cas particulier, deux autres membres qui seraient désignés d'un commun accord et siégeraient, dans la commission, au même titre que les membres déjà en fonctions, jusqu'à la clôture de la procédure.

Article 4.

La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions faisant l'objet du différend et de formuler, dans un rapport, des propositions en vue de son règlement.

La commission est saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes. La Partie demanderesse informera préalablement la partie adverse de son intention de recourir à la conciliation. Si, dans un délai de trois mois à compter de cet avis, la Partie défenderesse n'a pas soulevé d'exception en conformité de l'article premier, alinéa 2, du présent traité, la commission pourra être valablement saisie du différend.

Article 5.

La commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, d'abréger ou de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

La commission fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas, toutefois, la durée de trois mois.

The fact that either Party has accepted purely and simply the resort to a conciliation procedure shall not prejudice its right to decline, in the circumstances mentioned in the preceding paragraph, any request for judicial settlement or for arbitration as provided for in Articles 6 to 8 of the present Treaty.

The Contracting Parties may in any case agree that a dispute shall be settled directly by way of judicial or arbitral settlement, without preliminary resort to a conciliation procedure.

Article 2.

The conciliation procedure shall be entrusted to a permanent commission of three members.

Each Contracting Party shall appoint one member of its own choosing, the third member, who shall *ex officio* be the President of the Permanent Conciliation Commission, being appointed by common agreement. The President may not be a national of either of the contracting States nor be habitually resident in their territories, nor be employed in their service.

The Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the appointment of the President is not made within the said period of six months or, in the case of resignation or death, within three months after the vacancy occurs, such appointment shall be made, even at the request of one Party only, by the President of the Permanent Court of International Justice or, if he is a national of one of the contracting States, by the Vice-President or, if the latter is similarly situated, by the eldest member of the Court who is not a national of either contracting State.

The members of the Commission shall be appointed for three years but their term of office shall be deemed to be renewed for a further period of three years, and similarly thereafter, if neither Party objects to such renewal.

Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to add to the Conciliation Commission, in each particular case, two other members appointed by common agreement, and who would sit on the Commission, with the same powers as the members already appointed, until the close of the procedure.

Article 4.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions which are the subject of the dispute and to frame, in a report, proposals with a view to its settlement.

The Commission shall have a dispute brought before it by an application addressed to its President by either Contracting Party. The applicant Party shall previously inform the other Party of its intention to resort to conciliation. If, within a period of three months from such notification, the defendant Party has not raised any objection in conformity with Article 1, paragraph 2, of the present Treaty, the Commission may have the dispute duly brought before it.

Article 5.

The Conciliation Commission shall present its report within six months from the day on which the dispute was brought before it, unless the Contracting Parties decide by common agreement to curtail or to prolong this period.

A copy of the report shall be handed to each Party. The report shall not have the character of an arbitral award, either as regards the statement of facts or as regards the legal arguments.

The Commission shall prescribe the period within which the Parties must give their decision regarding its proposals. This period shall not, however, exceed three months.

Sauf stipulations contraires du présent traité, la procédure de conciliation est régie par les dispositions contenues au titre III de la Convention [1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 6.

Si l'une des Parties contractantes n'accepte pas les propositions de la commission de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé dans son rapport, chacune d'elles pourra demander que le différend soit soumis, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

Les Parties contractantes se réservent la faculté de porter d'un commun accord, par voie de compromis, le différend devant un tribunal siégeant sous les auspices de la Cour permanente d'arbitrage.

A défaut de constitution du tribunal arbitral par l'accord des Parties dans un délai de trois mois à compter du jour où elles sont convenues de recourir à l'arbitrage, le tribunal arbitral comprendra cinq arbitres choisis sur la liste de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye. Les Parties nommeront, chacune, un arbitre à leur gré ; elles désigneront les trois autres d'un commun accord et, parmi ceux-ci, le sur-arbitre. Ces trois arbitres ne devront, ni être des ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ni être à leur service. Si la nomination des arbitres à désigner d'un commun accord ou la désignation du sur-arbitre n'intervient pas dans les trois mois à compter du jour où les Parties sont convenues de recourir à l'arbitrage, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Sauf stipulations contraires du présent traité, la procédure d'arbitrage est régie par les dispositions contenues au chapitre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 8.

Le compromis visé aux articles 6 et 7 sera établi par échange de notes entre les deux gouvernements.

S'il n'est pas élaboré dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties a notifié à l'autre son intention de recourir à un règlement judiciaire ou à compter du jour où les deux Parties sont convenues de recourir à un arbitrage, la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral jugera sur la base des prétentions formulées par les Parties.

Article 9.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire ou arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable, soit sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation, soit sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du tribunal arbitral.

Article 10.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale ou au sujet de l'interprétation du présent traité, sauf les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article premier, pourront être soumises à la Cour permanente de Justice internationale à la requête d'une seule des Parties.

---

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

In the absence of any provision to the contrary in the present Treaty, the conciliation procedure shall be governed by the provisions contained in Part III of the Hague Convention[1] of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 6.

If one of the Contracting Parties does not accept the proposals of the Conciliation Commission or does not give its decision within the period prescribed in the latter's report, either Party may request that the dispute be submitted, by means of a special agreement, to the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

The Contracting Parties reserve the right to agree jointly to bring the dispute, by means of a special agreement, before a tribunal sitting under the auspices of the Permanent Court of Arbitration.

If the Arbitral Tribunal is not set up by agreement between the Parties within a period of three months from the day on which they agreed to resort to arbitration, it shall consist of five arbitrators selected from the list of the Permanent Court of Arbitration at The Hague. Each of the Parties shall appoint one arbitrator of its own choosing ; they shall appoint the three others by common agreement and, from amongst them, the umpire. These three arbitrators may not be nationals of the Contracting Parties nor be habitually resident in their territories nor be in their service. If the appointment of the arbitrators to be chosen by common agreement or the appointment of the umpire is not made within three months from the day on which the Parties agreed to resort to arbitration, the appointments shall be made in conformity with Article 45 of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

In the absence of any provision to the contrary in the present Treaty, the arbitration procedure shall be governed by the provisions contained in Chapter III of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 8.

The special agreement referred to in Articles 6 and 7 shall be constituted by an exchange of notes between the two Governments.

If it is not drawn up within a period of three months from the day on which one of the Parties notified the other of its intention to resort to judicial settlement or from the day on which the two Parties agreed to resort to arbitration, the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal shall give a decision on the basis of the claims advanced by the Parties.

Article 9.

During the course of the conciliation procedure or the judicial or arbitral procedure the Contracting Parties shall abstain from all measures capable of producing consequences prejudicial to the acceptance of the Conciliation Commission's proposals or to the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the Arbitral Tribunal.

Article 10.

Any dispute which may arise as to the execution of a judicial sentence or an arbitral award or as to the interpretation of the present Treaty, except in respect of the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 1, may be submitted to the Permanent Court of International Justice at the request of either Party.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 11.

Les dispositions du présent traité ne seront pas applicables aux différends antérieurs à l'échange des instruments de ratification, même s'ils sont en rapport avec les traités actuellement existants entre les Parties contractantes. Il est entendu toutefois que les différends pouvant résulter desdits traités, à partir de la mise en vigueur du présent traité, restent soumis aux dispositions qui y sont prévues.

Article 12.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés, à Berne, dans le plus bref délai possible.

Le traité est conclu pour la durée de cinq ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Angora, le neuf décembre mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) *(Sig.)* Henri MARTIN.

(L. S.) *(Sig.)* A. CHEVKI.

(L. S.) *(Sig.)* VELI.

Pour copie conforme :

Berne, le 13 juin 1935.

Le Chancelier de la Confédération :

G. Bovet.

Article 11.

The provisions of the present Treaty shall not apply to disputes which arose prior to the exchange of the instruments of ratification, even if such disputes relate to treaties at present in force between the Contracting Parties. It is understood, however, that any dispute that may arise in regard to such treaties as from the date of the entry into force of the present Treaty shall remain subject to the provisions thereof.

Article 12.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of five years reckoned from the date of the exchange of ratifications. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall remain in force until the end of a period of six months reckoned from the date on which either Party shall have notified the other of its intention to terminate the effects thereof.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done at Angora, the ninth day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Sig.) Henri MARTIN.

(L. S.) (Sig.) A. CHEVKI.

(L. S.) (Sig.) VELI.

N° 3665.

SUISSE ET TURQUIE

Protocole portant modification du Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage conclu le 9 décembre 1928. Signé à Ankara, le 1er juin 1933.

SWITZERLAND AND TURKEY

Protocol modifying the Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration concluded on December 9th, 1928. Signed at Ankara, June 1st, 1933.

N° 3665. — PROTOCOLE [1] PORTANT MODIFICATION DU TRAITÉ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE CONCLU, LE 9 DÉCEMBRE 1928, ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 1er JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 14 juin 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,
Ayant décidé de modifier le Traité [2] de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage conclu le 9 décembre 1928, ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Menemenli NUMAN Bey, ministre plénipotentiaire de Ire classe, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article unique.

Les alinéas 1 et 2 de l'article premier du Traité du 9 décembre 1928 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, à la demande de l'une d'entre elles, à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure de règlement judiciaire ou arbitral, les différends qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit, notamment les différends ayant pour objet :

» 1° L'interprétation d'un traité ;

» 2° Tout point de droit international ;

» 3° La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'une obligation internationale ;

» 4° L'étendue ou la nature de la réparation due pour une telle rupture.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 mai 1935.

[2] Voir page 219, de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3665. — PROTOCOL [2] MODIFYING THE TREATY OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION CONCLUDED ON DECEMBER 9TH, 1928, BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 1ST, 1933.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Protocol took place June 14th, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

Having decided to amend the Treaty[3] of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration concluded on December 9th, 1928, have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Menemenli NUMAN Bey, Minister Plenipotentiary of the First Class, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Single Article.

Paragraphs 1 and 2 of Article 1 of the Treaty of December 9th, 1928, shall be replaced by the following provisions :

" The Contracting Parties undertake to submit, at the request of either Party, to conciliation procedure and, if necessary, to a procedure of judicial or arbitral settlement any disputes which it has not been found possible to settle, within a reasonable time, through diplomatic channels and with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, more particularly disputes concerning :

" 1. The interpretation of a treaty ;

" 2. Any question of international law ;

" 3. The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;

" 4. The extent or nature of the reparation to be made for any such breach.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, May 7th, 1935.

[3] See page 219 of this volume.

» Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux différends, qui, de l'avis de l'une des Parties, relèveraient, d'après les principes du droit international, exclusivement de sa souveraineté ou rentreraient, d'après les traités en vigueur entre elles, dans sa compétence exclusive. Toutefois, l'autre Partie pourra, si elle est d'un avis opposé, faire décider préalablement par la Cour permanente de Justice internationale si le différend est de la compétence de celle-ci, telle qu'elle résulte du présent traité. »

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont apposé leurs signatures et leurs sceaux sur le présent protocole qui sera ratifié et entrera en vigueur le jour où aura lieu à Berne l'échange des instruments de ratification.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 1er juin 1933.

(L. S.) *(Signé)* Henri MARTIN.
(L. S.) *(Signé)* M. NUMAN.

Pour copie conforme :
Berne, le 13 juin 1935.

Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

" The foregoing provisions shall not apply to disputes which, in the opinion of either Party, come, according to the principles of international law, exclusively within its own sovereignty, or, in accordance with the treaties in force between the Parties, exclusively within its own jurisdiction. Nevertheless, the other Party may, if of the opposite opinion, cause a preliminary decision to be given by the Permanent Court of International Justice on the question whether the dispute comes within the jurisdiction thereof, as determined by the present Treaty."

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals to the present Protocol, which shall be ratified and shall enter into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged at Berne.

Done in duplicate at Ankara, this 1st day of June, 1933.

(L. S.) *(Signed)* Henri MARTIN.
(L. S.) *(Signed)* M. NUMAN.

N° 3666

PERSE ET SUISSE

Traité d'amitié, et protocole final. Signés à Berne, le 25 avril 1934.

PERSIA AND SWITZERLAND

Treaty of Friendship, and Final Protocol. Signed at Berne, April 25th, 1934.

N° 3666. — TRAITÉ [1] D'AMITIÉ ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE. SIGNÉ A BERNE, LE 25 AVRIL 1934.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 juin 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE,

Animés du désir de resserrer les relations d'amitié traditionnelles entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Monsieur Abol-Hassan Khan FOROUGHI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Perse, à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la Suisse et l'Empire de Perse, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour poursuivre leurs relations diplomatiques et consulaires sur la base des principes et de la pratique du droit commun international. Elles conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacune d'elles recevront, sur le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international, traitement qui, sous condition de réciprocité, ne pourra être moins favorable que celui accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 1er juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3666. — TREATY [2] OF FRIENDSHIP BETWEEN THE EMPIRE OF PERSIA AND THE SWISS CONFEDERATION. SIGNED AT BERNE, APRIL 25TH, 1934.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place June 15th, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA,

Being desirous of drawing closer the traditional bonds of friendship between the two States, have resolved to conclude a Treaty of Friendship and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

Monsieur Abol-Hassan Khan FOROUGHI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia at Berne ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between Switzerland and the Empire of Persia and between the nationals of the two States.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to base their diplomatic and consular relations upon the principles and practice of ordinary international law. They agree that the diplomatic and consular representatives of each of them shall receive, in the territory of the other, the treatment prescribed by the principles and practice of ordinary international law, which treatment shall, subject to reciprocity, be not less favourable than that accorded to the diplomatic and consular representatives of the most-favoured nation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, June 1st, 1935.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour régler les relations consulaires, commerciales et douanières entre leurs pays, ainsi que les conditions de l'établissement et du séjour de leurs ressortissants sur leurs territoires respectifs, par une convention d'établissement, une convention commerciale et douanière et une convention consulaire conformes aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité et réciprocité.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre elles à propos de l'application ou de l'interprétation des stipulations de tous les traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également, le cas échéant, à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'une des Parties contractantes et de la façon suivante : dans le délai de trois mois, à dater du dépôt de la demande, chacune des deux Hautes Parties contractantes désignera un arbitre, qui pourra être choisi parmi ses ressortissants ou parmi les ressortissants d'un Etat tiers.

Si, à l'expiration du susdit délai de trois mois, l'Etat défendeur n'a pas désigné d'arbitre, le choix en sera fait, à la demande de l'Etat demandeur, par le président de la Cour permanente de Justice internationale parmi les ressortissants de l'Etat défendeur.

Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties se mettront d'accord sur les termes du compromis saisissant le tribunal arbitral du différend, déterminant sa compétence, énonçant les points en litige et fixant la procédure à suivre pour leur donner une solution. Au cas où le délai de deux mois écoulé, les deux Parties ne se seraient pas entendues sur le compromis, le soin de l'établir serait confié au tribunal arbitral saisi par l'Etat demandeur.

Si les deux arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'établissement d'un compromis dans le délai de deux mois à partir du moment où ce soin aurait été confié au tribunal arbitral ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le différend dans un délai raisonnable, qui devra, d'ailleurs, être fixé dans le règlement de procédure, les deux Hautes Parties contractantes choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les deux Parties ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du moment où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, elles prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, la plus diligente d'entre elles priera le président de la Cour permanente de Justice internationale de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la désignation du tiers arbitre.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et, à défaut, d'un compromis entre les deux Parties contractantes ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend.

Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux relatifs à l'application ou à l'interprétation de traités ou conventions et qui n'auraient pu être réglés, de façon satisfaisante, par les procédés diplomatiques ordinaires, les Hautes Parties contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que Membres de la Société des Nations, conviennent de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles détermineront, dans chaque cas, par compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to settle consular, commercial and Customs relations between their countries, and the conditions on which their nationals may establish themselves and reside in their respective territories, by a convention on establishment, a commercial and Customs convention and a consular convention conforming to the principles and practice of ordinary international law and on the basis of complete equality and reciprocity.

Article 4.

The High Contracting Parties agree to submit to arbitration any disputes that may arise between them in regard to the application or interpretation of the terms of any treaties or conventions concluded or to be concluded (including the present Treaty), which are not found capable of settlement in a friendly manner within a reasonable time by ordinary diplomatic procedure.

This provision shall also apply, if need be, to the preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the said treaties and conventions.

The decision of the arbitral tribunal shall be binding on the Parties.

The arbitral tribunal shall be constituted for each dispute at the request of one of the Contracting Parties and in the following manner : within three months from the presentation of the request, each of the two High Contracting Parties shall appoint an arbitrator, who may be selected from amongst its own nationals or the nationals of a third State.

If on the expiration of the said period of three months the respondent State has not appointed an arbitrator, the latter shall be selected, at the request of the applicant State, by the President of the Permanent Court of International Justice from amongst nationals of the respondent State.

The Parties shall come to an understanding, within a further period of two months, as to the terms of the agreement referring the dispute to the arbitral tribunal, determining the tribunal's competence, stating the points at issue, and laying down the procedure to be followed in settling them. Should the two Parties not have come to an understanding as to the agreement on the expiration of the period of two months, the arbitral tribunal shall, at the request of the applicant State, be instructed to draw up the agreement.

Should the two arbitrators be unable to come to an understanding as to the drawing up of an agreement, within two months from the date on which the arbitral tribunal was instructed to do so, or should the two arbitrators be unable to settle the dispute within a reasonable period, which period shall moreover be laid down in the rules of procedure, the two High Contracting Parties shall select as a third arbitrator a national of a third State. Should the two Parties fail to reach agreement as to the choice of the third arbitrator within two months from the date on which the request for the appointment of a third arbitrator was made, they shall jointly request, or if such joint request is not submitted within a further period of two months, either of them may request, the President of the Permanent Court of International Justice to nominate such third arbitrator from amongst the nationals of third States. The Parties may agree to submit to the President a list of third States to which his choice shall be limited. The Parties reserve the right to agree in advance for a specified period upon the selection of a third arbitrator.

Should it be found necessary to appoint a third arbitrator, and failing agreement between the two Contracting Parties as to the procedure to be followed as from the date of such appointment. the third arbitrator shall sit with the two former arbitrators and the arbitral tribunal thus formed shall determine its own procedure and shall settle the dispute.

All the decisions of the arbitral tribunal shall be reached by majority.

The High Contracting Parties, mindful of their obligations as Members of the League of Nations, undertake to resort only to procedures for the pacific settlement of any dispute other than such disputes, relating to the application or interpretation of treaties or conventions, as it may not have been possible to settle satisfactorily by the normal proceedings of diplomacy. They will decide in each case by a special agreement the procedure which appears to them to be most suitable.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent, au surplus, que les dispositions du présent article ne s'opposent en rien à l'application des stipulations du Protocole[1] signé par elles, relatif à la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale du 16 décembre 1920.

Article 5.

Le traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Berne le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le vingt-cinq avril mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) *(Signé)* MOTTA.
(L. S.) *(—)* A. H. FOROUGHI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité d'amitié conclu en date de ce jour entre la Confédération suisse et l'Empire de Perse, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante, qui constituera partie intégrante du traité :

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de réexaminer et même de dénoncer les dispositions de l'article 4 du Traité d'amitié à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur dudit traité.

BERNE, *le* 25 *avril* 1934.

(Signé) MOTTA.
(—) A. H. FOROUGHI.

Pour copie conforme :
Berne, le 14 juin 1935.
Le Chancelier de la Confédération,
G. Bovet.

---

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282, et vol. CLVI, page 176, de ce recueil.

The High Contracting Parties further recognise that the provisions of the present Article in no way preclude the application of the stipulations of the Protocol [1], dated December 16th, 1920, signed by them with regard to the compulsory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, the twenty-fifth day of April, nineteen hundred and thirty-four.

(L. S.) *(Signed)* MOTTA.
(L. S.) *(Signed)* A. H. FOROUGHI.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Treaty of Friendship concluded to-day between the Swiss Confederation and the Persian Empire, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration, which shall form an integral part of the Treaty:

The two High Contracting Parties reserve the right to re-examine and even to denounce the provisions of Article 4 of the Treaty of Friendship on the expiration of a period of ten years from the date on which the said Treaty comes into force.

BERNE, *April 25th*, 1934.

(Signed) MOTTA.
(Signed) A. H. FOROUGHI.

---

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; and Vol. CLVI, page 176, of this Series.

N° 3667.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SUISSE

Traité additionnel au Traité d'extradition du 14 mai 1900. Signé à Washington, le 10 janvier 1935.

UNITED STATES OF AMERICA AND SWITZERLAND

Additional Treaty to the Extradition Treaty of May 14th, 1900. Signed at Washington, January 10th, 1935.

N° 3667. — TRAITÉ[1] ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 14 MAI 1900 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUISSE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 10 JANVIER 1935.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Conseil fédéral suisse et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 juin 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Animés du désir d'assurer une meilleure administration de la justice et de réprimer les crimes sur leur territoire et sous leur juridiction ont résolu de conclure un traité additionnel élargissant la liste des crimes ou délits donnant lieu à extradition en vertu du Traité[2] conclu, le 14 mai 1900, entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Marc PETER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Monsieur Cordell HULL, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les crimes ou délits suivants sont ajoutés à la liste des crimes ou délits pour lesquels l'extradition peut être accordée, énumérés sous chiffres 1 à 11, à l'article II dudit Traité du 14 mai 1900, savoir :

12. Banqueroute frauduleuse ;
13. Infraction volontaire aux dispositions concernant les stupéfiants en tant que cette infraction entraîne en Suisse une peine d'emprisonnement d'un an ou une peine plus grave et que, aux Etats-Unis d'Amérique, elle est punissable comme un crime (felony).

Article II.

Le présent traité sera considéré comme partie intégrante dudit Traité du 14 mai 1900 et l'article II de ce dernier traité sera lu comme si la liste des crimes ou délits qui y figurent avait compris

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 16 mai 1935.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXIX, page 530.

No. 3667. — ADDITIONAL TREATY[1] TO THE EXTRADITION TREATY OF MAY 14TH, 1900, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWITZERLAND. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 10TH, 1935.

French and English official texts communicated by the Swiss Federal Council and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place June 15th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
and
THE SWISS FEDERAL COUNCIL,

Animated by the desire of assuring a better administration of justice and suppressing crime on their territory and under their jurisdiction, have resolved to conclude an Additional Treaty enlarging the list of the crimes or offenses which are extraditable under the Treaty[2] concluded, May 14th, 1900, between the United States of America and Switzerland and have named as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Mr. Marc PETER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the United States of America ;

Who, after having exchanged their full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The following crimes or offenses shall be added to the list of the crimes or offenses for which extradition may be granted, enumerated under numbers 1 to 11 in Article II of the said Treaty of May 14th, 1900, to wit :

12. Fraudulent bankruptcy.

13. Intentional violation of the laws relative to narcotics provided such violation carries in Switzerland a penalty of one year's imprisonment or a more severe penalty, and that in the United States of America such violation is punishable as a felony.

Article II.

This Treaty shall be considered as an integral part of the Treaty of May 14th, 1900, and Article II of the latter Treaty shall be read as if the list of the crimes or offenses which appear

---

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, May 16th, 1935.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 1002.

dès l'origine les crimes ou délits qui sont ajoutés et spécifiés sous chiffres 12 et 13 dans l'article premier du présent traité.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Washington aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, en double expédition, en langues française et anglaise, le 10 janvier 1935

(L. S.) *(Signé)* Marc PETER.
(L. S.) *(—)* Cordell HULL.

Pour copie conforme :
Berne, le 14 juin 1935.
Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. J. Allen,
Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

therein had from the first included the crimes or offenses which are added and specified under numbers 12 and 13 in Article I of this Treaty.

This Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties and shall become effective on the date of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed this Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done at Washington, in duplicate, in the English and French languages, the 10th day of January, 1935.

(Seal) Cordell HULL.
(Seal) Marc PETER.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. J. Allen,
Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

N° 3668.

BELGIQUE ET ÉQUATEUR

Convention additionnelle relative à l'application au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi du Traité d'extradition du 28 mai 1887 entre les deux pays. Signée à Lima, le 6 juin 1933.

BELGIUM AND ECUADOR

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of May 28th, 1887, between the Two Countries. Signed at Lima, June 6th, 1933.

N° 3668. — CONVENTION [1] ADDITIONNELLE RELATIVE A L'APPLICATION AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 28 MAI 1887 ENTRE LA BELGIQUE ET L'ÉQUATEUR. SIGNÉE A LIMA, LE 6 JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 juin 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR, ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité d'extradition entre la Belgique et l'Equateur du 28 mai 1887, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Ernest FRANCK, officier de l'Ordre de Léopold, grand officier de l'Ordre « Al Merito », son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Quito ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'EQUATEUR :

M. Homero VITERI LAFRONTE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Equateur près le Gouvernement du Pérou ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre la Belgique et la République de l'Equateur du 28 mai 1887 s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique.

Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 28 mai 1887.

[1] Entrée en vigueur le 25 avril 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3668. — ADDITIONAL CONVENTION [2] REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF MAY 28TH, 1887, BETWEEN BELGIUM AND ECUADOR. SIGNED AT LIMA, JUNE 6TH, 1933.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 17th, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR, having thought it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, for which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, the Extradition Treaty concluded between Belgium and Ecuador on May 28th, 1887, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Ernest FRANCK, Officer of the Order of Leopold, Grand Officer of the " Al Merito " Order, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Quito ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Monsieur Homero VITERI LAFRONTE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Ecuador accredited to the Government of Peru ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between Belgium and the Republic of Ecuador of May 28th, 1887, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

Requisitions for the extradition of persons who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through diplomatic channels.

This method shall be employed in every case in which it is so required by the Extradition Treaty of May 28th, 1887.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force April 25th, 1935.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 28 mai 1887 et de la présente convention :

1° Il faut entendre par nationaux belges, les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; y sont assimilés les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2° Seront considérés comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de cinq ans de servitude pénale et comme délits celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale.

Article 4.

Le délai de deux mois prévu à l'article 11 du Traité d'extradition du 28 mai 1887 est porté à trois mois.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 28 mai 1887 entre la Belgique et la République de l'Equateur.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Lima, le six juin mil neuf cent trente-trois.

(s.) Homero VITERI L.
(s.) Ern. FRANCK.

Article 3.

For the application of the Treaty of May 28th, 1887, and of the present Convention :

(1) Belgian nationals shall be held to mean citizens of Belgium and *ressortissants* of the Belgian Congo ; *ressortissants* of Ruanda-Urundi are assimilated thereto ;

(2) Offences against the criminal law of the Belgian Congo and of Ruanda-Urundi punishable with more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and offences punishable with more than two months' penal servitude shall be deemed to be misdemeanours.

Article 4.

The period of two months provided in Article 11 of the Extradition Treaty of May 28th, 1887, is extended to three months.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Brussels as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the law of the High Contracting Parties, and shall be of the same duration as the Extradition Treaty of May 28th, 1887, between Belgium and the Republic of Ecuador.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lima, the sixth day of June, one thousand nine hundred and thirty-three.

(Signed) Homero VITERI L.
(Signed) Ern. FRANCK.

N° 3669.

BELGIQUE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif à la notification réciproque des sentences de condamnation prononcées par les instances judiciaires de l'un des deux pays contre les ressortissants de l'autre, ainsi que des empreintes digitales des condamnés. Bruxelles, le 22 mai 1935.

BELGIUM AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Reciprocal Notification of Penal Sentences passed by the Courts of One of the Two Countries against Nationals of the Other, and of the Finger-prints of the Persons sentenced. Brussels, May 22nd, 1935.

N° 3669. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA NOTIFICATION RÉCIPROQUE DES SENTENCES DE CONDAMNATION PRONONCÉES PAR LES INSTANCES JUDICIAIRES DE L'UN DES DEUX PAYS CONTRE LES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE, AINSI QUE DES EMPREINTES DIGITALES DES CONDAMNÉS. BRUXELLES, LE 22 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 *juin* 1935.

I.

LÉGATION DE DANEMARK.

J. Nr. 27. D. 2.

BRUXELLES, *le* 22 *mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement royal danois s'engage, à la condition de réciprocité, à notifier au Gouvernement royal belge, gratuitement et à partir du 1er juin 1935, toutes les sentences de condamnation pour faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, ayant obtenu force de chose jugée, et prononcées par les instances judiciaires du Danemark contre des ressortissants de la Belgique. Egalement, le Gouvernement danois s'engage, à la même condition, à remettre au Gouvernement belge les dactylogrammes des condamnés, pourvu que ceux-ci ne lui soient pas encore transmis.

Il est entendu que l'échange des renseignements aura lieu entre le chef de la police d'Etat à Copenhague et le ministre de la Justice de Belgique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma haute considération.

Le Ministre de Danemark :
(S) O. KRAG.

Son Excellence
Monsieur Paul van Zeeland, Premier Ministre,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Kristjan Bure,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères, a. i.

[1] Entré en vigueur le 1er juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3669. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE BELGIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE RECIPROCAL NOTIFICATION OF PENAL SENTENCES PASSED BY THE COURTS OF ONE OF THE TWO COUNTRIES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER, AND OF THE FINGER-PRINTS OF THE PERSONS SENTENCED. BRUSSELS, MAY 22ND, 1935.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 18th, 1935.

I.

DANISH LEGATION.
J. Nr. 27. D. 2.

BRUSSELS, *May 22nd*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

By order of my Government, I have the honour to confirm to Your Excellency that the Royal Danish Government undertakes, as from June 1st, 1935, subject to reciprocity, to communicate free of charge to the Royal Belgian Government all sentences for punishable offences of every kind, other than minor offences, which have become final and without appeal and which have been passed by the courts of Denmark on Belgian nationals. The Danish Government also undertakes under the same conditions to forward to the Belgian Government the finger-prints of the persons so sentenced in cases in which they have not been already forwarded.

It is understood that the exchange of information shall take place between the Chief of the State Police at Copenhagen and the Belgian Minister of Justice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) O. KRAG,
Danish Minister.

His Excellency
Monsieur Paul van Zeeland, Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade,
etc., etc., etc.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force June 1st, 1935.

II.

DIRECTION GÉNÉRALE C.
Nos 4378/I/1
3e Bureau.

22 *mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge acquiesce volontiers à la proposition du Gouvernement danois d'établir la communication réciproque des condamnations prononcées dans l'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre.

Le Gouvernement belge fera désormais transmettre au Gouvernement danois les bulletins judiciaires mentionnant les condamnations prononcées en Belgique contre des personnes originaires du Danemark pour faits punissables de toute sorte à l'exception des contraventions.

Si les empreintes digitales de ces personnes ont été prises en Belgique et n'ont pas encore été communiquées aux autorités danoises, leur communication en sera faite à l'occasion de la transmission des bulletins judiciaires.

Les documents dont il s'agit, seront transmis directement par le ministre de la Justice de Belgique au chef de la police d'Etat à Copenhague.

De son côté le Gouvernement danois communiquera dorénavant au Gouvernement belge les bulletins judiciaires mentionnant les condamnations prononcées au Danemark contre les sujets belges pour faits punissables de toute sorte à l'exception des contraventions.

Cette communication ne s'applique pas à la colonie du Congo ni aux territoires sur lesquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations.

L'accord ainsi intervenu entrera en vigueur le 1er juin 1935.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
(Signé) P. VAN ZEELAND.

Son Excellence
Monsieur Otto Krag,
Ministre de Danemark,
à Bruxelles.

Pour copie conforme :

Kristjan Bure,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères, a. i.

II.

GENERAL DIRECTORATE C.
Nos. 4378/I/1
3rd Bureau.

May 22nd, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government readily accepts the proposal of the Danish Government to the effect that there should be reciprocal communication of sentences passed in one of the two States on nationals of the other.

The Belgian Government will henceforth transmit to the Danish Government the Legal Gazettes which contain the sentences passed in Belgium on persons of Danish origin for punishable offences of every kind, other than minor offences.

Should the finger-prints of such persons have been taken in Belgium and have not yet been forwarded to the Danish authorities, they will be forwarded along with the Legal Gazettes.

The documents in question will be forwarded direct by the Belgian Minister of Justice to the Chief of the State Police at Copenhagen.

The Danish Government on its side will henceforth transmit to the Belgian Government the Legal Gazettes which contain the sentences passed in Denmark on Belgian subjects for punishable offences of every kind, other than minor offences.

This shall not apply to the colony of the Congo or to the territories over which Belgium exercises a mandate in the name of the League of Nations.

The Agreement thus concluded shall come into force on June 1st, 1935.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. VAN ZEELAND,
Minister for Foreign Affairs and Foreign Trade.

His Excellency
Monsieur Otto Krag,
Danish Minister,
Brussels.

N° 3670.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SUÈDE

Convention relative à l'exemption du service militaire des personnes possédant une double nationalité. Signée à Stockholm, le 31 janvier 1933.

UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN

Convention relating to the Exemption from Military Service of Persons having Dual Nationality. Signed at Stockholm, January 31st, 1933.

No. 3670. — CONVENTION[1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN RELATING TO THE EXEMPTION FROM MILITARY SERVICE OF PERSONS HAVING DUAL NATIONALITY. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 31ST, 1933.

English and Swedish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 19th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of regulating the question of exemption from military obligations of persons possessing the nationality of both the High Contracting Parties, have decided to enter into a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honorable John Motley MOREHEAD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Mr. Östen UNDÉN, acting Chief of His Ministry for Foreign Affairs, Minister without portfolio ;

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, February 20th, 1935.
Came into force May 20th, 1935.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N° 3670. — KONVENTION[1] MELLAN AMERIKAS FÖRENTA STATER OCH SVERIGE ANGÅENDE UNDANTAG FRÅN VÄRNPLIKT FÖR PERSONER SOM ÄRO BÅDA DE HÖGA PARTERNAS MEDBORGARE. UNDERTECKNAD I STOCKHOLM, DEN 31 JANUARI 1933.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 juin 1935.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och AMERIKAS FÖRENTA STATERS PRESIDENT, vilka önska ordna frågan rörande undantag från värnplikt för personer, som äro båda de höga parternas medborgare, hava beslutat ingå en konvention i dylikt syfte och hava till sina fullmäktige utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Tillförordnade Chefen för Sitt Utrikesdepartement, Statsrådet Herr Östen UNDÉN ;

AMERIKAS FÖRENTA STATERS PRESIDENT :

Amerikas Förenta Staters Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Stockholm, the Honorable John Motley MOREHEAD ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 20 février 1935.
Entrée en vigueur le 20 mai 1935.

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

A person possessing the nationality of both the High Contracting Parties who habitually resides in the territory of one of them and who is in fact most closely connected with that Party shall be exempt from all military obligations in the territory of the other Party.

Article 2.

The present Convention shall be ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty the King of Sweden with the consent of the Riksdag of Sweden and shall enter in effect three months after the exchange of ratifications at Washington and shall remain in force until the expiration of six months from the day on which one of the Parties shall have given notice to the other for its termination.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the English and Swedish languages and have thereunto affixed their seals.

Done at Stockholm the 31st day of January, 1933.

(Signed) *(Seal)* John Motley MOREHEAD.

vilka, efter att hava delgivit varandra sina fullmakter, som befunnits i god och behörig ordning, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel 1.

Den, som är båda de höga fördragsslutande parternas medborgare och vanligen är bosatt inom den ena partens område och faktiskt äger närmast samhörighet med denna part, skall vara befriad från alla militära förpliktelser inom den andra partens område.

Artikel 2.

Denna konvention skall ratificeras av Hans Majestät Konungen av Sverige med svenska Riksdagens samtycke och av Amerikas Förenta Staters President efter hörande och med samtycke av Förenta Staternas Senat. Den skall träda i kraft tre månader från det ratifikationsinstrumenten utväxlats i Washington och skall gälla intill dess sex månader förflutit från det densamma blivit av någondera parten uppsagd.

Till bekräftelse härav hava de fullmäktige undertecknat denna konvention i två exemplar, vartdera utfärdat å svenska och engelska språken, och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm den 31 januari 1933.

(Undert.) *(Seal)* Östen UNDÉN.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Convention in the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. F. Allen,
Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 8 août 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3670. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE RELATIVE A L'EXEMPTION DU SERVICE MILITAIRE DES PERSONNES POSSÉDANT UNE DOUBLE NATIONALITÉ. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 31 JANVIER 1933.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, désirant régler la question de l'exemption des obligations militaires des personnes possédant la nationalité des deux Hautes Parties contractantes, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

L'honorable John Motley MOREHEAD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Östen UNDÉN, chef du Département des Affaires étrangères p. i., ministre sans portefeuille ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Toute personne, possédant la nationalité des deux Hautes Parties contractantes, qui réside habituellement dans le territoire de l'une d'entre elles, et qui, en fait, a des liens plus étroits avec cette Partie, sera exempte de toutes obligations militaires dans le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

La présente convention devra être ratifiée par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que par Sa Majesté le Roi de Suède, avec le consentement du Riksdag suédois; elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications à Washington, et restera applicable jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de la dénoncer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en deux exemplaires, rédigés en langues anglaise et suédoise, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, le 31 janvier 1933.

(Signé) *(Sceau)* John Motley MOREHEAD. *(Signé)* *(Sceau)* Östen UNDÉN.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3671.

BULGARIE ET POLOGNE

Convention consulaire, et protocole final. Signés à Sofia, le 22 décembre 1934.

BULGARIA AND POLAND

Consular Convention, and Final Protocol. Signed at Sofia, December 22nd, 1934.

N° 3671. — CONVENTION [1] CONSULAIRE ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉE A SOFIA, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. *de la délégation permanente de Bulgarie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 19 *juin* 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Animés du même désir de régler les rapports consulaires et, en conséquence, désirant admettre sur leurs territoires des fonctionnaires consulaires et fixer les droits, privilèges et immunités respectifs des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que déterminer leur pouvoir, ils sont tombés d'accord pour conclure une convention consulaire et, à cet effet, ils ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Constantin BATOLOFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Adam TARNOVSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia;

Qui, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION CONSULAIRE.

Article premier.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et autres localités de l'autre Partie.

2. Les Hautes Parties contractantes se réservent, toutefois, le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des consuls ; il est entendu que cette réserve ne pourra être appliquée par une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre sans être appliquée également à toutes les autres Puissances.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 30 avril 1935.
Entrée en vigueur le 30 mai 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3671. — CONSULAR CONVENTION [2] BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT SOFIA, DECEMBER 22ND, 1934.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. *of the Permanent Delegation of Bulgaria accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 19th,* 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS
and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Being mutually desirous of regulating their consular relations, admitting consular officials to their territories, and determining the respective rights, privileges and immunities of consuls general, consuls, vice-consuls and consular agents and of defining their powers, have agreed to conclude a Consular Convention and have appointed as Plenipotentiaries for that purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS :

Monsieur Constantin BATOLOFF, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur Adam TARNOVSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia;

Who, having presented their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

CONSULAR ORGANISATION.

Article 1.

1. Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint consuls general, consuls, vice-consuls or consular agents in ports, towns and other centres in the territory of the other Party.

2. The High Contracting Parties nevertheless reserve the right to designate the places where they deem it inadvisable to admit consuls. It is understood that this reservation may not be applied by one of the High Contracting Parties to the other without being equally applicable to all other Powers.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 30th, 1935. Came into force May 30th, 1935.

3. Partout, où dans la présente convention il est question de « consul » — on entend par là les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires ; de même où il est question de « consulat » on entend par là les consulats généraux, les consulats, les vice-consulats et les agences consulaires.

Article 2.

1. Les consuls seront réciproquement admis et reconnus, selon les règles et formalités en usage dans le pays de résidence, après avoir présenté leurs lettres de provision.

2. Au moment de la présentation des lettres de provision sera indiquée la circonscription du consul ; tout changement ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires étrangères de l'autre Haute Partie contractante.

3. L'exequatur pour le libre exercice des fonctions sera délivré aux consuls sans retard et sans frais et, à partir de la délivrance dudit exequatur, les autorités compétentes de leurs circonscriptions consulaires prendront immédiatement les mesures nécessaires pour leur faciliter de s'acquitter des devoirs de leur charge et pour leur assurer la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

4. En cas d'urgence, le gouvernement du pays de résidence pourra, sur la requête du pays qui l'a nommé, reconnaître, à titre provisoire, le consul et l'admettre à exercer les fonctions qui lui sont confiées jusqu'au moment de la présentation des lettres de provision et la délivrance de l'exequatur.

Article 3.

1. Les consuls et les agents consulaires, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires pourront être fonctionnaires de carrière ou honoraires.

2. Au cas où le fonctionnaire honoraire sera ressortissant du pays où il devra exercer les fonctions consulaires, le pays qui veut le nommer devra, avant sa nomination, obtenir par voie diplomatique l'assentiment du gouvernement du pays dont il est ressortissant.

CHAPITRE II

Privilèges consulaires.

Article 4.

1. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du consul, l'un des fonctionnaires consulaires du consulat, dont le nom a été antérieurement porté à la connaissance des autorités compétentes de l'Etat de la résidence du consul, sera de plein droit admis à exercer par intérim les fonctions du consul.

2. Ce fonctionnaire consulaire jouira à ce titre, pendant l'exercice intérimaire des fonctions de consul, des droits, privilèges, exemptions et immunités reconnus au titulaire.

Article 5.

1. Les consuls et les agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison, où sont installés les bureaux du consulat ou de l'agence consulaire, l'écusson du pays qu'ils représentent, avec l'inscription relative dans la langue officielle de leur Etat et, aux jours de solennités officielles ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, arborer sur la maison, où se trouve installé le consulat ou l'agence consulaire, le pavillon de l'Etat qui les a nommés. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

2. Ils pourront également, compte tenu de la réserve précitée concernant le droit d'asile, placer l'écusson et arborer le pavillon de l'Etat qui les a nommés sur les voitures et bateaux qu'ils monteront pour l'exercice de leurs fonctions.

3. For the purposes of the present Convention, the word "consul" shall be taken to mean, consuls general, consuls, vice-consuls and consular agents; similarly, the word "consulate" shall be taken to mean consulates general, consulates, vice-consulates and consular agencies.

Article 2.

1. Consuls shall be reciprocally admitted and recognised in accordance with the customary rules and formalities in the country of residence, after having presented their credentials.

2. The extent of the consular area shall be indicated at the time of presentation of credentials; any subsequent change in connection with this area shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the other High Contracting Party.

3. The exequatur necessary for the free exercise of their functions shall be granted to consuls without delay and free of charge, and after the said exequatur has been granted the competent authorities of their consular areas shall immediately take the necessary steps to enable them to perform their duties and ensure them the benefit of the immunities and exemptions to which they are entitled.

4. In case of urgency, the Government of the country of residence may, at the request of the country which has appointed him, grant the consul provisional recognition and allow him to carry on the duties entrusted to him until he presents his credentials and receives the exequatur.

Article 3.

1. Consuls and consular agents and other consular officials may be officials *de carrière* or honorary officials.

2. Should the honorary official be a national of the country in which he has to perform consular duties, the country which desires to appoint him must, before doing so, obtain through diplomatic channels the consent of the Government of the country of which he is a national.

CHAPTER II.

Consular Privileges.

Article 4.

1. In the case of inability of the consul to attend to his duties, or of his absence or death, one of the consular officials of the consulate whose name has been previously notified to the competent authorities of the State in which the consul resides, shall, without further formality, be allowed to undertake temporary consular duties in an acting capacity.

2. The said consular official shall, whilst temporarily acting in that capacity, be entitled to all rights, privileges, exemptions and immunities to which a duly appointed official would be entitled.

Article 5.

1. Consuls and consular agents shall be entitled to place above the outer door of the building in which the consulate or consular agency is installed the coat-of-arms of the country which they represent, with the usual inscription in the official language of their own country; they may also fly the flag of the country which has appointed them on the building in which the consulate or consular agency is installed on days of public ceremonies and on other customary occasions. It is understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

2. Subject to the reservations made in the present Article with regard to the right of asylum, they may also place the arms and fly the flag of the State which has appointed them on the vehicles or vessels which they may employ in the exercise of their duties.

Article 6.

1. Les archives consulaires ainsi que tous les actes et tous les objets d'usage officiel, seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, examiner ou retenir ces actes ou objets, non plus que les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie des archives. Les dossiers, les papiers et les objets susmentionnés devront toujours être complètement séparés des documents privés et des livres ou papiers concernant le commerce et l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires consulaires respectifs.

2. Si un consul, un agent consulaire ou un autre fonctionnaire consulaire d'une des deux Hautes Parties contractantes, requis par l'autorité locale de délivrer ou de montrer les dossiers, papiers ou autres objets faisant partie de ces archives, se refuse à le faire, l'autorité en question ne pourra recourir à aucune mesure coercitive à son égard ; toutes les difficultés surgissant de ces faits devront être réglées par la voie diplomatique.

3. La correspondance officielle du consulat ou de l'agence consulaire, ainsi que la correspondance qui leur est adressée, est toujours inviolable, et les autorités n'ont pas le droit de la retenir ou de l'examiner.

4. Les consuls de carrière dans leur correspondance avec les autorités de leur Etat, y compris les missions diplomatiques et les offices consulaires, peuvent se servir du chiffre, ainsi que recevoir et envoyer des courriers, munis de documents attestant leur caractère.

Article 7.

1. Les locaux officiels des consulats de carrière et les locaux destinés aux archives sont toujours inviolables et les autorités locales ne peuvent y pénétrer, sauf dans le cas où il s'agit de l'arrestation d'une personne pour un délit passible d'après la législation locale, suivant le cas, d'une peine de privation de liberté de plus d'une année. Toutefois, ces autorités ne peuvent en aucun cas entreprendre des perquisitions dans ces locaux, ni saisir les papiers et autres objets qui s'y trouvent.

2. Les locaux officiels consulaires et les locaux destinés aux archives ne peuvent en aucun cas servir de lieu d'asile.

Article 8.

1. Les consuls, les agents consulaires et les autres fonctionnaires consulaires de carrière de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, de l'exemption de toutes réquisitions, prestations et logements militaires. Ce privilège ne s'étendra pas aux immeubles qui leur appartiennent en tant qu'ils ne sont pas affectés au service consulaire ou ne servent pas de locaux d'habitation auxdits fonctionnaires. Les consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires ne sont exempts des réquisitions et des logements militaires que pour les locaux affectés aux chancelleries et archives consulaires.

2. Les consuls, les agents consulaires, ainsi que les autres fonctionnaires consulaires de carrière jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel, perçues au profit de l'Etat ainsi qu'au profit des corporations de droit public autres que l'Etat.

Toutefois, lesdites personnes seront soumises à l'imposition suivant le droit commun en tant que dans l'Etat de résidence elles possèdent ou afferment des biens immeubles, des entreprises commerciales ou industrielles, ou sont sociétaires de pareilles entreprises, ou si elles exercent une profession lucrative ou touchent des revenus sur des capitaux ou des droits patrimoniaux.

3. Lesdits fonctionnaires et en général toutes les personnes employées dans les consulats, ainsi que leur service domestique, seront exempts de l'obligation d'assurance sociale basée sur la législation de l'autre Haute Partie contractante, pour autant que ces personnes sont ressortissantes de l'Etat qui a nommé le consul.

4. Les consuls, les agents consulaires et les autres fonctionnaires consulaires de carrière doivent être toujours ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Article 6.

1. The consular archives and all documents and articles used for official purposes shall at all times be inviolable and the local authorities may not under any pretext examine or detain such documents or articles or files, papers or other articles forming part of the archives. The above-mentioned files, papers and articles shall always be kept completely separate from private papers and books or papers relating to any commerce or industry in which the respective consular officials may be engaged.

2. If a consul, consular agent or other consular official of one of the two High Contracting Parties, who is called upon by the local authorities to hand over or to produce files, papers or other articles forming part of such archives, refuses to do so, the authority in question may not employ any measures of constraint against the said official ; all differences arising out of such circumstances must be settled through diplomatic channels.

3. The official correspondence of the consul or consular agency and correspondence addressed to them shall always be inviolable, and authorities shall not have the right to detain or examine it.

4. Consuls *de carrière* may, in their correspondence with the authorities of their State, including diplomatic missions and consular offices, use cipher and receive and send diplomatic bags, provided the said bags be accompanied by documents attesting their nature.

Article 7.

1. The official consular premises of consulates graded as *de carrière* posts and premises allotted for the safe-keeping of records shall always be inviolable, and the local authorities may not enter them unless they have to arrest a person charged with an offence which, under the *lex loci*, is punishable with more than one year's imprisonment. Nevertheless, the authorities may in no case search such premises or seize papers and other articles therein.

2. The official consular premises and the premises allotted for the safe-keeping of records may in no case serve as asylum.

Article 8.

1. Consuls, consular agents and other consular officials *de carrière* of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other High Contracting Party, enjoy exemption from all military requisitions, contributions or billeting. This privilege shall not be extended to houses belonging to them but not used as consular premises or as the official's residence. Honorary consuls and other honorary officials shall only be exempted from military requisitions and billeting in respect of premises used for consular offices and consular archives.

2. Consuls, consular agents and other consular officials *de carrière* shall be exempted from all direct taxation *in personam* levied for the State or for public bodies other than the State.

The said persons shall, however, be subject to taxation under the ordinary law of the land in so far as, in the State in which they reside, they own or rent real property or commercial or industrial undertakings, or are shareholders in such undertakings, or exercise a remunerative occupation or receive income from capital or inheritance.

3. The said officials and, in general, all persons employed in consulates and their domestic servants shall be exempt from compulsory social insurance under the legislation of the other High Contracting Party when such persons are nationals of the State which has appointed the consul.

4. *De carrière* consuls, consular agents and other consular officials must in every case be nationals of the State which has appointed them.

Article 9.

1. Les consuls, les agents consulaires et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière sont autorisés en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, pendant un délai de six mois après leur entrée en fonctions, de faire entrer en franchise de douane ou de toute autre taxe d'importation imposée à l'occasion, leur mobilier et les ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

2. Ils seront également exempts des droits de sortie pour lesdits objets lorsqu'ils quitteront l'Etat de leur résidence.

3. Il est entendu que cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

4. Sont également exempts des droits de douane et de toute autre taxe d'importation les objets destinés à l'usage officiel des consulats ou des agences consulaires, et les mobiliers destinés à l'installation des bureaux et des appartements officiels.

Article 10.

Seront exempts des tous impôts et contributions publiques les immeubles constituant la propriété d'une des Hautes Parties contractantes et destinés aux offices consulaires et les locaux loués par elle dans le même but, ainsi que l'habitation des personnes mentionnées à l'alinéa 1 de l'article 8.

Article 11.

Les consuls, les agents consulaires et les autres fonctionnaires consulaires ne seront pas justiciables des autorités de l'Etat de leur résidence pour leurs actes officiels accomplis en vertu de la présente convention.

Article 12.

1. Les consuls, les agents consulaires et les autres fonctionnaires consulaires, sauf ceux qui assurent les services subalternes de chancellerie et les domestiques, en tant que lesdites personnes ne sont pas fonctionnaires honoraires et sont ressortissantes de l'Etat qui les a nommées, ne pourront être mis en état d'arrestation personnel, ni comme mesure préventive, ni comme mesure d'exécution en matière civile et commerciale, ni comme contravention, ni comme peine pour les infractions poursuivies exclusivement par voie administrative. De même ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté dans le cas où il s'agit d'infractions passibles d'au moins un an de privation de liberté.

2. En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du consul et de l'agent consulaire ainsi que des consuls, vice-consuls suppléants et adjoints, et attachés consulaires, le gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat qui a nommé ledit fonctionnaire.

Article 13.

1. Les consuls, les agents consulaires et les autres fonctionnaires consulaires sont tenus de donner suite aux invitations qui leur seraient adressées par les autorités locales compétentes à comparaître comme témoins. S'ils ne sont pas des ressortissants de l'Etat de la résidence, de telles invitations doivent leur être adressées sous forme de lettres officielles sans menace de sanctions pénales en cas de non-comparution.

L'audition doit avoir lieu sans délai, au terme fixé et, dans la mesure du possible, sans rétention prolongée.

Le personnel de chancellerie et le service ne jouissent pas de ces privilèges.

2. Les consuls de carrière peuvent, dans chaque cas particulier, justifier leur absence par des empêchements résultant d'une maladie ou des raisons urgentes de service et demander l'ajournement de la comparution à une autre date, toutefois, pas trop éloignée.

Article 9.

1. Consuls, consular agents and other officials *de carrière* may, when proceeding to their post in the territory of the other High Contracting Party, within six months after their taking up duty, import their furniture and household utensils for their personal use or use of their family, free of Customs duty or any other import tax that might otherwise be chargeable.

2. They shall also be exempted from export duty on the said articles when they leave the State of their residence.

3. It is understood that this exemption shall not apply to perishable goods.

4. Exemption from Customs duty and any other import taxes shall also be granted in respect of articles intended for the official use of consulates or consular agencies and furniture for offices and official premises.

Article 10.

Immovable property owned by one of the High Contracting Parties and used for consular offices and premises rented by the said High Contracting Party for the same purpose, and the residences of the persons mentioned in paragraph 1 of Article 8, shall be exempt from all taxes and public charges.

Article 11.

Consuls, consular agents and other consular officials shall not be liable to prosecution by the authorities of the State in which they reside in respect of their official acts carried out under the present Convention.

Article 12.

1. Consuls, consular agents and other consular officials, with the exception of those engaged in minor office work and servants, when such persons are not honorary officials and are nationals of the State which has appointed them, may not be detained either as a preventive measure or as a result of civil or commercial proceedings, or as the result of a misdemeanour, or as the result of a penalty for offences proceedings in respect of which are only taken through administrative channels. Furthermore, they may not be placed under arrest or imprisoned as a preventive measure save in the case of offences which are punishable with more than one year's imprisonment.

2. If legal proceedings are instituted against any consul or consular agent, or assistant consuls or vice-consuls or consular attachés, or if any of these officials are arrested or charged with an offence, the Government of the State of residence shall immediately notify the diplomatic representative of the State which appointed the official in question.

Article 13.

1. Consuls, consular agents and other consular officials must comply with requests to appear as witnesses addressed to them by the competent local authorities. Should they not be nationals of the State of residence, such requests should be forwarded to them in the form of official letters without any threat of penalties in case of non-appearance.

The hearing should take place without delay at the appointed time and should, so far as possible, not be unduly prolonged.

Office staff and servants are not entitled to these privileges.

2. *De carrière* consuls may, in any individual case, plead inability to attend for reasons of health, or for imperative reasons connected with their duties, and ask that the hearing be adjourned to another day though within a reasonable time.

3. Les consuls, les agents consulaires et tous les autres fonctionnaires consulaires, aussi bien de carrière qu'honoraires, peuvent, en opposant le secret professionnel ou le secret d'Etat, refuser de faire des dépositions concernant des faits résultant de leur service et de déposer ou produire des documents dont ils seraient les détenteurs.

Même au cas où l'autorité compétente estimerait ne pas pouvoir reconnaître cette excuse comme fondée, elle devra s'abstenir de toutes mesures coercitives à leur égard.

Article 14.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux consuls, agents consulaires et autres fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie, en matière d'exemptions de droits, de privilèges et d'immunités, le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Les Hautes Parties contractantes conviennent, toutefois, qu'aucune d'elles ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur des personnes susmentionnées des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs plus étendus que ceux accordés par elle-même aux consuls, agents consulaires et autres fonctionnaires consulaires du même grade et de la même catégorie de l'autre Haute Partie contractante.

CHAPITRE III

FONCTIONS DES CONSULS.

Article 15.

1. Les consuls et les agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes ont le droit d'exercer la protection des ressortissants de l'Etat qui les a nommés et de défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous les droits et intérêts qui appartiennent aux ressortissants de leur Etat.

2. A cet effet, ils pourront s'adresser aux tribunaux et à toutes les autorités de leur circonscription en vue d'obtenir, dans les limites de la loi, les renseignements et explications nécessaires.

3. Si leurs réclamations ne sont pas accueillies par les autorités de leur circonscription, ils ne pourront avoir recours directement au gouvernement de l'Etat de leur résidence qu'en l'absence de tout représentant diplomatique de leur Etat ou en cas d'existence d'un arrangement spécial.

4. Il est bien entendu que les consuls et les agents consulaires feront leurs interventions auprès des tribunaux et autorités locales par écrit, dans la langue officielle de l'Etat de la résidence.

Article 16.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes ont le droit, conformément à la législation de l'Etat qui les a nommés, de délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres documents personnels, ainsi que d'accorder des permis d'entrée et de viser les passeports, les certificats d'origine des marchandises et autres documents.

Article 17.

1. Les consuls et les agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés, auront le droit, conformément aux lois et règlements de leur pays, de dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

2. Il est bien entendu que la présente disposition ne peut nullement dispenser les particuliers de l'obligation prévue par les lois locales de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

3. Consuls, consular agents and all other consular officials, both *de carrière* and honorary, may plead professional secrecy or State reasons when refusing to make statements concerning matters connected with official duties, or to give evidence or to produce documents alleged to be in their possession.

Even should the competent authority be of opinion that the excuse is not justified, it shall abstain from any measures of coercion against them.

Article 14.

1. Each of the High Contracting Parties undertakes to grant to consuls, consular agents or other consular officials of the other High Contracting Party most-favoured-nation treatment in respect of exemption from duties and in respect of privileges and immunities.

2. The High Contracting Parties nevertheless agree that neither of them may claim the advantages resulting from the most-favoured-nation clause and require for the above-mentioned persons exemptions, rights, privileges, immunities and honours greater than those which itself grants to the consuls, consular agents and other consular officials of the other High Contracting Party of the same rank and same category.

CHAPTER III.

Functions of Consuls.

Article 15.

1. Consuls and consular agents of the High Contracting Parties shall be entitled to protect the nationals of the State which has appointed them, and, in virtue of international law and usage, to defend all rights and interests appertaining to nationals of their State.

2. For that purpose they shall be entitled to apply to the Courts and to all authorities in their area in order to obtain the necessary information and explanations, in so far as the law may allow.

3. Should their complaints not be attended to by the authorities of their area, they may only apply direct to the Government of the State in which they reside in the absence of any diplomatic representative of their State or in cases where a special agreement exists.

4. It is fully understood that consuls and consular agents shall apply to the local Courts and authorities in writing in the official language of the State of residence.

Article 16.

Consuls and consular agents of each of the High Contracting Parties shall be entitled, subject to compliance with the legislation of the State which has appointed them, to issue to their nationals passports and other personal documents and to grant permits to enter a country and to affix the visas to passports, certificates of origin of goods and other documents.

Article 17.

1. Consuls and consular agents of each of the High Contracting Parties may, if empowered to do so and subject to compliance with the laws and regulations of their country, draw up birth and death certificates in respect of nationals of the State which has appointed them.

2. It is fully understood that this Article shall in no way dispense private persons from the obligation laid down in the local laws to notify births and deaths to the local authorities.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à fournir sur demande des autorités de l'autre des extraits des registres d'état civil légalisés d'après les formes et contre acquittement des taxes prévues par les lois et les règlements de l'Etat demandé.

Le consul ou l'agent consulaire peut diriger la demande directement à l'autorité d'état civil compétente de l'Etat demandé.

S'il est mentionné dans la demande que ces extraits sont destinés à l'usage officiel ou aux personnes qui bénéficient du droit d'assistance, ils seront dressés et délivrés sans perception de taxe ou autres frais quelconques.

Article 19.

1. Les consuls et les agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés conformément aux règlements de l'Etat qui les a nommés, de :

1) Recevoir, soit dans leur chancellerie, soit en dehors de la chancellerie, toutes les déclarations que pourraient avoir à faire les ressortissants de leur Etat, et à bord des navires maritimes et fluviaux et aéronefs de leur Etat — les capitaines, les gens de l'équipage et les voyageurs de ces navires.

Il est bien entendu que ces déclarations ne seront valables vis-à-vis des autorités de l'Etat de la résidence du consul ou de l'agent consulaire, que si elles ne s'opposent pas à la législation de cet Etat.

2) Recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires, tous les actes juridiques, y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Il est bien entendu que ces dispositions ne seront pas applicables aux actes juridiques entre vifs concernant le transfert du droit de propriété des immeubles, ou ayant pour but de les grever, en tant que ces immeubles seraient situés sur le territoire de l'Etat de la résidence du consul ou de l'agent consulaire.

3) Recevoir, dresser et légaliser au même titre que les notaires tous les actes juridiques, quelle que soit la nationalité des parties, pourvu que ces actes se rapportent aux biens situés sur le territoire de l'Etat qui a nommé le consul ou l'agent consulaire, ou qu'ils soient destinés à être exécutés ou à produire des effets juridiques sur le territoire de cet Etat ;

4) Légaliser les signatures et empreintes des ressortissants de l'Etat qui les a nommés ;

5) Légaliser toute espèce d'actes et documents émanant des autorités ou des fonctionnaires publics de l'Etat qui les a nommés ou de l'Etat de leur résidence ;

6) Traduire en langue de l'Etat de leur résidence toute espèce d'actes et documents rédigés dans la langue de leur pays et réciproquement.

2. Les actes et documents ci-dessus énumérés, ainsi que les traductions, copies ou extraits, dressés ou légalisés par les personnes mentionnées à l'alinéa premier du présent article suivant la forme requise par l'Etat qui les a nommées, et munis du sceau consulaire, seront reconnus dans le pays de leur résidence comme documents publics ou publiquement légalisés. Ils auront la même valeur juridique et force probante que s'ils avaient été dressés ou légalisés par les notaires, autorités publiques ou traducteurs assermentés compétents, conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat de résidence.

3. Si ces actes ou autres documents doivent produire leurs effets dans le pays de résidence du consul ou de l'agent consulaire, ils devront être soumis aux droits de timbre et autres taxes exigées par les lois dudit pays, ainsi qu'à toutes autres formalités régissant la matière dans ce pays.

Article 18.

Each of the High Contracting Parties hereby undertakes to supply on application from the authorities of the other Party extracts from the Civil Register certified in the form and subject to the payment of the fees prescribed by the laws and regulations of the State applied to.

The consul or consular agent may make the application direct to the competent registrar of the State applied to.

Should mention be made in the application of the fact that these extracts are intended for official use or for persons entitled to receive public assistance, they shall be made out and issued without fees or any other charges.

Article 19.

1. Consuls or consular agents of each of the High Contracting Parties, provided they are so authorised by the authorities of the State which appointed them, shall be entitled :

(1) To receive in or outside their office all declarations which nationals of their State may have to make and to receive such declarations on board seagoing and river vessels and aircraft of their State in the case of the captains of such vessels and their crews and passengers.

It is fully understood that these declarations will only be valid so far as the authorities of the State of residence of the consul or the consular agent are concerned, if they are not contrary to the law of that State.

(2) To receive, draw up and legalise as notaries all legal documents, including testamentary dispositions of nationals of the State which has appointed them.

It is fully understood that the above provisions shall not apply to deeds drawn up between living persons concerning the transfer of rights over immovable property or for the purpose of instituting a charge on such property, if the said property is situate in the territory of the State of residence of the consul or consular agent.

(3) To receive, draw up and legalise as notaries all legal documents, whatever be the nationality of the parties, provided these acts refer to property situate in the territory of the State which has appointed the consul or consular agent or are intended to be enforced or to produce effects at law in the territory of the said State.

(4) Legalise the signature and finger-prints of nationals of the State which has appointed them.

(5) Legalise all kinds of deeds and documents issued by public authorities or officials of the State which has appointed them or of the State of their residence.

(6) To translate into the language of the State of their residence any sort of deed or document drawn up in the language of their country, and *vice versa*.

2. All such deeds, documents, translations, copies or extracts, prepared or legalised by the persons mentioned in paragraph 1 of this Article in the form prescribed by the State which has appointed them and bearing the consular seal, shall be recognised in the country of the consular officer's residence as legally valid or rendered legally valid. They shall have the same force at law and value as evidence as if they had been drawn up or legalised by notaries, competent public authorities or sworn translators in accordance with the provisions in force in the State of residence.

3. If the said deeds or other documents are intended to take effect in the country of residence of the consul or consular agent, they shall be subject to the stamp duty and other charges prescribed by the laws of the said country and all other formalities governing such matters in that country.

Article 20.

Les consuls et les agents consulaires, pour autant qu'ils y sont autorisés par les lois de l'Etat qui les a nommés, auront le droit d'établir la tutelle des enfants mineurs, et la curatelle des faibles d'esprit et des incapables, ressortissants de leur Etat ; dans ce but ils pourront, dans les limites de la législation de leur Etat, prendre ou proposer toutes les mesures qu'ils jugeront utiles et qui ne seraient pas contraires à la législation locale.

Article 21.

1. Dans toutes les questions découlant de la législation sociale (p. ex. sur l'assistance sociale, sur la protection du travail et les assurances sociales), les consuls et les agents consulaires ont le droit, sans un plein pouvoir spécialement rédigé, de représenter devant toutes les autorités et institutions compétentes les ressortissants de l'Etat qui les a nommés. Ils sont autorisés, au nom de ces ressortissants, à recevoir les indemnités, les rentes et autres prestations qui leurs sont attribuées et versées dans ces cas ainsi que d'en accuser réception.

Le versement des prestations, effectué dans ces cas entre les mains des consuls et agents consulaires, aura la même validité que s'il était fait directement entre les mains des ayants droit.

2. Les institutions officielles et les institutions sociales locales seront tenues d'aviser les consuls et agents consulaires de toute ouverture de procédure en vue d'obtenir une indemnité du fait d'un accident de travail du citoyen de l'Etat qui a nommé le consul ou l'agent consulaire.

Article 22.

En ce qui concerne le service militaire, les consuls et les agents consulaires auront le droit d'exercer toutes les fonctions ayant pour but de régler la situation des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, aussi bien pour ce qui est de leur recrutement que de leur enregistrement militaire.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à traiter sur son territoire les ressortissants de l'autre Haute Partie contractante, en matière de successions, à l'égal de ses propres ressortissants.

Article 24.

Les successions des ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes laissées sur le territoire de l'autre ne seront pas frappées d'impôts et de taxes spéciaux plus élevés que les successions laissées par les nationaux.

Article 25.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes meurt ou laisse une succession sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes doivent en aviser immédiatement le consul ou l'agent consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant. Cette notification doit indiquer si le défunt a laissé des biens et quels biens, s'il y a des héritiers, leurs noms et adresses, s'il y a un testament, si les mesures conservatoires ont été prises et lesquelles. A cette notification doit être joint, libre de toutes taxes, l'acte de décès dudit défunt.

Le consul pourra demander aux autorités locales tous les renseignements sur les mesures prises à l'égard de la succession.

Si le consul ou l'agent consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant avait eu connaissance du décès avant l'autorité locale compétente, il doit l'en aviser de la manière décrite à l'alinéa premier du présent article.

Article 20.

Consuls and consular agents, in so far as authorised to do so by the laws of the State which has appointed them, shall be entitled to provide for guardianship of minors, and for the committee of weak-minded persons or persons incapable of managing their own affairs, who are nationals of their State. For that purpose they may, so far as allowed by the legislation of their State, take or suggest any measures which they may consider desirable and which are not contrary to local law.

Article 21.

1. In all questions arising out of social legislation (for instance, social relief, protection of labour and social insurance), consuls and consular agents shall have the right, even when not holding a special power of attorney, to represent the nationals of the State which has appointed them before all competent authorities and institutions. They may, in the name of such nationals, receive sums paid as compensation, allowances and other monetary payments granted to the said nationals and paid over in such cases, and may give receipts for the same.

The payment of any such sums to consuls and consular agents in such cases shall have the same validity as if made direct to the persons entitled to the said payments.

2. Official institutions and local social institutions must notify to consuls and consular agents the opening of any procedure for obtaining compensation for an occupational accident claimed by a national of the State which has appointed the consul or consular agent.

Article 22.

In the matter of military service, consuls or consular agents shall be entitled to perform all duties the object of which is to regularise the situation of nationals of the State which has appointed them both in respect of recruiting and of registration for military purposes.

Article 23.

Each of the High Contracting Parties undertakes that nationals of the other High Contracting Party in its territory shall be treated in the same manner as its own nationals in questions connected with inheritance.

Article 24.

Hereditaments of nationals of one of the High Contracting Parties left in the territory of the other Party shall not be liable to taxes or special charges higher than those levied in respect of hereditaments left by nationals of the country.

Article 25.

Should a national of one of the High Contracting Parties die or leave heritable property in the territory of the other High Contracting Party, the competent local authorities shall immediately notify the consul or consular agent of the State of which the deceased was a national. Such notification should also state whether the deceased has left property and, if so, what property, if there are heirs, their names and addresses, if the deceased left a will, and if measures to safeguard the property have been taken and, if so, what measures. The death certificate of the said deceased should accompany this notification without any fee being charged therefor.

The consul may ask the local authority for all information with regard to the measures taken in respect of the succession.

Should the consul or consular agent of the State of which the deceased was a national be informed of the decease before the competent local authority, he must notify the said authority in the manner laid down in the first paragraph of this Article.

Article 26.

Dans les cas où les autorités locales de l'une des Hautes Parties contractantes constateraient qu'un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante a le droit à la succession laissée sur le territoire de la première des Hautes Parties contractantes, soit comme héritier *ab intestat*, ou héritier testamentaire, soit comme légataire ou donataire à cause de mort, soit à un titre héréditaire quelconque, elles devront en aviser immédiatement le consul ou l'agent consulaire de l'autre Haute Partie contractante, dont l'ayant droit est ressortissant.

Si ces ayants droit sont absents et n'ont pas nommé de mandataires, le consul ou l'agent consulaire est autorisé de plein droit de les représenter devant les autorités locales. Le consul ou l'agent consulaire peut, dans chaque cas particulier, se faire remplacer par une autre personne de son choix.

Article 27.

Dans les cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes en voyage sur le territoire de l'autre et n'y ayant ni domicile ni résidence, les autorités locales doivent immédiatement et sans aucune formalité transmettre tous les objets du défunt au consul ou à l'agent consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Elles agiront de la même manière avec la succession mobilière, laissée par un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante, lorsque :

1. Faisant partie de l'équipage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes, il est décédé à son bord ou sur le territoire de l'autre ;

2. La valeur de la succession ne dépasse pas en Pologne le montant de cinq mille zloty et en Bulgarie le montant de quatre-vingt mille leva.

Les sommes indiquées seront calculées à parité-or.

Le consul ou l'agent consulaire qui prend possession de la succession mobilière, a le droit de la liquider et, après avoir payé, s'il y a lieu, les dettes contractées par le défunt sur le territoire de l'Etat de la résidence et tous les impôts, de la traiter d'après la loi de son Etat.

Article 28.

1. Les consuls et les agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de porter tout secours et assistance aux navires battant leur pavillon national pendant la durée du séjour de ces navires dans un port de leur circonscription consulaire.

2. A cet effet, ils pourront aller personnellement à bord desdits navires après que ceux-ci auront été admis en libre pratique.

3. En ce qui concerne les navires de commerce, les consuls et les agents consulaires pourront, à bord desdits navires, interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir — conformément aux stipulations de l'article 19 de la présente convention — les déclarations relatives à leurs voyages, leur destination et aux incidents de la traversée, ainsi que dresser les manifestes et faciliter l'expédition desdits navires ; ils pourront enfin, si cela n'est pas contraire à la loi locale, accompagner le capitaine et les gens de l'équipage devant les tribunaux locaux et les autorités administratives, pour leur servir d'interprètes dans les affaires juridiques qu'ils auraient à régler et dans les demandes qu'ils auraient à formuler.

4. Dans les ports où réside le consul ou l'agent consulaire de l'une des Hautes Parties contractantes, les fonctionnaires des autorités locales judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane locale ne pourront pas, sans en informer préalablement le consul ou l'agent consulaire, entreprendre à bord des navires de commerce battant le pavillon national de l'autre Haute Partie contractante ni recherches, ni perquisitions, ni opérer des arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à d'autres fonctions officielles nécessitant des moyens de contrainte. En

Article 26.

Should the local authority of one of the High Contracting Parties establish the fact that a national of the other High Contracting Party has a right to heritable property in the territory of the former High Contracting Party either as next of kin to a person who has died intestate or as a result of a will or as legatee or donee by reason of death, or by any other right to inherit, they must immediately notify the consul or consular agent of the High Contracting Party of which the person concerned is a national.

Should the persons entitled to the succession be absent and not have appointed any other person to act for them, the consul or consular agent is *ipso facto* authorised to represent them before the local authorities. The consul or consular agent may in any individual case cause himself to be replaced by another person chosen by himself.

Article 27.

Should a national of one of the High Contracting Parties die while travelling in the territory of the other Party, he being neither domiciled nor resident therein, the local authorities shall immediately and without any formality hand over all articles belonging to the deceased to the consul or consular agent of the State of which the deceased was a national.

They shall act in the same manner in respect of movables left by a national of the other High Contracting Party when :

(1) Being a member of the crew of a ship of one of the High Contracting Parties, he has died on board ship or in the territory of the other Party ;

(2) The value of the succession does not exceed the sum of 5,000 zlotys in Poland and the amount of 80,000 levas in Bulgaria.

The above sums shall be calculated at gold parity.

The consul or consular agent who takes delivery of the movable property shall be entitled to convert it into cash and, after paying any debts which may have been contracted by the deceased in the territory of the State of residence and all taxes, to dispose of the surplus in accordance with the laws of his own State.

Article 28.

1. Consuls and consular agents of each of the High Contracting Parties shall be entitled to afford all relief and assistance to vessels flying their national flag during the stay of such vessels in a port within their consular area.

2. For this purpose, they may proceed personally on board such vessels after they have been admitted to pratique.

3. In the case of merchant vessels, the consuls and consular agents when on board the said vessels may question masters and crew, examine ship's papers, hear statements regarding the voyage, destination and events of the journey, as provided in Article 19 of the present Convention, draw up manifests, and facilitate the clearing of the said merchant vessels. They may also, if it is not contrary to the local legislation, accompany the master and the members of the crew before the local Courts and the administrative authorities, in order to act as their interpreters in respect of legal affairs which they may have to settle and applications which they may have to make.

4. In ports where a consul or consular agent of one of the High Contracting Parties resides, officials of the local judiciary or administration and local Customs officials may not, without previously notifying the consul or the consular agent, institute on board any merchant vessel flying the national flag of the other High Contracting Party any enquiries or conduct any searches or make arrests (except in the case of offenders caught *in flagrante delicto*) or take any other official action involving constraint. In urgent cases, the consul or consular agent must be notified at least

cas d'urgence, le consul ou l'agent consulaire doit être informé au moins au moment même de ces opérations, ceci afin de lui permettre d'y assister. Les autorités locales devront également aviser, en temps opportun, le consul ou l'agent consulaire pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale.

5. L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls ou agents consulaires, indiquera une heure précise et si les consuls ou les agents consulaires négligent de s'y rendre en personne, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales seront, toutefois, obligées d'informer sans délai le consul ou l'agent consulaire de toute visite et autres fonctions officielles dont il est question dans l'alinéa précédent, opérées en leur absence et d'indiquer en même temps les raisons d'urgence. Les autorités locales feront de même, lorsque le consul ou l'agent consulaire ne réside pas dans le port.

6. Le tribunal ne pourra prononcer l'innavigabilité du navire qu'après avoir entendu le consul compétent.

7. Toutefois, l'intervention des consuls et des agents consulaires ne sera pas requise pour l'accomplissement par les autorités locales des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires, conformément aux règlements de navigation, de douane et de santé.

Article 29.

1. Pour tout ce qui concerne la police des ports, le chargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements locaux à condition que tout privilège et toute faveur qui seraient accordés dans un port déterminé par l'une des Hautes Parties contractantes à ses propres navires marchands, seront également accordés dans ce port aux navires marchands de l'autre Haute Partie contractante.

2. Les consuls et agents consulaires, dans les limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés, auront le droit exclusif de maintenir l'ordre intérieur à bord des navires marchands battant leur pavillon national. Ils auront le droit de confier en cas de besoin les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et de remplacer les officiers et les gens de l'équipage.

Ils devront eux-mêmes régler, dans les limites des règlements de leur Etat, tous les litiges qui surviendraient entre les capitaines, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement ceux relatifs à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

3. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des désordres survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans ce cas, les autorités locales porteront également par écrit à la connaissance du consul compétent ou de l'agent consulaire dans le plus bref délai et, si possible avant de monter sur le navire, leur décision au sujet de l'intervention. Les autorités locales feront tout leur possible pour que la liquidation d'incidents de ce genre sur les navires battant pavillon de l'autre Haute Partie contractante soit effectuée d'entente avec le consul compétent.

4. Si les autorités locales s'aperçoivent que le navire marchand de l'autre Haute Partie contractante n'est pas armé et ravitaillé conformément aux conventions internationales liant les deux Parties contractantes, elles en aviseront immédiatement le consul compétent afin de faire d'entente disparaître ces manquements.

Les dispositions du droit local au sujet de la navigabilité ne pourront se rapporter aux navires marchands naviguant sous le pavillon de l'autre Haute Partie contractante que dans les cas où elles seront appliquées dans les mêmes conditions aux navires de toutes les autres nationalités.

5. Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls et agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions.

at the time of the action in question, in order that he may be present. The local authorities must also give the consul or consular agent sufficient notice to enable him to be present when any statements are made by masters or crews before the local Courts or administrative authorities.

5. The invitation addressed in the above-mentioned cases to consuls or consular agents shall specify an exact hour, and if the consuls or consular agents fail to attend in person, the proceedings shall be conducted in their absence. The local authorities must, however, inform the consul or consular agent without delay of any examination or other official action of the nature referred to in the previous paragraph undertaken in his absence ; they shall at the same time state the reasons which necessitated urgent action. The local authorities shall proceed in the same way even if the consul or consular agent does not reside in the port.

6. The Court may not declare that a vessel is unseaworthy until it has heard the competent consul.

7. Nevertheless, intervention of consuls or consular agents shall not be required in respect of the carrying out by the local authorities of the ordinary formalities on the arrival or departure of vessels prescribed by navigation, Customs and health regulations.

Article 29.

1. In all that concerns harbour police regulations, the loading of merchant ships, and the safeguarding of merchandise, goods and effects, the laws, decrees and regulations of the country shall be observed, subject to the condition that any privilege or advantage which may be granted in a particular port by one of the High Contracting Parties to its own merchant ships shall also be granted in that port to the merchant ships of the other High Contracting Party.

2. Within the limits laid down by the laws of the State which appointed them, consuls and consular agents shall alone be responsible for the maintenance of order on board merchant ships flying their national flag. They shall have the right, in case of need, to entrust the duties of master of a ship to a person chosen by them, and to replace officers and crew.

They shall themselves decide, within the limits of the laws of their State, disputes of all kinds which may arise between the masters, officers and seamen of such ships, including disputes with regard to pay and the execution of mutual contracts.

3. The local authorities shall only be entitled to intervene when disorder on board a ship is liable to cause a disturbance on land or in the port or when a person not belonging to the crew is involved.

In such cases the local authorities shall also notify their decision to take action immediately in writing to the competent consul or consular agent and, if possible, should do so before going on board. The local authorities shall do everything in their power to arrange that the settlement of incidents of this kind on vessels flying the flag of the other High Contracting Party shall be carried out in agreement with the competent consul.

4. Should the local authorities perceive that a merchant vessel of the other High Contracting Party is not fitted out and provisioned in accordance with the international Conventions binding the two Contracting Parties, they shall immediately notify the competent consul in order that such deficiencies may be remedied by mutual agreement.

The provisions of the law of the country with regard to seaworthiness shall only apply to merchant vessels flying the flag of the other High Contracting Party when they are applied, under the same conditions, to ships of all other nationalities.

5. In all other cases the said authorities shall confine themselves to giving their assistance to the consuls and consular agents if the latter so request, in order to help them in the discharge of their duties.

Article 30.

1. Les consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer soit à bord, soit à leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quel titre que ce soit des équipages des navires battant pavillon de leur nation, qui ont déserté sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante.

2. A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'y aurait pas de consul ni d'agent consulaire, la demande d'extradition pourra être adressée aux autorités locales, tout en observant les formalités prescrites par le présent alinéa, par le capitaine ou celui qui commande le navire.

3. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, excepté le cas où le déserteur a commis quelque infraction à terre ; dans ce dernier cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal compétent local ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. On donnera en outre aux consuls et agents consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs. Ceux-ci seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du consulat ou de l'agence consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, moyennant un avis donné au consul trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

4. Les Hautes Parties contractantes conviennent que les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté (et en outre, pour la Pologne, aux ressortissants de la ville libre de Dantzig).

Article 31.

1. Lorsqu'un navire battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes, dans un port ou dans la mer territoriale de l'autre Partie, les autorités locales devront en aviser sans retard le consul ou l'agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre se sera produit.

2. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires qui feraient naufrage ou échoueraient seront dirigées par les consuls ou agents consulaires, ou par les autres fonctionnaires consulaires en tant qu'ils y sont autorisés par le consul ou l'agent consulaire.

3. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou des agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets sauvés du naufrage.

4. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les consuls ou les agents consulaires maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées, ainsi que pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

5. L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, dans ces différents cas, à la perception de taxes d'aucune sorte, ni au remboursement de frais autres que ceux occasionnés par les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, et ceux qui seraient dus, en pareil cas, par les navires nationaux.

6. Au cas où la nationalité des navires naufragés n'est pas certaine, seules les autorités locales seront compétentes pour prendre les mesures mentionnées au présent article.

7. Les marchandises et les effets sauvés seront libres de tout droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article 30.

1. Consuls may cause to be arrested and sent back to their ships or to their country, officers, seamen or any other persons belonging in any other capacity to the crew of vessels flying the flag of their nation, who have deserted in the territory of the other High Contracting Party.

2. For this purpose, they must apply in writing to the competent local authorities and prove by producing either the registers of the vessel or the muster-roll of the crew or, failing such documents, a certified extract therefrom to the effect that the persons claimed really belong to the crew. In places where there is no consul or consular agent, the request for extradition may be addressed to the local authorities by the master or the commander of the ship, who must observe the above formalities.

3. On the receipt of such a duly authenticated request, the handing over of deserters may not be refused unless they have committed an offence on land ; in such case, the local authorities may defer their handing over until the competent local Court has delivered judgment, and the said judgment has been fully and completely carried out. Consuls and consular agents shall, moreover, be afforded every help and assistance in searching for and arresting such deserters. The latter shall be placed in a prison of the country and detained there, on the written request and at the expense of the consulate or consular agency, until they are returned to a vessel of their country or until an opportunity occurs to repatriate them. If, however, such apportunity should not occur within two months from the date of arrest, the said deserters shall, after notification has been given to the consul three days in advance, be released ; they may not thereafter be re-arrested on the same charge.

4. The High Contracting Parties agree that the provisions of the present Article shall not apply to officers and seamen and other members of the crew who are nationals of the country in which they have deserted (including, in the case of Poland, nationals of the Free City of Danzig).

Article 31.

1. When a vessel flying the flag of one of the High Contracting Parties is wrecked or stranded on the coast, in a harbour or in the territorial waters of the other Party, the local authorities shall, without delay, notify the consul or consular agent of the district in which the casualty has occurred.

2. All operations connected with the salvage of vessels which are wrecked or stranded shall be directed by the consul or consular agent or by the other consular officials, in so far as they are directed to do so by the consul or consular agent.

3. In the absence or pending the arrival of the consul or consular agent or persons delegated by them, the local authorities shall take all necessary steps to protect individuals and preserve articles salved from the wreck.

4. The local authorities shall only take action for the purpose of assisting the consuls or consular agents to keep order, to safeguard the interests of salvors not belonging to the crew, to ensure the execution of the regulations with regard to the import and export of the salvaged goods and to safeguard the general interests of shipping.

5. No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities, nor shall any expenses be refunded except those necessitated by the salvage operations and the preservation of the salvaged effects and those payable in such cases by national shipping.

6. In case of doubt as to the nationality of wrecked vessels, the local authority shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

7. Salvaged goods and effects shall not be liable to any Customs duty, unless they are cleared for consumption within the country.

Article 32.

Dans tous les cas, où dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs il n'y aura pas de stipulations contraires, les avaries que les navires de guerre ou de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes auront subies en mer, sans égard s'ils sont entrés volontairement dans les ports ou par relâche forcée, seront réglées par leurs consuls ou leurs agents consulaires, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits consuls ou ceux d'une tierce Puissance, ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce dernier cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devront être réglées par les autorités locales.

Article 33.

Toutes les fonctions mentionnées au présent chapitre que le consul ou l'agent consulaire a le droit d'exercer pourront être exercées également par les autres fonctionnaires consulaires adjoints, en tant qu'ils y seront autorisés par le consul ou l'agent consulaire.

Article 34.

Les consuls et les agents consulaires sont tenus d'informer le chef de l'autorité administrative supérieure de leur résidence de tous les changements survenus dans la composition du personnel du consulat.

CHAPITRE IV

Dispositions générales et finales.

Article 35.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder à l'autre Haute Partie contractante en matière d'exercice des fonctions consulaires le traitement de la nation la plus favorisée.

2. Les Hautes Parties contractantes conviennent, toutefois, qu'aucune d'entre elles ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en matière d'exercice des fonctions consulaires d'autres droits ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux consuls, agents consulaires et aux autres fonctionnaires consulaires de l'autre Haute Partie.

Article 36.

1. Toutes les dispositions de la présente convention concernant les attributions des consuls en matière d'exercice des fonctions consulaires s'appliqueront également aux membres des missions diplomatiques qui seront investis des fonctions consulaires par l'Etat qui les a nommés.

2. A cet effet, l'agent diplomatique de cet Etat devra notifier au gouvernement de l'Etat de sa résidence les noms des agents désignés aux fonctions consulaires.

Article 37.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que possible.

Article 32.

Whenever no provisions to the contrary have been agreed on by the shipowners, freighters or underwriters, damage suffered at sea by warships or merchant vessels of one of the High Contracting Parties, whether they entered the ports voluntarily or for some unavoidable reason, shall be settled by their consuls or consular agents, unless nationals of the State in which the said consuls reside or nationals of a third Power are interested in such damage. In this case and in the absence of a friendly agreement between the parties concerned, the question of the damage shall be settled by the local authorities.

Article 33.

All the duties mentioned in the present chapter which consuls or consular agents have the right to perform may also be performed by other assistant consular officials in so far as they are authorised to do so by the consul or consular agent.

Article 34.

Consuls and consular agents must notify any changes in the composition of the staff of the consulate to the head of the chief administrative authority at their place of residence.

CHAPTER IV.

General and Final Clauses.

Article 35.

1. Each of the High Contracting Parties undertakes to grant the other High Contracting Party most-favoured-nation treatment with regard to the performance of consular duties.

2. The High Contracting Parties agree, however, that neither of them may claim advantages resulting from the most-favoured-nation clause or demand, in respect of the performance of consular duties, rights other or more extensive than those granted by itself to the consuls and consular agents and other consular officials of the other High Contracting Party.

Article 36.

1. All the provisions of the present Convention concerning the powers and duties of consuls in the exercise of their consular functions shall also apply to members of diplomatic missions who have been entrusted with consular duties by the State which has appointed them.

2. For this purpose, the diplomatic representative of such States must notify the names of officials appointed for consular duty to the Government of the State of residence.

Article 37.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Haute Partie contractante.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 22 décembre 1934.

(s) C. BATOLOFF. *(s)* A. TARNOVSKI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes: les Hautes Parties contractantes se réservent la conclusion d'une convention spéciale réglant la matière de succession, dont les dispositions remplaceront de plein droit les dispositions de la convention consulaire prévues aux articles 23, 24, 25, 26 et 27.

Le présent protocole fait partie intégrante de la convention consulaire même. Il sera ratifié et entrera en vigueur en même temps que la convention.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 22 décembre 1934.

(s) C. BATOLOFF. *(s)* A. TARNOVSKI.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall cease to take effect on the expiry of a period of six months after denunciation notified by either High Contracting Party.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia, in duplicate, this 22nd day of December, 1934.

(Signed) C. BATOLOFF. *(Signed)* A. TARNOVSKI.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the present Convention, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed on the following provisions: the High Contracting Parties reserve the right to conclude a special Convention regulating questions of inheritance, the provisions of which will automatically replace the provisions of the Consular Convention contained in Articles 23, 24, 25, 26 and 27.

The present Protocol shall form an integral part of the Consular Convention itself. It shall be ratified and shall come into force at the same time as the Convention.

Done at Sofia, in duplicate, this 22nd day of December, 1934.

(Signed) C. BATOLOFF. *(Signed)* A. TARNOVSKI.

N° 3672.

ESTONIE ET LETTONIE

Convention concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables. Signée à Riga, le 28 mai 1926.

ESTONIA AND LATVIA

Convention concerning the Collection of Taxes and the Exchange of Information regarding Taxpayers. Signed at Riga, May 28th, 1926.

N° 3672. — CONVENTION [1] ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, CONCERNANT LA PERCEPTION DES IMPOTS ET L'ÉCHANGE DES RENSEIGNEMENTS SUR LES CONTRIBUABLES. SIGNÉE A RIGA, LE 28 MAI 1926.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 juin 1935.

LE GOUVERNEMENT DE L'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA LETTONIE désireux de s'entr'aider dans les questions concernant la perception des impôts ainsi que l'échange des renseignements sur les contribuables utiles à la sauvegarde des intérêts de leurs Etats ont décidé de conclure une convention appropriée et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE L'ESTONIE :

Monsieur Ants PIIP, ministre des Affaires étrangères;

LE GOUVERNEMENT DE LA LETTONIE :

Monsieur Kārlis ULMANIS, ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La République d'Estonie d'une part et la République de Lettonie d'autre part s'engagent à se prêter une aide réciproque en matière de perception des impôts de l'Etat ou des communes et à percevoir sur les contribuables ou leurs biens se trouvant dans les limites de leur territoire — sans considérer de quel pays ils sont citoyens — le montant des impôts fixés et exigibles par les institutions fiscales de l'autre pays contractant conformément aux lois et ordonnances en matière de recouvrement des créances incontestables de l'Etat en vigueur sur le territoire du pays où la perception doit être exécutée. Les stipulations de la présente convention doivent être appliquées de même aux personnes juridiques et aux firmes.

Article 2.

Seront perçus en vertu de la présente convention tous les impôts et amendes y rattachées, postérieurs au 1er janvier 1919.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 6 juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3672. — CONVENTION [2] BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE REPUBLIC OF LATVIA CONCERNING THE COLLECTION OF TAXES AND THE EXCHANGE OF INFORMATION REGARDING TAXPAYERS. SIGNED AT RIGA, MAY 28TH, 1926.

French official text communicated by the Estonian and Latvian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 20th, 1935.

THE GOVERNMENT OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF LATVIA, being desirous of assisting each other in matters relating to the collection of taxes and the exchange of information regarding taxpayers with a view to safeguarding the interests of their respective States, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF ESTONIA :

Monsieur Ants PIIP, Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF LATVIA :

Monsieur Kārlis ULMANIS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Republic of Estonia, of the one part, and the Republic of Latvia, of the other part, undertake to afford each other assistance in collecting State or communal taxes and in levying on taxpayers or their property within the limits of their territory — irrespective of the country of which they are nationals — the amount of the taxes fixed and leviable by the fiscal institutions of the other contracting country in accordance with the laws and ordinances regarding the recovery of the indisputable claims of the State in force in the territory of the country in which collection is to be effected. The provisions of the present Convention shall also apply to corporate bodies and firms.

Article 2.

The present Convention shall apply to all taxes, and fines imposed in respect thereof, subsequent to January 1st, 1919.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Riga, June 6th, 1935.

Article 3.

La présente convention s'applique 1) aux impôts sur les revenus, 2) aux impôts sur les entreprises industrielles et commerciales (droit fixe de patente, droit sur le bénéfice net, taxe additionnelle sur le bénéfice net, droit sur les capitaux, taxe sur le pourcentage du bénéfice), 3) à l'impôt du timbre, 4) aux droits de succession, ainsi qu'aux amendes relatives aux susdits impôts.

Article 4.

Sont soumis à l'exécution : les arrêtés concernant le montant des impôts et des amendes et qui sont considérés comme exécutoires d'après la législation du pays dans lequel l'impôt ou l'amende ont été imposés.

La perception par l'entremise des institutions des pays contractants n'aura lieu que dans le cas où la somme à percevoir ne sera pas inférieure à 100 francs-or.

Article 5.

Si le contribuable désire faire appel d'une décision déjà exécutoire, sans avoir payé même provisoirement la somme due, il ne pourra être sursis à l'exécution que sur une demande adressée par lui à l'autorité compétente pour la décision sur l'appel, à condition toutefois qu'il soit présenté en même temps soit une garantie de banque, soit une garantie, reconnue suffisante, sous forme d'apposition sur les biens meubles ou immeubles.

Article 6.

Les ordonnances concernant la perception des impôts dus ou la forme et le montant de la garantie, seront rendues en Estonie par l'Administration centrale des impôts directs et directement au nom du Département des impôts directs de Lettonie et *vice versa* en Lettonie par le Département des impôts directs au nom de l'Administration centrale des impôts directs en Estonie. L'échange de correspondance se fera dans la langue dont seront convenues les institutions susnommées, mais, s'il se fait dans une autre langue, il devra être accompagné d'une traduction en estonien ou en letton, suivant que l'exécution doit avoir lieu en Estonie ou en Lettonie. La correspondance mentionnée doit porter au moins deux signatures et un sceau officiel.

Article 7.

Dans les feuilles de sommation relatives aux impôts arriérés doivent être indiqués : 1) les nom et prénoms du contribuable et, si possible, le nom de son père, son emploi ou profession, la dénomination de la personne juridique ou de la firme ; 2) l'adresse exacte du débiteur, si elle est connue, ou, dans le cas contraire, son adresse approximative (indication de la ville ou du village) ; 3) la nature de l'impôt, l'année ou la période pour lesquelles il est dû, son montant, la date à laquelle les intérêts dus par suite du retard ont commencé à courir et leur montant ; 4) la nature de l'amende et son montant ; 5) toute autre remarque de nature à faciliter ou à hâter la perception de la dette ainsi que l'indication des *desiderata* spéciaux, que l'on aurait à formuler.

Article 8.

Les impôts arriérés, les amendes et les intérêts dus par suite du retard, dès qu'ils auront été perçus, seront transmis à l'Administration centrale des impôts directs du pays requérant ; les frais de transmission resteront à la charge de l'administration du pays percepteur. Cette dernière est autorisée à prélever à son profit, outre les droits exigibles, une taxe additionnelle de 5 % de leur montant, afin de s'indemniser de ses frais de perception.

Article 3.

The present Convention shall apply: (1) to income-tax, (2) to taxes on industrial and commercial undertakings (fixed licence duty, duty on net profits, additional tax on net profits, duty on capital, tax on percentage of profits), (3) to stamp-duty, (4) to succession duties, and also to fines imposed in respect of the above.

Article 4.

Orders concerning the amount of taxes and fines, if deemed to be enforceable under the laws of the country in which the tax or fine has been imposed, shall be enforceable.

Collection through the institutions of the contracting countries shall take place only in cases where the sum to be collected is not less than one hundred gold francs.

Article 5.

Should the taxpayer desire to appeal against a decision which has become enforceable, without having paid the sum due even provisionally, there shall be no stay of execution unless he applies therefor to the authority competent to decide the appeal, provided always that he shall at the same time produce either a banker's guarantee or a guarantee recognised as adequate in the form of a lien on movable or immovable property.

Article 6.

Ordinances concerning the collection of taxes due or the form and amount of the guarantee shall be issued in Estonia by the Central Administration of Direct Taxes and directly on behalf of the Department of Direct Taxes of Latvia, and in Latvia by the Department of Direct Taxes on behalf of the Central Administration of Direct Taxes of Estonia. Correspondence shall be conducted in the language to be agreed upon by the above-mentioned institutions, but, if another language is employed, the communication must be accompanied by a translation into Estonian or Latvian, according to whether the order is to be executed in Estonia or Latvia. Such correspondence must bear at least two signatures and an official seal.

Article 7.

The following particulars must be mentioned in summonses for arrears of tax : (1) the surname and forenames of the taxpayer and, if possible, the name of his father, his profession or occupation, the title of the corporate body or firm ; (2) the full address of the debtor, if this is known, or, failing this, his approximate address (name of town or village) ; (3) the nature of the tax, the year or other period in respect of which it is due, its amount, the date from which interest has been charged on account of delay, and the amount of such interest ; (4) the nature of the fine and its amount ; (5) any other particulars likely to facilitate or expedite the collection of the debt, and any special desiderata.

Article 8.

Taxes in arrears, fines, and interest due on account of delay shall be transmitted, immediately upon collection, to the Central Administration of Direct Taxes of the applicant country ; the cost of transmission shall be borne by the Administration of the collecting country. The latter is authorised to levy for its own profit, in addition to the dues payable, an additional charge of 5 % of their amount, to make good the cost of collection.

Article 9.

Les administrations des pays contractants peuvent, dans des cas exceptionnels, se refuser à la perception et ne pas l'exécuter si l'exécution de la perception est jugée inopportune pour des raisons politiques, ou si elle est de nature à provoquer un conflit intempestif.

Article 10.

La remise des feuilles de sommation, des arrêts et des autres communications et avis sera faite par l'entremise de l'Administration centrale des impôts directs de l'autre pays contractant. Il ne sera donné suite aux demandes prévoyant un mode spécial d'exécution de la perception que si ce mode d'exécution est admis dans le pays où les demandes sont présentées. En général les demandes seront exécutées conformément à l'ordre en vigueur dans le pays requis. L'avis de réception par le destinataire sera immédiatement renvoyé à l'administration du pays requérant avec l'indication de la date de la signification.

Article 11.

Les administrations des pays contractants donneront à l'administration centrale des impôts directs de l'autre pays, sur demandes écrites de celle-ci, des renseignements sur l'état des biens, des dettes et des revenus des contribuables faisant l'objet de ces demandes ainsi que de leurs garants.

Les institutions doivent garder le secret sur ces renseignements.

Au cas où certains renseignements feraient défaut ou encore si, pour des causes politiques ou économiques, il est jugé inopportun ou préjudiciable aux intérêts de l'Etat de donner les renseignements, on peut se refuser à les fournir.

Article 12.

Chaque Partie contractante s'oblige à donner son appui et son assistance dans la mesure du possible à l'Administration centrale des impôts directs de l'autre Partie en ce qui concerne la constatation des revenus et des biens des contribuables qui s'abstiennent de payer leurs impôts, la perception des taxes ou des amendes dues par les contribuables qui ne payent pas en temps voulu leurs impôts ainsi que la fourniture de renseignements sur toute personne dont le crédit est incertain.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Riga dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Riga, le 28 mai 1926.

(Signé) A. PIIP. *(Signé)* K. ULMANIS.

Pour copie certifiée conforme :

V. Munters,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.

Riga, le 17 juin 1935.

Article 9.

The administrations of the contracting countries may, in exceptional cases, refuse to collect the debt and to execute the order if this is considered inexpedient for political reasons or is likely to give rise to an inopportune dispute.

Article 10.

Summonses, orders, and other communications and notices shall be served by the Central Administration of Direct Taxes of the other contracting country. Requests for a special method of collection shall only be complied with if that method is lawful in the country to which the request is made. As a rule, requests shall be executed in accordance with the rules in force in the country applied to. The recipient's acknowledgment shall at once be forwarded to the administration of the applicant country, mention being made of the date on which the summons was served.

Article 11.

The administrations of either contracting country shall give the Central Administration of Direct Taxes of the other country, at the latter's written request, information as to the property, debts, and income of the taxpayers to whom such requests relate, and as to their guarantors.

The institutions must keep this information secret.

Should certain information be lacking, or, again, should it be considered inexpedient for political or economic reasons, or prejudicial to the interests of the State, to furnish information, this may be refused.

Article 12.

Each Contracting Party undertakes as far as possible to assist the Central Administration of Direct Taxes of the other Party in assessing the income and property of taxpayers who do not pay their taxes, collecting the charges or fines due from taxpayers who fail to pay their taxes at the proper time, and supplying information regarding any person whose credit is doubtful.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Riga as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, this 28th day of May, 1926.

(Signed) A. PIIP. *(Signed)* K. ULMANIS.

N° 3673.

ESTONIE ET LETTONIE

Protocole portant modification de la Convention conclue à Riga le 28 mai 1926 concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables. Signé à Riga, le 17 février 1934.

ESTONIA AND LATVIA

Protocol modifying the Convention concluded at Riga on May 28th, 1926, concerning the Collection of Taxes and the Exchange of Information regarding Taxpayers. Signed at Riga, February 17th, 1934.

N° 3673. — PROTOCOLE[1] PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION CONCLUE A RIGA, LE 28 MAI 1926, ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE CONCERNANT LA PERCEPTION DES IMPOTS ET L'ÉCHANGE DES RENSEIGNEMENTS SUR LES CONTRIBUABLES. SIGNÉ A RIGA, LE 17 FÉVRIER 1934.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Lettonie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 20 juin 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, désireux de modifier et de préciser les articles deux et treize de la « Convention[2] entre la République d'Estonie et la République de Lettonie, concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables », signée à Riga le 28 mai 1926, ont décidé de signer le présent protocole et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence Monsieur Julius SELJAMAA, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Voldemars SALNAIS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I.

L'article deux de la « Convention entre la République d'Estonie et la République de Lettonie, concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables », signée à Riga, le 28 mai 1926, sera conçu comme suit :

> « La présente convention s'applique à tous les impôts qui sont et seront imposés à partir du 1er janvier 1934, ainsi qu'aux amendes y relatives. »

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 6 juin 1935.

[2] Voir page 291 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3673. — PROTOCOL [2] MODIFYING THE CONVENTION CONCLUDED AT RIGA ON MAY 28TH, 1926, BETWEEN ESTONIA AND LATVIA CONCERNING THE COLLECTION OF TAXES AND THE EXCHANGE OF INFORMATION REGARDING TAXPAYERS. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 17TH, 1934.

French official text communicated by the Estonian and Latvian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place June 20th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, being desirous of amending and expressing more clearly Articles 2 and 13 of the " Convention [3] between the Republic of Estonia and the Republic of Latvia concerning the Collection of Taxes and the Exchange of Information regarding Taxpayers ", signed at Riga on May 28th, 1926, have decided to sign the present Protocol and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Julius SELJAMAA, Minister for Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Voldemars SALNAIS, Minister for Foreign Affairs;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

Article 2 of the " Convention between the Republic of Estonia and the Republic of Latvia concerning the Collection of Taxes and the Exchange of Information regarding Taxpayers ", signed at Riga on May 28th, 1926, shall read as follows :

> " The present Convention shall apply to all taxes which have been or may be imposed on or after January 1st, 1934, and also to fines in respect thereof. "

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Riga, June 6th, 1935.

[3] See page 291 of this Volume.

II.

Le paragraphe premier de l'article treize de la convention ci-dessus indiquée sera conçu comme suit :

« La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Riga dans le plus bref délai possible. Elle restera en vigueur pour une durée de cinq ans. Après ce terme elle restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncée. »

III.

Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Riga, le 17 février 1934.

(L. S.) *(Signé)* Jul. SELJAMAA. *(L. S.)* *(Signé)* V. SALNAIS.

Pour copie certifiée conforme :

V. Munters,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.

Le 17 juin 1935.

II.

Paragraph 1 of Article 13 of the above-mentioned Convention shall read as follows :

> " The present Convention shall be ratified and shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Riga as soon as possible. It shall remain in force for a period of five years. After that period has elapsed, it shall remain valid until the expiry of a period of six months from the date on which it has been denounced by either of the Contracting Parties. "

III.

The present Protocol shall be ratified and shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, this 17th day of February, 1934.

(L. S.) *(Signed)* Jul. SELJAMAA. *(L. S.)* *(Signed)* V. SALNAIS.

N° 3674.

LETTONIE ET LITHUANIE

Accord commercial, signé à Kaunas, le 10 avril 1935, avec listes et protocole.

LATVIA AND LITHUANIA

Commercial Agreement, signed at Kaunas, April 10th, 1935, with Lists and Protocol.

N° 3674. — ACCORD[1] COMMERCIAL ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 10 AVRIL 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 juin 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE d'une part et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un accord et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Ludvigs SĒJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Kaunas ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères de Lithuanie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, admis sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, y jouiront, en se conformant à ses lois et règlements, de la même liberté de circulation, de séjour, d'établissement, de choix de résidence et de déplacement que les nationaux, sans être soumis à des conditions ou prescriptions autres que celles auxquelles, pour chacune desdites libertés, sont soumis les nationaux, sans préjudice, toutefois, des prescriptions de police concernant les étrangers et les dispositions relatives au marché national du travail.

Ces ressortissants seront, à condition de se conformer aux lois et règlements du pays, assimilés aux nationaux en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale et industrielle.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, de la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs droits et de leurs intérêts à l'égal des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités à l'égal des nationaux en ce qui concerne le droit de posséder des biens immobiliers, ainsi que d'en disposer aux mêmes conditions que les nationaux.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 27 avril 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3674. — COMMERCIAL AGREEMENT [2] BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 10TH, 1935.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 20th, 1935.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, of the other part, being equally desirous of promoting and extending the economic relations between the two countries, have decided to conclude an Agreement and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Ludvigs SĒJA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Kaunas ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs of Lithuania ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of one of the High Contracting Parties admitted to the territory of the other High Contracting Party shall enjoy therein, provided they observe the laws and regulations of that Party, the same right to travel, sojourn, settle, choose their place of residence and move from place to place as its own nationals and shall not be subject to any conditions or regulations other than those to which the latter are subject in respect of each of the said rights, without prejudice, however, to the police regulations concerning aliens and the provisions relating to the national labour market.

Such nationals shall, provided they observe the laws and regulations of the country, be on an equal footing with its nationals as regards the exercise of all commercial and industrial activities.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as the nationals of that Party as regards the legal and judicial protection of their persons, property, rights and interests.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall receive the same treatment as nationals of the other Party as regards the right to own immovable property, and shall be entitled to dispose of such property on the same conditions as the latter.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Riga, April 27th, 1935.

En ce qui concerne le droit d'acquérir les biens immobiliers, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

En matière d'impôts et de taxes de toutes sortes, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie contractante, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce et leur industrie.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sur la base d'égalité avec les nationaux, des lois et règlements relatifs à la protection du travail et aux assurances sociales. Ont droit aux prestations, réparations des accidents du travail, ainsi que d'assurance contre l'incapacité du travail et en cas de vieillesse et de décès, les ressortissants des Hautes Parties contractantes et, éventuellement, leurs familles, sans égard aux pays où l'accidenté (l'assuré) a émigré après avoir acquis le droit aux prestations et sans égard où réside sa famille.

Article 4.

Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, régulièrement constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant leur siège, seront reconnues par l'autre Haute Partie contractante comme régulièrement constituées.

La reconnaissance des sociétés susvisées de l'une des Hautes Parties contractantes n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, et, en général, à l'exercice des actes visés par leurs statuts.

Les sociétés ci-dessus mentionnées jouiront, après leur admission, des mêmes droits qui sont ou seront accordés aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

En tout ce qui concerne la protection légale, ainsi que les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, le traitement national sera réciproquement appliqué auxdites sociétés.

Article 5.

Les produits énumérés à la liste « A » ci-annexée, originaires et en provenance de Lettonie, bénéficieront à leur importation en Lithuanie des pourcentages de réduction, des droits de douane consolidés, ainsi que des contingents d'importation indiqués à ladite liste.

Les produits énumérés à la liste « B » ci-annexée, originaires et en provenance de Lithuanie, bénéficieront à leur importation en Lettonie des pourcentages de réduction, des droits de douane consolidés, ainsi que des contingents d'importation indiqués à ladite liste.

Article 6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée

With regard to the right to acquire immovable property, the High Contracting Parties reciprocally guarantee most-favoured-nation treatment.

Article 2.

In the matter of taxes and duties of every kind and any other charges of a fiscal nature, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect, in the territory of the other Contracting Party, the same treatment and the same protection by the fiscal authorities and courts dealing with fiscal matters as the nationals of that Party, both for their persons and their property, rights and interests, including their trade and industry.

Article 3.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as nationals of that Party as regards the laws and regulations relating to the protection of labour and social insurance. Nationals of the High Contracting Parties, and their families when affected, shall be entitled to benefits, compensation for industrial accidents and insurance in respect of disablement, old age and death, irrespective of the country to which the victim of the accident (the insured person) emigrated after having acquired the right to such benefit and of the place of residence of his family.

Article 4.

Joint-stock companies and other commercial, industrial or financial companies properly constituted in conformity with the legislation of one of the High Contracting Parties and having their head offices in the territory of that Party, shall be recognised by the other High Contracting Party as being properly constituted.

The recognition of the above-mentioned companies of one of the High Contracting Parties shall not imply a right for such companies to establish themselves or operate in the territory of the other High Contracting Party or, in general, to carry out the transactions provided for in their articles of association.

After admission, the above-mentioned companies shall enjoy the same rights as are or may in future be accorded to similar companies of the most-favoured nation.

With regard to legal protection and taxes and other duties of whatever nature, national treatment shall be applied reciprocally to such companies.

Article 5.

The products originating in and coming from Latvia enumerated in List " A " annexed hereto shall, on their importation into Lithuania, enjoy the benefit of the percentage reductions, consolidated Customs duties and import quotas indicated in the said list.

The products originating in and coming from Lithuania enumerated in List " B " annexed hereto shall, on their importation into Latvia, enjoy the benefit of the percentage reductions, consolidated Customs duties and import quotas indicated in the said list.

Article 6.

Without prejudice to the provisions of Article 5, the High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in respect of all matters

pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, à destination du territoire de l'autre Haute Partie contractante, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués, originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature, originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptés, toutefois, les engagements formulés au présent article :

1) Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes, pour faciliter le trafic frontalier ;

2) Les faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes ;

3) Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lettonie à l'Estonie, à la Finlande et à l'Union des R. S. S. ;

4) Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lithuanie à l'Estonie.

Article 7.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent ou frapperont à l'avenir les marchandises sans égard pour le compte de qui elles sont perçues — ne pourront sous aucun prétexte comporter pour les produits de l'autre Haute Partie contractante des charges fiscales plus onéreuses que celles auxquelles sont soumis les produits nationaux similaires.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le régime des commis voyageurs et des échantillons.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation.

Sont exceptées de cette règle les prohibitions ou restrictions ci-dessous énumérées, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques :

1) Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;

2) Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

relating to Customs duties and all accessory duties, and the method of collecting the duties, and also in respect of the rules, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subjected.

Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either High Contracting Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to other or higher duties, dues or charges, or to other or more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to products of the same kind originating in any third country whatsoever.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other High Contracting Party shall in no case be subject, in the same respects, to other or higher duties, dues or charges, or to more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to the same products consigned to the territory of any other country whatsoever.

Any advantages, favours, privileges and immunities which either High Contracting Party has granted or may in future grant in the aforesaid respects to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall be extended immediately and without compensation to products of the same kind originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

The following shall, however, be excepted from the engagements laid down in the present Article :

(1) Favours which are or may hereafter be granted to other contiguous States with the object of facilitating frontier traffic ;

(2) Favours in virtue of a Customs union already existing or concluded hereafter by one of the High Contracting Parties ;

(3) Favours which are or may hereafter be granted by Latvia to Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics ;

(4) Favours which are or may hereafter be granted by Lithuania to Estonia.

Article 7.

Internal taxes which are or may in future be levied on goods — no matter on whose behalf they are collected — in the territory of one of the High Contracting Parties, may not on any grounds be so levied on the products of the other High Contracting Party as to involve fiscal charges more burdensome than those imposed on similar national products.

Article 8.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in respect of commercial travellers and samples.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake not to hamper trade between the two countries by any import or export prohibition or restriction.

The following prohibitions or restrictions shall be excepted from this rule, so far as they are applicable to all countries or to countries in an identical situation :

(1) Prohibitions or restrictions relating to public security ;

(2) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, any other military supplies ;

3) Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

4) Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

5) Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article 10.

Il est réservé aux navires battant pavillon d'une des Hautes Parties contractantes ainsi qu'à leurs cargaisons dans les eaux territoriales et sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sous tous les rapports, le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs cargaisons, quelles que soient leur provenance ou leur destination.

Toutefois, il est fait exception aux stipulations du présent article en ce qui concerne l'exercice de la pêche, du cabotage, du pilotage et du service intérieur des ports, la navigation sur les voies navigables intérieures, ainsi que les facilités, détaxes ou ristournes que les Hautes Parties contractantes pourraient consentir à leurs ressortissants comme prime à la construction navale nationale.

Article 11.

Le trafic frontalier entre la Lettonie et la Lithuanie sera régi par un accord spécial.

Article 12.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Le présent accord est conclu pour la durée d'une année, ce délai commençant à courir à partir de la date de sa mise en vigueur. Il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée, s'il n'est dénoncé par une des Hautes Parties contractantes trois mois au moins avant l'expiration du terme annuel. En cas de prorogation par voie de tacite reconduction, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer le présent accord à tout moment pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Kaunas, en double expédition, le 10 avril 1935.

(L. S.) (Signé) L. SĒJA. *(L. S.) (Signé)* S. LOZORAITIS.

(3) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection or animals or plants against disease, insects and harmful parasites ;

(4) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the regime established within the country in respect of the production of, trade in and transport and consumption of similar national products ;

(5) Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopolies or monopolies exercised under State control.

Article 10.

Ships flying the flag of one of the High Contracting Parties and their cargoes shall in all respects enjoy the same treatment as national vessels and their cargoes in the territorial waters and territory of the other High Contracting Party, whatever their origin or destination.

Fishing, the coasting trade, pilotage and the internal services of ports, navigation on inland waterways, and facilities, rebates or reductions which the High Contracting Parties may grant to their nationals by way of bounty for national shipbuilding shall, however, be excepted from the provisions of the present Article.

Article 11.

The frontier traffic between Latvia and Lithuania shall be governed by a special agreement.

Article 12.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga as soon as possible.

It shall come into force on the day of the exchange of ratifications.

The present Agreement is concluded for a period of one year from the date on which it is put into force. It shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, unless it is denounced by one of the High Contracting Parties at least three months before the expiry of the one-year period. In the event of the Agreement's being prolonged by tacit consent, each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce it at any time with effect as from three months after the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Kaunas, in duplicate, this 10th day of April, 1935.

(L. S.) (Signed) L. SĒJA. *(L. S.) (Signed)* S. LOZORAITIS.

LISTE « A »

PRODUITS LETTONS.

Positions du tarif douanier lithuanien	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Détaxes	Droits de douane consolidés
Ex 37 p. 4	Harengs baltiques, salés et fumés. (La remarque relative au p. 37 p. 4 du tarif lithuanien reste en vigueur.)	150 t.		Lt. 0.50
Ex 61	Fonds de chaises en bois de placage	3 t.		Lt. 0.75
Ex 65	Ciment	1 000 t.		exempt
77 p. 6 *a)*	Verres de vitrage d'une épaisseur jusqu'à 3,5 mm. incl.	500 t.	50 %	
77 p. 6 *b)*	Verres de vitrage d'une épaisseur supérieure à 3,5 mm.		25 %	
Ex 153	Ressorts pour automobiles	10 t.	50 %	
156 p. 3 *c)*	Câbles électriques	8 t.	75 %	
157	Aiguilles	5 t.	75 %	
Ex 160	Fourches	15 t.		exemptes
169 p. 2	Appareils de T. S. F. et leurs parties	15 t.	50 %	
169 p. 5 *a)*	Lampes à incandescence	3 t.	50 %	
Ex 173 p. 5	Essieux d'automobiles	1,5 t.	50 %	
Ex 173 p. 5 *a)*	Essieux patentés	2 t.	50 %	
Ex 177 p. 2 *d)*	Papier de soie et à cigarettes	70 t.	50 %	
Ex 177 p. 2 *a)*	Papier brouillard	18 t.	50 %	
177 p. 2 *c)*	Papiers peints	60 t.	50 %	
183 pp. 1 et 2	Fils de coton, retors ou non retors	50 t.	30 %	
186 pp. 2 *b)*, 3 *b)*	Fils de laine	10 t.	75 %	

LISTE « B »

PRODUITS LITHUANIENS.

Positions du tarif douanier letton	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Détaxes	Droits de douane consolidés
Ex 40 p. 1	Chevaux, au-dessus d'un an *Remarque.* Il est entendu que le droit du tarif général pour cette dernière position sera établi d'au moins Ls 60.— la tête.	2 500 têtes		Ls 30.— la tête
Ex 40 p. 8	Oies	15 000 têtes		exemptes
Ex 149	Vis		75 %	
Ex 151	Rivets		75 %	
Ex 153 p. 3	Vis, boulons, écrous		75 %	
Ex 156 p. 1	Rivets		75 %	
Ex 156	Vis en cuivre		75 %	
Ex 161 pp. 1, 2	Fers à repasser		75 %	
Ex 58 p. 1 Ex 58 p. 1	Bois de chêne en poutres, planches et ais Frises de parquet	450 t.		exempts

LIST " A ".

LATVIAN PRODUCTS.

Number in the Lithuanian Customs Tariff	Designation of goods	Annual quotas	Rebates	Consolidated Customs duties
Ex 37 p. 4	Baltic herrings, salted and smoked. (The note relating to paragraph 37, p. 4, of the Lithuanian Tariff remains valid.)	150 t.		Lt. 0.50
Ex 61	Chair seats of veneered wood	3 t.		Lt. 0.75
Ex 65	Cement	1,000 t.		exempt
77 p. 6 *(a)*	Window glass up to 3.5 mm. in thickness	500 t.	50 %	
77 p. 6 *(b)*	Window glass over 3.5 mm. in thickness		25 %	
Ex 153	Springs for motor-cars	10 t.	50 %	
156 p. 3 *(c)*	Electric cables	8 t.	75 %	
157	Needles	5 t.	75 %	
Ex 160	Pitchforks	15 t.		exempt
169 p. 2	Wireless apparatus and parts thereof	15 t.	50 %	
169 p. 5 *(a)*	Incandescent lamps	3 t.	50 %	
Ex 173 p. 5	Motor-car axles	1.5 t.	50 %	
Ex 173 p. 5 *(a)*	Patent axles	2 t.	50 %	
Ex 177 p. 2 *(d)*	Tissue and cigarette paper	70 t.	50 %	
Ex 177 p. 2 *(a)*	Blotting paper	18 t.	50 %	
177 p. 2 *(c)*	Wallpaper	60 t.	50 %	
183 pp. 1 and 2	Cotton thread, whether twisted or not	50 t.	30 %	
186 pp. 2 *(b)*, 3 *(b)*	Woollen thread	10 t.	75 %	

LIST " B ".

LITHUANIAN PRODUCTS.

Number in the Latvian Customs Tariff	Designation of goods	Annual quotas	Rebates	Consolidated Customs duties
Ex 40 p. 1	Horses, over one year old *Note :* It is understood that as regards this item the general tariff duty will be fixed at not less than Ls. 60.— per head.	2,500 head		Ls. 30.— per head
Ex 40 p. 8	Geese	15,000 head		exempt
Ex 149	Screws		75 %	
Ex 151	Rivets		75 %	
Ex 153 p. 3	Screws, bolts, nuts		75 %	
Ex 156 p. 1	Rivets		75 %	
Ex 156	Copper screws		75 %	
Ex 161 pp. 1, 2	Smoothing irons		75 %	
Ex 58 p. 1 Ex 58 p. 1	Oak in beams, planks and boards Framing strips (for parquet flooring)	450 t.		exempt

PROTOCOLE

I.

Il est entendu que le présent accord ne touche en rien aux obligations conventionnelles existantes entre les deux Etats qui garantissent éventuellement des traitements plus favorables que ceux prévus dans les articles de cet accord.

II.

Les dispositions du présent accord, qui prévoient expressément l'octroi du traitement national, impliquent l'octroi inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée.

III.

La question du transit ainsi que celle des tarifs de transit sera réglée par un accord spécial entre les deux Hautes Parties contractantes.

IV.

Les réductions et consolidations des tarifs douaniers réciproques pour les produits énumérés aux listes « A » et « B », annexées à cet accord, ayant des contingents fixés, ne peuvent être appliquées que dans les limites de ces contingents.

V. Ad *articles* 5 *et* 6.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions des articles 5 et 6, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

VI. Ad *articles* 5 *et* 12.

Les listes des marchandises « A » et « B », mentionnées à l'article 5 de l'accord pourront être revisées ou dénoncées séparément du présent accord, en se conformant aux dispositions de l'article 12.

VII.

La Lettonie déclare que pendant la durée du présent accord elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier, énumérées à la liste « C » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris l'Estonie, la Finlande et l'Union des R. S. S.) des réductions sur les taux du tarif qui ne seraient pas étendues à la Lithuanie.

Liste « C ». — Paragraphes du tarif letton.

§ 1
§ 3
§ 4
§ 5, 1, 4
§ 6, 1. 5. 6
§ 13
§ 14, 1. 2
§ 32
§ 34
§ 36, 5
§ 37, 1
§ 40
§ 43
§ 62, 3
§ 153, 2, 3
§ 161
§ 177, 1

PROTOCOL.

I.

It is understood that the present Agreement in no way affects any conventional obligations existing between the two States which may guarantee treatment more favourable than that provided in the Articles of this Agreement.

II.

The provisions of the present Agreement which expressly provide for the granting of national treatment imply the unconditional granting of most-favoured-nation treatment.

III.

The question of transit, as well as that of transit rates, shall be settled by a special agreement between the two High Contracting Parties.

IV.

The reciprocal reductions and consolidations of Customs tariffs in respect of those products enumerated in Lists " A " and " B " annexed to the present Agreement, which have fixed quotas, can only be applied within the limits of the said quotas.

V. Ad *Articles* 5 *and* 6.

In order to reserve to the products originating in their respective countries the benefits of the provisions of Articles 5 and 6, the High Contracting Parties may require the products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin.

VI. Ad *Articles* 5 *and* 12.

The lists of goods " A " and " B ", to which Article 5 of the Agreement relates, may be revised or denounced separately without affecting the present Agreement, in accordance with the provisions of Article 12.

VII.

Latvia declares that for the duration of the present Agreement she has no intention of granting to any third State (including Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics), in respect of the items of her Customs tariff enumerated in List " C " below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Lithuania.

List " C ". — Sections of the Latvian Tariff:

§ 1
§ 3
§ 4
§ 5, 1, 4
§ 6, 1, 5, 6
§ 13
§ 14, 1, 2
§ 32
§ 34
§ 36, 5
§ 37, 1
§ 40
§ 43
§ 62, 3
§ 153, 2, 3
§ 161
§ 177, 1

La Lithuanie déclare que pendant la durée du présent accord elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier, énumérées à la liste « D » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris l'Estonie) des réductions sur les taux du tarif qui ne seraient pas étendues à la Lettonie.

Liste « D ». — Paragraphes du tarif lithuanien.

§ 55, 3, 4, 5, 6
§ 57, 1, 2
§ 61, 2
§ 65, 3
§ 169, 2, 5
§ 177, 2
§ 183
§ 186
§ 187
§ 188
et
§ 199.

Pour copie certifiée conforme :

V. Munters,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.

Riga, le 17 juin 1935.

Lithuania declares that for the duration of the present Agreement she has no intention of granting to any third State (including Estonia), in respect of the items of her Customs tariff enumerated in list " D " below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Latvia.

List " D ". — Sections of the Lithuanian Tariff:

§ 55, 3, 4, 5, 6
§ 57, 1, 2
§ 61, 2
§ 65, 3
§ 169, 2, 5
§ 177, 2
§ 183
§ 186
§ 187
§ 188
and
§ 199

N° 3675.

LETTONIE ET LITHUANIE

Accord de clearing, avec annexe. Signé à Kaunas, le 10 avril 1935.

LATVIA AND LITHUANIA

Clearing Agreement, with Annex. Signed at Kaunas, April 10th, 1935.

N° 3675. — ACCORD[1] DE CLEARING ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 10 AVRIL 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 juin 1935.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE représenté par

Son Excellence Monsieur Ludvigs SEJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Kaunas,

et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE représenté par

Son Excellence Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères de Lithuanie,

En vue de faciliter les paiements résultant du commerce de marchandises entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le règlement de tous les paiements résultant du commerce de marchandises entre la Lettonie et la Lithuanie se fera par le système de la compensation (clearing) en Lettonie au Bureau de Compensation auprès du Ministère des Finances et en Lithuanie à la Lietuvos Bankas, selon les dispositions ci-après.

Le règlement des paiements pour les marchandises en provenance de Lithuanie et énumérées à la liste ci-annexée s'effectuera en dehors du clearing, à condition que lesdites marchandises soient importées en Lettonie après la date de l'entrée en vigueur du présent accord. Exception sera faite pour les quantités des marchandises mentionnées à ladite liste, dont le règlement des paiements sera assujetti au clearing.

Article 2.

Pour le règlement des paiements mentionnés au présent accord, chacune des Hautes Parties contractantes ouvrira deux comptes sans intérêt, dits comptes « A » et compte « B », aux institutions respectives.

La Lietuvos Bankas ne portera au compte « A » que les sommes résultant d'achat de marchandises lettones importées en Lithuanie et énumérées à la liste « A » annexée à l'Accord[2] commercial conclu à la date du dix avril 1935 entre la Lettonie et la Lithuanie, de même le Bureau de Compensation ne portera au compte « A » que les sommes résultant d'achat de marchandises lithuaniennes importées en Lettonie et figurant à la liste « B » annexée à l'Accord commercial susmentionné,

[1] Entré en vigueur le 27 avril 1935.

[2] Voir page 305 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3675. — CLEARING AGREEMENT[2] BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 10TH, 1935.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 20th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, represented by :

His Excellency Monsieur Ludvigs SEJA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Kaunas,

and

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, represented by :

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs of Lithuania,

Being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

All payments in connection with goods transactions between Latvia and Lithuania shall be made through the clearing to the Clearing Office attached to the Finance Ministry in Latvia and to the Lietuvos Bankas in Lithuania, as hereinafter provided.

Payments for goods of Lithuanian provenance of the kinds enumerated in the attached list shall be made independently of the clearing, if imported into Latvia after the date of entry into force of the present Agreement, with the exception of those quantities of the goods specified in the said list in respect of which it is explicitly provided that payment shall be made through the clearing.

Article 2.

For the purposes of the payments to which the present Agreement relates, each of the High Contracting Parties shall open two accounts not carrying interest, to be called Account "A" and Account "B", at their respective clearing institutions.

The Lietuvos Bankas shall credit to Account "A" such sums only as derive from the purchase of Latvian goods imported into Lithuania of the kinds enumerated in List "A" attached to the Commercial Agreement[3] between Latvia and Lithuania of April 10th, 1935, and the Clearing Office shall credit to Account "A" such sums only as derive from the purchase of Lithuanian goods imported into Latvia of the kinds enumerated in List "B" attached to the above-mentioned

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force April 27th, 1935.

[3] See page 305 of this Volume.

à condition que les marchandises mentionnées aux susdites listes soient importées dans l'un des deux pays après la date de l'entrée en vigueur du présent accord.

Les deux institutions de compensation porteront au compte « B » toutes les sommes résultant d'achat de marchandises importées de l'autre pays, à l'exception des sommes qui doivent être portées au compte « A ».

Article 3.

Les acheteurs lettons de marchandises lithuaniennes régleront les paiements résultant de leurs achats en versant les sommes dues en lats aux comptes « A » ou « B », ouverts au Bureau de Compensation en faveur de la Lietuvos Bankas. Le Bureau de Compensation, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures pourraient être libellés, porte les sommes reçues au compte de la Lietuvos Bankas en les exprimant en lats.

Les acheteurs lithuaniens de marchandises lettones régleront les paiements résultant de leurs achats en versant les sommes dues en litas aux comptes « A » ou « B », ouverts à la Lietuvos Bankas en faveur du Bureau de Compensation. La Lietuvos Bankas, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures pourraient être libellés, porte les sommes reçues au compte du Bureau de Compensation, en les exprimant en litas.

Article 4.

Les paiements mentionnés à l'article 3 se feront sur la base des parités suivantes, correspondant aux parités métalliques arrondies, savoir :

100 lats = Lt. 192,95
100 litas = Ls 51,83.

Si les factures ou les contrats de vente sont libellés en une monnaie étrangère ils seront exprimés en litas ou en lats d'après le cours moyen de la bourse locale le jour du versement.

Article 5.

Les deux Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver par des limitations ou restrictions quelconques les versements, conformes aux dispositions du présent accord, pour les marchandises admises à l'importation.

Au cas où lesdits versements seraient assujettis à une autorisation préalable, cette autorisation devra être accordée sans délai dès que l'acheteur aura justifié de la régularité de l'importation du montant du prix de la marchandise, ainsi que des frais accessoires, tels que de transport, d'assurance, etc., si ces frais incombent à l'acheteur.

Article 6.

Le Bureau de Compensation et la Lietuvos Bankas se renseignent journellement des versements reçus en faveur des comptes de clearing et une fois par mois du solde de chacun de ces comptes à la fin du mois.

Article 7.

Les paiements aux vendeurs de marchandises s'opèrent au Bureau de Compensation en lats et à la Lietuvos Bankas en litas sur la base des parités prévues à l'article 4. Les paiements aux exportateurs se peuvent faire par le Bureau de Compensation ou par la Lietuvos Bankas seulement après que le Bureau de Compensation ou la Lietuvos Bankas effectuant un paiement, ait été informé par l'autre du versement fait par l'acheteur.

Ils auront lieu dans l'ordre chronologique des versements et dans les limites des disponibilités des comptes de clearing.

Commercial Agreement, provided always that the goods enumerated in the said lists have been imported into the country concerned after the date of entry into force of the present Agreement.

Each of the two clearing institutions shall credit to Account "B" all sums deriving from the purchase of goods imported from the other country other than the sums to be credited to Account "A".

Article 3.

Latvian purchasers of Lithuanian goods shall make the payments due in respect of their purchases in lats to the Accounts "A" and "B" opened at the Clearing Office in favour of the Lietuvos Bankas. The Clearing Office shall credit the sums received to the account of the Lietuvos Bankas in lats, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

Lithuanian purchasers of Latvian goods shall make the payments due in respect of their purchases in litas to the Accounts "A" and "B" opened at the Lietuvos Bankas in favour of the Clearing Office. The Lietuvos Bankas shall credit the sums received to the Clearing Office in litas, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

Article 4.

Payments of the kinds specified in Article 3 shall be made on the basis of the following parities, representing the metal parities rounded off, namely :

100 lats = 192.95 litas.
100 litas = 51.83 lats.

Where the invoices or contracts of sale are made out in a currency other than lats or litas, the payments shall be expressed in lats or litas at the middle rate of the local Stock Exchange on the date of payment.

Article 5.

The two Contracting Parties undertake not to place obstacles in the form of limitations or restrictions of any kind in the way of payments effected in accordance with the provisions of the present Agreement for goods the import of which is allowed.

Where such payments are subject to previous authorisation, such authorisation shall be accorded without delay, so soon as the purchaser has shown proof of the regular character of the importation, of the price of the goods and of the accessory costs such as transport, insurance and the like, where such costs are at the charge of the purchaser.

Article 6.

The Clearing Office and the Lietuvos Bankas shall advise one another daily of all payments received for credit of the clearing accounts and, further, shall notify the balances of both accounts as at the end of the month to one another once a month.

Article 7.

Payments to vendors of goods shall be made by the Clearing Office in lats and by the Lietuvos Bankas in litas on the basis of the parities laid down in Article 4. Payments to exporters may not be made by either clearing institution until it has been advised by the other clearing institution of the payment by the purchaser.

Payments to vendors shall be made in the chronological order of the payments received from the purchasers within the limits of the available resources of the clearing accounts.

Article 8.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Néanmoins, chaque Partie contractante aura le droit de le dénoncer à tout moment avec un préavis d'un mois.

Article 9.

Dans le cas où le présent accord prendra fin, les comptes « A » et « B » seront immédiatement soldés. L'amortisation du solde de ces comptes ne sera effectuée que par l'exportation des produits du pays débiteur au pays créancier. Le solde du compte « A », sera amorti par des produits de l'autre pays énumérés aux listes « A » ou « B », annexées à l'Accord commercial en vigueur. Le solde du compte « B » sera amorti par d'autres produits en provenance du pays débiteur et dont l'exportation n'est pas interdite.

Article 10.

Le présent accord sera approuvé par les deux gouvernements et entrera en vigueur simultanément avec l'Accord commercial conclu le 10 avril 1935 entre la Lettonie et la Lithuanie.

Fait à Kaunas, en double expédition, le 10 avril 1935.

(L. S.) (Signé) L. SEJA. *(L. S.) (Signé)* S. LOZORAITIS.

ANNEXE A L'ARTICLE PREMIER

LISTE DES PRODUITS LITHUANIENS POUR LESQUELS LE PAIEMENT SERA EFFECTUÉ EN DEHORS DU CLEARING.

Désignation des marchandises	Quantité annuelle de ces marchandises assujettie au clearing
Graines de lin	1000 to
Semences de trèfle	—
Semences de fléole	—
Lin et étoupe	—
Plantes à cosse	150 to
Peaux brutes	—

Article 8.

The present Agreement is concluded for an indefinite period; but each Contracting Party shall be entitled to denounce it at any time by giving one month's notice.

Article 9.

In the event of the present Agreement lapsing, Accounts " A " and " B " shall be immediately balanced, and the balances shall be liquidated by the export of products of the debtor country to the creditor country, and in no other way. The balance of Account " A " shall be liquidated by export of the debtor country's products of the kinds enumerated in Lists " A " and " B " attached to the existing Commercial Agreement. The balance of Account " B " shall be liquidated by export of other products of debtor country provenance, the export of which is not prohibited.

Article 10.

The present Agreement shall receive the approval of the two Governments and shall come into force at the same time as the Commercial Agreement between Latvia and Lithuania of April 10th, 1933.

Done at Kaunas, in duplicate, the 10th day of April, 1935.

(L. S.) *(Signed)* L. SEJA. *(L. S.)* *(Signed)* S. LOZORAITIS.

ANNEX TO ARTICLE I.

LIST OF LITHUANIAN PRODUCTS PAYMENT FOR WHICH SHALL BE MADE INDEPENDENTLY OF THE CLEARING.

Designation of goods	Annual quantity of such goods subject to clearing
Linseed	1,000 t.
Clover seeds	—
Timothy grass seeds	—
Flax and oakum	—
Pod plants	150 t.
Raw hides and skins	—

N° 3676.

SUISSE ET TURQUIE

Traité d'extradition et d'entr'aide judiciaire en matière pénale, et protocole final. Signés à Ankara, le 1er juin 1933.

SWITZERLAND AND TURKEY

Treaty concerning Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, and Final Protocol. Signed at Ankara, June 1st, 1933.

N° 3676. — TRAITÉ [1] D'EXTRADITION ET D'ENTR'AIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 1er JUIN 1933.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 21 juin 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,

Dans le but d'assurer la poursuite des malfaiteurs, sont convenus de régler par un traité leurs obligations réciproques d'entr'aide judiciaire en matière pénale.

Ils ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Henri MARTIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Turquie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Menemenli NUMAN Bey, ministre plénipotentiaire de première classe, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.

Ces plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Etendue de l'entr'aide judiciaire.

Les Parties contractantes s'engagent, sous condition de réciprocité, dans les limites des articles suivants :

a) A extrader et à livrer en transit les individus poursuivis ou condamnés ;

b) A saisir et à remettre l'argent et les objets ;

c) A signaler aux autorités de police ou dans les bulletins de recherches des deux Etats les individus poursuivis ou condamnés ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 mai 1935.
Entré en vigueur le 19 juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3676. — TREATY [2] CONCERNING EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN SWITZERLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 1ST, 1933.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place June 21st, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,

With the object of ensuring the punishment of crime, have agreed to regulate by a Treaty their reciprocal obligations in regard to judicial assistance in criminal matters.

They have, with this object, appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Henri MARTIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Turkey ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Menemenli NUMAN Bey, Minister Plenipotentiary (First Class), Under Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs.

These Plenipotentiaries, after having communicated to one another their full powers' found in good and due form, have agreed on the following provisions :

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

Extent of judicial assistance.

The Contracting Parties undertake, on condition of reciprocity, within the limits of the following Articles :

(a) To extradite and deliver in transit individuals who have been prosecuted or sentenced ;

(b) To confiscate and hand over money and objects ;

(c) To report to the police authorities, or in the official police circulars of the two States, individuals who have been prosecuted or convicted ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, May 7th, 1935. Came into force June 19th, 1935.

d) A fournir à l'autre Etat les actes devant servir de base à une poursuite éventuelle contre les ressortissants de celui-ci qui seraient revenus dans leur pays d'origine ;

e) A signifier des actes et à exécuter des commissions rogatoires en matière pénale ;

f) A se communiquer les jugements définitifs rendus contre les ressortissants de l'autre Etat.

II. Extradition.

Article 2.

Individus à extrader.

L'extradition devra être accordée par l'Etat requis pour les individus se trouvant sur son territoire et qui sont poursuivis ou condamnés par les autorités compétentes de l'autre Etat, à l'exception des ressortissants de l'Etat requis.

Article 3.

Délits d'extradition.

§ 1. Les faits délictueux donnant lieu à extradition sont les suivants :

1° Homicide, comprenant l'assassinat, le meurtre, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement ;

2° Avortement volontaire ;

3° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort ou une infirmité durable, une incapacité permanente de travail ou une mutilation grave d'un membre ou d'un organe du corps ;

4° Viol, attentat à la pudeur commis avec violence, proxénétisme, traite des femmes et des enfants ;

5° Attentat à la pudeur commis avec ou sans violence sur des enfants de l'un ou de l'autre sexe âgés de moins de 14 ans ;

6° Rapt et séquestration de personnes, suppression d'état civil, substitution d'enfants ;

7° Exposition ou délaissement d'enfants ou de personnes sans défense, enlèvement de mineurs ;

8° Falsification ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, de billets de banque ou autres papiers de crédit ayant cours légal, d'actions et d'autres titres émis par l'Etat, par des corporations, des sociétés ou des particuliers ; falsification ou altération de timbres-poste, estampilles, marques ou sceaux de l'Etat ou de bureaux publics ; usage frauduleux desdits objets falsifiés ou altérés, ou leur introduction, leur émission ou leur mise en circulation dans une intention frauduleuse, usage frauduleux ou abus de sceaux, timbres, marques authentiques ;

9° Faux en écritures publiques ou privées, falsification de documents publics ou de tous titres de commerce ; usage frauduleux de tels documents falsifiés ou contrefaits ; soustraction de documents ;

10° Faux témoignage, subornation de témoins, faux serment en matière civile ou criminelle ;

11° Corruption de fonctionnaires publics ;

12° Péculat ou malversation de deniers publics, concussion commise par des fonctionnaires ou des dépositaires ;

13° Incendie volontaire ; emploi abusif de matières explosibles ;

(d) To supply to the other State documents to serve as a basis for possible proceedings against nationals of the latter who may have returned to their country of origin ;

(e) To serve documents and enforce letters of request in penal matters ;

(f) To communicate to one another final judgments given against nationals of the other State.

II. EXTRADITION.

Article 2.

Individuals to be extradited.

Extradition shall be granted by the State applied to in the case of individuals on its territory who are being prosecuted or have been convicted by the competent authorities of the other State, with the exception of nationals of the State applied to.

Article 3.

Extraditable offences.

§ 1. The offences giving rise to extradition are as follows :

(1) Homicide, including assassination, murder, parricide, infanticide and poisoning ;

(2) Procuring abortion ;

(3) Battery or wounding resulting in death or lasting infirmity, permanent incapacity for work or maiming of limb or bodily organ ;

(4) Rape, indecent assault with violence, procuring, traffic in women and children ;

(5) Indecent assault, with or without violence, on children of either sex under 14 years of age ;

(6) Abduction and false imprisonment, tampering with registers of civil status, substitution of children ;

(7) Exposure or abandonment of children or of helpless persons, abduction of minors ;

(8) Forgery or debasement of currency or of paper money, bank-notes or other valuable scrip used as legal tender, of bonds or other securities issued by the State, by corporations, companies or individuals ; forgery or alteration of postage stamps, stamps, marks or seals of the State or of public offices ; fraudulent use of the said forged or altered objects, or their introduction, issue or uttering or putting into circulation with fraudulent intent, fraudulent use or misuse of seals, stamps and recognized marks ;

(9) Forgery of public or private documents, falsification of public documents or of any commercial documents ; fraudulent use of such falsified or counterfeited documents ; theft of documents ;

(10) Perjury, subornation of perjury, false oath in civil or criminal matters ;

(11) Corruption of public officials ;

(12) Peculation or embezzlement of public moneys, extortion by officials or trustees ;

(13) Arson ; misuse of explosives ;

14° Actes volontaires qui auraient pour résultat la destruction ou la détérioration de chemins de fer, bateaux à vapeur, voitures postales, appareils ou conduites électriques (télégraphes, téléphones) et la mise en péril de leur exploitation ;

15° Brigandage, extorsion, vol, recel ;

16° Piraterie, actes volontaires commis en vue de couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;

17° Escroquerie ;

18° Abus de confiance et soustraction frauduleuse ;

19° Banqueroute frauduleuse ;

20° Infraction volontaire aux prescriptions concernant les stupéfiants.

§ 2. Pourront également donner lieu à l'extradition toutes les infractions prévues par la législation des deux Etats et remplissant les conditions du paragraphe 3 du présent article.

Sont comprises dans les classifications précédentes la tentative, la complicité, l'instigation et la favorisation.

§ 3. L'extradition n'aura lieu :

a) Pour les individus non condamnés, que si l'infraction, selon la législation des deux Etats, peut entraîner une peine d'un an d'emprisonnement ou une peine plus grave ;

b) Pour les condamnés, que lorsque le total des peines prononcées ou le reste de la peine à subir s'élève à six mois au moins d'emprisonnement.

Article 4.

Exceptions à l'extradition.

L'extradition n'aura pas lieu :

a) Lorsque l'acte punissable qui a motivé la demande constitue un délit politique, ou lorsque, même s'il s'agit d'un délit de droit commun, le fait punissable, par le but ou le motif et par suite des circonstances qui en ont accompagné l'exécution, est considéré par l'Etat requis comme un délit essentiellement politique ;

b) Lorsque l'acte punissable qui a motivé la demande est d'ordre fiscal, purement militaire ou bien s'il constitue un délit de presse ;

c) Lorsque l'acte punissable a été commis sur le territoire de l'Etat requis, ou lorsque, ayant été perpétré au dehors, il tombe sous la juridiction de cet Etat ;

d) Lorsqu'il y a prescription de la poursuite pénale ou de l'exécution de la peine, selon le droit de l'un ou de l'autre Etat, ou lorsque la poursuite serait inadmissible pour d'autres raisons juridiques, par exemple le défaut de plainte ;

e) Lorsque l'individu réclamé a été acquitté ou condamné, dans un Etat tiers, du chef de l'acte qui a provoqué la demande de l'extradition, et, en cas de condamnation, s'il a subi sa peine ou si celle-ci a été remise.

Article 5.

Réserve.

L'extradition aura lieu sous la réserve que l'individu réclamé ne sera pas jugé par un tribunal d'exception.

(14) Voluntary acts resulting in the destruction of or damage to railways, steamships, postal vans, electrical apparatus or systems (telegraphs, telephones) and danger to their working ;

(15) Highway robbery, extortion, theft, receiving and concealing of stolen goods ;

(16) Piracy, voluntary acts committed with the object of sinking, wrecking or destroying a vessel or making it unfit for use or damaging it, when danger may result for a third person ;

(17) Swindling ;

(18) Breach of trust and fraudulent extraction ;

(19) Fraudulent bankruptcy ;

(20) Voluntary offences against the provisions concerning narcotic drugs.

§ 2. Extradition may also be demanded in the case of all the offences specified in the laws of the two States which fulfil the conditions of § 3 of the present Article.

The foregoing classifications include attempts, complicity, instigation and encouragement.

§ 3. Extradition shall not take place :

(a) In the case of individuals who have not been convicted, unless the offence, under the laws of both States, may involve the penalty of one year's imprisonment or a heavier penalty ;

(b) In the case of convicted persons, except when the total penalties inflicted or the remainder of the penalty to be served amounts to at least six months' imprisonment.

Article 4.

Extradition shall not take place : **Exceptions to extradition.**

(a) When the punishable act which determined the application constitutes a political offence or when, even in the case of an offence under the ordinary law, the punishable act, in view of its purpose or motive and in consequence of the circumstances accompanying its execution, is regarded by the State applied to as an essentially political offence ;

(b) When the punishable act which determined the application is of a fiscal or purely military character or when it constitutes a press offence ;

(c) When the punishable act was committed in the territory of the State applied to, or when, having been perpetrated outside it, it comes within the jurisdiction of that State ;

(d) When penal proceedings or execution of the penalty are rendered invalid by prescription, under the law of one or other State, or when prosecution would be inadmissible for other legal reasons, for example, in the absence of indictment ;

(e) When the individual wanted has been acquitted or convicted, in a third State, on account of the act which led to the application for extradition, and, in the case of conviction, if he has served his sentence, or if the latter has been remitted.

Article 5.

Extradition shall take place subject to the reservation that the individual wanted shall not be tried by an extraordinary tribunal. **Reservation.**

Article 6.

Spécialité de l'extradition.

L'individu dont l'extradition a été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour une infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la demande, que si l'Etat qui a accordé l'extradition y a consenti sur la base de pièces justificatives prévues à l'article 8.

Cette restriction tombe si l'extradé ne fait pas usage de la faculté de quitter le territoire de l'Etat auquel il a été livré dans les trente jours à partir de sa libération définitive, ou s'il y retourne après l'avoir quitté.

Les mêmes dispositions sont applicables au cas de réextradition à un Etat tiers.

Article 7.

Garantie de l'extradition.

L'Etat auquel a été livré un individu fera tenir à l'autre Etat une expédition du jugement concernant le délit qui a motivé l'extradition.

Article 8.

Demande d'extradition.

La demande d'extradition doit être accompagnée :

a) D'un jugement judiciaire ou d'une décision de renvoi à la justice pénale, ou d'un mandat d'arrêt, ou d'une autre pièce équivalente ;

b) D'un exposé détaillé du fait délictueux, contenant les caractéristiques du délit, des indications quant au lieu et à l'époque de la perpétration, et, en cas de délits contre la propriété, quant à l'étendue du dommage que le délinquant a causé ou se proposait de causer ;

c) D'une copie des dispositions pénales applicables ou appliquées dans l'Etat requérant au fait incriminé ;

d) De tous documents et renseignements tels que signalement, photographie, fiche dactyloscopique si elle existe, nécessaires à l'identification de l'individu réclamé.

Lorsqu'il s'agit d'obtenir l'extradition d'un individu échappé de prison, il y aura lieu de produire en outre une déclaration indiquant la date de son entrée en prison et de sa fuite, ainsi que la durée de la peine restant à subir.

Article 9.

Mesures pour s'assurer de l'individu requis.

Au reçu de la demande d'extradition, l'Etat requis prend les mesures nécessaires pour s'assurer de l'individu réclamé. S'il n'y a pas de sérieuses raisons d'admettre que la demande n'est pas justifiée, l'individu réclamé doit, dans la règle, être arrêté et maintenu en prison jusqu'à la clôture de la procédure d'extradition.

Si, pour assurer l'arrestation de l'individu réclamé, il est nécessaire de séquestrer des envois postaux ou des télégrammes, l'autorité compétente de l'Etat requis prend d'office les mesures appropriées, selon les lois du pays.

Article 10.

Arrestation provisoire.

L'individu requis peut être arrêté provisoirement avant même que son extradition ait été demandée, si l'Etat requérant présente une requête dans ce sens, mentionnant l'existence de l'une des pièces prévues à l'article 8, lit. *a*, qui définisse clairement le fait délictueux et qui donne des assurances quant à l'envoi de la demande d'extradition.

L'arrestation sera immédiatement communiquée à l'autre Etat.

Article 6.

Speciality of extradition.

An individual whose extradition has been granted may not be prosecuted or punished for an offence previous to his extradition and not included in the application, unless the State which has granted extradition has agreed to it on the basis of documentary proof as provided in Article 8.

This restriction shall lapse if the extradited person does not make use of the right to leave the territory of the State to which he has been surrendered within thirty days after his final release, or if he returns to it after having left it.

The same provisions are applicable in the case of re-extradition to a third State.

Article 7.

Guarantee of extradition.

The State to which an individual has been surrendered will communicate to the other State a copy of the judgment concerning the offence which determined the extradition.

Article 8.

Application for extradition.

The application for extradition shall be accompanied :

(a) By the judgment of a court or by a decision to institute criminal proceedings or by a warrant of arrest or by any other equivalent document ;

(b) By a detailed description of the offence, containing the features of the offence, particulars of the place and time of its commission and, in the case of offences against property, concerning the extent of the damage that the delinquent caused or intended to cause ;

(c) By a copy of the penal provisions applicable or applied, in the State making application, to the indictable act ;

(d) By all documents and information, such as description, photograph, finger-prints if any, necessary for the identification of the individual wanted.

In the case of an application for the extradition of an individual who has escaped from prison, it will be necessary to produce also a statement showing the date of his imprisonment and of his escape, and the term still to be served.

Article 9.

Measures to apprehend the individual wanted.

On receipt of the application for extradition, the State applied to shall take the necessary measures to apprehend the individual wanted. If there are no serious grounds for considering that the application is not justified, the individual wanted shall, as a rule, be arrested and kept in prison until the close of the extradition proceedings.

If, in order to ensure the arrest of the individual wanted, it is necessary to sequestrate postal matter or telegrams, the competent authority of the State applied to shall officially take the appropriate measures in accordance with the laws of the country.

Article 10.

Provisional arrest.

The individual wanted may be arrested provisionally, even before his extradition has been applied for, if the State making application submits a request to this effect, mentioning the existence of one of the documents provided for in Article 8, letter *(a)*, specifying the offence clearly and giving assurances as to the forwarding of the request for extradition.

The arrest shall be communicated immediately to the other State.

L'individu arrêté sera remis en liberté si la demande d'extradition n'est pas présentée, avec les pièces justificatives prévues à l'article 8, dans les cinquante jours qui suivront l'arrestation.

Article 11.

Complément d'informations.

Si l'Etat requis estime que la demande d'extradition ne satisfait pas aux dispositions de l'article 8 du présent traité, il peut demander le complément d'informations nécessaires à l'Etat requérant, auquel il est en droit de fixer un délai de trente jours.

Si le complément d'informations ne parvient pas dans ce délai, la personne requise pourra être remise en liberté.

Article 12.

Accélération de la procédure et exécution de l'extradition.

Les Etats contractants s'engagent à prendre toutes les mesures susceptibles d'accélérer la procédure d'extradition.

L'extradition une fois accordée, ils veillent à sa prompte exécution de la manière convenue dans le cas particulier, sous réserve de l'article 13.

Les obligations civiles que l'individu réclamé aurait éventuellement contractées dans l'Etat requis ne pourront pas faire obstacle à son extradition.

Article 13.

Extradition différée.

Si une procédure pénale est en cours dans l'Etat requis contre l'individu réclamé, ou si celui-ci doit y purger une peine pour quelque autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été satisfait à la justice dans l'Etat requis.

Cependant, il devra être statué immédiatement sur la demande d'extradition.

Article 14.

Pluralité des demandes d'extradition.

Lorsqu'un individu est réclamé, non seulement par un des Etats contractants, mais encore par un Etat tiers, l'Etat requis détermine librement celui auquel il sera livré, en tenant compte des intérêts de la justice.

Toutefois, si l'individu requis est ressortissant de l'autre Etat contractant, l'extradition sera accordée dans la règle à cet Etat.

III. Extradition en transit.

Article 15.

Extradition en transit.

L'extradition en transit d'un individu à extrader par un Etat tiers à l'autre Etat contractant, à travers le territoire d'un des Etats contractants, sera accordée aux mêmes conditions que l'extradition.

Elle sera effectuée par la voie la plus rapide, sous la surveillance d'agents de police de l'Etat requis.

IV. Remise de l'argent et des objets saisis.

Article 16.

Remise des objets saisis.

Toutes les choses (papiers, argent, objets divers) que l'individu réclamé avait en sa possession ou sous sa garde, ou cachées ou placées par lui sous la garde d'autrui, seront saisies d'office.

The individual arrested shall be released if the application for extradition is not submitted, with the documents in proof as provided in Article 8, within fifty days following the arrest.

Article 11.

Supplementary information.

If the State applied to considers that the application for extradition does not comply with the provisions of Article 8 of the present Treaty, it may demand the supplementary information necessary from the State making application, for which it is entitled to fix a time-limit of thirty days.

If the supplementary information does not arrive within this time-limit, the person for whose extradition application has been made may be released.

Article 12.

Acceleration of extradition procedure.

The Contracting States pledge themselves to take the necessary steps to accelerate extradition procedure.

When extradition has been granted, they will ensure its prompt execution in the manner agreed upon in the particular case, subject to the provisions of Article 13.

No civil obligations that the wanted individual may have contracted in the State applied to shall constitute a bar to his extradition.

Article 13.

Deferred extradition.

If criminal proceedings are pending in the State applied to against the wanted individual, or if the latter has to serve a sentence there for some offence other than that which determined the application for extradition, extradition may be deferred until the requirements of justice have been satisfied in the State applied to.

Nevertheless, an immediate decision shall be taken on the request for extradition.

Article 14.

Plurality of applications for extradition.

When an individual is wanted not only by one of the Contracting States, but also by a third State, the State applied to shall decide freely to which Government he shall be surrendered, taking into account the interests of justice.

Nevertheless, if the wanted individual is a national of the other Contracting Party, extradition shall, as a rule, be granted to that State.

III. Extradition in Transit.

Article 15.

Extradition in transit.

Extradition in transit of an individual to be extradited by a third State to the other Contracting State, through the territory of one of the Contracting States, shall be granted under the same conditions as extradition.

It shall be effected by the most rapid means, under the supervision of the police of the State applied to.

IV. Surrender of Confiscated Money and Objects.

Article 16.

Surrender of confiscated objects.

Everything (papers, money, various objects) that the wanted individual had in his possession or in his keeping, or hidden or placed by him in the possession or keeping of another person, shall be officially confiscated.

Lorsque ces objets peuvent servir de moyen de preuve dans l'enquête pénale, ils devront, si les autorités compétentes n'y voient aucun inconvénient, être remis à l'autorité requérante, si possible en même temps que l'extradé. Si des tiers font valoir des droits sur ces objets, ceux-ci devront, sur demande, être restitués à l'Etat requis à l'intention des ayants droit, dès qu'ils ne seront plus nécessaires comme moyens de preuve.

Ils devront de même être remis, les droits des tiers étant réservés, lorsqu'ils ne constituent pas de preuves, mais sont en rapport avec le délit.

Leur remise doit avoir lieu, aux mêmes conditions, lorsque l'extradition de l'individu réclamé ne peut avoir lieu par suite de décès ou de fuite.

L'argent et les papiers de valeur provenant du délit, selon l'alinéa 3, ne peuvent servir à couvrir les frais incombant à l'Etat requis conformément à l'article 24.

V. Signalement des fugitifs.

Article 17.

Signalement des fugitifs.

Les individus supposés être dans l'autre Etat, mais dont l'adresse exacte est inconnue, et ceux qui n'ont pu être atteints après la demande d'extradition, ou qui se sont enfuis, doivent être, si les circonstances le justifient, signalés aux autorités de police ou dans les bulletins de recherches de l'Etat requis. Le signalement a lieu dès qu'une demande d'extradition motivée a été présentée.

En cas de découverte, l'individu signalé doit être arrêté et la procédure d'extradition exécutée contre lui.

Lorsqu'un cas d'extradition est résolu d'autre manière, l'Etat requérant en avisera immédiatement l'Etat requis, afin de révoquer le signalement.

VI. Poursuite pénale.

Article 18.

Poursuite pénale.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'Etat auquel l'individu poursuivi appartient, il y aurait lieu de poursuivre cet individu en raison d'une infraction commise dans l'autre Etat, ce dernier communiquera son dossier de procédure et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

L'Etat d'origine de l'individu poursuivi renseignera l'autre Etat sur le cours et l'issue de la procédure, de même aussi, en cas de condamnation, sur l'exécution de la peine. Il lui transmettra le jugement rendu ou la décision prise, en original ou en copie légalisée.

VII. Autres moyens d'entr'aide judiciaire en matière pénale.

Article 19.

Etendue de l'entr'aide judiciaire.

Les Etats contractants s'engagent, par ailleurs, à se prêter l'entr'aide judiciaire en matière pénale :

a) Par la signification d'actes, en particulier de citations ;

b) Par l'exécution de commissions rogatoires en vue de l'audition d'inculpés, de témoins ou d'experts, ainsi que par d'autres actes d'instruction, en tant que les autorités de l'Etat requis n'y voient pas d'objection.

When these objects may serve as evidence in the criminal proceedings, they shall, if the competent authorities see no objection thereto, be handed over to the authority making application, if possible at the same time as the extradited person. If third parties substantiate claims to these objects, the latter shall, on request, be restored to the State applied to, to be handed over to the persons entitled to them as soon as they are no longer required as evidence.

They shall also be handed over, the rights of third parties being reserved, when, though not evidence, they are otherwise connected with the offence.

They shall be handed over under the same conditions when the extradition of the individual wanted cannot take place owing to death or flight.

Money and securities accruing in connection with the offence, under the terms of paragraph 3, cannot be used to cover the costs devolving under Article 24 upon the State applied to.

V. Description of Fugitives.

Article 17.

Description of fugitives.

Individuals assumed to be in the other State, but whose exact address is unknown, and those whom it has been impossible to reach after the application for extradition, or who have fled, shall, if circumstances justify such a measure, be reported to the police authorities, or mentioned in the official police circulars of the State applied to. The description shall be given as soon as a reasoned application for extradition has been submitted.

In case of discovery, the individual reported shall be arrested and the extradition proceedings shall pursue their course.

When a case of extradition is settled in any other manner, the State making application shall immediately notify the State applied to, in order that the description may be withdrawn.

VI. Criminal Proceedings.

Article 18.

Criminal proceedings.

When, under the laws of the State of the individual against whom proceedings have been taken, it is possible to proceed against him for an offence committed in the other State, the latter State shall communicate its procedural papers and any other document or information required for the proceedings.

The State of origin of the individual against whom proceedings have been taken shall inform the other State concerning the course and result of the proceedings, and also, in the event of conviction, concerning the execution of sentence. It shall also communicate the judgment given or the decision taken, in the original or in an authentic copy.

VII. Other Means of Judicial Assistance in Penal Matters.

Article 19.

Extent of judicial assistance.

The Contracting States pledge themselves further to give one another judicial assistance in criminal matters :

(a) By the serving of documents, more particularly summonses ;

(b) By the execution of letters of request for the hearing of accused persons, witnesses or experts, and by other acts relating to preliminary proceedings, provided that the authorities of the State applied to have no objection thereto.

Article 20.

Exécution des demandes.

Les demandes d'entr'aide judiciaire sont traitées selon les lois de l'Etat requis, dont les autorités appliquent les mêmes mesures de contrainte que pour les demandes correspondantes des autorités du pays.

Si la demande ne peut pas être réalisée, l'Etat requérant en est informé, avec indication des motifs.

Article 21.

Significations.

En cas de signification, l'Etat requis doit remettre à l'Etat requérant un reçu ; en cas de citation, une déclaration constatant si l'intéressé a l'intention d'y donner suite.

Sauf-conduit.

Un témoin ou un expert qui auront donné suite volontairement à une citation, ne pourront en aucun cas quelle que soit leur nationalité, être poursuivis sur le territoire de l'Etat requérant comme auteurs du délit qui forme l'objet de la procédure pénale, ni du chef de complicité, de tentative, de recel ou de favorisation, ou pour tout autre fait commis à une époque antérieure. Ils ne pourront pas davantage être arrêtés ou retenus pour l'exécution d'un jugement antérieur à leur arrivée ou pour tout autre motif antérieur

Article 22.

Exception à l'obligation d'entr'aide judiciaire.

Il n'y a pas d'obligation d'entr'aide judiciaire au sens de l'article 19 :

a) Quand le fait pour lequel elle est demandée ne constitue pas un délit d'extradition aux termes du présent traité ;

b) Quand l'Etat requis estime que la demande d'entr'aide est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ;

c) Quand elle est demandée au sujet d'une affaire politique, purement militaire, fiscale ou de presse ;

d) Quand la personne citée est menacée, en cas de défaut, de mesures de contrainte ou d'un préjudice quelconque.

VIII. Communication des condamnations.

Article 23.

Communication des condamnations.

Les Etats contractants se donnent réciproquement connaissance des condamnations devenues définitives, prononcées par les tribunaux de l'un d'eux contre les ressortissants de l'autre, et qui devront être inscrites au casier judiciaire, suivant les prescriptions de l'Etat où a lieu la condamnation.

Le document ainsi transmis devra mentionner l'état civil du condamné, le tribunal qui a prononcé le jugement, le délit, la date de la condamnation et la peine prononcée.

IX. Dispositions finales.

Article 24.

Frais d'entr'aide judiciaire.

Les frais occasionnés aux autorités de l'Etat requis par l'examen de la demande et l'octroi de l'entr'aide judiciaire selon les dispositions du présent traité seront supportés par cet Etat. Il en est de même lorsqu'il n'a pas été donné à la demande d'entr'aide la suite désirée.

Les frais résultant d'une extradition en transit, d'un transport par mer ou d'un avis d'expertise incombent à l'Etat requérant.

Article 20.

Requests for judicial assistance shall be treated in accordance with the laws of the State applied to, and the authorities of that State shall employ the same measures of constraint as they would in the case of similar requests received from their own authorities.

Execution of requests.

If effect cannot be given to the request, the State making application shall be informed accordingly, with a statement of the reasons.

Article 21.

When a document is served, the State applied to shall deliver a receipt to the State making application; in the case of a summons, a declaration stating whether the person concerned intends to comply with it.

Serving of documents.

A witness or expert who has voluntarily complied with a summons may not in any case, whatever his nationality, be prosecuted in the territory of the State making application as the author of the offence which forms the subject of the criminal proceedings, either on account of complicity, attempted offence, receiving and concealing stolen goods, or encouraging the offence, or for any other act committed previously. Nor may he be arrested or detained for the execution of a judgment previous to his arrival or on any other grounds prior in date.

Safe conduct.

Article 22.

There shall be no obligation to afford judicial assistance within the meaning of Article 19:

Exceptions to the obligation to afford judicial assistance.

(a) When the act for which it is requested does not constitute an extraditable offence under the terms of the present Treaty;

(b) When the State applied to considers that the request for assistance is such as to be prejudicial to its sovereignty or security;

(c) When the request concerns a political, purely military, fiscal or press affair;

(d) When the person summoned is threatened, in case of default, with measures of constraint or penalty of any kind.

VIII. Communication of Judgments.

Article 23.

The Contracting States shall inform one another of judgments that have become final, pronounced by the courts of one of them against nationals of the other, and such judgments shall be entered in the judicial records, in accordance with the provisions of the State in which judgment is given.

Communication of judgments.

The document thus communicated shall mention the civil status of the accused, the court which pronounced judgment, the offence, the date of the judgment and the sentence inflicted.

IX. Final Provisions.

Article 24.

Expenditure incurred by the authorities of the State applied to in examining the request and granting judicial assistance in accordance with the provisions of the present Treaty shall be borne by that State. The same shall apply when the desired effect has not been given to the request for assistance.

Costs of judicial assistance.

The costs resulting from extradition in transit, transport by sea or the taking of expert opinion shall devolve upon the applicant State.

Article 25.

Voie diplomatique.

Toutes les demandes d'entr'aide judiciaire prévues par le présent traité doivent être présentées et traitées par voie diplomatique.

Article 26.

Traductions et légalisations.

Les pièces à produire suivant les dispositions du présent traité seront dressées dans la forme prescrite par les lois de l'Etat requérant. Elles devront être accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis ou dans la langue française. Cette traduction sera certifiée conforme par l'agent diplomatique de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou requis.

Article 27.

Entrée en vigueur, ratification, dénonciation.

Le présent traité sera ratifié conformément à la Constitution et aux lois des deux Etats contractants et il entrera en vigueur six semaines après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berne dans le plus bref délai possible.

La durée du traité est illimitée. Chacun des Etats contractants a le droit de le dénoncer en tout temps. La dénonciation produira ses effets six mois après sa notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Ankara, le premier juin 1933.

(L. S.) *(Signé)* Henri MARTIN.
(L. S.) *(Signé)* M. NUMAN.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité d'extradition et d'entr'aide judiciaire en matière pénale conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont établi :

a) Que les délits mentionnés dans le § 2 de l'article 3 doivent être de ceux pour lesquels l'extradition est autorisée d'après la législation de l'Etat requis ;

b) Que leurs codes pénaux respectifs ne prévoient pas de peines corporelles ;

c) Qu'en cas d'extradition par la Suisse à la Turquie d'un individu condamné à mort ou qui pourrait être condamné à cette peine en raison de son infraction, le Gouvernement fédéral est autorisé à transmettre une demande en commutation de la peine de mort en une peine de réclusion (détention perpétuelle). Cette demande sera transmise par le Gouvernement turc à la Grande Assemblée nationale, seule compétente pour ratifier une condamnation à mort, en tant que celle-ci n'a pas encore statué sur le jugement en question. Le Gouvernement fédéral n'adressera pas la demande de commutation de peine lorsque l'individu extradé a été arrêté sur le territoire d'un canton suisse où la peine de mort est prévue.

Fait à Ankara, le premier juin 1933.

(Signé) Henri MARTIN.
(Signé) M. NUMAN.

Pour copie conforme :
Berne, le 20 juin 1935.

Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

Article 25.

All requests for judicial assistance provided for in the present Treaty shall be submitted and dealt with through diplomatic channels.

Diplomatic channel.

Article 26.

The documents to be produced in accordance with the provisions of the present Treaty shall be drawn up in the form prescribed by the laws of the State making application. They shall be accompanied by a translation in the language of the State applied to or in French. This translation shall be certified correct by the diplomatic agent of the State making application or by a sworn translator of that State or of the State applied to.

Translations and legalization.

Article 27.

The present Treaty shall be ratified in conformity with the constitution and laws of the two Contracting States and shall come into force six months after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Berne at the earliest possible date.

The Treaty shall be for an unlimited period. Each of the Contracting States shall have the right to denounce it at any time. The denunciation shall become effective six months after its notification.

Entry into force, ratification, denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Ankara, this 1st day of June, 1933.

(L. S.) *(Signed)* Henri MARTIN.
(L. S.) *(Signed)* M. NUMAN.

FINAL PROTOCOL.

When about to sign the Treaty of Extradition and Judicial Assistance in Penal Matters concluded on to-day's date, the undersigned, being duly authorised to do so, have specified :

(a) That the offences mentioned in § 2 of Article 3 shall be those for which extradition is authorised under the laws of the State applied to ;

(b) That their respective Penal Codes do not provide for corporal punishment ;

(c) That in the case of extradition by Switzerland to Turkey of an individual sentenced to death or who may be sentenced to that penalty by reason of his offence, the Federal Government shall be authorised to transmit a request for the commutation of the death sentence into a sentence of rigorous imprisonment (for life). This request shall be transmitted by the Turkish Government to the National Grand Assembly, which alone has competence to ratify a death sentence, provided that the Assembly has not yet passed a decision on the judgment in question. The Federal Government will not submit the request for the commutation of the sentence when the individual extradited has been arrested in the territory of a Swiss Canton in which the death penalty exists.

Done at Ankara, this 1st day of June, 1933.

(Signed) Henri MARTIN.
(Signed) M. NUMAN.

N° 3677.

TCHÉCOSLOVAQUIE ET UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES

Traité d'assistance mutuelle, et protocole de signature. Signés à Praha, le 16 mai 1935.

CZECHOSLOVAKIA AND UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Treaty of Mutual Assistance, and Protocol of Signature. Signed at Prague, May 16th, 1935.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 3677. — SMLOUVA [1] O VZÁJEMNÉ POMOCI MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A SVAZEM SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 16. KVĚTNA 1935.

Textes officiels tchécoslovaque et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque et le commissaire du peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 22 juin 1935.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ

a

ÚSTŘEDNÍ VÝKONNÝ VÝBOR SVAZU SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK,

Prodchnuti jsouce přáním posíliti mír v Evropě a zaručiti jeho dobrodiní svým státům tím, že dokonaleji zabezpečí, aby byla přesně prováděna ustanovení Paktu Společnosti Národů o zajištění státní bezpečnosti, územní celistvosti a politické nezávislosti států,

Rozhodnuti jsouce věnovati své úsilí přípravě a sjednání evropské dohody, směřující k tomuto cíli, a rozhodnuti jsouce dále prozatím přispívati, pokud je v jejich moci, k tomu, aby byla účinně prováděna ustanovení Paktu Společnosti Národů,

Rozhodli se sjednati za tím účelem smlouvu a ustanovili svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Edvarda BENEŠE, ministra zahraničních věcí,

ÚSTŘEDNÍ VÝKONNÝ VÝBOR SVAZU SOVĚTSKÝCH SOCIALISTICKÝCH REPUBLIK :

pana Sergeje Sergejeviče ALEXANDROVSKÉHO, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra Svazu Sovětských Socialistických republik,

Kteří, vyměnivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Pro případ, že by republika Československá nebo Svaz Sovětských Socialistických republik byly předmětem hrozby nebo nebezpečí útoku se strany některého evropského státu, Svaz Sovětských Socialistických republik stejně jako republika Československá se navzájem zavazují přikročiti bez odkladu k úradě o opatřeních, aby byla zachována ustanovení článku 10. Paktu Společnosti Národů.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1935.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3677. — ДОГОВОР[1] О ВЗАИМНОЙ ПОМОЩИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И РЕСПУБЛИКОЙ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ, ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ ПРАГЕ, 16-го МАЯ 1935 ГОДА.

Czechoslovak and Russian official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic and by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Treaty took place June 22nd, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК

и

ПРЕЗИДЕНТ РЕСПУБЛИКИ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ,

Воодушевленные желанием укрепить мир в Европе и гарантировать его благо для своих стран, обеспечив более полным образом точное применение положений устава Лиги Наций, направленных к поддержанию национальной безопасности, Территориальной целости и политической независимости государств,

Решив посвятить свои усилия подготовке и заключению европейского соглашения, преследующего эту цель, и, впредь до этого, способствовать, насколько от них зависит, еффективному применению положений устава Лиги Наций,

Решили заключить договор с этой целью и назначили своими Уполномоченными :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

Господина Сергея Сергеевича АЛЕКСАНДРОВСКОГО, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Союза Советских Социалистических Республик,

ПРЕЗИДЕНТ РЕСПУБЛИКИ ЧЕХОСЛОВАЦКОЙ :

Господина Эдварда БЕНЕША, Министра Иностранных Дел,

которые после обмена своими полномочиями, признанными находящимися в должной форме и надлежащем порядке, условились о следующих постановлениях :

Статья 1.

В случае, если Союз Советских Социалистических Республик или Республика Чехословацкая явились бы предметом угрозы или опасности нападения со стороны какого либо европейского государства, Чехословацкая Республика и соответственно Союз Советских Социалистических Республик обязуются приступить обоюдно к немедленной консультации в целях принятия мер для соблюдения постановлений статьи 10. Устава Лиги Наций.

---

[1] The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1935.

Článek 2.

V případě, že by za podmínek, předvídaných v článku 15., odstavci 7. Paktu Společnosti Národů, republika Československá nebo Svaz Sovětských Socialistických republik byly přes upřímně mírumilovné své úmysly předmětem nevyvolaného útoku se strany některého evropského státu, Svaz Sovětských Socialistických republik stejně jako republika Československá si bez odkladu vzájemně poskytnou pomoc a podporu.

Článek 3.

Majíce na zřeteli, že podle článku 16. Paktu Společnosti Národů o každém členu Společnosti, který sáhne ke zbrani, nedbaje závazků, jež na sebe vzal v článcích 12., 13. nebo 15. Paktu, má se ipso facto za to, jako by se dopustil činu válečného proti všem ostatním členům Společnosti, republika Československá stejně jako Svaz Sovětských Socialistických republik se zavazují bez odkladu vzájemně si poskytnouti pomoc a podporu podle článku 16. Paktu v případě, že by se jeden z nich za těchto podmínek a přes upřímně mírumilovné své úmysly stal předmětem nevyvolaného útoku se strany některého evropského státu.

Tentýž závazek berou na sebe pro případ, že by republika Československá nebo Svaz Sovětských Socialistických republik byly předmětem útoku se strany některého evropského státu za podmínek, předvídaných v článku 17., odstavci 1. a 3. Paktu Společnosti Národů.

Článek 4.

Bez újmy předchozích ustanovení této smlouvy stanoví se, že bude-li jedna z Vysokých Smluvních Stran napadena jedním nebo několika třetími státy za podmínek nedávajících podkladu k poskytnutí pomoci a podpory podle této smlouvy, druhá Vysoká Smluvní Strana se zavazuje, že za trvání konfliktu neposkytne přímo ani nepřímo pomoci ani podpory útočníkovi nebo útočníkům, při čemž každá ze stran prohlašuje, že není vázána žádnou dohodou o pomoci, která by byla v rozporu s tímto závazkem.

Článek 5.

Shora uvedené závazky jsou ve shodě se závazky Vysokých Smluvních Stran jakožto členů Společnosti Národů, a proto ničemu z této smlouvy nebude dáván výklad, který by omezoval poslání Společnosti Národů, pokud jde o vhodná opatření k účinnému zabezpečení světového míru nebo který by omezoval závazky, vyplývající pro Vysoké Smluvní Strany z Paktu Společnosti Národů.

Článek 6.

Tato smlouva, jejíž československé a ruské znění je stejně autentické, bude ratifikována a ratifikační listiny budou co nejdříve vyměněny v Moskvě. Bude zapsána u tajemnického úřadu Společnosti Národů.

Статья 2.

В случае, если в условиях, предусмотренных в статье 15, параграф 7, Устава Лиги Наций, Союз Советских Социалистических Республик или Республика Чехословацкая явились бы, несмотря на искренне мирные намерения обеих стран, предметом не вызванного нападения со стороны какого либо европейского государства, Республика Чехословацкая и взаимно Союз Советских Социалистических Республик окажут друг другу немедленно помощь и поддержку.

Статья 3.

Принимая во внимание, что согласно статье 16. Устава Лиги Наций каждый член Лиги, прибегающий к войне вопреки обязательствам, принятым в статьях 12, 13 и 15, Устава, тем самым рассматривается как совершивший акт войны против всех других членов Лиги, Союз Советских Социалистических Республик и взаимно Республика Чехословацкая обязуются, в случае, если одна из них явится, в этих условиях, несмотря на искренне мирные намерения обеих стран, предметом невызванного нападения со стороны какого либо европейского государства, оказать друг другу немедленно помощь и поддержку, действуя применительно к статье 16 Устава.

То же обязательство принято на случай, если Союз Советских Социалистических Республик или Республика Чехословацкая явится предметом нападения со стороны какого либо европейского государства в условиях, предусмотренных в параграфах 1 и 3 статьи 17 Устава Лиги Наций.

Статья 4.

Без ущерба для предыдущих постановлений настоящего договора установлено, что если одна из Высоких Договаривающихся Сторон явится предметом нападения со стороны одной или нескольких третьих Держав в условиях, не дающих основания для оказания помощи и поддержки в пределах настоящего договора, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона обязуется не оказывать в течение конфликта ни прямо, ни косвенно помощи и поддержки нападающему или нападающим, причем каждая из сторон заявляет, что она не связана никаким соглашением о помощи, которое находилось бы в противоречии с настоящим обязательством.

Статья 5.

Так как обязательства, установленные выше, соответствуют обязанностям Высоких Договаривающихся Сторон, как членов Лиги Наций, то ничто в настоящем договоре не будет толковаться, как ограничение задачи этой последней принимать меры, способные эффективно ограждать всеобщий мир, или как ограничение обязанностей, вытекающих для Высоких Договаривающихся Сторон из Устава Лиги Наций.

Статья 6.

Настоящий договор, русский и чешский тексты которого будут иметь одинаковую силу, будет ратифицирован, и ратификационные грамоты будут обменены в Москве, как только это будет возможно. Он будет зарегистрирован в Секретариате Лиги Наций.

Smlouva nabude účinnosti ihned po výměně ratifikačních listin a zůstane v platnosti pět let. Nevypoví-li ji jedna z Vysokých Smluvních Stran po předchozí nejméně jednoroční výpovědi před uplynutím této lhůty, zůstane v platnosti po neomezenou dobu ; každá z Vysokých Smluvních Stran bude však ji moci zrušiti zvláštním prohlášením po jednoroční výpovědi.

Čemuž na svědomí zmocněnci podepsali tuto smlouvu a přiložili k ní své pečeti.

Dáno v Praze ve dvojím vyhotovení dne 16. května 1935.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ, *m. p.*

PODPISOVÝ PROTOKOL.

Přistupujíce k podpisu československo-sovětské smlouvy o vzájemné pomoci z dnešního dne, zmocněnci podepsali tento protokol, jenž bude ratifikován spolu se smlouvou.

I.

Je shoda o tom, že ze článku 3. vyplývá pro každou z Vysokých Smluvních Stran závazek, aby neprodleně poskytla druhé straně pomoc, vyhovujíc bez odkladu doporučením Rady Společnosti Národů, jakmile je vydá podle článku 16. Paktu Společnosti Národů. Rovněž je shoda o tom, že obě smluvní strany budou shodně postupovati za tím účelem, aby Rada vydala tato doporučení tak rychle, jak si okolnosti toho vyžádají, a že v případě, nevydá-li Rada z jakéhokoliv důvodu žádného doporučení aneb nedospěje-li k jednomyslnému usnesení, závazek pomoci přes to bude proveden. Je rovněž shoda o tom, že závazky pomoci, stanovené v této smlouvě, týkají se pouze útoku, podniknutého na vlastní území jedné neb druhé smluvní strany.

II.

Obě vlády konstatují, že dosah závazků obsažených v článcích 1., 2. a 3. této smlouvy, která byla sjednána ve snaze, přispěti k tomu, aby ve východní Evropě byl vybudován regionální systém bezpečnosti, jehož počátek byl učiněn francouzsko-sovětskou smlouvou z 2. května 1935, jest vymezen tak, jak je stanoveno ve 4. bodě podpisového protokolu k řečené smlouvě. Obě vlády zároveň uznávají, že závazky vzájemné pomoci budou mezi nimi účinné jen potud, pokud tu budou podmínky předvídané touto smlouvou a pokud bude oběti útoku poskytnuta pomoc se strany Francie.

III.

Obě vlády pokládají za žádoucí sjednati regionální dohodu, která by směřovala k organisaci bezpečnosti mezi smluvními státy a která by mohla obsahovati závazky vzájemné pomoci nebo

Он вступит в действие с момента обмена ратификациями и будет оставаться в силе в течение пяти лет. Если он не будет денонсирован одной из Высоких Договаривающихся Сторон с предупреждением, по крайней мере, за один год до истечения этого периода, то он останется в силе без ограничения срока, причем каждая из Высоких Договаривающихся Сторон будет иметь возможность прекратить его действие путем заявления об этом с предупреждением за один год.

В удостоверение чего Уполномоченные подписали настоящий договор и приложили к нему свои печати.

Совершено в Праге, в двух экземплярах, 16 мая 1935 года.

(Подп.) *(М. П.)* С. Александровский.

ПРОТОКОЛ ПОДПИСАНИЯ.

В момент подписания Советско-чехословацкого договора о взаимной помощи от сего числа, уполномоченные подписали нижеследующий протокол, который будет включен в обмениваемые ратификационные грамоты договора.

I.

Условлено, что следствием статьи 3 является обязательство каждой Договаривающейся Стороны оказать немедленно помощь другой, сообразуясь безотлагательно с рекомендациями Совета Лиги Наций, как только они будут вынесены в силу статьи 16 Устава. Условлено также, что обе договаривающиеся стороны будут действовать согласно, дабы достичь того, чтобы Совет вынес свои рекомендации со всей скоростью, которой потребуют обстоятельства, и что, если, несмотря на это, Совет не вынесет, по той или другой причине, никакой рекомендации, и если он не достигнет единогласия, то обязательство помощи тем не менее будет выполнено. Установлено, также, что обязательства помощи, предусмотренные в настоящем договоре, относятся лишь к случаю нападения, совершенного на собственную территорию той или другой Договаривающейся стороны.

II.

Оба Правительства констатируют, что обязательства, предусмотренные статьями 1, 2 и 3, настоящего договора, заключенного в стремлении содействовать созданию в восточной Европе региональной системы безопасности, начало которой положено франко-советским договором от 2-го мая 1935 года, ограничиваются теми же пределами, которые установлены пунктом 4, Протокола подписания упомянутого договора. Одновременно оба Правительства признают, что обязательства взаимной помощи будут действовать между ними лишь поскольку, при наличии условий, предусмотренных настоящим договором, помощь стороне жертве нападения будет оказана со стороны Франции.

III.

Оба Правительства, считая желательным заключение регионального соглашения, целью которого явилась бы организация безопасности договаривающихся государств

býti provázena takovými závazky, a vyhrazují si proto možnost účastniti se případně, ve vzájemném souhlasu, podobných dohod přímo nebo nepřímo ve formě, jež by se jim jevila vhodnou. V tomto případě závazky, vyplývající z těchto různých dohod, nastoupí na místo závazků, vyplývajících z této smlouvy.

Dáno v Praze dne 16. května 1935.

Dr. Edvard BENEŠ, *m. p.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 18 juin 1935.
Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original, conservé dans les archives du Gouvernement de l' U. R. S. S., du Traité d'assistance entre l'U. R. S. S. et la République tchécoslovaque ainsi que du Protocole de signature dudit traité, et qu'elle contient intégralement le texte dudit original tel qu'il a été signé en langues russe et tchécoslovaque.

Moscou, le 20 juin 1935.

Le Secrétaire général du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères,
Ed. Hoerschelmann.

и которое вместе с тем могло бы включить обязательства взаимной помощи или сопровождаться таковыми, признают друг за другом возможность, в соответствующем случае, участвовать, с обоюдного согласия, в той форме, прямой или косвенной, которая представлялась бы подходящей в подобных соглашениях, причем обязательства этих соглашений должны заменить собой те, которые вытекают из настоящего договора.

Совершено в Праге в двух экземплярах, 16 мая 1935 года.

(Подп.) С. Александровский.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 18 juin 1935.
Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères certifie que la présente copie est conforme à l'original, conservé dans les archives du Gouvernement de l'U. R. S. S., du Traité d'assistance entre l'U. R. S. S. et la République tchécoslovaque ainsi que du Protocole de signature dudit traité, et qu'elle contient intégralement le texte dudit original tel qu'il a été signé en langues russe et tchécoslovaque.

Moscou, le 20 juin 1935.

Le Secrétaire général du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères,
Ed. Hoerschelmann.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3677. — TRAITÉ D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A PRAHA, LE 16 MAI 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
et
LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Animés du désir d'affermir la paix en Europe et d'en garantir les bienfaits à leurs pays respectifs en assurant plus complètement l'exacte application des dispositions du Pacte de la Société des Nations visant à maintenir la sécurité nationale, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats,

Décidés à consacrer leurs efforts à la préparation et à la conclusion d'un accord européen ayant cet objet et, en attendant, à contribuer, autant qu'il dépend d'eux, à l'application efficace des dispositions du Pacte de la Société des Nations,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Monsieur Serge ALEXANDROVSKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Au cas où la République tchécoslovaque ou l'Union des Républiques soviétiques socialistes serait l'objet d'une menace ou d'un danger d'agression de la part d'un Etat européen, l'Union des Républiques soviétiques socialistes et réciproquement la République tchécoslovaque s'engagent à procéder mutuellement à une consultation immédiate en vue des mesures à prendre pour l'observation des dispositions de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations.

Article 2.

Au cas où, dans les conditions prévues à l'article 15, paragraphe 7, du Pacte de la Société des Nations, la République tchécoslovaque ou l'Union des Républiques soviétiques socialistes serait, malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, l'Union des Républiques soviétiques socialistes et réciproquement la République tchécoslovaque se prêteront immédiatement aide et assistance.

[1] Traduction transmise par les Gouvernements de la République tchécoslovaque et de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

[1] Translation communicated by the Governments of the Czechoslovak Republic and of the Union of Soviet Socialist Republics.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3677. — TREATY OF MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PRAGUE, MAY 16TH, 1935.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
and
THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Being desirous of strengthening peace in Europe and of guaranteeing its benefits to their respective countries by securing a fuller and stricter application of those provisions of the Covenant of the League of Nations which are designed to maintain the national security, territorial integrity and political independence of States,

Determined to devote their efforts to the preparation and conclusion of a European agreement for that purpose, and in the meantime to promote, as far as lies in their power, the effective application of the provisions of the Covenant of the League of Nations,

Have resolved to conclude a Treaty to this end and have appointed as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Edouard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Serge ALEXANDROVSKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

In the event of the Czechoslovak Republic or the Union of Soviet Socialist Republics being threatened with or in danger of aggression on the part of any European State, the Union of Soviet Socialist Republics and reciprocally the Czechoslovak Republic undertake mutually to proceed to an immediate consultation as regards the measures to be taken for the observance of the provisions of Article 10 of the Covenant of the League of Nations.

Article 2.

Should, in the circumstances specified in Article 15, paragraph 7, of the Covenant of the League of Nations, the Czechoslovak Republic or the Union of Soviet Socialist Republics be the object, nothwithstanding the sincerely peaceful intentions of both countries, of an unprovoked aggression on the part of a European State, the Union of Soviet Socialist Republics and reciprocally the Czechoslovak Republic shall immediately come to each other's aid and assistance.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Prenant en considération que, d'après l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, tout Membre de la Société qui recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15 du Pacte, est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société, la République tchécoslovaque et réciproquement l'Union des Républiques soviétiques socialistes s'engagent, au cas où l'une d'elles serait, dans ces conditions et malgré les intentions sincèrement pacifiques des deux pays, l'objet d'une agression non provoquée de la part d'un Etat européen, à se prêter immédiatement aide et assistance en agissant par application de l'article 16 du Pacte.

La même obligation est assumée pour le cas où la République tchécoslovaque ou l'Union des Républiques soviétiques socialistes, serait l'objet d'une agression de la part d'un Etat européen dans les conditions prévues à l'article 17, paragraphes 1 et 3, du Pacte de la Société des Nations.

Article 4.

Sans porter atteinte aux dispositions précédentes du présent traité il est stipulé que, au cas où l'une des Hautes Parties contractantes deviendrait l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances dans des conditions ne donnant pas de fondement pour prêter aide et assistance dans les limites du présent traité, l'autre Haute Partie contractante s'engage à ne prêter pendant la durée du conflit ni directement, ni indirectement aide ou assistance à l'agresseur ou aux agresseurs, chaque Partie déclarant d'ailleurs n'être liée par aucun accord d'assistance qui se trouverait en contradiction avec le présent engagement.

Article 5.

Les engagements ci-dessus stipulés étant conformes aux obligations des Hautes Parties contractantes en tant que Membres de la Société des Nations, rien dans le présent traité ne sera interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde ou comme restreignant les obligations découlant pour les Hautes Parties contractantes du Pacte de la Société des Nations.

Article 6.

Le présent traité, dont les textes tchécoslovaque et russe feront également foi, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Moscou aussitôt que faire se pourra. Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

Il prendra effet dès l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. S'il n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes avec un préavis d'un an au moins avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur sans limitation de durée, chacune des Hautes Parties contractantes pouvant alors y mettre fin par une déclaration à cet effet avec préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Praha en double expédition le 16 mai mil neuf cent trente-cinq.

(L. S.) *(Signé)* Dr Edouard BENEŠ. *(L. S.)* *(Signé)* S. ALEXANDROVSKI.

Article 3.

In consideration of the fact that under Article 16 of the Covenant of the League of Nations any Member of the League which resorts to war in disregard of its covenants under Articles 12, 13 or 15 of the Covenant is *ipso facto* deemed to have committed an act of war against all other Members of the League, the Czechoslovak Republic and reciprocally the Union of Soviet Socialist Republics undertake, in the event of one of them being the object, in these conditions and notwithstanding the sincerely peaceful intentions of both countries, of an unprovoked aggression on the part of a European State, immediately to come to each other's aid and assistance in application of Article 16 of the Covenant.

The same obligation is assumed in the event of the Czechoslovak Republic or the Union of Soviet Socialist Republics being the object of an aggression on the part of a European State in the circumstances specified in Article 17, paragraphs 1 and 3, of the Covenant of the League of Nations.

Article 4.

Without prejudice to the preceding provisions of the present Treaty, it is stipulated that should either of the High Contracting Parties become the object of an aggression on the part of one or more third Powers in conditions not giving ground for aid or assistance within the meaning of the present Treaty, the other High Contracting Party undertakes not to lend, for the duration of the conflict, aid or assistance, either directly or indirectly, to the aggressor or aggressors. Each High Contracting Party further declares that it is not bound by any other agreement for assistance which is incompatible with the present undertaking.

Article 5.

The undertakings stipulated above being consonant with the obligations of the High Contracting Parties as Members of the League of Nations, nothing in the present Treaty shall be interpreted as restricting the duty of the latter to take any action that may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world or as restricting the obligations resulting for the High Contracting Parties from the Covenant of the League of Nations.

Article 6.

The present Treaty, both the Czechoslovak and the Russian texts whereof shall be equally authentic, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Moscow as soon as possible. It shall be registered with the Secretariat of the League of Nations.

It shall take effect as soon as the ratifications have been exchanged and shall remain in force for five years. If it is not denounced by either of the High Contracting Parties giving notice thereof at least one year before the expiry of that period, it shall remain in force indefinitely, each of the High Contracting Parties being at liberty to terminate it at a year's notice by a declaration to that effect.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, in duplicate, this 16th day of May, one thousand nine hundred and thirty-five.

(L. S.) (Signed) Dr. Edouard BENEŠ. *(L. S.) (Signed)* S. ALEXANDROVSKY.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité d'assistance mutuelle entre la République tchécoslovaque et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, en date de ce jour, les plénipotentiaires ont signé le protocole suivant qui sera compris dans l'échange des ratifications du traité.

I.

Il est entendu que l'effet de l'article 3 est d'obliger chaque Partie contractante à prêter immédiatement assistance à l'autre en se conformant immédiatement aux recommandations du Conseil de la Société des Nations, aussitôt qu'elles auront été énoncées en vertu de l'article 16 du Pacte. Il est également entendu que les deux Parties contractantes agiront de concert pour obtenir que le Conseil énonce ces recommandations avec toute la rapidité qu'exigeront les circonstances et que, si néanmoins le Conseil, pour une raison quelconque, n'énonce aucune recommandation ou s'il n'arrive pas à un vote unanime, l'obligation d'assistance n'en recevra pas moins application. Il est également entendu que les engagements d'assistance prévus dans le présent traité ne visent que le cas d'une agression effectuée contre le territoire propre de l'une ou de l'autre Partie contractante.

II.

Les deux gouvernements constatent que les engagements stipulés dans les articles 1, 2 et 3 du présent traité, conclu en vue de contribuer à l'établissement dans l'Europe orientale d'un système régional de sécurité, qui a été inauguré par le Traité franco-soviétique du 2 mai 1935 se borneront aux mêmes limites que celles fixées au paragraphe 4 du protocole de signature dudit traité. En même temps, les deux gouvernements reconnaissent que les engagements d'assistance mutuelle joueront entre eux seulement en tant que se trouveraient réunies les conditions prévues dans le présent traité et que serait prêté de la part de la France assistance à la Partie victime de l'agression.

III.

Les deux gouvernements, estimant désirable la conclusion d'un accord régional qui tendrait à organiser la sécurité entre Etats contractants et qui pourrait comporter ou que pourraient accompagner d'autre part des engagements d'assistance mutuelle, se reconnaissent la faculté de participer, de leur consentement mutuel, le cas échéant, à de semblables accords dans telle forme, directe ou indirecte, qui paraîtrait appropriée, les engagements de ces divers accords devant se substituer à ceux résultant du présent traité.

Fait à Praha, le 16 mai 1935.

(Signé) Dr Edouard BENEŠ. *(Signé)* S. ALEXANDROVSKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

Upon proceeding to the signature of the Treaty of Mutual Assistance between the Czechoslovak Republic and the Union of Soviet Socialist Republics of to-day's date, the Plenipotentiaries have signed the following Protocol, which shall be included in the exchange of ratifications of the Treaty.

I.

It is agreed that the effect of Article 3 is to oblige each Contracting Party immediately to come to the assistance of the other by immediately complying with the recommendations of the Council of the League of Nations as soon as they have been issued in virtue of Article 16 of the Covenant. It is further agreed that the two Contracting Parties will act in concert to ensure that the Council shall issue the said recommendations with all the speed required by the circumstances and that, should the Council nevertheless, for whatever reason, issue no recommendation or fail to reach a unanimous decision, effect shall none the less be given to the obligation to render assistance. It is also agreed that the undertakings to render assistance mentioned in the present Treaty refer only to the case of an aggression committed against either Contracting Party's own territory.

II.

The two Governments declare that the undertakings laid down in Articles 1, 2 and 3 of the present Treaty, concluded with a view to promoting the establishment in Eastern Europe of a regional system of security, inaugurated by the Franco-Soviet Treaty of May 2nd, 1935, will be restricted within the same limits as were laid down in paragraph 4 of the Protocol of Signature of the said Treaty. At the same time, the two Governments recognise that the undertakings to render mutual assistance will operate between them only in so far as the conditions laid down in the present Treaty may be fulfilled and in so far as assistance may be rendered by France to the Party victim of the aggression.

III.

The two Governments, deeming it desirable that a regional agreement should be concluded aiming at organising security between Contracting States, and which might moreover embody or be accompanied by pledges of mutual assistance, recognise their right to become parties by mutual consent, should occasion arise, to similar agreements in any form, direct or indirect, that may seem appropriate, the obligations under these various agreements to take the place of those resulting from the present Treaty.

Done at Prague, this 16th day of May, 1935.

(Signed) Dr. Edouard BENEŠ. *(Signed)* S. ALEXANDROVSKY.

N° 3678.

ESPAGNE ET ESTONIE

Echange de notes comportant un *modus vivendi* commercial. Madrid, le 8 mai 1935.

SPAIN AND ESTONIA

Exchange of Notes constituting a Commercial *modus vivendi*. Madrid, May 8th, 1935.

N° 3678. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET ESTONIEN COMPORTANT UN *MODUS VIVENDI* COMMERCIAL. MADRID, LE 8 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1935.

I.

MADRID, *le 8 mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dûment autorisé par mon gouvernement et en son nom, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, comme régime provisoire, en attendant qu'un traité de commerce soit conclu, la réglementation par un « Modus Vivendi » des relations commerciales entre l'Estonie et l'Espagne, conformément aux dispositions qui suivent :

I.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries, des Possessions espagnoles et de la Zone du Protectorat espagnol du Maroc, bénéficieront à leur importation dans le territoire de l'Estonie des taux et droits les plus favorables que le Gouvernement estonien accorde ou pourrait accorder à un pays étranger quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle.

L'application de ce traitement s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes, ainsi que des dispositions d'application du tarif.

II.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Estonie, énumérés à la liste A annexée au présent accord bénéficieront à leur importation en Espagne, dans les îles Baléares, les îles Canaries et les Possessions espagnoles, des taux et droits les plus favorables que le Gouvernement espagnol accorde ou pourrait accorder à un pays tiers quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle.

L'application de ce traitement pour les produits énumérés à la liste A s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes, ainsi que des dispositions d'application du tarif.

[1] Entré en vigueur le 1er juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3678. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE SPANISH AND ESTONIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL *MODUS VIVENDI*. MADRID, MAY 8TH, 1935.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1935.

I.

MADRID, *May 8th,* 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Duly authorised by my Government and in its behalf, I have the honour to propose to Your Excellency, as a provisional arrangement pending the conclusion of a Commercial Treaty, the regulation of trade relations between Estonia and Spain by a " Modus Vivendi " in accordance with the provisions hereinafter following :

I.

Natural or manufactured products, originating in and coming from Spain, the Balearic Islands, the Canaries, the Spanish Possessions or the zone of the Spanish Protectorate in Morocco, shall enjoy the benefit, on import into Estonian territory, of the most favourable rates and dues, autonomous or conventional, which the Estonian Government accords or may in future accord to any foreign country.

Such treatment shall be understood as implying immediate and unconditional admission to the benefit of any reduction or exemption in respect of dues or charges, or of other tariff regulations.

II.

Natural or manufactured products of the kinds enumerated in List A attached to the present Agreement, originating in and coming from Estonia, shall enjoy the benefit, on import into Spain, the Balearic Islands, the Canaries and the Spanish Possessions, of the most favourable rates and dues, autonomous or conventional, which the Spanish Government accords or may in future accord to any third country.

Such treatment shall, as regards the products enumerated in List A, be understood as implying immediate and unconditional admission to the benefit of any reduction or exemption in respect of dues or charges, or of other tariff regulations.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force June 1st, 1935.

III.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de tout privilège, faveur ou abaissement qu'elle accorde ou pourrait accorder à tout autre pays en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises, l'accomplissement des formalités douanières, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions, de même que pour les règles, formalités et charges dans les opérations de douane.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui se rapporte aux droits, taxes et impôts intérieurs de quelque nature qu'ils soient, ainsi que pour le mode de perception des impôts.

IV.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries, des Possessions espagnoles ou de la Zone de Protectorat espagnol au Maroc, énumérés à la liste B annexée au présent accord, ne seront à leur importation en Estonie frappés de droits autres ou plus élevés que ceux fixés pour chaque produit dans ladite liste.

V.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour limiter dans la mesure que le pays d'importation jugera convenable les cas où les certificats d'origine seront exigés.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par le Ministère des Affaires économiques, soit par les autorités douanières, soit par les Chambres de Commerce officiellement reconnues par le pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit en langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination et seront accompagnés d'une traduction dans la langue française.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement les listes des autorités chargées de délivrer les certificats d'origine.

Seront dispensés du certificat d'origine les colis postaux et envois par la poste, ainsi que les échantillons de voyageurs de commerce.

VI.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toute mesure nécessaire en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits de l'autre Partie, qui tirent du sol et du climat leur qualité spécifique, y compris spécialement les produits vinicoles, pourvu que ces appellations soient dûment protégées dans le pays d'origine et aient été notifiées par son gouvernement.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

En ce qui concerne spécialement les produits vinicoles, l'Estonie reconnait expressément la désignation spécifique des vins de « Jerez », « Xeres », « Sherry », « Málaga » et « Tarragona », appartenant en exclusivité aux vins récoltés dans ces régions espagnoles, et s'oblige à empêcher l'usage de ces appellations d'origine pour désigner des vins autres que ceux de Jerez, Málaga et Tarragona, alors même que l'origine véritable des vins soit mentionnée ou que l'appellation abusive soit accompagnée de certains termes rectificatifs, comme « genre », « façon », « type », « cépage » ou autres capables de se prêter à une mystification de la véritable origine de la marchandise.

Pour bien établir l'origine authentique des vins de Jerez, Málaga et Tarragona, reste stipulé que seuls bénéficieront de ces appellations les vins qui à leur entrée en Estonie

III.

Each High Contracting Party undertakes to give the other the benefit, immediately and without compensation, of any privilege, favour or reduction it accords, or may in future accord, to any other country in the matter of re-export, transit, bonding, transhipment of goods, compliance with Customs formalities, and all dues or charges connected with such operations, and in the matter of Customs rules, formalities and fees.

The High Contracting Parties undertake to accord one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all cases of dues, charges or internal imposts of whatever kind, as well as in the collection of such imposts.

IV.

Natural or manufactured products of the kinds enumerated in List B attached to the present Agreement, originating in and coming from Spain, the Balearic Islands, the Canaries, the Spanish Possessions or the zone of the Spanish Protectorate in Morocco, shall not be liable, on import into Estonia, to duties other or higher than those fixed in the case of each product in the said List.

V.

The High Contracting Parties are agreed to limit the number of cases, as the importing country shall see fit, in which certificates of origin are required.

Certificates of origin shall be issued either by the Ministry of Economic Affairs, or by the Customs authorities, or by the Chambers of Commerce officially recognised by the exporting country. They shall be made out either in the language of the country of origin or in the language of the country of destination, and shall be accompanied by a translation in French.

The High Contracting Parties shall communicate to one another lists of the authorities empowered to issue certificates of origin.

Postal packets and mail and commercial travellers' samples shall not require certificates of origin.

VI.

Each of the High Contracting Parties undertakes to take all requisite steps with a view to the repression within its territory of the misuse of geographical appellations to indicate the origin of products of the other Party, the specific quality of which is derived from the soil or climate, and in particular products of the grape, provided such appellations are properly protected in the country of origin and are duly notified by the Government of the same.

Appellations of origin in the case of either country shall be deemed to be misused when they are applied to products not entitled under the laws or regulations of such country to be so styled.

In the particular case of products of the grape, Estonia expressly recognises the specific designation of the wines " Jerez ", " Xeres ", " Sherry ", " Malaga " and " Tarragona " as applying exclusively to wines vintaged in the parts of Spain concerned, and undertakes to prevent the use of such appellations of origin as a description of wines other than the wines of Jerez, Malaga and Tarragona respectively, even though the true origin of such wines is indicated or the misused appellation is accompanied by the addition of some such qualifying expression as " kind ", " manner ", " type ", " variety " or the like calculated to mislead as to the true origin of the commodity.

As a means of establishing the authentic origin of the wines of Jerez, Malaga and Tarragona, it is hereby stipulated that no wines are entitled to be styled " Jerez ",

soient accompagnés de certificats d'origine et d'analyse délivrés par les stations œnologiques et les sections agronomiques espagnoles accréditant qu'ils proviennent véritablement des régions de Jerez, Málaga et Tarragona.

VII.

Les mesures que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, la prohibition ou toute autre sanction appropriée, notamment de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la fabrication, de la circulation, de la vente, de la mise en vente des produits dans les cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages de caisse les contenant, ainsi que sur les factures, papiers de commerce et lettres de voiture, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques évoquant des fausses appellations d'origine.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

VIII.

Les navires de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les ports et eaux territoriales de l'autre Partie en tout ce qui concerne le régime de navigation, ainsi que le droit de pilotage, de phares, de port, de stationnement, de quarantaine et d'autres droits et taxes maritimes, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent réciproquement les certificats de jaugeage délivrés par les autorités compétentes de leur pays, en tant qu'ils s'accordent avec les règles de calcul dictées par le Board of Trade de la Grande-Bretagne pour le mesurage des navires, sans procéder à un remesurage desdits navires.

IX.

Le traitement de la nation la plus favorisée, prévu aux articles précédents, ne comprendra pas les franchises, immunités et privilèges que

1) L'Estonie a donnés ou donnera à l'avenir à la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie ou l'Union des R. S. S., ou à tous ces pays tant que ces avantages ne seront pas accordés à un Etat tiers, non cité ci-dessus;

2) L'Espagne ait accordés ou accordera au Portugal, Possessions et Colonies espagnoles, Zone de Protectorat du Maroc et Républiques hispano-américaines.

X.

Le Gouvernement espagnol accorde au Gouvernement d'Estonie un contingent annuel de 5.000 tonnes de pâte à papier (cellulose) pour la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année. Le Gouvernement espagnol se réserve le droit de distribuer ce contingent par périodes trimestrielles ou semestrielles; le reste de chaque période pourra être augmenté aux périodes suivantes.

Cependant il reste entendu que le contingent doit être liquidé dans le 4e trimestre de l'année, sans pouvoir attribuer aucune quantité de ce dernier trimestre au premier trimestre de l'année suivante.

XI.

Le présent accord devra être ratifié par les Hautes Parties contractantes, et entrera en vigueur le plus tard le 1er juin 1935, et demeurera obligatoire pendant une année à

" Malaga " or " Tarragona " unless they are accompanied on their entry into Estonia by certificates of origin and analysis issued by the Spanish Oenological Stations and Agricultural Sections attesting that they are in fact from the Jerez, Malaga or Tarragona districts, as the case may be.

VII.

The repressive action which the two High Contracting Parties undertake to apply in this connection shall include provision for seizure, prohibition or other appropriate penalty in connection with the import, export, bonding, manufacture, circulation, sale or marketing of products in regard to which the casks, bottles or cases in which they are contained, or the invoices, papers of sale or way-bills, carry marks, names, inscriptions or other signs suggestive of false appellations of origin.

The seizure of products infringing the above provisions or other penalties shall be imposed either on the initiative of the administrative authorities concerned, or on the motion of the Public Prosecutor or any other interested party, individual, association or syndicate, in accordance with the law of the High Contracting Party concerned.

VIII.

Merchant vessels of each High Contracting Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in the ports and territorial waters of the other Party in all matters connected with navigation rules and with pilotage, lighthouse, harbour, stationing and quarantine duties and other maritime dues or charges.

The High Contracting Parties recognise without further measurement the tonnage certificates issued by the competent authorities of each other's countries, provided they comply with the rules laid down for the calculation of tons register by the United Kingdom Board of Trade.

IX.

The most-favoured-nation treatment for which preceding Articles provide shall not include the exemptions, immunities or privileges which :

(1) Estonia has in the past accorded, or may in the future accord, to Finland, Latvia, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics, or to all these countries, provided such benefits are not accorded to any country other than those mentioned ;

(2) Spain has in the past accorded, or may in the future accord, to Portugal, the Spanish Possessions or Colonies, the zone of the Spanish Protectorate in Morocco or the Spanish-American Republics.

X.

The Spanish Government accords to the Estonian Government an annual quota of 5,000 tons of wood-pulp (cellulose) for the period January 1st-December 31st of each year. The Spanish Government reserves the right to allot the total by quarters or half-years, any shortage in any given quarter or half-year being made up in subsequent quarters or half-years.

It is, however, understood that the quota shall be exhausted by the end of the fourth quarter of each year, and no part of it may be carried forward to the first quarter of the following year.

XI.

The present Agreement shall be ratified by the High Contracting Parties and shall come into force not later than June 1st, 1935, and shall remain in force for one year from

partir de cette date, excepté qu'en l'intervalle un traité de commerce soit conclu. En cas de non-dénonciation de l'accord trois mois avant l'expiration de ce délai d'une année il sera prorogé par voie de tacite reconduction jusqu'à la fin du délai d'un mois à partir de la date à laquelle une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de faire cesser les effets dudit accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Ed. VIRGO.

Son Excellence
Monsieur J. José Rocha,
Ministre des Affaires étrangères
à Madrid.

LISTE A

Numéros du tarif espagnol : 36, 37, 38, 39, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 110, 117, 124, 792, 997, 1021, 1022, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1181, 1185, Ex 1186, Ex 1187, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1201, 1202, 1203, 1204, 1354, 1416, 1432, 1455, 1456.

E. V.

LISTE B

Numéros du tarif estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits en couronnes estoniennes
Ex § 6	Fruits frais :		
p. 2	Oranges, mandarines, pomerans et bananes :		
p. 2 *a)*	Oranges, mandarines, pomerans	Kg. br.	0,20
p. 2 *b)*	Bananes	»	0,30
p. 3	Citrons.	»	0,10
ex p. 4	Raisins.	»	0,75
	Remarque : Du bénéfice des droits prévus aux p. 2, p. 3 et p. 4, sont exclues toutes les importations effectuées du 1er juin au 15 décembre.		
Ex § 7	Fruits et baies séchés non spécialement nommés sous les autres paragraphes, préparés sans sucre :		
ex p. 4	Raisins grands, séchés de Malaga		0,40
§ 11	Noix et noisettes :		
p. 2	Amandes et pistaches		1,00
§ 24	Préparations avec des fruits, etc. :		
ex p. 4, *a)*	Jus d'orange et de citron préparés, sans sucre, selon des échantillons déposés		1,00
Ex § 28	Vins de raisins :		
ex p. 1	En fûts :		
lit. *b)*	Vins de Jerez et Málaga, titrant plus de 16° et moins de 25° d'alcool		2,00
ex lit. *b)*	Vins de Tarragona, titrant plus de 16° d'alcool		0,80
	Remarque : Du bénéfice de ces droits, ne jouissent que les vins accompagnés d'un certificat d'origine et d'analyse délivré par les stations œnologiques ou les sections agronomiques espagnoles, accréditant qu'ils proviennent véritablement des régions de « Jérez », « Málaga » et « Tarragona » et attestant leur pureté.		
§ 33 p. 1	Sel		libre
p. 2			»
p. 3			0,03

E. V.

that date, unless a Commercial Treaty is concluded in the interval. Failing denunciation of the Agreement three months before the expiry of the year for which it is concluded, it shall be tacitly prolonged until one month from the date of notice being given by one High Contracting Party to the other of its intention to allow the Agreement to lapse.

I have the honour to be, etc.

Ed. VIRGO.

His Excellency
Monsieur J. José Rocha,
Minister for Foreign Affairs,
Madrid.

LIST A.

Nos. in Spanish Tariff : 36, 37, 38, 39, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 110, 117, 124, 792, 997, 1021, 1022, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1181, 1185, ex 1186, ex 1187, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1201, 1202, 1203, 1204, 1354, 1416, 1432, 1455, 1456.

E. V.

LIST B.

Nos. in Estonian Tariff	Designation of goods	Unit	Duties in Estonian crowns
Ex § 6	Fresh fruits :		
p. 2	Oranges, mandarines, bitter oranges and bananes :		
p. 2 *(a)*	Oranges, mandarines, bitter oranges	kg. gross	0.20
p. 2 *(b)*	Bananas	kg. gross	0.30
p. 3	Lemons	kg. gross	0.10
ex p. 4	Grapes	kg. gross	0.75
	Note : Imports effected between June 1st and December 15th shall not be accorded the benefit of the duties for which provision is made in p. 2, p. 3 and p. 4.		
Ex § 7	Fruits and berries, dried, not specially mentioned in the other headings, unsweetened :		
ex p. 4	Raisins, large size, from Malaga		0.40
§ 11	Nuts and hazels :		
p. 2	Almonds and pistachio nuts		1.00
§ 24	Preparations with fruits, etc. :		
ex p. 4 *(a)*	Prepared orange or lemon juice, without sugar, according to samples deposited		1.00
Ex § 28	Grape wines :		
ex p. 1	In barrels :		
(b)	Wines of Jerez or Malaga, containing over 16° and below 25° of alcohol.		2.00
ex *(b)*	Wines of Tarragona, containing over 16° of alcohol . .		0.80
	Note : Only such wines as are accompanied by a certificate of origin and analysis issued by the Spanish Oenological Stations and Agricultural Sections, attesting that they are in fact from the Jerez, Malaga or Tarragona districts, as the case may be, and certifying their purity, shall enjoy the benefit of these duties.		
§ 33 p. 1	Salt		free
p. 2			free
p. 3			0.03

E. V.

II.

MADRID, *le* 8 *mai* 1935.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

A la date de ce jour vous avez bien voulu m'adresser la note dont la teneur est la suivante :

Dûment autorisé par mon gouvernement et en son nom, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, comme régime provisoire, en attendant qu'un traité de commerce soit conclu, la réglementation par un « Modus Vivendi » des relations commerciales entre l'Estonie et l'Espagne, conformément aux dispositions qui suivent :

I.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries, des Possessions espagnoles et de la Zone du Protectorat espagnol du Maroc, bénéficieront à leur importation dans le territoire de l'Estonie des taux et droits les plus favorables que le Gouvernement estonien accorde ou pourrait accorder à un pays étranger quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle.

L'application de ce traitement s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes, ainsi que des dispositions d'application du tarif.

II.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Estonie, énumérés à la liste A annexée au présent accord bénéficieront à leur importation en Espagne, dans les îles Baléares, les îles Canaries et les Possessions espagnoles, des taux et droits les plus favorables que le Gouvernement espagnol accorde ou pourrait accorder à un pays tiers quelconque, soit par voie autonome, soit par voie conventionnelle.

L'application de ce traitement pour les produits énumérés à la liste A s'entend de telle sorte qu'il comporte l'extension immédiate et inconditionnelle de toute réduction ou exonération des droits et taxes, ainsi que des dispositions d'application du tarif.

III.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de tout privilège, faveur ou abaissement qu'elle accorde ou pourrait accorder à tout autre pays en ce qui concerne la réexportation, le transit, l'entreposage, le transbordement des marchandises, l'accomplissement des formalités douanières, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes afférents à ces diverses manutentions, de même que pour les règles, formalités et charges dans les opérations de douane.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui se rapporte aux droits, taxes et impôts intérieurs de quelque nature qu'ils soient, ainsi que pour le mode de perception des impôts.

IV.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Espagne, des îles Baléares, des îles Canaries, des Possessions espagnoles ou de la Zone de Protectorat espagnol au Maroc, énumérés à la liste B annexée au présent accord, ne seront à leur importation en Estonie frappés de droits autres ou plus élevés que ceux fixés pour chaque produit dans ladite liste.

II.

MADRID, *May 8th*, 1935.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

You have this day addressed to me a note in the following terms :

Duly authorised by my Government and in its behalf, I have the honour to propose to Your Excellency, as a provisional arrangement pending the conclusion of a Commercial Treaty, the regulation of trade relations between Estonia and Spain by a " Modus Vivendi " in accordance with the provisions hereinafter following :

I.

Natural or manufactured products, originating in and coming from Spain, the Balearic Islands, the Canaries, the Spanish Possessions or the zone of the Spanish Protectorate in Morocco, shall enjoy the benefit, on import into Estonian territory, of the most favourable rates and dues, autonomous or conventional, which the Estonian Government accords or may in future accord to any foreign country.

Such treatment shall be understood as implying immediate and unconditional admission to the benefit of any reduction or exemption in respect of dues or charges, or of other tariff regulations.

II.

Natural or manufactured products of the kinds enumerated in List A attached to the present Agreement, originating in and coming from Estonia, shall enjoy the benefit, on import into Spain, the Balearic Islands, the Canaries and the Spanish Possessions, of the most favourable rates and dues, autonomous or conventional, which the Spanish Government accords or may in future accord to any third country.

Such treatment shall, as regards the products enumerated in List A, be understood as implying immediate and unconditional admission to the benefit of any reduction or exemption in respect of dues or charges, or of other tariff regulations.

III.

Each High Contracting Party undertakes to give the other the benefit, immediately and without compensation, of any privilege, favour or reduction it accords, or may in future accord, to any other country in the matter of re-export, transit, bonding, transhipment of goods, compliance with Customs formalities, and all dues or charges connected with such operations, and in the matter of Customs rules, formalities and fees.

The High Contracting Parties undertake to accord one another unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all cases of dues, charges or internal imposts of whatever kind, as well as in the collection of such imposts.

IV.

Natural or manufactured products of the kinds enumerated in List B attached to the present Agreement, originating in and coming from Spain, the Balearic Islands, the Canaries, the Spanish Possessions or the zone of the Spanish Protectorate in Morocco, shall not be liable, on import into Estonia, to duties other or higher than those fixed in the case of each product in the said List.

V.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour limiter dans la mesure que le pays d'importation jugera convenable les cas où les certificats d'origine seront exigés.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par le Ministère des Affaires économiques, soit par les autorités douanières, soit par les Chambres de Commerce officiellement reconnues par le pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit en langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination et seront accompagnés d'une traduction dans la langue française.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement les listes des autorités chargées de délivrer les certificats d'origine.

Seront dispensés du certificat d'origine les colis postaux et envois par la poste, ainsi que les échantillons de voyageurs de commerce.

VI.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toute mesure nécessaire en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits de l'autre Partie, qui tirent du sol et du climat leur qualité spécifique, y compris spécialement les produits vinicoles, pourvu que ces appellations soient dûment protégées dans le pays d'origine et aient été notifiées par son gouvernement.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

En ce qui concerne spécialement les produits vinicoles, l'Estonie reconnaît expressément la désignation spécifique des vins de « Jerez », « Xeres », « Sherry », « Málaga » et « Tarragona », appartenant en exclusivité aux vins récoltés dans ces régions espagnoles, et s'oblige à empêcher l'usage de ces appellations d'origine pour désigner des vins autres que ceux de Jerez, Málaga et Tarragona, alors même que l'origine véritable des vins soit mentionnée ou que l'appellation abusive soit accompagnée de certains termes rectificatifs, comme « genre », « façon », « type », « cépage » ou autres capables de se prêter à une mystification de la véritable origine de la marchandise.

Pour bien établir l'origine authentique des vins de Jerez, Málaga et Tarragona, reste stipulé que seuls bénéficieront de ces appellations les vins qui à leur entrée en Estonie soient accompagnés de certificats d'origine et d'analyse délivrés par les stations œnologiques et les sections agronomiques espagnoles accréditant qu'ils proviennent véritablement des régions de Jerez, Málaga et Tarragona.

VII.

Les mesures que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, la prohibition ou toute autre sanction appropriée, notamment de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la fabrication, de la circulation, de la vente, de la mise en vente des produits dans les cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages de caisse les contenant, ainsi que sur les factures, papiers de commerce et lettres de voiture, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques évoquant des fausses appellations d'origine.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

V.

The High Contracting Parties are agreed to limit the number of cases, as the importing country shall see fit, in which certificates of origin are required.

Certificates of origin shall be issued either by the Ministry of Economic Affairs, or by the Customs authorities, or by the Chambers of Commerce officially recognised by the exporting country. They shall be made out either in the language of the country of origin or in the language of the country of destination, and shall be accompanied by a translation in French.

The High Contracting Parties shall communicate to one another lists of the authorities empowered to issue certificates of origin.

Postal packets and mail and commercial travellers' samples shall not require certificates of origin.

VI.

Each of the High Contracting Parties undertakes to take all requisite steps with a view to the repression within its territory of the misuse of geographical appellations to indicate the origin of products of the other Party, the specific quality of which is derived from the soil or climate, and in particular products of the grape, provided such appellations are properly protected in the country of origin and are duly notified by the Government of the same.

Appellations of origin in the case of either country shall be deemed to be misused when they are applied to products not entitled under the laws or regulations of such country to be so styled.

In the particular case of products of the grape, Estonia expressly recognises the specific designation of the wines " Jerez ", " Xeres ", " Sherry ", " Malaga " and " Tarragona " as applying exclusively to wines vintaged in the parts of Spain concerned, and undertakes to prevent the use of such appellations of origin as a description of wines other than the wines of Jerez, Malaga and Tarragona respectively, even though the true origin of such wines is indicated or the misused appellation is accompanied by the addition of some such qualifying expression as " kind ", " manner ", " type ", " variety " or the like calculated to mislead as to the true origin of the commodity.

As a means of establishing the authentic origin of the wines of Jerez, Malaga and Tarragona, it is hereby stipulated that no wines are entitled to be styled " Jerez ", " Malaga " or " Tarragona " unless they are accompanied on their entry into Estonia by certificates of origin and analysis issued by the Spanish Oenological Stations and Agricultural Sections attesting that they are in fact from the Jerez, Malaga or Tarragona districts, as the case may be.

VII.

The repressive action which the two High Contracting Parties undertake to apply in this connection shall include provision for seizure, prohibition or other appropriate penalty in connection with the import, export, bonding, manufacture, circulation, sale or marketing of products in regard to which the casks, bottles or cases in which they are contained, or the invoices, papers of sale or way-bills, carry marks, names, inscriptions or other signs suggestive of false appellations of origin.

The seizure of products infringing the above provisions or other penalties shall be imposed either on the initiative of the administrative authorities concerned, or on the motion of the Public Prosecutor or any other interested party, individual, association or syndicate, in accordance with the law of the High Contracting Party concerned.

VIII.

Les navires de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les ports et eaux territoriales de l'autre Partie en tout ce qui concerne le régime de navigation, ainsi que le droit de pilotage, de phares, de port, de stationnement, de quarantaine et d'autres droits et taxes maritimes, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent réciproquement les certificats de jaugeage délivrés par les autorités compétentes de leur pays, en tant qu'ils s'accordent avec les règles de calcul dictées par le Board of Trade de la Grande-Bretagne pour le mesurage des navires, sans procéder à un remesurage desdits navires.

IX.

Le traitement de la nation la plus favorisée, prévu aux articles précédents, ne comprendra pas les franchises, immunités et privilèges que :

1) L'Estonie a donnés ou donnera à l'avenir à la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie ou l'Union des R. S. S., ou à tous ces pays tant que ces avantages ne seront pas accordés à un Etat tiers, non cité ci-dessus ;

2) L'Espagne ait accordé ou accordera au Portugal, Possessions et Colonies espagnoles, Zone de Protectorat du Maroc et Républiques hispano-américaines.

X.

Le Gouvernement espagnol accorde au Gouvernement d'Estonie un contingent annuel de 5.000 tonnes de pâte à papier (cellulose) pour la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année. Le Gouvernement espagnol se réserve le droit de distribuer ce contingent par périodes trimestrielles ou semestrielles ; le reste de chaque période pourra être augmenté aux périodes suivantes.

Cependant il reste entendu que le contingent doit être liquidé dans le 4e trimestre de l'année, sans pouvoir attribuer aucune quantité de ce dernier trimestre au premier trimestre de l'année suivante.

XI.

Le présent accord devra être ratifié par les Hautes Parties contractantes, et entrera en vigueur au plus tard le 1er juin 1935, et demeurera obligatoire pendant une année à partir de cette date, excepté qu'en l'intervalle un traité de commerce soit conclu. En cas de non-dénonciation de l'accord trois mois avant l'expiration de ce délai d'une année il sera prorogé par voie de tacite reconduction jusqu'à la fin du délai d'un mois à partir de la date à laquelle une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de faire cesser les effets dudit accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de vous confirmer l'accord du Gouvernement espagnol à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

J. José Rocha.

Monsieur Edward Virgo,
Directeur des Affaires commerciales
au Ministère des Affaires étrangères
de la République estonienne.

VIII.

Merchant vessels of each High Contracting Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in the ports and territorial waters of the other Party in all matters connected with navigation rules and with pilotage, lighthouse, harbour, stationing and quarantine duties and other maritime duties or charges.

The High Contracting Parties recognise without further measurement the tonnage certificates issued by the competent authorities of each other's countries, provided they comply with the rules laid down for the calculation of tons register by the United Kingdom Board of Trade.

IX.

The most-favoured-nation treatment for which preceding Articles provide shall not include the exemptions, immunities or privileges which :

(1) Estonia has in the past accorded, or may in the future accord, to Finland, Latvia, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics, or to all these countries, provided such benefits are not accorded to any country other than those mentioned ;

(2) Spain has in the past accorded, or may in the future accord, to Portugal, the Spanish Possessions or Colonies, the zone of the Spanish Protectorate in Morocco or the Spanish-American Republics.

X.

The Spanish Government accords to the Estonian Government an annual quota of 5,000 tons of wood-pulp (cellulose) for the period January 1st-December 31st of each year. The Spanish Government reserves the right to allot the total by quarters or half-years, any shortage in any given quarter or half-year being made up in subsequent quarters or half-years.

It is, however, understood that the quota shall be exhausted by the end of the fourth quarter of each year, and no part of it may be carried forward to the first quarter of the following year.

XI.

The present Agreement shall be ratified by the High Contracting Parties and shall come into force not later than June 1st, 1935, and shall remain in force for one year from that date, unless a Commercial Treaty is concluded in the interval. Failing denunciation of the Agreement three months before the expiry of the year for which it is concluded, it shall be tacitly prolonged until one month from the date of notice being given by one High Contracting Party to the other of its intention to allow the Agreement to lapse.

I have the honour to be, etc.

I have the honour to acknowledge the receipt of the communication in question, and to confirm to you the Spanish Government's agreement with the proposal therein contained.

I have the honour to be, etc.

J. José Rocha.

Monsieur Edward Virgo,
Director of Commercial Affairs
in the Estonian Ministry of
Foreign Affairs.

No. 3678

LISTE A

Numéros du tarif espagnol : 36, 37, 38, 39, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 110, 117, 124, 792, 997, 1021, 1022, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1181, 1185, Ex 1186, Ex 1187, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1201, 1202, 1203, 1204, 1354, 1416, 1432, 1455, 1456.

J. R.

LISTE B

Numéros du tarif estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits en couronnes estoniennes
Ex § 6	Fruits frais :		
D. 2	Oranges, mandarines, pomerans et bananes :		
p. 2 *a)*	Oranges, mandarines, pomerans.	Kg. br.	0,20
p. 2 *b)*	Bananes	»	0,30
p. 3	Citrons	»	0,10
ex p. 4	Raisins.	»	0,75
	Remarque : Du bénéfice des droits prévus aux p. 2, p. 3 et p. 4, sont exclues toutes les importations effectuées du 1er juin au 15 décembre.		
Ex § 7	Fruits et baies séchés non spécialement nommés sous les autres paragraphes, préparés sans sucre :		
ex p. 4	Raisins grands, séchés de Malaga		0,40
§ 11	Noix et noisettes :		
p. 2	Amandes et pistaches		1,00
§ 24	Préparations avec des fruits, etc. :		
ex p. 4, *a)*	Jus d'orange et de citron préparés, sans sucre, selon des échantillons déposés		1,00
Ex § 28	Vins de raisins :		
ex p. 1	En fûts :		
lit. *b)*	Vins de Jerez et Málaga, titrant plus de 16° et moins de 25° d'alcool		2,00
ex lit. *b)*	Vins de Tarragona, titrant plus de 16° d'alcool		0,80
	Remarque : Du bénéfice de ces droits, ne jouissent que les vins accompagnés d'un certificat d'origine et d'analyse délivré par les stations œnologiques ou les sections agronomiques espagnoles, accréditant qu'ils proviennent véritablement des régions de « Jerez », « Málaga » et « Tarragona » et attestant leur pureté.		
§ 33 p. 1	Sel		libre
p. 2			»
p. 3			0,03

J. R.

LIST A.

Nos. in Spanish Tariff : 36, 37, 38, 39, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 110, 117, 124, 792, 997, 1021, 1022, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1181, 1185, ex 1186, ex 1187, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1201, 1202, 1203, 1204, 1354, 1416, 1432, 1455, 1456.

J. R.

LIST B.

Nos. in Estonian Tariff	Designation of goods	Unit	Duties in Estonian crowns
Ex § 6	Fresh fruits :		
p. 2	Oranges, mandarines, bitter oranges and bananas :		
p. 2 *(a)*	Oranges, mandarines, bitter oranges	kg. gross	0.20
p. 2 *(b)*	Bananas	kg. gross	0.30
p. 3	Lemons	kg. gross	0.10
ex p. 4	Grapes	kg. gross	0.75
	Note : Imports effected between June 1st and December 15th shall not be accorded the benefit of the duties for which provision is made in p. 2, p. 3 and p. 4.		
Ex § 7	Fruits and berries, dried, not specially mentioned in the other headings, unsweetened :		
ex p. 4	Raisins, large size, from Malaga		0.40
§ 11	Nuts and hazels :		
p. 2	Almonds and pistachio nuts		1.00
§ 24	Preparations with fruits, etc. :		
ex p. 4 *(a)*	Prepared orange or lemon juice, without sugar, according to samples deposited		1.00
Ex § 28	Grape wines :		
ex p. 1	In barrels :		
(b)	Wines of Jerez or Malaga, containing over 16° and below 25° of alcohol		2.00
ex *(b)*	Wines of Tarragona, containing over 16° of alcohol . .		0.80
	Note : Only such wines as are accompanied by a certificate of origin and analysis issued by the Spanish Oenological Stations and Agricultural Sections, attesting that they are in fact from the Jerez, Malaga or Tarragona districts, as the case may be, and certifying their purity, shall enjoy the benefit of these duties.		
§ 33 p. 1	Salt		free
p. 2			free
p. 3			0.03

J. R.

N° 3679.

ESPAGNE ET ESTONIE

Convention de paiements. Signée à Madrid, le 8 mai 1935.

SPAIN AND ESTONIA

Convention regarding Payments. Signed at Madrid, May 8th, 1935.

N° 3679. — CONVENTION[1] DE PAIEMENTS ENTRE L'ESPAGNE ET L'ESTONIE. SIGNÉE A MADRID, LE 8 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 juin 1935.

Dans le but de faciliter le règlement des créances provenant des échanges commerciaux entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE conviennent de ce qui suit :

Article premier.

La contre-valeur de toutes les marchandises de provenance estonienne, importées en Espagne, devra être acquittée au moyen de versements dans le « Banco Exterior de España ».

Les 75 % des paiements seront versés en pesetas et portés à l'avoir d'un compte que le «Banco Exterior de España » établira au nom de l'Eesti Pank de Tallinn.

Ce compte ne produira pas d'intérêts et les sommes y versées seront nécessairement appliquées au paiement des exportations espagnoles en Estonie.

Les 25 % restants seront versés dans la monnaie convenue pour chaque opération et mis par le « Banco Exterior de España » à la libre disposition de l'Eesti Pank chez ses correspondants à l'étranger.

Article II.

Le « Banco Exterior de España » notifiera journellement les versements effectués, d'accord avec l'article premier à l'Eesti Pank, et chaque avis de versement devra contenir les noms et prénoms de l'expéditeur et du destinataire, la sorte de la marchandise expédiée, la valeur de celle-ci exprimée dans la monnaie dans laquelle on aura accordé l'opération et tous les renseignements nécessaires afin de permettre le paiement aux vendeurs intéressés.

Article III.

La conversion des créances estoniennes créées en monnaie étrangère s'effectuera pour la partie devant être versée en pesetas par le « Banco Exterior de España » au change officiel du jour précédant celui du versement, identique à celui servant de base pour le paiement de la partie à verser en monnaie étrangère ; la conversion des créances espagnoles en monnaie qui ne soit pas en couronnes estoniennes devant se faire par l'Eesti Pank, appliquant, de même, le change officiel de la Bourse de Tallinn, correspondant au jour antérieur à celui du paiement.

[1] Entrée en vigueur le 1er juin 1935.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3679. — CONVENTION [2] REGARDING PAYMENTS BETWEEN SPAIN AND ESTONIA. SIGNED AT MADRID, MAY 8TH, 1935.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 22nd, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC, being desirous of facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, have agreed as follows :

Article I.

The value of all goods of Estonian provenance imported into Spain shall be paid into the " Banco Exterior de España ".

75 % of such payments shall be paid in pesetas, and credited to an account to be opened by the " Banco Exterior de España " in favour of the Eesti Pank of Tallinn.

The account shall not carry interest, and the sums paid into it shall be applied solely to payment for Spanish exports to Estonia.

The remaining 25 % shall be paid in the currency in which the transaction concerned is concluded, and shall be placed by the " Banco Exterior de España " at the free disposal of the Eesti Pank with its foreign correspondents.

Article II.

The " Banco Exterior de España " shall advise the Eesti Pank daily of all payments made in accordance with Article I, and each such advice of payment shall contain the surnames and first names of the consignor and consignee, together with indications of the nature of the goods consigned and their value expressed in the currency in which the transaction is concluded, and all other requisite particulars to enable payment to be made to the vendors concerned.

Article III.

Estonian claims in connection with transactions concluded in foreign currencies shall be converted, in so far as concerns the part payable in pesetas, by the " Banco Exterior de España " at the official exchange of the day before the date of payment, being the same as the exchange serving as a basis for the payment of the part payable in foreign currency. Similarly, Spanish claims in connection with transactions concluded in currency other than Estonian crowns shall be converted by the Eesti Pank at the official rate of the Tallinn Stock Exchange of the day before the date of payment.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Came into force June 1st, 1935.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La faculté de faire les paiements ne devra être entravée directement ni indirectement, et les débiteurs respectifs devront jouir d'une liberté absolue pour faire les versements des sommes dues, sans aucun frais.

Article IV.

Les importateurs estoniens acquitteront leurs dettes provenant d'achat de marchandises d'origine et de provenance espagnoles, par l'intermédiaire de l'Eesti Pank, laquelle devra tirer partiellement sur les disponibilités de son compte au « Banco Exterior de España », en faveur des exportateurs espagnols respectifs, suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les importateurs estoniens.

Article V.

Le Gouvernement espagnol se réserve le droit de disposer que le paiement des créances provenant des importations espagnoles en Estonie soit soumis à une autorisation préalable des autorités compétentes.

Article VI.

Le Gouvernement estonien s'engage à mettre à la disposition des créanciers estoniens, sans aucun délai, la contre-valeur des créances versées dans le compte mentionné dans l'article premier, ainsi que la contre-valeur des sommes mises à la libre disposition de l'Eesti Pank, en conformité avec le dernier paragraphe du même article.

Article VII.

Seront considérées comme marchandises espagnoles :

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la République espagnole (territoire péninsulaire, îles Baléares, îles Canaries, Possessions espagnoles et Zone de Protectorat espagnol au Maroc).

De la même façon seront considérées comme marchandises estoniennes :

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la République estonienne.

Article VIII.

Si dans les relations d'affaires entre une maison exportatrice de produits estoniens et une maison d'exportation de produits espagnols se présentait l'opportunité d'une compensation comme suite d'une opération d'achat et vente, le Centro Oficial de Contratación de Moneda et l'Eesti Pank, devront autoriser lesdites opérations de compensation. Il est bien entendu que les marchandises dont cet accord fait mention devront être d'origine et de provenance respectivement d'Estonie et d'Espagne et devront être importées effectivement en ces deux pays.

Article IX.

Les modalités d'application de caractère technique du présent arrangement, devront être fixées de commun accord entre le Centro Oficial de Contratación de Moneda et l'Eesti Pank.

Article X.

Dans le cas où il resterait à l'expiration de la présente convention un solde dans le compte en faveur de l'Eesti Pank, celle-ci devra continuer à en disposer pour régler les exportations espagnoles en Estonie jusqu'à son extinction totale.

No impediments, direct or indirect, shall be put in the way of payments. Debtors in either country shall enjoy complete freedom to pay the amounts owing by them without charges of any kind.

Article IV.

Estonian importers shall settle their debts in connection with the purchase of goods of Spanish origin and provenance through the intermediary of the Eesti Pank. The Eesti Pank shall draw on a part of the funds available to its account at the " Banco Exterior de España " in favour of the Spanish exporters concerned in the chronological order of the payments received from the Estonian importers.

Article V.

The Spanish Government reserves the right to make the payment of claims arising in connection with Spanish exports to Estonia subject to previous authorisation by the competent authorities.

Article VI.

The Estonian Government undertakes to place at the disposal of Estonian creditors without delay the value of the claims settled by payments into the account for which Article I provides, together with the value of the sums placed at the free disposal of the Eesti Pank in accordance with the last paragraph of Article I.

Article VII.

The following shall be deemed to be Spanish goods :

Natural or manufactured products, originating in and coming from the Spanish Republic (that is to say, from Spanish territory in the Iberian peninsula, the Balearic Islands, the Canaries, the Spanish Possessions and the zone of the Spanish Protectorate in Morocco).

The following shall be deemed to be Estonian goods :

Natural or manufactured products, originating in and coming from the Estonian Republic.

Article VIII.

Where in the case of business relations between a firm exporting Estonian products and a firm exporting Spanish products there is a possibility of compensation by means of direct purchase and sale, such compensation must be approved by the Centro Oficial de Contratación de Moneda and the Eesti Pank. It is understood that the goods referred to in the contracts in such cases must be of Estonian and Spanish origin and provenance respectively, and must be actually imported into these two countries.

Article IX.

The technical arrangements for the execution of the present Agreement shall be determined by common consent between the Centro Oficial de Contratación de Moneda and the Eesti Pank.

Article X.

In the event of a balance remaining on the expiry of the present Agreement to credit of the account in favour of the Eesti Pank, the latter shall continue to make use of the same, until it is exhausted, for the settlement of Spanish exports to Estonia.

Par contre, si à ladite date le solde du compte spécial était épuisé et il y avait des créances à payer en faveur de l'Espagne, ces créances devront être compensées par l'achat de marchandises estoniennes.

Article XI.

Le présent accord devra être ratifié par les Hautes Parties contractantes et entrera en vigueur le plus tard le 1er juin 1935, pour un délai d'une année et sera prorogé par tacite reconduction par périodes d'une autre année, à l'exception qu'une des Parties contractantes procéderait à sa dénonciation, un mois avant l'expiration de la période en cours.

Fait en double expédition à Madrid, le 8 mai 1935.

E. VIRGO. J. José ROCHA.

In the alternative event of the special account in favour of the Eesti Pank being exhausted on the said date and claims being still outstanding in favour of Spain, such claims shall be liquidated by the purchase of Estonian goods.

Article XI.

The present Agreement shall be ratified by the High Contracting Parties and shall come into force not later than June 1st, 1935. It shall remain in force for one year, and shall thereafter be prolonged tacitly for periods of one year, failing denunciation by either Contracting Party one month before the expiry of the current period.

Done in duplicate at Madrid, the 8th day of May, 1935.

E. VIRGO. J. José ROCHA.

N° 3680.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Accord relatif aux facilités dans le petit trafic frontalier, avec annexe et protocole final, signés à Berlin, le 29 octobre 1934, et échange de notes y relatif, Berlin, le 25 mai 1935.

GERMANY AND DENMARK

Agreement regarding Facilities in Minor Frontier Traffic, with Annex and Final Protocol, signed at Berlin, October 29th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Berlin, May 25th, 1935.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N° 3680. — OVERENSKOMST[1] MELLEM KONGERIGET DANMARK OG DET TYSKE RIGE ANGAAENDE LETTELSER I DEN LILLE GRÆNSETRAFIK. UNDERTEGNET I BERLIN DEN 29. OKTOBER 1934.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 25 juin 1935.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND og DEN TYSKE RIGSKANSLER har, besjælede af Ønsket om at ordne den lille Grænsetrafik ved den dansk-tyske Grænse i Overensstemmelse med Grænsebeboernes Tarv, udnævnt til deres Befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

den Kongelig Danske Gesandt i Berlin Hr. Kammerherre Herluf ZAHLE,

DEN TYSKE RIGSKANSLER :

Statssekretæren i det tyske Udenrigsdepartement, Hr. Dr. Bernhard Wilhelm VON BÜLOW,

som efter at have meddelt hinanden deres i god og behørig Form forefundne Fuldmagter er kommet overens om følgende :

Artikel 1.

Stk. 1. Ved Grænseomraade forstaas i denne Overenskomst paa tysk Side Toldgrænseomraadet, paa dansk Side et tilsvarende Omraade Nord for Grænsen. Bredden af hvert af de to Grænseomraader maa i Almindelighed ikke overstige 15 km.

Stk. 2. De kontraherende Parters Finansministre overgiver hinanden en Beskrivelse af den Linie, som adskiller Grænseomraadet fra det øvrige Indland, et Kort over Grænseomraadet og en Fortegnelse over de i Grænseomraadet beliggende samlede Bebyggelser.

Artikel 2.

Stk. 1. Personer, der har Brugsret over til Landbrug benyttet Grundejendom, der ligger i det ene Grænseomraade, men drives fra en i det andet Grænseomraade beliggende Landejendom, paa hvilken Beboelses- og Avlsbygningerne ligger, er berettiget til paa de i det følgende angivne Betingelser at bringe de nedenfor anførte Genstande, Produkter og Dyr over Grænsen uden Erlæggelse af Ind- eller Udførselsafgifter :

a) alt hvad der sædvanlig benyttes til paagældende Grundejendoms Drift, saasom Gødningsstoffer af enhver Art, Frø til Udsæd, Stiklinge, Plantebeskyttelsesmidler, Maskiner, Redskaber og Værktøj, Køretøjer og Arbejdsheste, indbefattet Udrustnings-

[1] Entré en vigueur le 25 juin 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 3680. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH DÄNEMARK ÜBER ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 29. OKTOBER 1934.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 25th, 1935.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON DÄNEMARK UND ISLAND, von dem Wunsche beseelt, den kleinen Grenzverkehr an der deutsch-dänischen Grenze entsprechend den Bedürfnissen der Bewohner der Grenzgebiete zu regeln, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

DEN Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Herrn Dr. Bernhard Wilhelm VON BÜLOW,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON DÄNEMARK UND ISLAND :

Den Königlich Dänischen Gesandten in Berlin, Herrn Kammerherrn Herluf ZAHLE,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

(1) Als Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens gilt auf deutscher Seite der Zollgrenzbezirk, auf dänischer Seite ein entsprechendes Gebiet nördlich der Grenze. Die Breite jedes der beiden Grenzbezirke soll im allgemeinen nicht über 15 km betragen.

(2) Die Finanzminister der vertragschliessenden Teile werden einander eine Beschreibung des Verlaufs der Linie, die den Grenzbezirk vom übrigen Binnenlande abgrenzt, eine Karte des Grenzbezirks und ein Verzeichnis der im Grenzbezirk liegenden Ortschaften übermitteln.

Artikel 2.

(1) Personen, denen das Nutzungsrecht an landwirtschaftlichem Grundbesitz zusteht, dürfen, wenn dieser Grundbesitz in einem der Grenzbezirke liegt, jedoch von einem im anderen Grenzbezirk gelegenen Grundbesitz aus bewirtschaftet wird, auf dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden, die nachstehend aufgeführten Gegenstände, Erzeugnisse und Tiere unter den nachstehend angegebenen Bedingungen frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben über die Grenze bringen :

a) Alles, was zur Bewirtschaftung dieses Grundbesitzes üblicherweise dient, wie Düngemittel jeglicher Art, Saatgut (Sämereien), Pflänzlinge, Pflanzenschutzmittel, Maschinen, Geräte und Werkzeuge, Fahrzeuge und Arbeitszwecken dienende Pferde

[1] Came into force June 25th, 1935.

genstande, samt Hestefoder og Stoffer til Driften af Køretøjerne og Maskinerne, alt forsaavidt disse Ting er nødvendige til denne Grundejendoms Drift.

Maskiner, Redskaber, Værktøj, Køretøjer, Heste og Tilbehør saavel som ikke-forbrugte Foder- og Driftsstoffer skal efter endt Arbejde bringes tilbage over Grænsen.

b) Produkter, avlede paa den omhandlede Grundejendom og som derfra overføres til det Grænseomraade, i hvilket Beboelses- og Avlsbygningerne ligger.

Fritagelsen for Afgift indrømmes kun, forsaavidt Produkterne føres over Grænsen i Høsttiden og er i den Tilstand, i hvilken Landbrugeren sædvanlig bringer dem bort fra Ejendommen. Toldmyndighederne paa begge Sider kan tillade Undtagelser fra de i dette Stykke omhandlede Begrænsninger, naar disse besværliggør Ejendommens hensigtsmæssige Drift.

Den, som ønsker at gøre Brug af de omhandlede Lettelser, maa forelægge en af en dertil kompetent Myndighed udstedt Attest, der angiver Ejendommens Beliggenhed, Størrelse og Bebyggelsesmaade. Denne Attest saavel som eventuelle andre Bevisligheder udstedes uden Gebyr.

c) det til Bedriften hørende Kvæg, indbefattet Heste, som føres til Græsning paa den i dette Stykke omhandlede Grundejendom, dog kun forsaavidt Ejendommen ligger indenfor en Zone paa 6 km Nord eller Syd for Grænsen, samt de fornødne Foderstoffer for Dyrene under Opholdet paa den paagældende Grundejendom ; endvidere de i Græsningstiden fødte Dyr og den af Græsningskvæget i Græsningstiden ydede Mælk. Græsningskvæget skal efter endt Græsning tilligemed de i Græsningstiden fødte Dyr, føres tilbage over Grænsen. Mælk, som ydes af Græsningskvæget paa den paagældende Grundejendom, skal, saafremt den ikke opfodres paa Stedet, bringes til det Grænseomraade, i hvilket Beboelses- og Avlsbygningerne ligger.

Med Samtykke af begge de kontraherende Parters kompetente Myndigheder kan Græsningstrafiken ogsaa udstrækkes til Grundejendom, der er beliggende mere end 6 km fra Grænsen.

Den, som vil gøre Brug af de under *c)* nævnte Lettelser, maa forelægge den under *b)* 3. Afsnit omhandlede Attest.

d) Bikuber o. l. med Bier, som midlertidigt bringes over paa en Grundejendom af den i dette Stykke omhandlede Art, saavel som den fra disse Bier hidrørende Honning.

Stk. 2. Letterserne i Henhold til Stk. 1 tilstaas kun for saadan Ejendom, som Dags Dato drives samlet.

Stk. 3. Lettelserne i Henhold til Stk. 1 kan nægtes, naar de der omhandlede Beboelses- og Avlsbygninger ikke danner Midtpunktet for den omhandlede Ejendoms praktiske Drift.

Stk. 4. Forsaavidt angaar i Grænseomradet beliggende Grundejendom, der ikke benyttes i Erhvervsøjemed, saasom Villahaver, Kolonihaver o. l., bortses der ved Indrømmelsen af Lettelserne fra Forudsætningen om, at de Bygninger, fra hvilke Grundejendommen drives, skal ligge i det andet Grænseomraade, forsaavidt Brugeren har sin sædvanlige Bopæl i sidstnævnte Grænseomraade.

Artikel 3.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Indog Udførselsafgifter af Heste, som hører til Besætningen paa en af de i Art. 2 Stk. 1 om handlede Landejendomme, paa hvilken Beboelses- og Avlsbygningerne ligger, og som føres over i det andet Grænseomraade for at blive beslaaet eller underkastet Dyrlægebehandling og derefter føres tilbage.

einschliesslich der Ausrüstungsgegenstände sowie der Futtermittel für die Pferde und der Betriebsstoffe für die Fahrzeuge und Maschinen, insoweit, als diese Sachen zur Bewirtschaftung dieses Grundbesitzes erforderlich sind.

Die Maschinen, Geräte, Werkzeuge, Fahrzeuge, Pferde und Ausrüstungsgegenstände sowie die nicht verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe müssen nach beendeter Arbeit über die Grenze zurückgebracht werden.

b) Die Erzeugnisse des in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitzes, die von diesem Grundbesitz nach dem Grenzbezirk gebracht werden, in dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden.

Die Abgabenbefreiung wird nur insoweit gewährt, als die Erzeugnisse während der Erntezeit über die Grenze gebracht werden und sich in dem Zustande befinden, in dem die Bewirtschafter sie üblicherweise von diesem Grundbesitz wegschaffen. Die beiderseitigen Zollbehörden können Ausnahmen von den in diesem Absatz enthaltenen Beschränkungen zulassen, wenn diese die zweckmässige Bewirtschaftung des Grundbesitzes erschweren.

Wer die Vergünstigung in Anspruch nimmt, muss eine Bescheinigung vorlegen, die von der für den Grundbesitz zuständigen Behörde ausgestellt ist und Lage, Grösse und Bebauungsart des Grundbesitzes ergibt. Die Bescheinigung, ebenso etwaige Unterlagen sind kostenlos auszustellen.

c) Das zum Wirtschaftsbetrieb gehörige Vieh einschliesslich der Pferde, das zur Weide auf den in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitz gebracht wird, soweit dieser innerhalb einer Zone von 6 km nördlich oder südlich der Grenze liegt, sowie die während des Aufenthalts der Tiere auf diesem Grundbesitz erforderlichen Futtermittel, ferner die während des Weideganges geborenen Jungtiere und die von dem Weidevieh während des Weideganges gewonnene Milch. Das Weidevieh muss nach dem Weidegang nebst den während des Weideganges geborenen Jungtieren über die Grenze zurückgebracht werden. Milch, die auf dem in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitz von dem Weidevieh gewonnen wird, muss, soweit sie nicht dort verfüttert wird, in den Grenzbezirk, in dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden, gebracht werden. Mit Genehmigung der zuständigen Behörden der vertragschliessenden Teile kann der Weideverkehr auch auf Grundbesitz erstreckt werden, der weiter als 6 km von der Grenze entfernt liegt.

Wer die Vergünstigungen unter *c)* in Anspruch nimmt, hat die vorstehend unter *b)* Abs. 3 vorgesehene Bescheinigung vorzulegen.

d) Bienenkörbe und dergleichen mit Bienen, die auf den in diesem Absatz bezeichneten Grundbesitz vorübergehend gebracht werden, sowie der von diesen Bienen gewonnene Honig.

(2) Die Vergünstigungen des Absatzes 1 sind nur gegeben, wenn eine einheitliche Bewirtschaftung des Grundbesitzes am heutigen Tage besteht.

(3) Die Vergünstigungen des Absatzes 1 können versagt werden, wenn die dort erwähnten Wohn- und Wirtschaftsgebäude nicht den Mittelpunkt für die praktische Bewirtschaftung des erwähnten Grundbesitzes bilden.

(4) Bei dem in einem Grenzbezirk gelegenen Grundbesitz, der nicht gewerblichen Zwecken dient, wie Villengärten, Kleingärten und dergleichen, wird für die Gewährung der Vergünstigungen von der Voraussetzung abgesehen, dass sich die Gebäude, von denen aus der Grundbesitz bewirtschaftet wird, in dem anderen Grenzbezirk befinden müssen, wenn der Nutzungsberechtigte seinen ordentlichen Wohnsitz im anderen Grenzbezirk hat.

Artikel 3.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für die Pferde gewährt, die zum Wirtschaftsbetrieb des im Artikel 2 Abs. 1 bezeichneten Grundbesitzes gehören, auf dem sich die Wohn- und Wirtschaftsgebäude befinden, wenn diese Tiere im gegenüberliegenden Grenzbezirk beschlagen oder einer tierärztlichen Behandlung unterzogen und danach zurückgebracht werden sollen.

Stk. 2. Den, som vil gøre Brug af denne Lettelse, maa forelægge den i Art. 2 Stk. 1 under Litr. *b* 3. Afsnit omhandlede Attest.

Artikel 4.

Stk. 1. Der tilstaas Beboerne i Grænseomraaderne Fritagelse for Ind- o g Udførselsafgifter af Redskaber, Værktøj, Maskiner o. l., som de midlertidigt bringer fra det ene Grænseomraade over i det andet for der at udøve deres Erhverv eller at udføre Arbejde. De paagældende Redskaber, Værktøj, Maskiner o. l. skal efter endt Arbejde og senest efter Forløbet af 3 Maaneder bringes tilbage.

Stk. 2. Materialer til Driften af den Flensborg By tilhørende Kollund Skov og midlertidigt til Skoven henbragte Redskaber er ligeledes fritaget for Ind- og Udførselsafgifter i det begrænsede Omfang, hvori de er nódvendige til Skovens Drift og til Vedligeholdelse af de forhaandenværende Bygninger, Veje, Broer, Bænke, Beskyttelsesanlæg o. l. ; Fritagelsen omfatter ogsaa det af Flensborg By i Kollund Skov huggede Træ.

Stk. 3. Toldmyndighederne paa begge Sider vil stille sig imødekommende ved Undersøgelsen af Spørgsmaal om, hvorvidt der vil være at stille Sikkerhed for Tolden. For de til Driften af Kollund Skov nødvendige Redskaber o. s. v. kræves ingen Sikkerhed.

Artikel 5.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af de nedenfor anførte Produkter, som af Beboere i det ene Grænseomraade bringes over i det andet Grænseomraade for der at undergaa en Behandling eller Forarbejdning og som derefter atter bringes tilbage :

a) Korn, Bælgfrugter samt Frø til Udsæd og til Olieudvinding, som skal renses, knuses, gruttes, afbælges, formales, presses eller underkastes anden Behandling eller Forarbejdning ; eventuelt herved fremkomne Biprodukter maa ligeledes bringes tilbage.

b) Træ, der skal udpindes til Brænde, spaltes eller saves til Brædder eller Bjælker.

Den under *a)* og *b)* nævnte Fritagelse gælder kun Produkter, som er nødvendige for Grænsebeboerne til Dækning af eget Behov.

Stk. 2. Der tilstaas ligeledes Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af brugte Genstande, der af Beboere i det ene Grænseomraade bringes over i det andet Grænseomraade til Udbedring, og som derefter atter bringes tilbage. Ved Genindførslen til Udgangslandet tilstaas der dog kun Afgiftsfrihed for Genstande, som benyttes i Grænsebeboernes egen Husholdning, og kun forsaavidt Grænsekontrollen ved Udførslen har anerkendt, at der forelaa en lokal Nødvendighed for at lade Genstandenes Udbedring foretage i det andet Grænseomraade. Ny Bestanddele, som ved Udbedringen af Genstandene er blevet indføjet i disse, fortoldes efter deres Beskaffenhed, medmindre de paagældende Dele medfulgte ved Genstandenes Udførsel.

Artikel 6.

Fritagne for Ind- og Udførselsafgifter i Trafiken mellem Grænseomraaderne er :

Stk. 1. Medicinalvarer, som Beboere i det ene Grænseomraade i Henhold til en af en Læge i det andet Omraade udfærdiget Recept har faaet udleveret paa et Apotek i det sidstnævnte Grænseomraade samme Dag, som Recepten er udstedt, eller højst 48 Timer derefter, dog kun i den for det enkelte Sygdomstilfælde fornødne Mængde. Det er en Forudsætning for Afgiftsfriheden, at de paagældende Varer ikke er undergivet Alkoholbeskatning i den Stat, hvortil de indføres.

(2) Wer die Vergünstigung in Anspruch nimmt, hat die im Artikel 2 Abs. 1 Buchstabe *b)* Abs. 3 vorgesehene Bescheinigung vorzulegen.

Artikel 4.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird den Bewohnern der Grenzbezirke für Geräte, Werkzeuge, Maschinen oder dergleichen gewährt, die sie von dem einen Grenzbezirk in den anderen vorübergehend verbringen, um dort ihren Beruf auszuüben oder Arbeiten auszuführen. Die Geräte, Werkzeuge, Maschinen oder dergleichen müssen nach beendeter Arbeit, spätestens nach Ablauf von drei Monaten, zurückgebracht werden.

(2) Zur Bewirtschaftung des der Stadt Flensburg gehörenden Kollunder Waldes wird ebenfalls Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben für die Materialien und vorübergehend hinübergeschafften Geräte in dem begrenzten Umfange gewährt, in dem sie zur Bewirtschaftung des Waldes und zur Unterhaltung der vorhandenen Gebäude, Wege, Brücken, Bänke, Schutzanlagen und dergleichen notwendig sind, sowie für das von der Stadt Flensburg in dem Kollunder Walde geschlagene Holz.

(3) Die beiderseitigen Zollbehörden werden bei der Prüfung der Frage, ob eine Zollsicherheit zu leisten ist, in entgegenkommender Weise verfahren. Für die zur Bewirtschaftung des Kollunder Waldes nötigen Geräte usw. wird keine Sicherheit verlangt.

Artikel 5.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für die nachstehend aufgeführten Sachen gewährt, die von Bewohnern des einen Grenzbezirks unter der Verpflichtung der Rückbringung in den anderen gebracht werden, um dort eine Bearbeitung oder eine Verarbeitung zu erfahren :

a) Getreide, Hülsenfrüchte, Samen (Sämereien) und Ölfrüchte, die gereinigt, zerquetscht, geschrotet, enthülst, gemahlen, geschlagen oder einer sonstigen Bearbeitung oder Verarbeitung unterworfen werden sollen ; etwa hierbei gewonnene Nebenerzeugnisse müssen gleichfalls zurückgebracht werden.

b) Holz, das zerkleinert, gespalten oder zu Brettern oder Balken zerschnitten werden soll.

Die Befreiung zu *a)* und *b)* erstreckt sich nur auf Erzeugnisse, die die Grenzbewohner zur Deckung des eigenen Bedarfs benötigen.

(2) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird ebenfalls für gebrauchte Gegenstände gewährt, die von Bewohnern des einen Grenzbezirks unter der Verpflichtung der Rückbringung zur Ausbesserung in den anderen Grenzbezirk gebracht werden. Die Befreiung von Abgaben bei der Wiedereinfuhr nach dem Ausgangsstaat wird jedoch nur gewährt, wenn die Gegenstände dem Gebrauch im eigenen Haushalt der Grenzbewohner dienen und ein örtliches Bedürfnis zur Ausbesserung der Gegenstände im anderen Grenzbezirk bei der Ausfuhr von der Grenzzollstelle anerkannt worden ist. Neue Bestandteile, die bei der Ausbesserung der betreffenden Gegenstände diesen hinzugefügt worden sind, müssen bei der Rückbringung der ausgebesserten Gegenstände nach ihrer Beschaffenheit verzollt werden, es sei denn, dass die betreffenden Teile bei der Ausfuhr des Gegenstandes mitgebracht worden sind.

Artikel 6.

Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird im Verkehr zwischen den Grenzbezirken gewährt :

1. für Arzneiwaren, die die Bewohner des einen Grenzbezirks aus der Apotheke des anderen Grenzbezirks auf Grund eines von einem Arzt im letztgenannten Grenzbezirk ausgestellten Rezepts am Ausstellungstage des Rezepts oder höchstens 48 Stunden später holen, jedoch nur in der für den betreffenden Krankheitsfall erforderlichen Menge. Die Abgabenbefreiung tritt nicht ein, wenn die betreffenden Waren im Einfuhrstaate der Alkoholbesteuerung unterworfen sind.

Stk. 2. *a)* Lægemidler og Desinfektionsmidler, som en i det ene Grænseomraade bosiddende Læge eller Dyrlæge under Udøvelse af Virksomhed i det andet Grænseomraade medbringer til øjeblikkelig Brug, samt Desinfektionsmidler, som en i det ene Grænseomraade bosat Jordemoder i Tilfælde af Udøvelse af Virksomhed i det andet Grænseomraade fører med sig til øjeblikkelig Brug. Ikke forbrugte Læge- og Desinfektionsmidler skal atter udføres. Depositum for Tolden kan kun kræves i Tilfælde, hvor særlig Grund dertil foreligger.

b) Instrumenter, som Læger, Dyrlæger og Jordemødre medfører til Udøvelse af deres Virksomhed ; Instrumenterne skal atter udføres.

Stk. 3. Kister med Lig og Urner med Aske af døde Personer, saavel som Kranse og lignende til Udsmykning af Kiste, Urne og Befordringsmiddel.

Stk. 4. *a)* Genstande, der benyttes til vedvarende Udsmykning eller Vedligeholdelse af Gravsteder og Kirkegaarde, saafremt disse Genstande af Beboerne i det ene Grænseomraade bringes til deres Paarørendes Gravsteder og Kirkegaarde i det andet Grænseomraade.

b) Gravkranse og Buketter af naturlige eller kunstige Blomster og Blade, ogsaa forsynede med Baand eller Sløjfer af Tøj eller Papir, saafremt de nævnte Genstande er bestemt til Udsmykning af Kister eller Gravsteder i det lige overfor liggende Grænseomraade og bringes over Grænsen af Grænsebeboerne selv. Fritagelsen gælder ikke Kranse eller Blomster, der bringes over Grænsen i Erhvervsøjemed.

c) Blomster, ogsaa i Bundter og i Urtepotter, der af Grænsebeboerne selv bringes over Grænsen ved Familiefester, religiøse Fester o. l. Fritagelsen gælder ikke for Blomster, der bringes over Grænsen i Erhvervsøjemed.

Stk. 5. De til Altergang, Nadver og den sidste Olie nødvendige Sakramenter samt Rekvisiter og Bøger til religiøst Brug paa Betingelse af, at de føres tilbage over Grænsen.

Artikel 7.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af Befordringsmidler af enhver Art (Vogne, Cykler, Automobiler o. s. v.) og Heste, som kun passerer Grænsen for at bringe eller hente Personer eller Varer fra det ene Grænseomraade til det andet ; Fritagelsen omfatter ogsaa de dertil hørende Udrustningsgenstande saavel som de nødvendige Foder- og Driftsstoffer og er betinget af, at Køretøjer, Heste og Tilbehør samt ikke forbrugte Foder- og Driftsstoffer bringes tilbage over Grænsen.

Stk. 2. Personer, der anses for vederhæftige, kan fritages for at stille Sikkerhed for Tolden ; i saa Fald meddeles der dem af Toldmyndighederne et Bevis, som paa Anmodning kan gives indtil et Aars Gyldighed.

Stk. 3. De til enhver Tid gældende Bestemmelser om Automobilers Beskatning berøres ikke af denne Overenskomst; det samme gælder de til enhver Tid bestaaende politimæssige Færdselsbestemmelser.

Artikel 8.

Stk. 1. Der tilstaas Fritagelse for Ind- og Udførselsafgifter af Mundforraad, som Beboere i det ene Grænseomraade fører med sig, eller som bliver bragt dem til deres Arbejdsplads i det andet Grænseomraade. Mundforraadets Størrelse maa ikke overskride Behovet for en Dag. Lettelsen kommer ikke til Anvendelse med Hensyn til alkoholholdige Drikke.

2. *a)* für Heilmittel und Desinfektionsmittel, die von den in dem einen Grenzbezirk wohnhaften Ärzten oder Tierärzten bei Ausübung der Praxis im anderen Grenzbezirk zum unmittelbaren Verbrauch mitgeführt werden, ferner für Desinfektionsmittel, welche die in dem einen Grenzbezirk wohnhaften Hebammen im Falle der Ausübung der Tätigkeit im anderen Grenzbezirk zum unmittelbaren Verbrauch mit sich führen ; nicht verbrauchte Heil- und Desinfektionsmittel müssen wieder ausgeführt werden. Die Hinterlegung einer Zollsicherheit wird nur verlangt, wenn besondere Gründe hierfür vorliegen.

b) für Instrumente, die Ärzte, Tierärzte und Hebammen zur Ausübung ihres Berufs mit sich führen ; die Instrumente müssen wieder ausgeführt werden.

3. für Särge mit Leichen und für Urnen mit Asche verbrannter Leichen, einschliesslich der Kränze und ähnlicher zur Verzierung der Särge, Urnen oder Beförderungsmittel dienenden Gegenstände.

4. *a)* für Gegenstände, welche der dauernden Ausschmückung und Erhaltung der Grabstätten und Friedhöfe dienen, sofern diese Gegenstände von den Bewohnern des einen Grenzbezirks nach Grabstätten und Friedhöfen ihrer Angehörigen im anderen Grenzbezirk gebracht werden.

b) für Grabkränze und Sträusse aus natürlichen und künstlichen Blumen und Blättern, auch wenn sie mit Bändern und Schleifen aus Gespinstwaren oder Papier versehen sind, sofern die erwähnten Gegenstände zum Schmuck von Särgen und Grabstätten im gegenüberliegenden Grenzbezirk bestimmt sind und von den Bewohnern der Grenzbezirke persönlich über die Grenze gebracht werden ; die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Kränze und Sträusse, die zu gewerblichen oder Handelszwecken über die Grenze gebracht werden.

c) für Blumen, auch in Gebinden sowie in Töpfen, die von den Bewohnern der Grenzbezirke bei Familienfesten, religiösen Feiern oder dergleichen persönlich über die Grenze gebracht werden ; die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf Blumen, die zu gewerblichen oder Handelszwecken über die Grenze gebracht werden.

5. für Gerätschaften für Abendmahl, Kommunion und letzte Ölung sowie für Gegenstände und Bücher zum religiösen Gebrauch unter der Bedingung der Rückbringung.

Artikel 7.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für Fahrzeuge aller Art (Wagen, Fahrräder, Kraftfahrzeuge usw.) und Pferde gewährt, soweit sie nur zu dem Zwecke die Grenze überschreiten, um Personen oder Waren von dem einen Grenzbezirk in den anderen Grenzbezirk zu verbringen oder von dort zu holen, nebst den dazugehörigen Ausrüstungsgegenständen sowie dem erforderlichen Futter und Betriebsstoff unter der Bedingung der Rückbringung der Fahrzeuge, Pferde und Ausrüstungsgegenstände, ferner der nicht verbrauchten Futtermittel und Betriebsstoffe.

(2) Personen, die als zuverlässig gelten, können von der Hinterlegung einer Zollsicherheit entbunden werden ; in diesem Falle wird ihnen von der Zollbehörde ein Ausweis ausgestellt, dessen Gültigkeit auf Antrag bis auf ein Jahr erstreckt werden kann.

(3) Die jeweiligen Bestimmungen über die Besteuerung von Kraftfahrzeugen bleiben unberührt. Das gleiche gilt für die jeweilig geltenden verkehrspolizeilichen Bestimmungen.

Artikel 8.

(1) Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird für Mundvorrat gewährt, den die Bewohner des einen Grenzbezirks in den anderen Grenzbezirk mit sich nehmen oder der ihnen nach ihrer Arbeitsstätte im anderen Grenzbezirk gebracht wird. Die Menge des Mundvorrats darf den Bedarf für einen Tag nicht übersteigen. Die Vergünstigung erstreckt sich nicht auf alkoholische Getränke.

Stk. 2. Fritagelsen gælder ogsaa for Tobak, Cigarer og Cigaretter i en saadan Mængde, som ikke overskrider en Rygers Forbrug for en Dag ; hver af de to Regeringer fastsætter Maksimum herfor.

Artikel 9.

Stk. 1. Ved de ved Toldlandevejene beliggende danske og tyske Toldkontrolsteder finder Toldbehandling Sted paa følgende Tider :

a) ved Landevejene Aabenraa-Flensborg og Padborg-Harreslev fra Kl. 8 til Kl. 20,

b) ved Landevejene Rends-Ladelund, Sæd-Sønder-Løgum, Tønder-Aventoft og Rudebøl-Rosenkrans fra Kl. 8 til Kl. 18, undtagen om Søndagen.

Stk. 2. De paagældende Toldmyndigheder bemyndiges til efter gensidig Aftale at fastsætte andre Tider for Toldekspeditionen.

Artikel 10.

Saafremt de lokale Forhold kræver det, giver Toldmyndighederne paa begge Sider, eventuelt efter gensidig Aftale, i det efter Omstændighederne mulige Omfang, Dispensation fra Reglen om, at Varetrafik kun kan foregaa ad Toldvejene og til de fastsatte Tilder.

Artikel 11.

Brand- og andet Redningsmandskab kan for at yde Hjælp i Tilfælde af Brand eller andre Ulykkestilfælde i Grænseomraaderne uden Ind- eller Udførselsafgift og uden Iagttagelse af nogen Toldformalitet passere Grænsen hvorsomhelst og til enhver Tid om Dagen eller Natten med deres Redskaber, Køretøjer, Forspand tilligemed fornødent Foder til Hestene og de til Køretøjerne nødvendige Driftsstoffer. De paagældende Redskaber, Køretøjer, Forspand samt ikke forbrugte Foder- og Driftsstoffer skal efter Hjælpevirksomhedens Afslutning føres tilbage over Grænsen.

Artikel 12.

Hver af de kontraherende Parters Toldmyndigheder træffer for sit Vedkommende de nødvendige Forholdsregler til Forhindring af Misbrug af de ved denne Overenskomst hjemlede Lettelser Eventuelt træffer de kontraherende Parters Toldmyndigheder Aftale indbyrdes desangaaende. De meddeler hinanden de til denne Overenskomsts Gennemførelse trufne Anordninger.

Artikel 13.

Stk. 1. Saafremt der for de i Artikel 2—8 og 11 angivne Genstande bestaar Ind- eller Udførselsforbud, som ikke er udstedt af sundheds- eller veterinærpolitimæssige Grunde eller til Beskyttelse af Planter mod Skadedyr, mod Udartning eller Udryddelse, kræves der ingen særlig Bevilling til at gøre Brug af de omhandlede Lettelser.

Stk. 2. Med Hensyn til Veterinærpolitiet gælder for den lille Grænsetrafik de i Bilaget indeholdte Bestemmelser (Bestemmelser til Gennemførelse af veterinærpolitimæssige Forholdsregler). Iøvrigt berøres de til enhver Tid gældende sundheds- og veterinærpolitimæssige Bestemmelser (Bestemmelser til Beskyttelse af Bier indbefattet) saavel som de af de kontraherende Parter til Beskyttelse af Planter mod Skadedyr, mod Udartning eller Udryddelse udstedte indskrænkende Bestemmelser ikke af denne Overenskomst.

(2) Die Befreiung gilt auch für Tabak, Zigarren und Zigaretten, soweit es sich um Mengen handelt, die den Bedarf eines Rauchers für einen Tag nicht überschreiten ; die Höchstmenge wird jede der beiderseitigen Regierungen festsetzen.

Artikel 9.

(1) Die Zollabfertigung bei den an den Landzollstrassen gelegenen deutschen und dänischen Zollämtern findet statt :

a) auf den Wegen Flensburg-Apenrade und Harrislee-Pattburg von 8 Uhr bis 20 Uhr ;

b) auf den Wegen Ladelund-Renz, Süderlügum-Seth, Aventoft-Tondern und Rosenkranz-Ruttebüll von 8 Uhr bis 18 Uhr — Sonntags ausgenommen.

(2) Die zuständigen Zollbehörden werden ermächtigt, die Abfertigungszeiten im gegenseitigen Einvernehmen anderweit festzusetzen.

Artikel 10.

Sofern die örtlichen Verhältnisse es erfordern, werden die beiderseitigen Zollbehörden, gegebenenfalls im Benehmen miteinander, nach Möglichkeit Ausnahmen von der Bestimmung zulassen, dass der Verkehr mit Waren nur auf den Zollstrassen und während der festgesetzten Tagesstunden erfolgen darf.

Artikel 11.

Zur Hilfeleistung bei Bränden und anderen Unglücksfällen in den Grenzbezirken dürfen Mannschaften der Feuerwehr und des sonstigen Rettungsdienstes die Grenze an beliebiger Stelle und zu jeder Tages- und Nachtzeit mit ihren Geräten, Fahrzeugen und Gespannen einschliesslich des erforderlichen Futters für Pferde sowie der erforderlichen Betriebsstoffe für die Fahrzeuge frei von Eingangs- und Ausgangsabgaben unter Befreiung von allen Zollförmlichkeiten überschreiten. Die Geräte, Fahrzeuge, Gespanne sowie nicht verbrauchte Futtermittel und Betriebsstoffe sind nach beendeter Hilfeleistung über die Grenze zurückzubringen.

Artikel 12.

Die Zollbehörden der beiden vertragschliessenden Teile werden jede für ihr Gebiet die notwendigen Massnahmen anordnen, um eine missbräuchliche Ausnutzung der durch dieses Abkommen gewährten Erleichterungen zu verhindern. Gegebenenfalls werden sich die Zollbehörden der beiden vertragschliessenden Teile hierüber verständigen. Die erlassenen Ausführungsbestimmungen zu diesem Abkommen werden sie sich gegenseitig mitteilen.

Artikel 13.

(1) Soweit für die in den Artikeln 2 bis 8 und 11 aufgeführten Sachen Ein- und Ausfuhrverbote bestehen, die nicht aus gesundheitspolizeilichen, veterinärpolizeilichen Gründen oder zum Schutze der Pflanzen gegen Schädlinge, gegen Entartung und gegen Ausrottung erlassen sind, bedarf es für die Durchführung der vorgesehenen Erleichterungen keiner besonderen Bewilligung.

(2) Auf dem Gebiet der Veterinärpolizei gelten für den kleinen Grenzverkehr die aus der Anlage ersichtlichen Bestimmungen (veterinärpolizeilichen Ausführungsbestimmungen). Im übrigen werden die jeweiligen gesundheitspolizeilichen und veterinärpolizeilichen Bestimmungen (einschliesslich der Bestimmungen zum Schutze der Bienen) sowie die zum Schutze der Pflanzen gegen Schädlinge, gegen Entartung und gegen Ausrottung von den vertragschliessenden Teilen erlassenen Beschränkungen durch die Bestimmungen dieses Abkommens nicht berührt.

Artikel 14.

De kontraherende Parter vil meddele hinanden, hvilke Myndigheder der er at anse som kompetente i Henseende til denne Overenskomsts Bestemmelser.

Artikel 15.

De kontraherende Parter forbeholder sig ved almindelig Noteveksling at foretage saadanne Ændringer i denne Overenskomst, som de paa Grundlag af indhøstede Erfaringer maatte anse for formaalstjenlige.

Artikel 16.

Stk. 1. Nærværende Overenskomst skal ratificeres og Ratifikationsdokumenterne skal snarest muligt udveksles i Berlin.

Stk. 2. Overenskomsten skal træde i Kraft en Maaned efter Ratifikationsdokumenternes Udveksling.

Stk. 3. Ved denne Overenskomsts Ikrafttræden træder Artikel 1, Stk. 2 og 3 og Artikel 4 i den mellem Danmark og Tyskland den 23. Oktober 1920 afsluttede Overenskomst angaaende den lille Grænsetrafik, den mellem Danmark og Tyskland den 10. April 1922 [1] afsluttede Overenskomst angaaende Ordningen af Græsningstrafiken ved den dansk-tyske Grænse samt Art. 2 i den mellem Grænsemyndighederne paa begge Sider den 10. Maj 1926 i Aabenraa trufne Aftale vedrørende Grænseovergangstiderne ud af Kraft.

Stk. 4. Hver af de kontraherende Parter kan senest inden 1. Juli hvert Aar opsige denne Overenskomst til Udløbet af Kalenderaaret.

Til Bekræftelse heraf har begge Parters Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst.

Udfærdiget in duplo i det danske og det tyske Sprog i Berlin, den 29. Oktober 1934.

Herluf ZAHLE.

SLUTPROTOKOL.

Ved den i Dag stedfundne Undertegnelse af den dansk-tyske Overenskomst angaaende Lettelser i den lille Grænsetrafik har de undertegnede Befuldmægtigede afgivet nedenstaaende overensstemmende Erklæringer, der danner en væsentlig Bestanddel af Overenskomsten.

ad Artikel 2, *Stk.* 1 *og* 2.

De i Artikel 2, Stk. 1 omhandlede Lettelser tilstaas ogsaa, naar en samlet drevet Landejendom eller Dele af en saadan senere forenes med en anden samlet drevet Landejendom. Iøvrigt er de kontraherende Parter enige om, at de omhandlede Lettelser heller ikke skal være udelukket i andre Tilfælde, naar de paa hver Side kompetente Toldmyndigheder overensstemmende erkender, at der foreligger økonomisk Behov for det paagældende Grundstykkes Inddragning i Driften.

ad Artikel 2, 3, 7 *og* 11
samt Bestemmelserne til Gennemførelse af veterinærpolitimæssige Forholdsregler (Bilag til Artikel 13, *Stk.* 2, 1. *Punktum).*

Med Heste ligestilles i denne Overenskomst Æsler, Mulæsler og Muldyr.

ad Artikel 4 *og* 6, *Stk.* 2.

Artiklerne 4 og 6, Stk. 2, berører ikke Spørgsmaalet om de i det ene Grænseomraade boende Personer maa udøve deres Virksomhed i det andet Grænseomraade.

[1] Vol. XXIX, page 9; et vol. XXXIX, page 199, de ce recueil.

Artikel 14.

Die beiden vertragschliessenden Teile werden einander mitteilen, welche Dienststellen als zuständige Behörden im Sinne dieses Abkommens zu betrachten sind.

Artikel 15.

Die beiden vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für zweckmässig erachten sollten, im Wege des einfachen Notenwechsels zu vereinbaren.

Artikel 16.

(1) Das vorliegende Abkommen soll ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

(2) Das Abkommen soll einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

(3) Mit dem Inkrafttreten dieses Abkommens treten die Absätze 2 und 3 des Artikels I und der Artikel IV des Abkommens zwischen dem Deutschen Reich und Dänemark über den kleinen Grenzverkehr vom 23. Oktober 1920, das Abkommen zwischen Deutschland und Dänemark über die Regelung des Weideverkehrs an der deutsch-dänischen Grenze vom 10. April 1922[1] sowie Artikel II des am 10. Mai 1926 in Apenrade zwischen den beiderseitigen Grenzbehörden geschlossenen Übereinkommens betreffend die Grenzübergangszeiten ausser Kraft.

(4) Jeder der vertragschliessenden Teile ist befugt, dieses Abkommen spätestens bis zum 1. Juli eines jeden Jahres für das Ende des Kalenderjahres zu kündigen. Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache zu Berlin am 29. Oktober 1934.

Dr. Bernhard Wilhelm VON BÜLOW.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des deutsch-dänischen Abkommens über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Vertrages bilden :

Zu Artikel 2 *Abs.* 1 *und* 2.

Die Vergünstigungen des Artikels 2 Absatz 1 werden auch gewährt, wenn einheitlich bewirtschafteter Grundbesitz oder Teile davon mit einem anderen einheitlich bewirtschafteten Grundbesitz nachträglich vereinigt werden. Im übrigen sind sich die vertragschliessenden Teile darüber einig, dass auch in sonstigen Fällen die Vergünstigungen nicht ausgeschlossen sein sollen, wenn die beiderseitig zuständigen Zollbehörden übereinstimmend anerkennen, dass ein wirtschaftliches Bedürfnis zur Einbeziehung des Grundstücks in den Wirtschaftsbetrieb vorliegt.

Zu Artikel 2, 3, 7, 11 *sowie zu den veterinärpolizeilichen Ausführungsbestimmungen (Anlage zu Artikel* 13 *Abs.* 2 *Satz* 1*).*

Den Pferden stehen im Sinne dieses Abkommens Esel, Maulesel und Maultiere gleich.

Zu Artikel 4 *und* 6 *Ziffer* 2.

Artikel 4 und Artikel 6 Ziffer 2 lassen die Frage unberührt, ob die in dem einen Grenzbezirk wohnenden Personen in dem anderen Grenzbezirk ihre Tätigkeit ausüben dürfen.

[1] Vol. XXIX, page 9; and Vol. XXXIX, page 199, of this Series.

ad Artikel 5, *Stk.* 2.

De kontraherende Parter vil instruere de paagældende Toldmyndigheder om at forholde sig velvilligt ved Bedømmelse af Spørgsmaalet om Tilstedeværelsen af lokal Nødvendighed og om særlig at tage Hensyn til bestaaende Forretningsforbindelser.

ad Artikel 7.

Ved « Vogne » i Artikel 7 forstaas ogsaa Flyttevogne, ved « Varer » ogsaa Flyttegods.

ad Artikel 8, *Stk.* 2.

Skibe i Passagerfart mellem tyske og danske Anløbssteder i Flensborg Fjord maa ikke medføre ubeskattede Tobaksvarer til Salg eller Forbrug ombord.

ad Artikel 12, 2. *Punktum.*

De paagældende lokale Toldmyndigheder underretter, saa vidt det er dem muligt, hinanden gensidig om Udførsel af ubeskattede Tobaksvarer over den dansk-tyske Landgrænse.

Udfærdiget in duplo i det danske og det tyske Sprog i Berlin, den 29. Oktober 1934.

Herluf ZAHLE.

BILAG TIL ART. 13, STK. 2. 1'PKT.

BESTEMMELSER TIL GENNEMFØRELSE

AF VETERINÆRPOLITIMÆSSIGE FORHOLDSREGLER I HENHOLD TIL DEN DANSK-TYSKE OVERENSKOMST ANGAAENDE LETTELSER I DEN LILLE GRÆNSETRAFIK.

A. *ad Artikel* 2.

I. INDFORSEL AF ARBEJDSHESTE.

Hestene mærkes ved Indbrænding af et stort latinsk D (danske Heste) eller et stort latinsk P. (prøjsiske Heste) i venstre Forhov, hvorhos de under Angivelse af Dyrenes nøjagtige Signalement, Brændemærket indbefattet, indføres i Lister, som opbevares ved de af Modtagerstaten bestemte Tjenestekontorer. Saafremt Modtagerstatens Myndigheder kræver det, skal Hestene ved Overførsel over Grænsen undersøges af den af Modtagerstaten udpegede Dyrlæge engang hvert Aar saavidt muligt om Foraaret. Det kan bestemmes, at Dyrene ved Tilbageførsel til Oprindelsesstaten skal undersøges af den af denne Stat udpegede Dyrlæge. Med Hensyn til Heste, der ikke blot een Gang om Aaret, men oftere overskrider Grænsen i hver Retning, kan saadan Undersøgelse paabydes med kortere Mellemrum. Den skal dog i Almindelighed ikke finde Sted hyppigere end to Gange aarlig. Resultatet af Undersøgelserne indføres hver Gang af den dertil antagne Dyrlæge i Listerne ved de af Modtagerstatens Regering bestemte Tjenestekontorer.

De foreskrevne Dyrlægeundersøgelser er gebyrfri, saafremt de finder Sted paa de fastsatte Undersøgelsessteder, dage- og -timer.

Tilbageførsel til Hjemlandet af Heste, der er syge eller udviser mistænkelige Sygdomstegn eller er mistænkt for at være smittefarlige, maa kun finde Sted med begge Parters Forvaltningsmyndigheders Tilladelse og under Iagttagelse af de af disse fastsatte særlige Forskrifter.

II. GRÆSNINGSTRAFIK.

1. Græsningskvæg (Heste, Hornkvæg, Faar, Geder) skal een Gang ved Græsningens Begyndelse ved Indførslen underkastes Dyrlægeundersøgelse af vedkommende Dyrlæge i det Land, til hvliket

Zu Artikel 5 Abs. 2.

Die vertragschliessenden Teile werden die zuständigen Zollbehörden anweisen, bei der Prüfung des örtlichen Bedürfnisses wohlwollend zu verfahren, insbesondere bestehende Geschäftsverbindungen zu berücksichtigen.

Zu Artikel 7.

Unter „Wagen" im Sinne des Artikel 7 sind auch Möbelwagen zu verstehen, unter „Waren" auch Umzugsgut.

Zu Artikel 8 Abs. 2.

Schiffe in der Passagierfahrt zwischen deutschen und dänischen Anlaufstellen in der Flensburger Förde dürfen unversteuerte Tabakwaren zum Verkauf oder Verbrauch an Bord nicht mit sich führen.

Zu Artikel 12 Satz 2.

Die örtlich zuständigen Zollbehörden werden sich gegenseitig von der Ausfuhr unversteuerter Tabakwaren über die deutsch-dänische Landgrenze Mitteilung machen, soweit sie dazu in der Lage sind.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und dänischer Sprache zu Berlin am 29. Oktober 1934.

Dr. Bernhard Wilhelm von Bülow.

ANLAGE ZU ARTIKEL 13 ABS. 2 SATZ 1.

VETERINÄRPOLIZEILICHE AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN

ZU DEM DEUTSCH-DÄNISCHEN ABKOMMEN ÜBER ERLEICHTERUNGEN IM KLEINEN GRENZVERKEHR.

A. *Zu Artikel 2.*

I. EINFUHR VON PFERDEN ZU ARBEITSZWECKEN.

Die Pferde sind durch Einbrennen eines grossen lateinischen P (preussische Pferde) oder eines grossen lateinischen D (dänische Pferde) im linken Vorderhuf zu kennzeichnen und ausserdem unter Angabe des genauen Signalements der Tiere, einschliesslich der Brände in Listen einzutragen, die bei der von der Regierung des Zielstaates bestimmten Dienststelle aufzubewahren sind. Die Pferde sind, falls die Behörden des Zielstaates es verlangen, alljährlich einmal möglichst im Frühjahr durch den beamteten Tierarzt des Zielstaates am Grenzübergang zu untersuchen. Bei ihrer Rückkehr in das Herkunftsland kann die Untersuchung durch den beamteten Tierarzt des Herkunftslandes vorgeschrieben werden. Für Pferde, welche die Grenze alljährlich nicht nur je einmal auf dem Hin- und Rückwege, sondern öfter überschreiten, können diese Untersuchungen in kürzeren Zeiträumen angeordnet werden. Sie sollen jedoch im allgemeinen nicht häufiger als zweimal im Jahre stattfinden. Die Ergebnisse der Untersuchungen sind von den beamteten Tierärzten jedesmal in die Listen der von der Regierung des Zielstaates bestimmten Dienststellen einzutragen.

Die amtstierärztlichen Untersuchungen sind, sofern sie an den hierfür festzusetzenden Untersuchungstagen, -orten und -stunden erfolgen, kostenlos.

Die Rückkehr seuchenkranker, seuchenverdächtiger und ansteckungsverdächtiger Pferde in den Herkunftsstaat darf nur mit besonderer Genehmigung und unter Beobachtung der besonderen Vorschriften der beiderseitigen Verwaltungsbehörden erfolgen.

II. WEIDEVERKEHR.

1. Das Weidevieh (Pferde, Rinder, Schafe, Ziegen) unterliegt bei jedesmaligem Beginn des Weidegangs einer einmaligen tierärztlichen Untersuchung bei der Einfuhr durch den zuständigen

det indbringes til Græsning. Det undersøges ligeledes ved Tilbageførslen til Hjemlandet (Genindføslen) efter endt Græsningstid af vedkommende Dyrlæge i Hjemlandet.

Der finder ingen Undersøgelse Sted ved Udførslen ved Udførselslandets Dyrlæge.
Indførsel tillades kun, naar Dyrene befindes at være fri for Sygdom eller Sygdomssymptomer.

2. For de til Indførsel bestemte Dyr forelægger den indførende ved Græsningstidens Begyndelse Oprindelsesbeviser, som i Danmark udstedes af Sognefogden, i Tyskland af « Gemeindevorsteher » paa Dyrets Oprindelsessted.

Oprindelsesbeviserne maa for Heste og Hornkvæg angive : Køn, Favre, Mærke og omtrentlige Alder, for Faar og Geder : Art og Antal, samt for alle Dyrearters Vedkommende : eventuelle særlige Kendetegn (Øremærker, Brændemærker i Hud, Horn eller Hove, Farvemærker, Klipmærker o. s. v.) endvidere Oprindelsessted, Navnet paa den Person, fra hvis Besætning Kvæget hidrører og Dagen for Kvægets Fjernelse fra Oprindelsesstedet. Det maa af Beviserne endelig fremgaa, at der ikke paa Oprindelsesstedet eller i Oprindelsesbesætningen forefindes Kvægsygdomme, som er smitsomme for den paagældende Kvægart.

Saadanne Beviser er gyldige i 3 Dage.

Oprindelsesbeviser udstedes efter en bestemt Formular, som fastsættes efter Overenskomst af Veterinærinærmyndighederne paa begge Sider.

3. Ved Hjælp af nævnte Oprindelsesbeviser udfærdiger Grænsemyndighederne i Indførselslandet en løbende Fortegnelse over Dyrene, paa Grundlag af hvilken nævnte Myndigheder udøver en nøje Kontrol med Græsningsbesætningen.

Desuden skal Dyrene i alle Tilfælde forsynes med Brændemærker eller særlige Øremærker.

4. For at sikre Genudførslen skal Toldbehandlingen ved Indførslen foretages efter Reglerne for Varer, der midlertidig indføres i Landet. Genudførslen skal efter Græsningen hvert Aar finde Sted senest inden den 15. November, medmindre begge Landes Forvaltningsmyndigheder er indbyrdes enige om, at forlænge Fristen af særlige Grunde (i Tilfælde af særlig stærk Græsvækst, godt Vejr, Sygdom blandt Dyrene el. lign.).

5. Ind- og Udførslen er ikke henvist til Toldvejene eller de almindeligt aabne Biveje. Den engang valgte Vej, om hvilken Grænsemyndighederne skal underrettes, skal i alle Tilfælde benyttes. Der opkræves ikke Toldgebyrer for Ekspedition udenfor Toldvejene.

6. Vedkommende Grænsemyndighed og den paagældende Dyrlæge underrettes rettidigt og saavidt muligt senest 3 Dage forinden om den paatænkte Indførsel til Græsning med Angivelse af Tid og Sted for Overførslen. Endvidere maa Dyrenes Ejer rettidigt og saavidt muligt indenfor den samme Frist sætte sig i Forbindelse med Toldmyndighederne i Udførselslandet angaaende Udfærdigelse af Toldangivelserne.

De paagældende stedlige Myndigheder (Toldbevogtning, Landpoliti, vedkommende Dyrlæge) kan i Henhold til forudgaaende Aftale ved Græsningens Begyndelse fastsætte bestemte Overførselssteder, -dage og -tider for de paagældende Kommuner.

7. Omkostningerne ved Dyrlægeundersøgelser saavelsom ved Dyrenes Mærkning paahviler den indførende. De kontraherende Parter holder til Stadighed hinanden underrettet om de til enhver Tid gældende Gebyrer.

8. Hvis Kvæget passerer Grænsen gentagne Gange i Græsningstiden, finder de ovenfor foreskrevne Kontrolbestemmelser Anvendelse ved hver Grænseoverskridelse. Henholdsvis Amtmanden og Landraaden kan i indbyrdes Forstaaelse paa Andragende gøre Undtagelse med Hensyn til Kvægbesætninger paa Grundstykker, der ligger tæt ved Grænsen.

9. Tilbageførsel til Hjemlandet af Græsningskvæg, der er sygt, eller udviser mistænkelige Sygdomstegn, eller er mistænkt for at være smittefarligt, maa kun finde Sted efter forudgaaende Aftale og under Iagttagelse af de af Forvaltningsmyndighederne paa begge Sider fastsatte særlige Forskrifter.

Tierarzt desjenigen Landes, in das es zur Weide gebracht wird. Ebenso wird es nach Beendigung der Weidezeit bei der Rückkehr in sein Heimatland (Wiedereinfuhr) durch den zuständigen Tierarzt des Heimatlandes untersucht.

Eine Ausfuhruntersuchung durch den Tierarzt des Ausfuhrlandes findet nicht statt.

Die Einfuhr wird nur gestattet, wenn die Tiere frei von Seuchen und seuchenverdächtigen Erscheinungen befunden werden.

2. Für die einzuführenden Tiere sind von den Einbringern bei Beginn des Weideganges Ursprungszeugnisse vorzulegen, die in Deutschland von dem Gemeindevorsteher, in Dänemark von dem Sognefoged des Ursprungsortes der Tiere auszustellen sind.

Aus diesen Ursprungszeugnissen müssen bei Pferden und Rindern Geschlecht, Farbe, Abzeichen und ungefähres Alter, bei Schafen und Ziegen die Art und Stückzahl sowie bei sämtlichen Tiergattungen etwaige besondere Kennzeichen (Ohrmarke, Hautbrand, Horn- oder Hufbrand, Farbzeichen, Haarschnitt usw.), ferner der Ursprungsort, der Name desjenigen, aus dessen Bestand das Vieh stammt und der Tag der Entfernung des Viehes aus dem Ursprungsort ersichtlich sein. Die Zeugnisse müssen ferner die Angabe enthalten, dass in dem Herkunftsort und Herkunftsbestand keine auf die betreffende Tierart übertragbare Tierseuche herrscht. Die Gültigkeitsdauer der Zeugnisse beträgt drei Tage.

Das Ursprungszeugnis ist nach bestimmtem Muster auszufertigen, das von den beiderseitigen Veterinärbehörden vereinbart wird.

3. An der Hand der vorerwähnten Ursprungszeugnisse wird von den Grenzbehörden des Einfuhrlandes eine laufende Liste der Tiere angelegt, auf Grund deren eine genaue Kontrolle der Weidebestände durch die vorgenannten Behörden ausgeübt wird.

Ausserdem sind die Tiere in jedem Falle durch Brand oder besondere Ohrmarken zu kennzeichnen.

4. Die Wiederausfuhr ist durch zollvormerkliche Abfertigung zu gewährleisten. Die Wiederausfuhr muss während des Weideganges eines jeden Jahres bis spätestens 15. November erfolgen, es sei denn, dass die Verwaltungsbehörden beider Länder in gegenseitigem Einverständnis diese Frist wegen besonderer Umstände (bei besonders starkem Graswuchs, gutem Wetter, Erkrankungen der Tiere usw.) verlängern.

5. Die Ein- und Wiederausfuhr ist nicht an die Zollstrassen oder die allgemein zugelassenen Nebenwege gebunden. Der einmal gewählte und den Grenzbehörden bekanntzugebende Weg ist in jedem Falle innezuhalten. Zollgebühren werden für die Abfertigung ausserhalb der Zollstrassen nicht erhoben.

6. Von der beabsichtigten Einfuhr zwecks Weidegangs sind unter Angabe der Stelle und Zeit des Eingangs die zuständige Grenzbehörde und der zuständige Tierarzt rechtzeitig und möglichst 3 Tage vorher zu benachrichtigen. Ausserdem hat sich der Besitzer der Tiere rechtzeitig und möglichst innerhalb der gleichen Frist wegen der zollvormerklichen Abfertigung mit der Zollbehörde des Ausfuhrlandes ins Benehmen zu setzen.

Es bleibt den beteiligten Lokalbehörden (Zollaufsicht, Landjägerei, zuständiger Tierarzt) nach vorheriger Vereinbarung überlassen, zu Beginn des Weidegangs bestimmte Einfuhrtage bzw. -zeiten und Übergänge für die in Frage kommenden Gemeinden festzusetzen.

7. Die Kosten der tierärztlichen Untersuchungen fallen den Einführern zur Last, ebenso die der Kennzeichnung. Die jeweils geltenden Gebührensätze werden die beiden vertragschliessenden Teile sich gegenseitig laufend mitteilen.

8. Wenn das Vieh während der Weidezeit wiederholt die Grenze überschreitet, finden die vorstehend vorgeschriebenen Kontrollmassnahmen bei jeder Grenzüberschreitung Anwendung. Ausnahmen können für Viehbestände hart an der Grenze liegender Grundstücke auf Antrag vom Landrat bzw. Amtmann im Einvernehmen mit dem Amtmann bzw. Landrat zugelassen werden.

9. Die Rückkehr seuchenkranken, seuchenverdächtigen und ansteckungsverdächtigen Weideviehes in den Herkunftsstaat darf nur nach vorheriger Vereinbarung und unter Beobachtung der besonderen Vorschriften der beiderseitigen Verwaltungsbehörden erfolgen.

10. Den ovenfor foreskrevne Kontrol kommer ikke til Anvendelse med Hensyn til Grundstykker, der gennemskæres af Grænsen og er indhegnet i Overensstemmelse med Artikel 2, Stk. 2 i Overenskomsten af 10. April 1922 om Benyttelse og Vedligeholdelse af Overgange over den dansk-tyske Grænse (jfr. de dansk-tyske Grænsemyndigheders Overenskomst af 9. Maj 1924).

B. *ad Artikel* 3.

Med Hensyn til Indførsel af Heste, som skal beslaas eller behandles af Dyrlæge i Nabostaten, gælder Bestemmelserne under A. I.

C. *ad Artikel* 7.

For Heste, som anvendes til Befordring af Køretøjer over Grænsen, medbringes et af vedkommende Myndighed i Hjemlandet (i Danmark Sognefogden, i Preussen det stedlige Politi) paa begge Sprog udstedt, med denne Myndigheds Embedsstempel forsynet Bevis, der indeholder Hestenes Ejers Navn og Bopæl og en nøjagtig Beskrivelse af Dyrene.

D.

De paagældende Forvaltningsmyndigheder meddeler hinanden den 5. i hver Maaned en Oversigt for den forløbne Maaned over nedenstaaende Sygdomme i Grænseomraadet ; yderligere skal saadan Meddelelse gives indenfor 24 Timer, hvis der optræder et nyt Sygdomstilfælde i en Kommune, der har været smittefri i mindst 30 Dage :

1. Hundegalskab (Lyssa, Rabies, Hydrophobia),
2. Snive (Malleus),
3. Mund- og Klovsyge (Aphthae epizooticae),
4. Oksens ondartede Lungesyge (Pleuropneumonia contagiosa bovum),
5. Faarekopper (Variola ovina),
6. Skab hos Heste og Faar (Scabies),
7. Svinepest (Pestis suum),
8. Kvægpest (Pestis bovina).

For hvert Sygdomstilfælde angives nøje Sted, Ejer, den angrebne Besætnings Størrelse og Antallet af syge Dyr.

Findes ingen Sygdom gives ogsaa Meddelelse herom.

E.

Saafremt der i Nabostaten, i Danmark Syd for Kongeaaen og i Tyskland Nord for Ejderen, udbryder Kvægpest, Oksens ondartede Lungesyge, Faarekopper eller Mund- og Klovsyge, kan foranstaaende Bestemmelser skærpes, saalænge der er Fare for Sygdommens Optræden. Der kan ogsaa udstedes fuldstændigt eller delvist Forbud mod Grænsetrafik med Dyr, saalænge der bestaar særlig Fare for Sygdommens Optræden.

I Reglen — undtagen i Tilfælde af Mund- og Klovsyge indenfor 6 km Zonen Nord og Syd for Grænsen — skal dog Græsningstrafik henholdsvis fra Danmark til Tyskland og fra Tyskland til Danmark tilstedes, naar det i Overensstemmelse med A. II. 2 udstedte Oprindelsesbevis ledsages af et af den dertil antagne Dyrlæge udfærdiget, 4 Dage før Udfórslen dateret Sundhedsbevis angaaende de for Udførslen bestemte Dyr og af en Sundhedsbeviset paategnet Attest om, at de klovbærende Dyr samme Dag paa foreskreven Maade er blevet vaccineret med Riemser Immunserum i Forbindelse med Besætningens Undersøgelse.

De paagældende Forvaltningsmyndigheder (i Danmark Amtmændene, i Preussen Landraaderne) skal i givet Fald meddele hinanden de paagældende Skærpelser eller Forbud samtidig med Udstedelsen af vedkommende Anordning.

10. Innerhalb solcher Grundstücke, die von der Grenze durchschnitten werden und gemäss Artikel 2 Abs. 2 des Abkommens betreffend Benutzung und Unterhaltung der Übergänge über die deutsch-dänische Grenze vom 10. April 1922 eingezäunt sind (siehe hierzu die Vereinbarung der deutsch-dänischen Grenzbehörden vom 9. Mai 1924), unterliegt der Weideverkehr nicht den vorstehend vorgeschriebenen Kontrollen.

B. *Zu Artikel* 3.

Für die Einfuhr von Pferden, die im Nachbarstaat beschlagen oder einer tierärztlichen Behandlung unterzogen werden sollen, gelten die Ausführungsbestimmungen zu A. I.

C. *Zu Artikel* 7.

Für die Pferde, die zur Beförderung von Fahrzeugen über die Grenze verwendet werden, ist ein von der zuständigen Behörde des Herkunftslandes (in Preussen der Ortspolizeibehörde, in Dänemark der Sognefoged) auszustellender, mit dem amtlichen Stempel der betreffenden Behörde versehener zweisprachiger Ausweis mitzuführen, der den Namen und Wohnort des Eigentümers der Pferde und eine genaue Beschreibung der Tiere enthält.

D.

Die zuständigen Verwaltungsbehörden haben sich gegenseitig am 5. jeden Monats für den verflossenen Monat den Stand der nachstehenden Seuchen im Grenzgebiet mitzuteilen ; ausserdem ist eine solche Mitteilung zu machen, und zwar innerhalb 24 Stunden, wenn in einer seit mindestens 30 Tagen seuchenfreien Gemeinde ein neuer Seuchenfall auftritt :

1. Tollwut (Lyssa, Rabies, Hydrophobia),
2. Rotz der Pferde (Malleus),
3. Maul- und Klauenseuche (Aphthae epizooticae),
4. Lungenseuche des Rindviehes (Pleuropneumonia contagiosa bovum),
5. Pockenseuche der Schafe (Variola ovina),
6. Räude der Pferde und Schafe (Scabies),
7. Schweinepest (Pestis suum),
8. Rinderpest (Pestis bovina).

Dabei sind die einzelnen Seuchenfälle unter genauer Angabe des Ortes, der betreffenden Besitzer, der Grösse der verseuchten Bestände und der Zahl der erkrankten Tiere aufzuführen.

Fehlanzeigen sind erforderlich.

E.

Im Falle des Ausbruchs von Rinderpest im Nachbarstaat, Lungenseuche der Rinder, Pockenseuche der Schafe und Maul- und Klauenseuche in Deutschland nördlich der Eider und in Dänemark südlich der Königsau können die vorstehenden Bestimmungen für die Dauer der Seuchengefahr verschärft werden. Auch ein völliges oder teilweises Verbot des Grenzverkehrs mit Tieren für die Dauer erhöhter Seuchengefahr ist zulässig.

In der Regel — ausgenommen beim Herrschen der Maul- und Klauenseuche innerhalb der 6-km-Zone nördlich und südlich der Grenze — soll jedoch der Weideverkehr von Deutschland nach Dänemark bzw. von Dänemark nach Deutschland beim Herrschen der Maul- und Klauenseuche in Deutschland nördlich der Eider, in Dänemark südlich der Königsau, gestattet werden, wenn die Ursprungszeugnisse gemäss A. II. 2 durch Gesundheitszeugnisse des beamteten Tierarztes über den Ursprungsbestand der auszuführenden Tiere, datiert vom 4. Tage vor der Ausfuhr und einer Bescheinigung auf den Gesundheitszeugnissen über die am gleichen Tage vorschriftsmässig erfolgte Impfung der Klauentiere mit Riemser Immunserum im Anschluss an die Untersuchung des Bestandes ergänzt werden.

Die zuständigen Verwaltungsbehörden (in Preussen die Landräte, in Dänemark die Amtmänner) haben sich gegebenenfalls gegenseitig die betreffenden Verschärfungen oder Verbote gleichzeitig mit ihrer Anordnung mitzuteilen.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

NOTENWECHSEL.

I.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, *den* 25. *Mai* 1935.

HERR GESANDTER,

Mit Beziehung auf die am 29. Oktober 1934 erfolgte Unterzeichnung des deutsch-dänischen Abkommens über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr beehre ich mich mit der Bitte um Bestätigung mitzuteilen, dass zwischen der Deutschen Regierung und der Dänischen Regierung Einverständnis über Folgendes erzielt worden ist :

> Die Deutsche Regierung und die Königlich Dänische Regierung sind darüber einig, dass die am 1. August 1930 in Kraft getretene Vereinbarung über Erleichterungen im Grenzverkehr zwischen Deutschland und Dänemark vom Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorerwähnten Abkommens vom 29. Oktober 1934 an dahin geändert wird, dass in den Artikeln 2, 10 und 12 der Vereinbarung vom 1. August 1930 an die Stelle des Datums des 23. Oktober 1920 das Datum des 29. Oktober 1934 tritt.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

VON BÜLOW.

An den Königlich Dänischen Gesandten,
Herrn Kammerherr Herluf Zahle,
Ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister,
Berlin.

II.

KÖNIGLICH DÄNISCHE
GESANDTSCHAFT.

BERLIN, *den* 25. *Mai* 1935.

HERR BARON,

Mit Beziehung auf die am 29. Oktober 1934 erfolgte Unterzeichnung des dänisch-deutschen Abkommens über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr beehre ich mich, erhaltenem Auftrage gemäss, folgendes mitzuteilen :

> Die Königlich Dänische Regierung und die Deutsche Regierung sind darüber einig, dass die am 1. August 1930 in Kraft getretene Vereinbarung über Erleichterungen im Grenzverkehr zwischen Dänemark und Deutschland vom Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorerwähnten Abkommens vom 29. Oktober 1934 an dahin geändert wird, dass in

den Artikeln 2, 10 und 12 der Vereinbarung vom 1. August 1930 an die Stelle des Datums des 23. Oktober 1920 das Datum des 29. Oktober 1934 tritt.

Genehmigen Sie, Herr Baron, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Herluf ZAHLE.

Seiner Exzellenz
Herrn Baron von Neurath,
Reichsminister des Auswärtigen.

Pour copie conforme :

Kristjan Bure,
Chef des Archives a. i.
du Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION.

N° 3680. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK RELATIF AUX FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉ A BERLIN, LE 29 OCTOBRE 1934.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, désireux de réglementer le petit trafic frontalier à la frontière germano-danoise en tenant compte des besoins des habitants de la région frontière, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Bernhard Wilhelm VON BÜLOW, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. le Chambellan Herluf ZAHLE, ministre de Danemark à Berlin ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

1. Par « zone frontalière », aux fins du présent accord, il faut entendre, du côté allemand, le territoire frontière douanier et, du côté danois, un territoire correspondant, au nord de la frontière. La profondeur de chacune des zones frontalières ne devra pas dépasser, en général, quinze kilomètres.

2. Les ministres des Finances des Parties contractantes se communiqueront réciproquement le tracé de la ligne qui sépare la zone frontalière du reste du territoire intérieur, ainsi qu'une carte de la zone frontalière et une liste des localités situées dans cette zone.

Article 2.

1. Les personnes ayant la jouissance d'un bien-fonds agricole situé dans l'une des zones frontalières, mais dont le centre d'exploitation est un bien-fonds situé dans l'autre zone frontalière, où se trouvent les bâtiments d'habitation et d'exploitation, pourront, aux conditions exposées ci-après, faire passer la frontière en franchise de droits et taxes d'entrée et de sortie, aux objets, produits et animaux énumérés ci-dessous :

a) Tout ce qui sert normalement à l'exploitation de ce bien-fonds, notamment les engrais de toute nature, semences (graines), plants, produits pour la protection des plantes, machines, instruments et outils, véhicules et chevaux de trait avec leur équipement, ainsi que le fourrage destiné aux chevaux et les carburants et lubrifiants destinés aux véhicules et aux machines, pour autant que lesdits articles sont nécessaires à l'exploitation de ce bien-fonds.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 3680. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND DENMARK REGARDING FACILITIES IN MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT BERLIN, OCTOBER 29TH, 1934.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, being desirous of regulating minor frontier traffic on the German-Danish frontier in accordance with the requirements of the inhabitants of the frontier districts, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. Bernhard Wilhelm VON BÜLOW, Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Herr Herluf ZAHLE, Gentleman of the Court, Danish Minister in Berlin ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. For the purposes of the present Agreement, the term " frontier district " shall be deemed to mean, in so far as Germany is concerned, the Customs frontier district, and, in so far as Denmark is concerned, a corresponding district to the north of the frontier. As a general rule, neither frontier district shall exceed 15 km. in breadth.

2. The Finance Ministers of the Contracting Parties shall communicate to one another a description of the course of the line dividing the frontier district from the rest of the national territory, a map of the frontier district, and a list of the places situate therein.

Article 2.

1. Persons having legal rights to the use of agricultural landed property which, though situate in one frontier district, is exploited from a landed property situate in the other frontier district wherein are the dwellings and farm buildings of the persons concerned, shall be entitled to transport the articles, produce and animals hereinafter enumerated across the frontier free of import and export dues, under the conditions hereinafter following :

(a) All normal requisites for the working of the said land, such as manures and fertilisers of all kinds, seed, seedlings, material for the protection of plants, machines, implements and tools, vehicles with the appurtenances thereof, working horses with the fodder therefor, and fuel for vehicles and machines to the extent required for the working of the said land.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les machines, instruments, outils, véhicules, chevaux et objets d'équipement, ainsi que les matières fourragères et les carburants et lubrifiants non utilisés devront être ramenés de l'autre côté de la frontière, une fois les travaux finis.

b) Les produits du bien-fonds visé au présent paragraphe, qui sont transportés de ce bien-fonds dans la zone frontalière où se trouvent les bâtiments d'habitation et d'exploitation.

La franchise de tous droits et taxes ne sera consentie que pour les produits traversant la frontière pendant la période des récoltes et se trouvant dans l'état où l'exploitant les emporte habituellement. Les autorités douanières des deux pays pourront accorder des dérogations aux limitations que stipule le présent paragraphe, lorsque celles-ci auraient pour effet de compliquer la bonne exploitation du domaine.

Quiconque désirera faire usage des facilités en question devra présenter une attestation émanant de l'autorité compétente à l'égard du bien-fonds en question et indiquant l'emplacement, l'étendue et le mode de culture du bien-fonds. Cette attestation ainsi que toutes autres pièces, le cas échéant, seront délivrées sans frais.

c) Le bétail faisant partie du cheptel de l'exploitation (y compris les chevaux) qui est mené au pacage sur le bien-fonds visé au présent paragraphe, à condition cependant que ce bien-fonds soit situé dans une zone de six kilomètres au nord ou au sud de la frontière, ainsi que le fourrage nécessaire aux animaux pendant leur séjour sur ce bien-fonds, et, en outre, les jeunes animaux nés pendant la période de pacage ainsi que le lait fourni par le bétail pendant cette période. A la fin du pacage, le bétail devra être ramené de l'autre côté de la frontière, ainsi que les jeunes animaux nés pendant le pacage. Le lait fourni par le bétail de pacage sur le bien-fonds en question, s'il ne sert pas sur place à l'alimentation des animaux, sera transporté dans la zone frontalière où se trouvent les bâtiments d'habitation et d'exploitation. Avec l'autorisation des autorités compétentes des Parties contractantes, la circulation du bétail de pacage pourra aussi être étendue à des biens-fonds situés à plus de six kilomètres de la frontière.

Quiconque voudra faire usage des facilités mentionnées sous *c)* devra présenter l'attestation prévue sous *b)*, troisième alinéa.

d) Les ruches et objets analogues contenant des abeilles, qui sont temporairement transportés dans le bien-fonds visé au présent paragraphe, ainsi que le miel provenant de ces abeilles.

2. Les facilités prévues au paragraphe 1 ne seront accordées que pour les biens-fonds faisant, à la date de ce jour, l'objet d'une seule et même exploitation.

3. L'octroi des facilités prévues au paragraphe 1 pourra être refusé lorsque les bâtiments d'habitation et d'exploitation qui y sont mentionnés ne forment pas le centre de l'exploitation effective du bien-fonds en question.

4. En ce qui concerne les biens-fonds de la zone frontalière ne servant pas à des fins lucratives, tels que jardins de villas, jardins ouvriers, etc., l'octroi des facilités en question ne sera pas subordonné à la condition que les bâtiments d'où est exploité le bien-fonds soient situés dans l'autre zone frontalière, pourvu que l'intéressé ait son domicile habituel dans cette autre zone.

Article 3.

1. La franchise des droits d'entrée et de sortie sera accordée pour les chevaux appartenant au cheptel du bien-fonds spécifié à l'article 2, alinéa 1, où sont situés les bâtiments d'habitation et d'exploitation, lorsque ces animaux seront menés dans l'autre zone frontalière afin d'être ferrés ou soignés par un vétérinaire, et qu'ils en seront ensuite ramenés.

2. Quiconque voudra faire usage de cette facilité devra présenter l'attestation prévue à l'article 2, paragraphe 1, litt. *b*, troisième alinéa.

The said machines, implements, tools, vehicles, horses and appurtenances, together with all unused fodder and fuel, shall be brought back across the frontier on the completion of the work.

(b) Produce of the landed properties to which the present paragraph relates, transported from the said landed properties to the frontier district in which are situate the dwelling-house and farm buildings.

Exemption from dues shall be granted only in respect of produce transported across the frontier during the harvest season, and in the state in which the cultivator is in the habit of removing it from the landed property concerned. Where the restrictions for which the present paragraph provides interfere with the efficient working of the landed property concerned, the Customs authorities on both sides shall be empowered to permit exceptions thereto.

Applicants for exemption must produce a certificate issued by the authorities competent in respect of the landed property concerned, indicating its position and size and the manner of its cultivation. The said certificate together with any other documents which may be required shall be issued gratis.

(c) Live-stock, including horses, belonging to the farm or undertaking put to graze on the landed property to which the present paragraph relates, to a depth not exceeding six kilometres to the north or south of the frontier, together with the fodder necessary for such animals during the period spent on the landed property in question, as also the young born during such period and the milk obtained from the cattle at grass. On their return the cattle must be brought back across the frontier at the same time as the young born during the period of pasturage. All milk obtained from cattle on the landed properties to which the present paragraph relates, and not used for feeding purposes on the spot, shall be brought into the frontier district in which are situate the dwelling-house and farm buildings. With the approval of the competent authorities of the Contracting Parties, the foregoing facilities may also be extended to landed properties lying more than six kilometres from the frontier.

All persons applying for exemptions under sub-paragraph *(c)* shall be required to produce the certificate for which paragraph 3, sub-paragraph *(b)*, provides.

(d) Hives and the like receptacles containing bees temporarily transferred to the landed properties to which the present paragraph relates, together with the honey obtained from such bees.

2. The exemptions for which paragraph 1 provides shall only be granted in the case of landed properties which are actually being worked as single holdings at the present date.

3. The exemptions for which paragraph 1 provides may be refused in cases where the dwelling-house and farm buildings to which the said paragraph relates do not form the centre from which the landed property in question is, in practice, worked.

4. In the case of landed property situate in a frontier district which is not worked for profit, such as domestic gardens, allotment gardens and the like, the rule that the buildings from which such landed properties are worked must be situate in the other frontier district shall be waived in granting exemptions where the habitual residence of the person with legal rights to the use of such land is situate in the other frontier district.

Article 3.

1. Exemptions from import and export dues shall be granted in respect of horses used for the working of the landed properties to which Article 2, paragraph 1, relates on which the dwelling-house and farm buildings are situate, whenever such animals are sent for shoeing or veterinary treatment to the other frontier district and are thereafter brought back.

2. All persons applying for the above-mentioned exemptions shall be required to produce the certificate for which Article 2, paragraph 1 *(b)*, sub-paragraph 3, provides.

Article 4.

1. Les habitants des zones frontalières seront exempts du paiement des droits d'entrée et de sortie pour les instruments, outils, machines, etc., qu'ils transportent temporairement de l'une des zones frontalières dans l'autre afin d'y exercer leur profession ou d'y effectuer des travaux ; ces instruments, outils, machines, etc., devront être ramenés dans l'autre zone lorsque les travaux seront terminés, et au plus tard dans un délai de trois mois.

2. Les matériaux qui servent à l'exploitation du bois de Kollund appartenant à la ville de Flensbourg et les outils qui y seront transportés temporairement bénéficieront également de la franchise des droits d'entrée et de sortie, dans la mesure limitée où ils sont nécessaires à l'exploitation du bois et à l'entretien des bâtiments, chemins, ponts, bancs, installations de protection, etc., qui s'y trouvent ; cette franchise s'étendra également aux arbres abattus pour le compte de la ville de Flensbourg dans le bois de Kollund.

3. Les autorités douanières des deux Parties examineront dans un esprit de bienveillance la question de savoir s'il y a lieu d'exiger un cautionnement des droits de douane. Aucune caution ne sera exigée pour les outils, etc., nécessaires à l'exploitation du bois de Kollund.

Article 5.

1. La franchise des droits d'entrée et de sortie est accordée pour les produits énumérés ci-après que les habitants de l'une des zones frontalières transporteront dans l'autre zone pour les soumettre à un traitement ou à une transformation, en s'engageant à les ramener dans la première zone :

a) Céréales, légumineuses, semences (graines) et fruits oléagineux, destinés à être nettoyés, broyés, égrugés, décortiqués, moulus, battus ou soumis à tout autre traitement ou transformation ; les sous-produits éventuels résultant de ces transformations devront, également, être ramenés dans la première zone.

b) Bois destiné à être coupé en morceaux, fendu ou scié en planches ou en poutres.

La franchise mentionnée sous *a)* et *b)* n'est applicable qu'aux produits nécessaires aux habitants de la région frontalière, pour leurs propres besoins.

2. La franchise des droits d'entrée et de sortie sera également accordée pour les objets usagés que les habitants de l'une des zones frontalières transporteront dans l'autre en vue de leur réparation, pour les rapporter ensuite dans la première zone. Toutefois, lors de la réimportation dans le pays de sortie cette franchise ne sera accordée que si les objets en question sont utilisés par les habitants de la région frontalière dans leur propre ménage et si le bureau de douane à la frontière a reconnu, lors de la sortie, qu'il était nécessaire, en raison des conditions locales, de faire réparer ces objets dans l'autre zone frontalière. Tous nouveaux éléments incorporés à ces objets au cours de la réparation seront dédouanés d'après leur nature, lors du retour des objets réparés, à moins que ces éléments n'aient accompagné lesdits objets, lors de leur sortie.

Article 6.

La franchise des droits d'entrée et de sortie dans les relations entre les zones frontalières s'appliquera aux articles énumérés ci-après :

1° Produits pharmaceutiques que les habitants de l'une des zones frontalières vont se procurer dans les pharmacies de l'autre zone, en vertu d'une ordonnance délivrée par un médecin dans cette dernière zone, le jour même où l'ordonnance a été établie ou dans un délai de 48 heures au maximum, mais uniquement pour la quantité nécessaire dans le cas de maladie en question. La franchise de droits ne s'appliquera pas lorsque les produits en question sont soumis aux impôts sur l'alcool dans l'État où ils sont importés.

Article 4.

1. Exemptions from import and export dues shall be granted to the inhabitants of the frontier districts in respect of implements, tools, machines or the like, temporarily transferred by them from one frontier district to the other in the pursuit of their callings or for other working purposes. Such implements, tools, machines or the like shall be brought back on the completion of the work, and in any case within a period not exceeding three months.

2. For the purpose of the exploitation of the Kollunder forest belonging to the town of Flensburg, exemption from import and export dues shall likewise be granted in respect of the materials and implements temporarily introduced, to the limited extent necessary for the exploitation of the forest and the maintenance of the buildings, paths, bridges, benches, protective works and the like in the said forest, as also in respect of timber felled therein on behalf of the town of Flensburg.

3. The Customs authorities of both Parties shall examine the question of the deposit of Customs security, in a spirit of accommodation. No deposit of security shall be required in respect of implements and similar requisites for work in connection with the Kollunder forest.

Article 5.

1. Exemption from import and export dues shall be granted in respect of the articles hereinafter enumerated, introduced by the inhabitants of either frontier district into the other frontier district for the purpose of transformation or processing, provided always that the said articles are subsequently brought back :

(a) Cereals, leguminous plants, seeds and oleaginous plants to be cleaned, pressed, pounded, ground, threshed or otherwise transformed or processed ; any bye-products obtained in the course of such processing shall likewise be brought back.

(b) Timber for cutting, splitting or sawing into planks or beams.

Exemption under *(a)* or *(b)* shall apply only to goods required by the inhabitants of the frontier districts for their own use.

2. Exemption from import and export dues shall further be granted in respect of used articles introduced by the inhabitants of either frontier district into the other frontier district for repair, provided always that such goods are subsequently brought back. Exemption from dues on re-import into the country of origin shall, however, be granted only where the articles in question are articles required for use in the household of the frontier inhabitant concerned and are passed by the frontier Customs office on export as articles which, in the absence of local facilities, can only be repaired in the other frontier district. New parts added to articles in the course of repair shall be dutiable according to their composition on the return of the repaired articles, unless the parts in question accompanied such articles at the time of export.

Article 6.

Exemption from import and export dues shall be granted in traffic between the two frontier districts in respect of :

1. Pharmaceutical goods obtained by the inhabitants of either frontier district from a pharmacy in the other frontier district under a prescription made out by a doctor in the last-named frontier district, either on the day on which such prescription was made out or at latest within the next forty-eight hours, provided always that the quantities obtained do not exceed what is required for the purposes of the case. The exemption from dues shall not apply to goods which, in the State to which they are imported, are subject to taxation as alcohol.

2° *a)* Médicaments et désinfectants que les médecins ou vétérinaires domiciliés dans une des zones frontalières portent avec eux, en vue d'un usage immédiat, lorsqu'ils vont exercer leur art dans l'autre zone ; désinfectants que les sages-femmes domiciliées dans l'une des zones frontalières portent avec elles, en vue d'un usage immédiat, lorsqu'elles vont exercer leur activité dans l'autre zone ; les médicaments et désinfectants non utilisés doivent être réexportés. La consignation des droits ne sera exigée que si des raisons spéciales le justifient.

b) Instruments transportés par les médecins, vétérinaires et sages-femmes pour l'exercice de leur profession ; ces instruments doivent être réexportés.

3° Cercueils contenant les dépouilles mortelles et urnes renfermant les cendres de personnes incinérées, ainsi que couronnes mortuaires et objets analogues destinés à décorer les cercueils, urnes ou véhicules.

4° *a)* Objets destinés à la décoration et à l'entretien permanent des tombes et cimetières, lorsque ces objets sont apportés par les habitants de l'une des zones frontalières sur les tombes de parents, dans des cimetières de l'autre zone frontalière.

b) Couronnes mortuaires, bouquets de fleurs et feuilles naturelles et artificielles, même décorés de rubans ou de nœuds d'étoffe ou de papier, lorsque ces objets sont destinés à orner des cercueils ou des tombes dans la zone frontalière voisine et que des habitants de la région frontalière les transportent eux-mêmes de l'autre côté de la frontière ; cette mesure de faveur ne s'étend pas aux couronnes et bouquets transportés au delà de la frontière pour des fins industrielles ou commerciales.

c) Fleurs, même en gerbes et en pots, que les habitants des zones frontalières transportent eux-mêmes en franchissant la frontière, à l'occasion de fêtes de famille, de cérémonies religieuses, etc. ; cette mesure de faveur ne s'étend pas aux fleurs transportées au delà de la frontière pour des fins industrielles ou commerciales.

5. Objets destinés à la cène, à la communion et à l'extrême-onction ; objets et livres destinés à des usages religieux, à condition qu'ils soient ensuite ramenés.

Article 7.

1. La franchise des droits d'entrée et de sortie sera applicable aux véhicules de toutes catégories (voitures, bicyclettes, automobiles, etc.) et aux chevaux, en tant qu'ils ne franchissent la frontière que pour transporter des personnes ou des marchandises d'une des zones frontalières dans l'autre ou pour les y aller chercher, ainsi qu'aux objets d'équipement qui s'y rattachent et aux fourrages, carburants et lubrifiants nécessaires, à condition que les véhicules, chevaux et objets d'équipement ainsi que les fourrages, carburants et lubrifiants non utilisés soient ramenés.

2. Les personnes dont l'honorabilité est connue pourront être dispensées de fournir une caution en douane ; il leur sera alors délivré par les autorités douanières une pièce dont la validité pourra, sur demande, aller jusqu'à un an.

3. Le présent accord ne portera pas dérogation aux dispositions en vigueur concernant l'imposition des automobiles. Il en sera de même pour les règlements en vigueur sur la circulation.

Article 8.

1. La franchise des droits d'entrée et de sortie s'appliquera aux provisions de bouche que les habitants de l'une des zones frontalières emportent avec eux dans l'autre zone ou qui leur sont apportées à leur lieu de travail dans cette autre zone. La quantité de ces provisions de bouche ne devra pas dépasser les besoins d'une journée. Cette faveur ne s'étend pas aux boissons alcooliques.

2. La franchise s'appliquera également au tabac et aux cigares et cigarettes, s'il s'agit de quantités ne dépassant pas les besoins d'un fumeur pour une journée ; la quantité maximum sera fixée par chacun des deux gouvernements.

2. *(a)* Medicaments and disinfectants which doctors or veterinary surgeons domiciled in one frontier district take with them in the exercise of their professions into the other frontier district for immediate use, and disinfectants which midwives domiciled in one frontier district take with them in the exercise of their profession into the other frontier districts for immediate use. Unused medicaments and disinfectants shall be re-exported. As a general rule, the deposit of security with the Customs authorities shall not be required.

(b) Instruments which doctors, veterinary surgeons and midwives take with them in the exercise of their profession. Such instruments shall be re-exported.

3. Coffins containing mortal remains and urns containing the ashes of persons who have been cremated, together with wreaths and similar objects for the decoration of coffins, urns or means of conveyance.

4. *(a)* Articles used for the permanent decoration and upkeep of graves and cemeteries where introduced by the inhabitants of one frontier district for use in connection with the graves or burial places of relatives in the other frontier district.

(b) Wreaths and bouquets of natural or artificial flowers and leaves, even when provided with ribbons or bows of stuff or paper, provided always that the said articles are intended for the decoration of coffins or graves in the other frontier district, and are personally conveyed across the frontier by the inhabitants of the frontier districts. The exemption shall not extend to wreaths or bouquets conveyed across the frontier for industrial or commercial purposes.

(c) Flowers even in bunches or pots personally conveyed across the frontier by the inhabitants of the frontier districts in connection with family celebrations, religious festivals or the like. The exemption shall not extend to flowers conveyed across the frontier for industrial or commercial purposes.

5. Vessels for the celebration of the Communion, or for the administration of Extreme Unction, together with articles and books for religious use, provided they are subsequently brought back.

Article 7.

1. Exemption from import and export dues shall be granted in respect of all kinds of vehicles (such as carriages, bicycles, motor vehicles, etc.) and/or horses, together with the requisite appurtenances and/or fodder or fuel, where the sole purpose of the passage of the frontier by such vehicles and/or horses is the conveyance or fetching of persons or goods from one frontier district to the other, provided always that such vehicles, horses and appurtenances, and/or unused fodder or fuel, are subsequently brought back.

2. Persons regarded as trustworthy may be released from the obligation to deposit security with the Customs authorities ; in which case the Customs authorities shall issue a permit, the validity of which may (if desired) be extended to one year.

3. Current regulations for the taxation of motor vehicles and current traffic regulations shall not be affected by this provision.

Article 8.

1. Exemption from import and export dues shall be granted in respect of provisions brought by or to inhabitants of one frontier district to their place of work in the other frontier district. The quantity of such provisions shall not exceed that required for one day. The above facilities shall not apply to alcoholic beverages.

2. The above exemption shall further apply to tobacco, cigars and cigarettes in quantities not exceeding a smoker's requirements for one day ; the maximum quantities to be fixed by each of the two Governments.

Article 9.

1. Les bureaux de douane allemands et danois situés sur les routes dites douanières seront ouverts, pour l'accomplissement des formalités de douane, aux heures suivantes :

a) Sur les routes de Flensbourg à Apenrade et de Harrislee à Pattburg, de 8 heures à 20 heures ;

b) Sur les routes de Ladelund à Renz, de Süderlügum à Seth, d'Aventoft à Tondern et de Rosenkranz à Ruttebüll, de 8 heures à 18 heures, sauf le dimanche.

2. Les autorités douanières compétentes pourront, d'un commun accord, fixer d'autres heures de service.

Article 10.

Si les conditions locales l'exigent, les autorités douanières des deux Parties, le cas échéant après entente, admettront, dans la mesure des possibilités, des exceptions à la règle prescrivant que la circulation des marchandises ne doit avoir lieu que par les routes dites douanières et aux heures fixées.

Article 11.

Le personnel des corps de pompiers et de tous autres organismes de secours pourra franchir la frontière en tout point et à toute heure du jour et de la nuit avec son matériel, ses véhicules et attelages, y compris le fourrage nécessaire pour les chevaux, les carburants et lubrifiants nécessaires pour les véhicules, sans acquitter de droits d'entrée et de sortie, et sans aucune formalité douanière, en vue de prêter son concours en cas d'incendie ou d'autre sinistre dans les zones frontalières. Le matériel, les véhicules et attelages, ainsi que les fourrages, carburants et lubrifiants non consommés, devront être ramenés de l'autre côté de la frontière une fois l'action de secours achevée.

Article 12.

Les autorités douanières des deux Parties contractantes prendront, chacune pour son territoire, les mesures nécessaires afin de prévenir tout abus des facilités instituées par le présent accord. Le cas échéant, lesdites autorités s'entendront à ce sujet. Elles se communiqueront réciproquement les dispositions édictées en vue de l'application du présent accord.

Article 13.

1. Si les objets énumérés aux articles 2 à 8, et 11, sont frappés par des interdictions d'entrée et de sortie qui ne sont pas édictées pour des raisons de police sanitaire ou vétérinaire ou en vue d'assurer la protection des plantes contre les parasites, la dégénération ou l'extermination, le bénéfice des facilités prévues ne sera subordonné à aucune autorisation spéciale.

2. En ce qui concerne la police vétérinaire, les dispositions applicables au petit trafic frontalier seront celles qui figurent en annexe (Règlement de police vétérinaire). Par ailleurs, le présent accord ne portera pas dérogation aux dispositions sanitaires et vétérinaires en vigueur (y compris les dispositions relatives à la protection des abeilles), ni aux restrictions fixées par les Parties contractantes en vue d'assurer la protection des plantes contre les parasites, la dégénération et l'extermination.

Article 14.

Les deux Parties contractantes se feront réciproquement connaître les autorités qui, au sens du présent accord, doivent être considérées comme autorités compétentes.

Article 9.

1. Customs clearance at the German and Danish Customs offices on the Customs roads shall take place :

(a) On the Flensburg-Apenrade and Harrislee-Pattburg roads from 8 a.m. to 8 p.m. ;

(b) On the Ladelund-Renz, Süderlügum-Seth, Aventoft-Tondern and Rosenkrantz-Ruttebüll roads, from 8 a.m. to 6 p.m., Sundays not included.

2. The competent Customs authorities shall be empowered to fix other times for Customs clearance by mutual agreement.

Article 10.

In so far as local conditions may require, the Customs authorities of both Parties shall make such exceptions as may be practicable, in agreement (where such is indicated) with one another, to the rule that the transport of goods shall take place on the Customs roads only during the prescribed hours.

Article 11.

For the purpose of rendering assistance at fires and other mishaps in the frontier districts, the members of fire brigades and other rescue services shall be permitted to cross the frontier at any place and at any time of the day or night, with their equipment, vehicles and teams, together with the necessary fodder for horses and/or fuel for vehicles, without payment of import or export dues and without being subject to any Customs formalities whatsoever. Such equipment, vehicles and teams, together with unused fodder and/or fuel, shall be brought back across the frontier on the completion of the operations in question.

Article 12.

The Customs authorities of the two Contracting Parties shall introduce, each in their own territory, such measures as may be necessary to prevent improper use of the facilities granted under the present Agreement. Where necessary, the Customs authorities of the two Contracting Parties shall come to an understanding on this subject. The competent authorities on each side shall also communicate to each other their respective rules for the application of the present Agreement.

Article 13.

1. Should the articles enumerated in Articles 2 to 8 and in Article 11 be subject to import and export prohibitions other than prohibitions imposed on sanitary or veterinary grounds or with a view to the protection of plants against parasites, degeneration and extermination, no special authority shall be required for the application of the facilities provided for.

2. In veterinary matters, the minor frontier traffic shall be governed by the provisions set out in the Annex (Veterinary Rules of Application). Furthermore, the provisions of the present Agreement shall not affect sanitary or veterinary regulations in force (including the regulations for the protection of bees) or restrictions introduced by the Contracting Parties for the protection of plants against parasites, degeneration and extermination.

Article 14.

The two Contracting Parties shall notify one another as to the authorities regarded as competent for the purpose of the present Agreement.

Article 15.

Les deux Parties contractantes se réservent d'apporter au présent accord toutes modifications jugées opportunes d'après l'expérience acquise, par voie de simple échange de notes.

Article 16.

1. Le présent accord devra être ratifié, et l'échange des instruments de ratification aura lieu le plus tôt possible à Berlin.

2. L'accord entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

3. L'article premier, alinéas 2 et 3, et l'article IV de l'Accord conclu entre l'Allemagne et le Danemark le 23 octobre 1920 au sujet du petit trafic frontalier, ainsi que l'Accord conclu le 10 avril 1922 entre l'Allemagne et le Danemark concernant la réglementation de la circulation du bétail de pacage à la frontière germano-danoise, et l'article II de l'Arrangement conclu à Apenrade, le 10 mai 1926, entre les autorités frontalières des deux pays au sujet des heures de passage de la frontière, cesseront d'être applicables lors de l'entrée en vigueur du présent accord.

4. Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer le présent accord au plus tard le premier juillet de chaque année, pour la fin de l'année civile.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire, en langues allemande et danoise, à Berlin, le 29 octobre 1934.

Dr Bernhard Wilhelm VON BÜLOW. Herluf ZAHLE.

PROTOCOLE FINAL

En procédant ce jour à la signature de l'Accord germano-danois relatif aux facilités dans le petit trafic frontalier, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes ci-après, qui font partie intégrante de l'accord.

Ad *article* 2, *al.* 1 *et* 2.

Les facilités prévues à l'article 2, alinéa 1, seront également accordées lorsqu'un bien-fonds faisant l'objet d'une seule et même exploitation ou des parties de ce bien-fonds seront réunis ultérieurement à un autre bien-fonds faisant l'objet d'une seule et même exploitation. Par ailleurs, les Parties contractantes conviennent que les facilités en question ne seront pas non plus exclues dans d'autres cas, lorsque les autorités douanières compétentes des deux Parties seront d'accord pour reconnaître que le rattachement du terrain à l'exploitation en question répond à un besoin économique.

Ad *articles* 2, 3, 7, 11
et ad *Règlement de police vétérinaire (Annexe à l'article* 13, *al.* 2, *phrase* 1*).*

Dans le présent accord, les ânes, bardots et mulets sont assimilés aux chevaux.

Ad *articles* 4 *et* 6, § 2.

L'article 4 et l'article 6, § 2, ne préjugent pas la question de savoir si les personnes habitant l'une des zones frontalières ont le droit d'exercer leur activité professionnelle dans l'autre zone:

Article 15.

The two Contracting Parties reserve their right to agree, by exchange of notes, upon such amendments to the present Agreement as experience may prove to be desirable.

Article 16.

1. The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin.

2. The Agreement shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

3. On the coming into force of the present Agreement, Article I, paragraphs 2 and 3, and Article IV of the Agreement of October 23rd, 1920, between the German Reich and Denmark in regard to minor frontier traffic, the Agreement between Germany and Denmark of April 10th, 1922, for the regulation of grazing traffic on the German-Danish frontier, together with Article II of the Agreement of May 10th, 1926, concluded at Apenrade between the two frontier authorities regarding the times at which the frontier may be crossed, shall cease to apply.

4. Each of the Contracting Parties shall be entitled to denounce the present Agreement not later than July 1st of any year, such denunciation to take effect at the end of the same calendar year.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate, in German and Danish, in Berlin, this 29th day of October, 1934.

Dr. Bernhard Wilhelm VON BÜLOW. Herluf ZAHLE.

FINAL PROTOCOL.

On the signature, this day, of the German-Danish Agreement regarding Facilities for Minor Frontier Traffic, the undersigned Plenipotentiaries have made the following identic declarations, which shall constitute an integral part of the Agreement.

Ad *Article* 2, *Paragraphs* 1 *and* 2.

The facilities specified in Article 2, paragraph 1, shall also be accorded where land worked as a single property or parts thereof are subsequently united with another similar property. The Contracting Parties further agree that in other cases also the said facilities need not of necessity be withheld where the competent Customs authorities on each side are agreed that the incorporation of the land in question in the said property is desirable on economic grounds.

Ad *Articles* 2, 3, 7 *and* 11, *and the Veterinary Rules of Application (Annex to Article* 13, *Paragraph* 2, *Sentence* 1*)*.

For the purpose of the present Agreement, asses and mules shall be assimilated to horses.

Ad *Articles* 4 *and* 6, *Paragraph* 2.

Article 4 and Article 6, paragraph 2, shall not affect the question whether persons resident in one frontier district are entitled to exercise their calling in the other frontier district.

Ad *article* 5, *al.* 2.

Les Parties contractantes aviseront les autorités douanières compétentes de se montrer libérales lorsqu'il s'agira d'établir s'il existe des besoins locaux, et notamment de tenir compte des relations commerciales existantes.

Ad *article* 7.

Le terme « véhicules », à l'article 7, s'entend également des voitures de déménagement, et le terme « marchandises », également des effets déménagés.

Ad *article* 8, *al.* 2.

Les navires assurant le transport de passagers entre les escales allemandes et danoises du fiord de Flensbourg ne devront pas transporter, pour la vente ou la consommation à bord, de tabac n'ayant pas acquitté les droits.

Ad *article* 12, *phrase* 2.

Les autorités locales compétentes des douanes, lorsqu'elles le pourront, se signaleront réciproquement l'exportation, par la frontière germano-danoise, de tabacs n'ayant pas acquitté les droits intérieurs.

Fait en double exemplaire, en langues allemande et danoise, à Berlin, le 29 octobre 1934.

Dr Bernhard Wilhelm von Bülow. Herluf Zahle.

Annexe a l'article 13, alinéa 2, phrase 1.

RÈGLEMENT DE POLICE VÉTÉRINAIRE

POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD GERMANO-DANOIS RELATIF AUX FACILITÉS DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER.

A. Ad *article* 2.

I. Importation de chevaux pour les travaux.

Les chevaux devront être marqués au fer sur le sabot antérieur gauche, les chevaux prussiens d'un P majuscule et les chevaux danois d'un D majuscule; en outre, ils seront inscrits dans des listes qui indiqueront le signalement exact des animaux (y compris les marques au fer) et qui seront conservées par les services administratifs désignés par le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel ils sont conduits. Si les autorités de cet Etat l'exigent, les chevaux devront être visités par le vétérinaire officiel dudit Etat une fois par an, autant que possible au printemps, au passage de la frontière ; à leur retour dans le pays d'origine, un examen par le vétérinaire officiel de ce pays pourra être prescrit. Pour les chevaux qui franchissent la frontière, non seulement une fois par an à l'aller et au retour, mais plus souvent, il pourra être ordonné que la visite ait lieu à de plus courts intervalles, sans toutefois qu'elle puisse être prescrite, en général, plus de deux fois par an. Les résultats de ces visites devront être consignés chaque fois par les vétérinaires officiels sur les listes détenues par les services administratifs désignés par le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel sont conduits les animaux.

Les examens vétérinaires prescrits seront gratuits, pour autant qu'ils auront lieu aux jours, lieux et heures fixés à cet effet.

Ad *Article* 5, *Paragraph* 2.

The Contracting Parties shall instruct the competent Customs authorities to adopt a considerate attitude in their examination of local requirements, and in particular to have due regard to existing business connections.

Ad *Article* 7.

For the purpose of Article 7, " carriages " shall be deemed to include furniture vans, and " goods " shall be deemed to include goods in course of removal.

Ad *Article* 8, *Paragraph* 2.

Ships engaged in the passenger service between German and Danish places of call in the Flensburg Fjord shall not carry tobacco in any form, on which duty has not been paid, for sale or consumption on board.

Ad *Article* 12, *Sentence* 2.

The competent local Customs authorities shall notify one another, wherever possible, of the export of tobacco in any form, on which duty has not been paid, across the German-Danish land frontier.

Done in duplicate, in German and Danish, in Berlin, this 29th day of October, 1934.

Dr. Bernhard Wilhelm VON BÜLOW. Herluf ZAHLE.

ANNEX TO ARTICLE 13, PARAGRAPH 2, SENTENCE 1.

VETERINARY RULES

FOR THE APPLICATION OF THE GERMAN-DANISH AGREEMENT REGARDING FACILITIES FOR MINOR FRONTIER TRAFFIC.

A. Ad *Article* 2.

I. IMPORTATION OF HORSES FOR WORKING PURPOSES.

Horses shall be marked by the branding on the hoof of their left fore-foot of a capital Latin P (Prussian horses) or a capital Latin D (Danish horses) and, furthermore, shall be registered, together with an exact description including particulars of the branded mark, in the lists to be kept by the authorities designated by the Government of the State of destination. Should the authorities of the State of destination so require, the horses shall be examined once each year — where possible, in the spring — on crossing the frontier by the official veterinary officer of the State of destination. On their return to the country of origin, they may be required to undergo examination by the official veterinary officer of the country of origin. In the case of horses crossing the frontier more frequently than once each year on the outward and homeward journey, such examinations may be ordered at shorter intervals. As a general rule, however, they shall not take place more than twice yearly. The results of the examinations shall on each occasion be entered by the official veterinary officers in the lists to be kept by the authorities designated by the Government of the State of destination.

Official veterinary examinations shall be carried out free of charge, provided they take place at the times and places appointed therefor.

Le retour dans le pays d'origine des chevaux atteints d'une maladie épizootique, suspects d'être atteints d'une maladie épizootique, ou suspects d'être contagieux, ne peut avoir lieu qu'avec une autorisation spéciale des autorités administratives des deux pays et sous réserve de l'observation des prescriptions spéciales édictées par ces autorités.

II. CIRCULATION DU BÉTAIL DE PACAGE.

1. Le bétail de pacage (chevaux, bovidés, moutons, chèvres) sera soumis, au début de chaque période de pacage, à une visite unique qui sera faite à l'entrée, par le vétérinaire compétent du pays dans lequel ledit bétail est mené au pacage. Ce bétail sera également examiné par le vétérinaire compétent du pays d'origine lors du retour dans ce pays (réimportation) après la période de pacage.

A la sortie, le bétail ne sera pas examiné par le vétérinaire du pays de sortie.

L'entrée ne sera autorisée que si les animaux sont reconnus exempts de maladies épizootiques ou des symptômes de ces maladies.

2. Au début de la période de pacage, les personnes accompagnant les animaux qui se rendent au pacage devront produire des certificats d'origine émanant, en Allemagne, du « Gemeindevorsteher » et, au Danemark, du « Sognefoged » du lieu d'origine des animaux.

Ces certificats d'origine devront indiquer, pour les chevaux et les bovidés, le sexe, la couleur, les marques distinctives et l'âge approximatif, pour les moutons et les chèvres, l'espèce et le nombre, et, en outre, pour toutes les catégories d'animaux, les marques distinctives spéciales que les animaux pourraient porter (marques à l'oreille, marques au fer sur la peau, les cornes, les sabots, marques en couleurs, marques à la tondeuse, etc.), ainsi que le lieu d'origine, le nom du propriétaire du cheptel dont fait partie ce bétail, et la date à laquelle celui-ci a quitté son lieu d'origine. Les certificats devront indiquer en outre qu'il ne règne, ni au lieu d'origine ni dans le cheptel d'origine, aucune maladie transmissible à l'espèce en question. Ces certificats seront valables trois jours.

Les certificats d'origine seront établis d'après un modèle déterminé, arrêté d'un commun accord par les services vétérinaires des deux pays.

3. D'après les certificats d'origine ci-dessus mentionnés, les autorités frontalières du pays d'importation établiront un registre des animaux qui leur permettra d'exercer un contrôle minutieux sur le bétail de pacage.

En outre, les animaux devront toujours être marqués au fer ou au moyen de marques spéciales à l'oreille.

4. Afin d'assurer la réexportation, le régime de l'admission temporaire sera appliqué. La réexportation devra avoir lieu chaque année, après le pacage, au plus tard le 15 novembre, à moins que les autorités administratives des deux pays ne conviennent de prolonger ce délai en raison de circonstances spéciales (abondance particulière de l'herbage, beau temps, cas de maladie parmi les animaux, etc.).

5. L'entrée et la sortie ne devront pas nécessairement avoir lieu par les routes douanières ou par les chemins de traverse habituellement ouverts à la circulation. Toutefois, la voie qui aura été choisie, et qui devra être indiquée aux autorités frontalières, devra être suivie dans chaque cas. Il ne sera pas perçu de taxes du fait que les formalités de douane ont été effectuées ailleurs que sur les routes douanières.

6. Les autorités frontalières et le vétérinaire compétents devront être avisés à temps, et autant que possible trois jours au préalable, de l'importation projetée du bétail de pacage ; l'avis devra indiquer le lieu et la date d'entrée. En outre, le propriétaire des animaux devra faire en temps opportun et autant que possible dans le même délai, les démarches nécessaires auprès de l'administration des douanes du pays d'exportation en vue de l'établissement des papiers de douane.

Les autorités locales compétentes (postes de douane, gendarmerie, vétérinaire compétent) pourront fixer d'un commun accord, au début de la période de pacage, certains jours, heures et points de passage pour les communes intéressées.

The return to the State of origin of horses suffering or suspected of suffering from epizootic disease, or of horses suspect of contagion, shall be conditional on the issue of a special authorisation by the administrative authorities of both countries and on the observance of the special rules laid down by these authorities.

II. GRAZING TRAFFIC.

1. Animals taken out to grass (horses, cattle, sheep and goats) shall undergo a single veterinary examination by the competent veterinary surgeon of the country into which they are being driven to pasture at the beginning of each grazing season. Furthermore, upon their return to the country of origin (re-entry) at the end of each grazing season, they shall undergo examination by the competent veterinary surgeon of their country of origin.

There shall be no export examination by the veterinary surgeon of the country of origin of the animals.

Admission shall only be granted if the animals have been found free from contagious disease or suspect symptoms thereof.

2. At the beginning of the grazing season, the persons responsible for the animals to be imported shall produce certificates of origin of the said animals, which shall be drawn up in Germany by the head of the commune and in Denmark by the Sognefoged of the place of origin of the animals.

The said certificates of origin must particularise (in the case of horses and oxen) sex, colour, markings and approximate age (in the case of sheep and goats), breed and number, and (in the case of all kinds of animals) any special distinguishing marks such as ear markings, skin, horn or hoof brands, coloured marks, style of clipping and the like, as also the place of origin, name of person from whose stock the animal originally came, and date of removal from the place of origin. The certificates must further contain a statement to the effect that the place or stock from which the animal came was free from all diseases communicable to animals of the kind in question. The certificates shall be valid for a period of three days.

The certificates of origin shall be made out in accordance with the model adopted by the veterinary authorities of both countries by mutual agreement.

3. The frontier authorities of the country into which the animals are brought shall prepare a current list of the animals on the basis of the certificates of origin above mentioned, with a view to careful checking of the stock at pasture.

The animals shall in addition be distinguished in all cases by a brand or special ear marking.

4. The re-entry of the animals shall be guaranteed by a Customs certificate. Re-entry after the grazing season of any given year shall take place not later than November 15th, unless the administrative authorities of both countries agree to extend this period on account of special circumstances, such as unusual abundance of grass, good weather, sickness amongst the animals, or the like.

5. The entry and re-entry of the animals shall not be restricted to the Customs roads or to the bye-roads in recognised common use ; but the route chosen shall be notified to the frontier authorities, and must in all cases be adhered to. Customs charges shall not be collected in respect of clearances made elsewhere than on the Customs roads.

6. The frontier authorities and the veterinary officer concerned shall be notified in good time — and, wherever possible, three days beforehand — of the proposed entry of animals for pasture, with particulars of the place and time of entry. The owner of the animals shall further notify the Customs authorities of the country of export in good time — and, wherever possible, three days beforehand — with a view to the issue of the Customs certificate.

The local authorities concerned (Customs officials, police and veterinary officers) shall fix by agreement, at the commencement of the grazing period, definite dates of entry and times and places of crossing for the communes affected.

7. Les frais de l'examen vétérinaire et de marquage des animaux seront à la charge des importateurs. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement de temps à autre le tarif des droits en vigueur.

8. Si le bétail franchit à plusieurs reprises la frontière pendant la période de pacage, les mesures de contrôle prescrites ci-dessus seront appliquées à chaque passage. Sur demande, les sous-préfets de chaque pays (« Amtmann » ou « Landrat ») pourront, d'un commun accord, admettre des dérogations à cette règle pour le bétail paissant sur les pâturages situés à proximité immédiate de la frontière.

9. Le retour dans le pays d'origine de bétail de pacage atteint d'une maladie épizootique, suspect d'être atteint d'une maladie épizootique, ou suspect d'être contagieux, ne pourra avoir lieu qu'après accord préalable, et sous réserve de l'observation des prescriptions spéciales édictées par les autorités administratives des deux pays.

10. Le contrôle prescrit ci-dessus ne sera pas applicable à la circulation du bétail de pacage sur les biens-fonds que traverse la frontière et qui sont clôturés conformément à l'article 2, alinéa 2, de l'Accord du 10 avril 1922, relatif à l'utilisation et à l'entretien des points de passage de la frontière germano-danoise (voir à ce sujet l'Arrangement du 9 mai 1924 entre les autorités frontalières allemandes et danoises).

B. Ad *article* 3.

En ce qui concerne l'importation des chevaux qui doivent être ferrés, ou soignés par un vétérinaire dans l'Etat voisin, on appliquera les règles d'exécution prévues sous A. I.

C. Ad *article* 7.

Les personnes qui accompagnent des chevaux attelés à des véhicules franchissant la frontière devront être munies d'un certificat de l'autorité compétente du pays d'origine (la police locale, en Prusse, et le « Sognefoged », au Danemark) établi dans les deux langues et portant le timbre officiel de cette autorité ; ce certificat devra indiquer le nom et le domicile du propriétaire des chevaux et donner une description détaillée des animaux.

D.

Les autorités administratives compétentes s'aviseront mutuellement, le 5 de chaque mois, de l'état sanitaire de la zone frontalière, pendant le mois précédent, en ce qui concerne les maladies énumérées ci-dessous ; en outre, une communication semblable sera faite dans les vingt-quatre heures lorsqu'un nouveau cas de maladie aura été constaté dans une commune restée indemne d'épizootie depuis trente jours au moins :

1° Rage *(Lyssa, Rabies, Hydrophobia)* ;
2° Affection morvo-farcineuse des chevaux *(Malleus)* ;
3° Fièvre aphteuse *(Aphthæ epizooticæ)* ;
4° Pleuropneumonie contagieuse des bovidés *(Pleuropneumonia contagiosa bovum)* ;
5° Clavelée des moutons *(Variola ovina)* ;
6° Gale des chevaux et des moutons *(Scabies)* ;
7° Peste porcine *(Pestis suum)* ;
8° Peste bovine *(Pestis bovina)*.

Pour chaque cas de maladie on indiquera exactement le lieu, le nom du propriétaire, l'effectif du troupeau infecté et le nombre des animaux malades.

La communication devra être faite, même s'il n'y a pas de maladie à signaler.

7. The importers shall bear the cost of the veterinary examination and of the requisite marking. Each of the Contracting Parties shall communicate to the other from time to time the current charges in force in this connection.

8. If during the grazing season animals are repeatedly driven across the frontier, the measures of control above prescribed shall be applicable in respect of each crossing. In the case of stock grazing in meadows situated directly on the frontier, exceptions may be made, upon request, by the Danish Amtmann or German Landrat by agreement.

9. The return to the State of origin of grazing stock suffering or suspected of suffering from epizootic disease or suspect of contagion shall be permitted only by previous agreement between the administrative authorities of both countries and subject to observance of the special regulations by them laid down.

10. In the case of properties intersected by the frontier which are fenced in accordance with Article 2, paragraph 2, of the Agreement regarding the Use and Upkeep of Routes across the German-Danish frontier of April 10th, 1922 (see also the Agreement between the German and Danish frontier authorities of May 9th, 1924), grazing traffic shall not be subject to the measures of control above prescribed.

B. Ad *Article* 3.

The rules of application in A I shall apply to the importation of horses into the neighbouring State for shoeing or veterinary treatment.

C. Ad *Article* 7.

In the case of horses used for drawing vehicles across the frontier, a certificate in both languages shall be made out by the competent authorities of the country of origin (in Prussia the local police authorities, in Denmark the Sognefoged) with the official stamp of such authorities, giving particulars of the name and place of residence of the owner of the horses and an exact description of the horses themselves.

D.

The competent administrative authorities shall communicate to each other on the fifth of each month particulars of the position regarding the diseases hereinafter enumerated in the frontier district during the previous month ; such communications shall in addition be made within twenty-four hours whenever a new case of any of the said diseases is discovered in any commune which has been free therefrom for a period of not less than thirty days :

(1) Rabies *(Lyssa, Rabies, Hydrophobia)* ;
(2) Glanders *(Malleus)* ;
(3) Foot-and-mouth disease *(Aphthæ epizooticæ)* ;
(4) Pleuro-pneumonia in cattle *(Pleuro-pneumonia contagiosa bovum)* ;
(5) Sheep-pox *(Variola ovina)* ;
(6) Mange in horses and scab in sheep *(Scabies)* ;
(7) Swine plague *(Pestis suum)* ;
(8) Cattle plague *(Pestis bovina)*.

In such communications all cases of disease shall be duly set out with full particulars of the place of the outbreak, the owner, the size of the flock or herd attacked and the number of sick animals.

Such communications shall be sent even when there are no cases to report.

E.

En cas d'apparition dans l'Etat voisin, en Allemagne au nord de l'Eider et au Danemark au sud de la Königsau, de la peste bovine, de la pleuropneumonie des bovidés, de la clavelée des moutons et de la fièvre aphteuse, les dispositions ci-dessus pourront être renforcées, aussi longtemps que subsistera le danger d'épizootie. On pourra même interdire totalement ou partiellement le passage de la frontière par des animaux aussi longtemps que le danger d'épizootie sera particulièrement menaçant.

Cependant, en règle générale, sauf en ce qui concerne la fièvre aphteuse dans une zone de six kilomètres au nord et au sud de la frontière, la circulation du bétail de pacage d'Allemagne au Danemark et du Danemark en Allemagne sera autorisée même lorsque la fièvre aphteuse régnera, en Allemagne, au nord de l'Eider, et au Danemark, au sud de la Königsau, à condition que les certificats d'origine, établis conformément aux prescriptions du point A. II. 2, soient accompagnés d'un certificat sanitaire établi, pour le troupeau auquel les animaux à exporter appartiennent, par le vétérinaire officiel, daté de quatre jours avant l'exportation, et muni d'une attestation certifiant que les fissipèdes en question ont été vaccinés réglementairement, le même jour, au moyen du sérum immunisant Riemser, lors de la visite du troupeau.

Les autorités administratives compétentes (« Landräte » en Prusse et « Amtmänner » au Danemark) se donneront réciproquement avis, le cas échéant, du renforcement du contrôle ou des interdictions en question, dès que ces mesures auront été prises.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, *le* 25 *mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, le 29 octobre 1934, de l'Accord germano-danois relatif aux facilités instituées dans le petit trafic frontalier, j'ai l'honneur de faire connaître qu'une entente est intervenue sur le point ci-après entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement danois, et je vous prie de bien vouloir m'en donner confirmation.

> Le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal danois conviennent que l'Arrangement, instituant des facilités dans le trafic frontalier entre l'Allemagne et le Danemark, qui est entré en vigueur le 1er août 1930 sera modifié, à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord susmentionné du 29 octobre 1934, en ce sens qu'aux articles 2, 10 et 12 de l'Arrangement du 1er août 1930, la date du 23 octobre 1920 sera remplacée par celle du 29 octobre 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

VON BÜLOW.

Monsieur le Chambellan Herluf Zahle,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Danemark,
Légation royale de Danemark
à Berlin.

E.

In the event of an outbreak of cattle plague in the neighbouring State, of pleuro-pneumonia in cattle, sheep-pox or foot-and-mouth disease in Germany north of the Eider or in Denmark south of the Königsau, the stringency of the foregoing rules may be increased during the duration of the outbreak. Complete or partial prohibition of frontier traffic with animals may likewise be enforced for such time as the danger of contagion is acute.

Nevertheless, as a general rule — and except in the event of the prevalence of foot-and-mouth disease within a zone six kilometres to the north and south of the frontier — grazing traffic from Germany to Denmark or from Denmark to Germany shall be permitted during the prevalence of foot-and-mouth disease in Germany north of the Eider or in Denmark south of the Königsau, provided always that the certificates of origin under Section A, Sub-section II, paragraph 2, are accompanied by clean bills of health in regard to the flocks or herds to which the outgoing animals belong made out four days prior to export by the official veterinary officer, such bills of health to be endorsed with a statement certifying the regulation inoculation of the cattle with Riemser serum on the same day in connection with the examination of the herd.

The competent administrative authorities (in Prussia the Landräte, in Denmark the Amtmänner) shall communicate to each other, if necessary, any orders increasing the stringency of the regulations or introducing prohibitions, as soon as such orders are issued.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, *May 25th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the signature on October 29th, 1934, of the German-Danish Agreement concerning Facilities in connection with Minor Frontier Traffic, I have the honour to inform you, and at the same time to beg you to confirm, that the German and Danish Governments have agreed as follows :

> The German Government and the Royal Danish Government are agreed that the Arrangement concerning facilities in connection with frontier traffic between Germany and Denmark which came into force on August 1st, 1930, shall be modified as from the date of the entry into force of the aforesaid Agreement of October 29th, 1934, in the sense that the date October 29th, 1934, shall be substituted for the date October 23rd, 1920, in Articles 2, 10 and 12 of the Arrangement of August 1st, 1930.

I have the honour to be, etc.

VON BÜLOW.

Hr. Herluf Zahle,
Gentleman of the Court,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Royal Danish Legation,
Berlin.

No. 3680

II.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

BERLIN, *le* 25 *mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature, le 29 octobre 1934, de l'Accord dano-allemand relatif aux facilités instituées dans le petit trafic frontalier, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter ce qui suit à votre connaissance.

> Le Gouvernement royal danois et le Gouvernement allemand conviennent que l'Arrangement, instituant des facilités dans le trafic frontalier entre le Danemark et l'Allemagne, qui est entré en vigueur le 1er août 1930, sera modifié, à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord susmentionné du 29 octobre 1934, en ce sens qu'aux articles 2, 10 et 12 de l'Arrangement du 1er août 1930, la date du 23 octobre 1920 sera remplacée par celle du 29 octobre 1934.

Veuillez agréer, etc.

Herluf ZAHLE.

Son Excellence
Monsieur le baron von Neurath,
Ministre des Affaires étrangères du Reich.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

BERLIN, *May 25th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the signature on October 29th, 1934, of the Danish-German Agreement concerning Facilities in connection with Minor Frontier Traffic, I have the honour to inform you, in accordance with instructions received, as follows :

> The Royal Danish Government and the German Government are agreed that the Arrangement concerning facilities in connection with frontier traffic between Denmark and Germany which came into force on August 1st, 1930, shall be modified as from the date of the entry into force of the aforesaid Agreement of October 29th, 1934, in the sense that the date October 29th, 1934, shall be substituted for the date October 23rd, 1920, in Articles 2, 10 and 12 of the Arrangement of August 1st, 1930.

I have the honour to be, etc.

Herluf ZAHLE.

His Excellency
Baron von Neurath,
Minister of the Reich for Foreign Affairs.

Imprimé pour la Société des Nations par les Imprimeries Réunies S.A., Lausanne (Suisse).
Printed for the League of Nations by Imprimeries Réunies S.A., Lausanne (Switzerland).